



Rejeté par le général Aoun

L'accord de Taëf sur le Liban consacre la présence syrienne

Un pari perdu

UNE guerre, on la gagne ou on la perd. En décidant sa guerre de libération contre l'occupant syrien, le 14 mars dernier, le général Aoun avait pris en considération tous les facteurs politiques qu'entraînait sa décision ?

Il n'y eut pas d'opération militaire au sens strict du terme pendant ces six mois de bombardements réciproques. De ce point de vue, nul n'a été vaincu. C'est politiquement que le général Aoun a perdu, en contraignant le camp chrétien à négocier à Taëf, dans les pires conditions, un sauvetage périlleux.

L'homme fort du camp chrétien a certes, par son action, forcé les pays arabes et la communauté internationale à traiter la question de la présence syrienne au Liban. Il a donc contribué à obliger les Syriens à accepter une intervention arabe dans un pays qu'ils considéraient jusque-là comme leur chasse gardée. Mais le général fait aujourd'hui figure d'accusé alors que Damas voit au contraire légalisée pour au moins deux ans, et sans doute plus, la présence de son armée au Liban.

Le général Aoun poursuivait-il l'objectif d'exporter un pieux d'embûche si haut la barre, c'est-à-dire en exigeant un retrait de l'armée syrienne, ce dernier fut-il satisfait par tous les Libanais ? En personnelisant au maximum son action et en affrontant lui-même le président Assad dans un face-à-face périlleux, ne se condamnait-il pas d'avance, tant le rapport des forces était inégal ?

Peu suivi par les dirigeants de son propre camp, qui lui reprochaient ses méthodes et le mauvais moment choisi — mais y en a-t-il eu un bon ? — il n'a jamais pu rallier la classe politique musulmane, à laquelle il n'offrait aucune compensation, refusant d'admettre que le conflit libano-syrien n'était qu'un des aspects de la crise libanaise.

La communauté internationale, dont il attendait l'aide, a vite montré les limites de son action, s'en remettant aux pays arabes pour trancher une situation dans laquelle elle avait connu déjà tant de revers. L'Irak, son unique soutien régional, ne pouvait déifier, seul, tous les pays arabes, l'Iran étant toujours mobilisé à ses frontières.

Taëf, c'est son propre abandon, tant le choix était devenu disproportionné entre la tentative de sauvetage du Liban qu'offrait le comité arabe et le rêve — décidément chimérique — du général Aoun.

En se soumettant à la volonté populaire « consultée » pour la première fois, le général Aoun tente un dernier sursaut, dont il ne peut ignorer qu'il sortira perdant. Car quinze ans de guerre ont épuisé depuis longtemps les capacités de résistance volontaire pour élever des batailles sans issues.

A l'issue de trois semaines de débats, les députés libanais réunis à Taëf ont accepté, dimanche 22 octobre, un document d'« entente nationale » qui modifie l'équilibre institutionnel en faveur des musulmans et consacre la présence syrienne dans le pays. Le général Aoun, chef du gouvernement chrétien, a rejeté ce document.

Le texte approuvé à Taëf prévoit des réformes du système politique visant à modifier, dans un sens plus favorable aux musulmans — devenus majoritaires au Liban — l'équilibre des pouvoirs entre chrétiens, musulmans sunnites et musulmans chiites. Cependant, malgré l'insistance des députés chrétiens, le texte parrainé par les Arabes ne dit mot d'un éventuel retrait de l'armée syrienne et se contente d'évoquer un « regroupement » des forces de Damas dans certaines régions du pays.

Le sort de cet accord reste subordonné à l'usage qu'en feront, sur le terrain, les différentes factions libanaises. Le général Michel Aoun, qui avait déclenché en mars dernier la « guerre de libération » contre les Syriens, a immédiatement rejeté l'accord de Taëf, estimant qu'il « légalisait le crime que constitue la présence syrienne au Liban ». Le chef du gouvernement militaire chrétien a toutefois indiqué qu'il s'en remettait « à la volonté populaire ».

Pour sa part, le chef du gouvernement à majorité musulmane et soutenu par Damas, M. Salim Hoss, a accueilli favorablement le document de Taëf, et appelé à son respect total.

Lire les articles de Françoise Chépeaux et Lucien George pages 7 et 8

Développement politique de l'affaire des « foulards »

L'UDF réclame un débat sur l'immigration

De nombreux responsables politiques ont pris position, au cours du week-end, sur le port du foulard islamique dans les écoles, tandis qu'une manifestation musulmane intégriste était organisée à Paris. M. Charles Millon, président du groupe UDF a réclamé « un débat à l'Assemblée nationale sur l'immigration ».

Que de bruit pour quelques foulards ! L'affaire peut paraître démesurée et même grotesque. Mais ce n'est jamais par hasard qu'une simple controverse locale, sur un sujet apparemment mineur prend les dimensions d'un débat national. Chacun devine que, derrière le port du voile à l'école, se profile autre chose, de plus vaste et de plus grave. Il s'agit de la place de l'Islam en France et de l'avenir de millions d'immigrés qui ne repartiront jamais dans leur pays. La classe politique s'est bruyamment réveillée au cours du week-end, comme si une bombe oubliée lui avait explosé à la figure. Il faut reconnaître que la plupart de ces déclarations sont mesurées et plutôt de bonne qualité.

ROBERT SOLÉ
Lire la suite page 16 - section B

Lire également

- Un entretien avec le recteur de la Mosquée de Paris
- Les réactions dans les milieux politiques et chez les franc-maçons
- La situation au collège de Creil

pages 16 et 17 - section B

L'armée rouge et la perestroïka
Une association de militaires contestataires s'est constituée à Moscou
page 4

L'extrême droite en RFA
Poussée des républicains au Bade-Wurtemberg
page 6

OPA de Paribas sur la Mixte
Un investissement de 20 milliards de francs
page 8 - section D

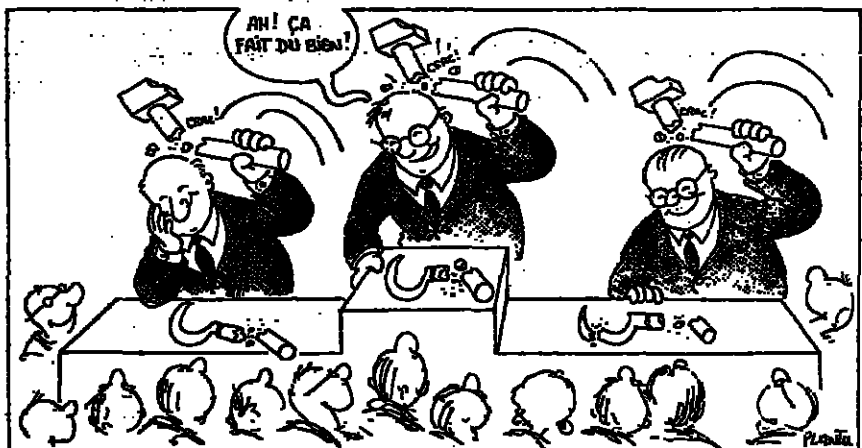
Accords franco-italiens dans la banque
Le Crédit agricole avec le Nuovo Banco Ambrosiano et la BNP avec le Credito Romagnolo
page 25 - section D

Comédie-Française
Les ambitions d'Antoine Vitez Pour la Maison de Molière et les coulisses d'une république d'Ancien Régime
page 13 - section B

« Sur le nit » et le sommaire complet se trouvent page 48 - section D

Vive la « République de Hongrie » !

Trente-trois ans après le soulèvement de 1956, les manifestations commémoratives sont autorisées et la République — qui n'est plus « populaire » — est proclamée



BUDAPEST
de notre envoyée spéciale

Comme une par un irrésistible élan, la Hongrie, trois jours après avoir adopté une série de lois qui doivent la placer au rang des démocraties parlementaires, célèbre en toute solennité, lundi 23 octobre, le trente-troisième anniversaire du début du soulèvement de 1956, qui fut écrasé par les chars soviétiques au bout de deux semaines.

Pour la première fois cette année, les manifestations commémorant le 23 octobre, autrefois durement réprimées, sont autorisées. On attendait donc, lundi, beaucoup de monde, peut-être autant que pour les funérailles officielles d'Imre Nagy, le premier ministre de l'insurrection, qui avaient réuni quelque cent mille personnes, le 16 juin dernier. La journée n'a cependant pas été déclarée chômée.

SYLVIE KAUFFMANN
Lire la suite page 3

Le retour des confédérations

Le travail reprend à Peugeot-Mulhouse - L'impasse est totale aux finances Les confédérations ont profité de ces conflits pour revenir sur le devant de la scène

Au moment même où les conflits piétiennent aux finances et semblent s'apaiser chez Peugeot, les confédérations syndicales opèrent un intéressant retour sur l'avant-scène. La crise du syndicalisme et la priorité absolue accordée à l'entreprise avaient peu à peu conduit à voir dans ces structures des outils presque périmés, dépassés, obsolètes. Or, paradoxalement, une grève d'entreprise (Peugeot) et un conflit sectoriel (les finances) montrent que nos vieilles confédérations conservent toute leur utilité.

Successivement, M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, et M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, ont saisi l'occasion d'entretiens demandés sur l'Europe pour alerter M. François Mitterrand sur la situation sociale. Histoire d'entendre le chef de l'Etat exprimer son « insatisfaction » devant des conflits « qui n'en finissent pas » et souhaiter qu'on aboutisse à « des accords avec les syndicats » permettant de répondre aux souhaits des fonctionnaires...

En l'occurrence, on peut se demander si l'insatisfaction du chef de l'Etat ne visait pas davantage la gestion gouvernementale de ces conflits que l'attitude de grévistes, pourtant peu prompts au compromis dans les finances. Interprofessionnelles par définition, les confédérations attendent de l'Etat une cohérence qu'elles sont loin de trouver partout. Chez Peugeot, il a fallu attendre un mois pour qu'un conciliateur soit désigné du bout des lèvres. Dans la fonction publique, le traitement global — l'annonce d'une réforme de la fameuse grille salariale unique — a donné lieu à des hésitations, le pas en avant de M. Durafour ayant été suivi d'une apparente marche arrière qui a dû être corrigée sous la pression des syndicats. Mais les traitements spécifiques donnent lieu à une cacophonie pour le moins désordonnée.

M. Joxe semble céder en catimini aux revendications des syndicats de policiers tandis que les concessions plus mesurées de M. Bérégovoy, confronté à l'est vrai à un certain maximalisme syndical, tombent à plat. La perspective du prochain congrès du PS complique encore un peu plus la marge déjà étroite du gouvernement. Son interférence est évidente dans le conflit des finances, où les perspectives sont dans leur très grande majorité des électeurs socialistes. Plus cette grève dure, plus M. Bérégovoy mécontente une partie de son propre électorat et... avive les tensions entre les différents courants du PS. L'issue est-elle du côté de confédérations qui pousseraient leurs fédérations, lassitude des grévistes aidant, à se montrer plus accommodantes ?

MICHEL NOBLECOURT
Lire la suite page 26 - section D

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Hongrie : les agriculteurs liés à l'Est

La moitié des exportations agricoles sont destinées à l'URSS, compromettant la rentabilité des coopératives. Budapest souhaite commercer sur une base dollar.

La Révolution française ou l'économie de marché pour tous

La chronique de Paul Fabra : Paris 89 = Wall Street 87
pages 27 à 30 - section D

SPORTS

Explosion de violence dans un stade d'Amsterdam

Quatorze supporters de l'équipe de football de l'Ajax d'Amsterdam ont été blessés par l'explosion de deux bombes artisanales lancées par des partisans de Feyenoord.

Alain Prost champion chicane

Le Français est virtuellement champion du monde des conducteurs pour la troisième fois... en attendant la décision de la Fédération internationale sur la suspension du Brésilien Ayrton Senna.

page 24 - section C

JULIEN GREEN

Reédition d'un chef-d'œuvre

Moïra
ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

99 F

Éditions du Seuil



DÉBATS

Islam en France

Pourquoi cette peur ?

par Leila Sebbar

ET voici soudain le corps administratif scolaire et professoral pris de laïcité aigüe. La laïcité a eu des vertus, en garde quelques-unes, c'est indéniable, mais la régression et le conservatisme guettent ceux qui la défendent à tout prix et en n'importe quelle occasion.

La même école, les mêmes règles pour tous et toutes, enfants de paysans, ouvriers, directeurs de publicité français et étrangers... Diminuer les inégalités sociales et culturelles, offrir les mêmes chances au nom des principes d'égalité et de fraternité... Certes. Mais quel usage fait-on de la liberté d'expression, de la liberté de croyance, lorsqu'on interdit dans un lieu public, le collège, le lycée, le port du foulard qui ne masque pas le visage, la croix qui brille sur le tee-shirt noir, ou l'étoile de David ?

En quoi ces signes représentent-ils un danger pour la salubrité publique de l'école laïque ?

Pourquoi suffit-il que trois jeunes filles portent un foulard et non pas le voile qui couvre tout le corps et ne laisse apparaître qu'un œil ou deux... pour qu'à nouveau les anticléricals acharnés, une espèce qu'on croyait disparue avec la tétée croissante de la pratique religieuse chrétienne, des libéraux, des progressistes fassent entendre leurs cris, comme si la cité laïque allait être prise d'assaut par des troupes d'islamistes fanatiques ?

Ces foulards symboliques seraient les premiers signes d'un déploiement de drapeaux verts ornés du croissant du Prophète ? Il faudrait les comprendre comme annonciateurs d'un déferlement de conquérants sanguinaires de la guerre sainte ? Il faudrait absolument se protéger et préparer le siège à l'intérieur du fort ?

Cette panique, cette précipitation irrationnelle au nom de la laïcité sacrée, sont grotesques. Qui sont les victimes réelles dans cette histoire et dans d'autres, similaires ? Ne peut-on, lorsqu'on est en position de force et de pouvoir, tolérer que des jeunes filles, attachées aux formes extérieures et intérieures de leur religion, portent un foulard qui ne voile pas le visage, comme d'autres ornent leurs cheveux de rubans, résilles, houppes ou crêtes, expressions de croyances diverses, peut-être aussi intolérables... et de séductions.

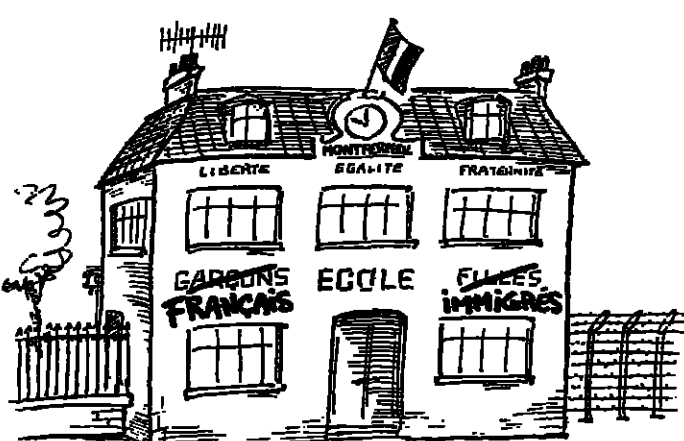
Lieu public

On oublie que la salle de classe est un lieu public où joue le regard de l'autre. Si ces jeunes filles n'ont pas organisé dans l'enceinte de la cité scolaire des groupes de propagande islamiste, des comités d'action pour convertir et endoctriner, des cercles d'agitation terroriste... Si elles se contentent d'aller entre elles, le visage encadré d'un foulard qui cache leurs cheveux comme on

cache ses cuisses et ses seins, mais qui ne cache pas leur foi musulmane, pourquoi une telle peur ? Avoir à ce point cédé à l'obsession de la violence de la foi islamique, en prenant des sanctions graves, contre ces jeunes filles pacifiques jusqu'ici, qu'est-ce que cela signifie sinon que, même là où on pourrait croire que la tolérance, l'ouverture, l'intelligence s'exercent, de tels actes se commettent contre la liberté, dans l'arbitraire et l'intolérance. La laïcité, oui, mais pas à n'importe quel prix. Trois foulards contre l'intégration de trois millions de musulmans en France ?

► Leila Sebbar est écrivain et professeur de lettres.

TRAIT LIBRE



J. P. Bédier

Bibliographie : « Tjibaou le Kanak », par Alain Rollat

Une passion calédonienne

Si on lui avait dit qu'un jour un journaliste français ferait de sa vie un livre, Jean-Marie Tjibaou aurait sans doute ri, dans un de ces grands colats dont il avait le secret, imprévisibles et décalés, prenant au dépourvu ses interlocuteurs. Comment aurait-il pu imaginer un livre sur lui, cet homme du bout du monde, ce Kanak de la tribu de Tiendanite, au nord-est de la Grande-Terre, ce cultivateur d'ignames aux mystérieux secrets pour qui le seul vrai livre capable de retenuir la trace des hommes, ce fil si ténu, était celui de la nature ? Sur la terre de mon pays, avait-il confié un jour de mars 1981, lors d'une conférence à Genève, le cahier, c'est la terre,

c'est telle pierre, telle source. Et à tel endroit qui porte tel nom, là commence l'histoire.

Il aurait ri, mais il aurait aimé ce livre, non d'hommage, mais de respect, d'estime et de scrupule, que lui consacrer Alain Rollat, qui, depuis une dizaine d'années, suit pour le Monde les soubresauts des derniers lambeaux de l'empire colonial français. De reportages en reportages, Rollat a vécu le drame calédonien de l'intérieur, jusqu'à ce jour funeste de mai dernier où trois hommes sont morts au-dessus des tombes de dix-neuf autres, finissant un épisode d'une tragédie dont rien n'assure que l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yéwéné Yé-

wéné par Djubelly Wéa, lui-même tué à son tour, sera l'épilogue.

Relisant ses carnets, se souvenant de ses conversations avec celui qui était devenu, pour la politique, président du Front national de libération kanak et socialiste (FLNKS) et, pour la tradition coutumière, chef des Tiendanites, Rollat se remémore aussi les silences de cet « homme-raï » sorte d'arbre énigmatique, tout à la fois planté dans le passé de sa terre kanak et jetant ses branches vers l'avenir d'un ciel incertain. Le résultat est un livre émouvant et personnel qu'il a écrit, précise-t-il, pour les « enfants de France ». Et il est vrai que ce récit, construit, tel un scénario, au rythme vif de courts chapitres, mêle l'aventure et l'édification, l'histoire d'un homme peu commun et la morale implicite.

La déchirure

En nous livrant les clés de Tjibaou, Rollat nous fait connaître un peuple, ses traditions, ses ambitions et sa complexité, mariant habilement de nombreuses révélations factuelles au rôle de révélateur de l'identité kanak que joue le leader indépendantiste. La vie et la mort sont ici les deux puissances maîtresses. La première se joue dans la revendication nationaliste, dans l'affirmation de soi, dans le retour à l'identité. Mais, sans cesse, de Pierre Declercq à Elui Machoro jusqu'à Tjibaou, et avant lui deux de ses frères, elle passe et repasse par la mort, cette mort qui, là-bas, en « Kanaky », est aussi la vie puisque, selon la tradition, la terre y est « le sang des morts ».

A travers une savoureuse galerie de portraits et de situations, où se croisent un père mariste, diaboliquement « civilisateur », pétainiste et anticolonialiste, un épier farouchement laïc, fils d'un capitaine au long cours, un pasteur qui inaugure l'école ethnologique française, un ancien Fédé, grand initiateur, maître des secrets de l'univers et dépositaire des médecines ancestrales, des troupes américaines où — stupéfait ! — des Noirs commandent des Blancs, des éleveurs métis qui n'en finissent pas de vouloir étendre leurs terres et, enfin, un splendide « rocher-poule » qui trône au milieu de la baie, la suite pourrait s'intituler « la vraie vie de Jean-Marie Tjibaou », né en 1936. Non pas celle que la France connaît et qui commença seulement en 1977 quand il entra en politique, élu vice-président de l'Union calédonienne (UC).

Il n'est d'ailleurs pas certain que, pour Tjibaou, l'essentiel se joue toujours dans ces instances. « Les

partis politiques, disait-il, ne sont que des béquilles qui permettent au vent de la Terre de s'exprimer. » Les choix primordiaux s'étaient faits avant. La politique active vint en sus, par nécessité vitale. Aussi la moitié du livre consacrée à ce qui l'a précédée est-elle sans doute la plus passionnante. Elle nous fait comprendre, à travers la vie d'un homme, l'ambiguïté de la situation calédonienne.

Au cœur de cette dimension, il y a, de façon poignante, l'ambivalence de Tjibaou lui-même, ce déchirement entre passé et présent, tradition et modernité, qu'il vécut intensément tout en s'efforçant de le dépasser. « Je reste toujours seul, expliquait-il. Je ne suis jamais individu (...). Je ne suis jamais moi (...). Je suis toujours quelqu'un en référence à mes frères. Cela, c'est très grave dans la société moderne pour prendre des décisions, et surtout des décisions rapides. » Ce fut un homme entre deux mondes, au milieu du gué. Il était partagé entre la non-violence de ses idéaux et la violence de l'histoire, écartelé entre le retour à l'identité d'une société traditionnelle, qui légitimait la revendication nationaliste, et le saut dans l'autre monde, matériel, économique, politique, que supposait l'indépendance effective.

Le temps aussi était une déchirure pour Tjibaou. Comment concilier le temps cyclique de la tradition, qui revient toujours, que l'on conjure au présent, et le temps linéaire de la politique, qui s'avance comme l'on pose des briques pour construire un mur ? Il y a là les éléments d'une tragédie antique qu'il a, forcément, influencé, « au bout de la course, il y a aussi la mort ». Tjibaou encore. La réussite de Rollat n'est pas seulement d'avoir su la mettre en scène. Elle est aussi dans l'honnêteté qu'il met à nous confier combien cette passion calédonienne l'a ébranlé, bousculé et tarabulé.

« Pour la première fois d'une course professionnelle déjà longue, écrit Rollat, j'ai découvert un sentiment que je n'ai ressenti ni sur le terrain : la haine d'être français. » « Qu'avons-nous apporté à ces gens ? » se demandait avec angoisse le pasteur Maurice Leenhardt, père de l'école ethnologique française. Peu de bica, répond Rollat. Mais, ce faisant, il nous dit aussi tout ce que lui a apporté ce pays où Kanaky veut dire, tout simplement, « homme ».

EDWY PLENEL

► Tjibaou le Kanak, par Alain Rollat, La Manufacture, 1989, 300 pages, 120 francs.

Espace laïque

par Guy Coq

DERRIÈRE les incidents provoqués par l'introduction du voile à l'école, il y a beaucoup plus qu'un problème de laïcité. Celle-ci n'est pas une simple question de personnes ; elle établit l'absolue liberté de penser et en même temps l'exigence du dialogue. Or, dans le contexte actuel d'une remontée de tous les intégrismes, les tentatives d'introduction du « khimiar » jusque dans les salles de classe prennent un sens très précis : c'est la remise en question visible de la définition de l'école comme laïque. Il convient de s'y opposer, quels qu'en soient les auteurs : élèves ou enseignants.

On nous objectera : « Les chrétiens exigent, eux-mêmes, autrefois le droit d'exprimer visiblement leur appartenance. » Mais il faudrait remarquer que, dans la mesure où il acceptait la laïcité, le christianisme en est venu à respecter la neutralité de l'espace scolaire, il a renoncé à marquer l'espace scolaire de ses symboles. Ce consensus durablement acquis sur la laïcité de l'école, il serait inouïement de le remettre en péril par des exigences de musulmans traditionalistes, eux-mêmes minoritaires dans la communauté musulmane.

De plus, ce serait une grave incohérence de ne pas voir qu'accorder à des musulmans traditionalistes ce droit de marquer ainsi symboliquement l'espace de la classe imposerait de le donner également à tous les groupes intégristes, qu'ils soient chrétiens, musulmans, juifs, etc. Compte tenu de la montée de ces courants extrêmes, et de la compétition dont ils sont capables entre eux quant à leurs exigences, on n'ose imaginer à quels excès, à quels débordements de passions religieuses, l'espace scolaire serait très vite exposé.

Équilibre instable

La classe deviendrait le champ clos où chaque courant extrême voudrait afficher ses symboles de groupe minoritaire contre chacun des autres. Cette logique est celle-là même de l'intolérance et des exclusions ethniques, celle que s'efforce d'éviter l'esprit de vraie laïcité. Le combat pour le voile à l'école, s'il devait par malheur s'engager, serait au contraire périlleux pour le maintien de la tolérance. Celle-ci périrait si les diverses communautés religieuses entraient en compétition pour s'emparer de l'espace laïque de l'école pour en briser l'unité, pour y manifester non pas l'esprit d'accueil pour chaque individu en lui-même, comme simple humain, mais les signes de la clôture de chaque communauté contre les autres.

L'argument de la différence culturelle à respecter ne me paraît

pas recevable non plus ici. Car la différence revendiquée brise l'équilibre instable qui constitue l'espace laïque de la classe, espace où les communautés cessent de s'affronter, d'un commun accord, pour laisser à chaque individu, pleinement libre de s'exprimer, la chance de rencontrer chacun des autres, pour former, tous ensemble, l'essentielle unité de la société civile. L'espace scolaire établit, grâce au retrait des différences collectives, une essentielle égalité. Chaque enfant est d'abord un membre à part entière de la communauté scolaire. La discrimination, en ce lieu, du maniement des marques visibles d'appartenance, symbolise précisément ce refus de les faire jouer comme des préférences. Les inégalités sociales ici présentes malgré tout sont justement problèmes dans la mesure où elles pourraient mettre en danger l'égalité socialement fondatrice, de chacun avec chacun, de chaque enfant avec chaque autre.

Si les musulmans souhaitent s'intégrer dans cette société, ils seraient avisés de respecter certains aspects fondamentaux de la culture commune. A déchaîner dans cette société, apaisée grâce à la laïcité admise, un retour passionnel des intégrismes, notamment chrétiens, ils courent le risque d'une renaissance d'exclusives religieuses, dont ils seraient également victimes.

La concorde sociale toujours à reconstruire aurait tout à perdre, si les affluents de voile à l'école, devenaient le détonateur de nouvelles hutes déchaînant l'intolérance au moment même où les protagonistes prétendaient se battre pour... la tolérance !

► Guy Coq est membre du comité de rédaction de la revue Esprit.

Pologne

Il y a cinq ans, Jerzy Popieluszko

par Jean Offredo

« A FIN de vaincre le mal par le bien, il faut libérer en soi la vertu du courage. Cette vertu consiste à surmonter la faiblesse humaine, l'angoisse, la peur... Seul un homme courageux peut devenir libre et juste. » Telles furent les dernières paroles publiques de P. Jerzy Popieluszko, le 19 octobre 1984, à Bydgoszcz. Quelques heures plus tard, sur la route de Varsovie, près de Toruń, le jeune prêtre est arrêté, battu à mort par trois policiers aux ordres d'un bureau spécial du ministre polonais de l'intérieur, jeté dans une retenue d'eau, où il ne sera découvert que onze jours plus tard, dans cette Vistule, arête de saur et de sang qui irrigue le corps polonais.

Je me souviens de ma première rencontre avec Jerzy Popieluszko. C'était en 1974. Jeune prêtre, très apprécié du « cardinal de fer », le primat Wyszyński, il travaillait alors comme vicar à Varsovie et s'occupait de pastorale auprès de la jeunesse. Comment penser alors que cet homme deviendrait un jour le héros d'un peuple, maintenant l'un de ses martyrs, demain sans nul doute l'un de ses saints ?

Cinq ans déjà... Jerzy Popieluszko venait d'avoir trente-sept ans quand la sauvagerie de fonctionnaires de la haine a arrêté son destin.

Devenu aumônier des grandes aciéries de Varsovie, Huta Warszawa, pendant l'été polonais de 1980, il se consacra corps et âme à ces ouvriers qui se donnaient ensuite, avec Solidarité, un mouvement syndical et un espoir de liberté. Une présence active pendant cinq cents jours, jusqu'au tragique 13 décembre 1981.

Jerzy Popieluszko ne baissa pas les bras face à l'état de guerre. C'est alors qu'il devint célèbre auprès de la foule des Polonais avec ses homélies prononcées au cours de « masses pour la Patrie », le dernier dimanche de chaque mois, dans son église Saint-Stanislas-Kostka, dans le quartier de Żoliborz, à Varsovie. Des paroles prêchant la vérité, la liberté, dans la tradition des prières pour la patrie au siècle dernier, quand le Pologne était une nation sans État, quand l'Église était déjà le dernier rempart et le dernier refuge de la « polonité » face à l'occupant et à l'oppresser.

Hai des autorités civiles, mal comprises de certains dans la hiérarchie de son Église, menacé, arrêté, Jerzy Popieluszko n'en continua pas moins son combat, soutenu par des dizaines de milliers de fidèles qui imprimaient et diffusaient clandestinement ses textes. Jusqu'à cette nuit du 19 au 20 octobre 1984.

Aujourd'hui l'église de Żoliborz est devenue un lieu de pèlerinage. La pierre tombale de Jerzy Popieluszko, dans le jardin, est entourée par une chaîne qui dessine les contours de la Pologne illuminée par les lucioles d'espérance. Du monde entier, grands ou humbles de la terre, viennent rendre hommage au martyr de Solidarité, dont la vision prophétique devient peut-être maintenant réalité.

Une pierre de mort qui est aussi un nouveau tombeau vide de résurrection.

► Jean Offredo est rédacteur en chef à TF 1. Il a écrit les échos du Père Popieluszko, le Chemin de ma croix et Carnets intimes, aux éditions Cens.

Le Monde

Édité par le SARI le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Sala
Administrateur général : Bernard Wouta

7 RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél : (1) 42-47-97-27

Télax MONDIPAR 650572 F ; Télécopieur : (1) 45-23-08-81

“Je ne cherche pas,
je trouve.”

180.000
ouvrages
sur 4 étages.

puf

LIBRAIRIE GENERALE DES PUF
49, Bd St-Michel, 75005 Paris. Tél. : 43 25 83 40

مكتبة من الكتب

EUROPE

RDA : lors d'une manifestation à Berlin-Est

Des dirigeants communistes dialoguent dans la rue avec des manifestants

La Chambre du peuple de la République démocratique allemande devait se réunir, mardi 24 octobre, à Berlin pour examiner des propositions de lois concernant les voyages à l'étranger et le fonctionnement des travaux parlementaires. Au cours du week-end, l'opposition a organisé de nouvelles réunions pour réclamer notamment la libération des manifestants emprisonnés. D'autres meetings étaient prévus lundi soir 23 octobre dans divers endroits du pays, en particulier à Leipzig.

BERLIN

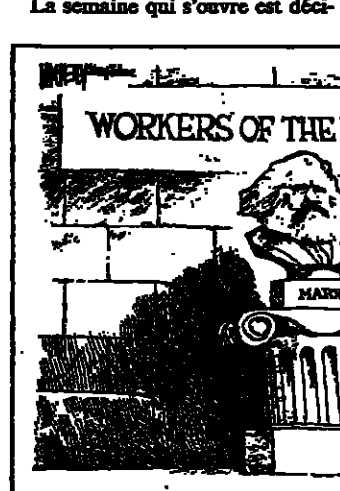
de notre envoyé spécial

Un étrange été indien règne sur Berlin et la République démocratique allemande. Un soleil magnifique et des températures estivales incitent les gens à sortir de chez eux, à flâner dans les rues, où il se passe maintenant presque toujours quelque chose. Ainsi, samedi soir, à Berlin-Est, s'est formé un cortège de plusieurs milliers de personnes qui se sont rendus de la Chambre du peuple jusqu'au siège de la police populaire pour demander la libération des manifestants et des sanctions contre les policiers coupables de brutalités. Devant le palais de la République, les manifestants sont tombés, comme par hasard, sur M. Günter Schabowski, membre du bureau politique. Une discussion vive, mais toujours courtoise et dépourvue d'agressivité verbale, s'est engagée. Pendant plus d'une heure, M. Schabowski a tenté de répondre aux questions qui fusillaient. Le droit de manifester librement ? « D'accord, répond-il, mais il ne faut pas que cela aboutisse à une escalade. Les gens qui manifestent doivent avoir conscience que c'est à eux qu'appartient la responsabilité d'éviter les violences. »

La liberté de voyager à l'étranger ? M. Schabowski se fait pédagogique : « D'accord sur le principe ! Mais il faut bien voir que cela pose un problème de devises. Un mark chez nous ne vaut que quinze pfennigs à l'étranger. Si des millions de personnes vont en France ou en RFA ou ailleurs en Occident, cela nous coûtera plusieurs milliards de marks en devises ! » Les contradicteurs de M. Schabowski sont disposés à admettre l'argument, mais renvoient immédiatement la balle : « Si notre économie n'était pas dans un état si lamentable, on n'en serait pas là... »

Partout dans le pays, en cours du week-end, un dialogue sans complaisance s'est engagé entre des représentants du pouvoir et la population. A Leipzig, le chef

d'orchestre Kurt Masur présidait, dimanche, un forum auquel ont participé plus de six cents personnes et dont la télévision a largement rendu compte. Les responsables locaux du Parti ont été interpellés sur des questions allant de la suppression de l'enseignement obligatoire du russe à l'école jusqu'à la dissolution de la STASI, la police politique, en passant bien sûr par de vives critiques sur l'approvisionnement des magasins. La semaine qui s'ouvre est décisive pour le nouveau dirigeant du pays, M. Egon Krenz. Il doit très vite montrer que le « tournant » célébré par toute la presse et les porte-parole officiels est plus qu'un coup tactique ou un ravalement cosmétique. L'annonce samedi de son voyage « imminent » en URSS et de sa conversation téléphonique à ce sujet avec M. Gorbatchev s'accompagne de l'affirmation que « l'expérience de la perestroïka en URSS est importante pour la RDA ». C'est une rupture sensible avec l'attitude antérieure de M. Honecker, qui se refusait à prendre quelque leçon que ce soit en Union soviétique. Certains membres du bureau politique parlent et descendent dans la rue comme M. Schabowski, dont l'étoile semble de plus en plus lumineuse, et M. Harry Tisch, le chef des syndicats officiels, qui critique vivement la façon dont on traquait jusqu'à la les statistiques économiques. Mais d'autres se taisent : M. Kurt Hager, l'idéologue, ou M. Hermann Axen, responsable des affaires étrangères, par exemple, qui appartiennent au clan des « durs » du bureau politique.



« Proletaires de tous les pays, ne vous en faites pas. » (International Herald Tribune du 23 octobre.)

La Chambre du peuple doit se réunir mardi pour introniser M. Krenz dans ses fonctions de président du Conseil d'Etat de la RDA et débattre en urgence de propositions de lois, notamment

celle concernant une nouvelle réglementation des voyages à l'étranger. On devrait également assister à un forcing des partis autres que le SED pour que le travail parlementaire soit modifié en profondeur. Ainsi le président du Parti libéral-démocrate, M. Manfred Gerlach, a demandé que les droits du Parlement, jusque-là bafoués, soient rétablis. La vigilance et le degré de mobilisation de la population restent très grands. Il y aura du monde,

lundi soir 23 octobre, dans les églises et dans la rue pour réclamer encore une fois la démocratie, la liberté de circulation, la législation de l'opposition, la liberté de la presse. De vagues rumeurs, pour un avenir plus ou moins incertain, ne sauraient satisfaire des foules qui ont de plus en plus conscience qu'elles seules ont réussi à faire avancer l'histoire. Des intellectuels jusque-là fort prudents commencent à parler haut et fort, comme l'écrivain Stefan Hermlin. « J'ai toujours été d'avis, écrit-il que la révolution socialiste a le devoir de défendre des libertés bourgeoises acquises après de durs combats et qui se résument dans la formule « Liberté, égalité, fraternité ». »

S'il veut durer, le nouveau pouvoir de la RDA devra dans l'immédiat apporter des réponses concrètes à trois séries de questions qui sont au cœur du débat : 1) Il devra sans tarder faire la lumière sur la répression des manifestations des 7 et 8 octobre derniers à Berlin et prendre des sanctions contre les responsables des brutalités policières qui ont été commises. Il faudra également que toute la lumière soit faite sur le sort des membres des forces de police qui ont été, selon les milieux de l'opposition, emprisonnés pour avoir refusé d'obéir aux ordres de répression.

2) La loi réglementant les voyages à l'étranger devra être suffisamment libérale pour constituer une rupture avec les usages passés. Les gens n'admettront certainement pas que la liberté de circuler ne soit pas solennellement affirmée comme un droit de l'homme fondamental.

3) Le pouvoir ne pourra pas échapper à la définition d'un statut de l'opposition pour l'instant illégale, et qui n'a absolument pas droit à la parole dans les médias officiels. Celle-ci s'organise. Si le Nouveau Forum reste principalement un sigle claspant les mouvements spontanés qui éclatent ici et là, d'autres formations, plus politiques, sont en train de mettre au point des programmes et des instances dirigeantes à l'échelle nationale. C'est le cas du SDA (Parti social-démocrate en RDA), une formation qui semble pour l'instant la plus capable de se constituer comme un parti traditionnel. Selon la presse ouest-allemande, son secrétaire général, M. Ibrahim Bohne, aurait déjà été reçu par M. Egon Krenz « à titre personnel ».

D'autres gestes sont également attendus. La libéralisation des médias devrait s'accompagner du renvoi de la télévision du seul personnage universellement haï en RDA, M. Karl-Eduard von Schnitzler, qui depuis plus de vingt-cinq ans joue le rôle de propagandiste en chef du régime. Une réforme profonde du fonctionnement du système éducatif fait également partie des revendications les plus souvent avancées.

Le pouvoir sera également jugé sur le nom des personnes qui remplaceront les exclus du bureau politique, comme M. Hans Modrow ou encore le vice-ministre de la culture, M. Klaus Höpcke, viennent remplacer M. Mitak à l'économie et M. Herrmann à l'information, cela pourrait contribuer à maintenir l'espoir d'une population encore très méfiante vis-à-vis du « tournant » pris mercredi dernier avec l'élection de M. Egon Krenz.

LUC ROSENZWEIG

La presse soviétique critique vivement M. Honecker. — Le quotidien soviétique des syndicats, *Troud*, a reconnu dimanche 22 octobre, dans un article d'une franchise inhabituelle, que les problèmes économiques et sociaux se sont accumulés en RDA sous la direction de M. Egon Krenz. Affirmant que celui-ci avait bâti un « mur du silence », *Troud* écrit que « les problèmes économiques et sociaux se sont accumulés dans la République mais, pendant de nombreuses années, seuls les succès dans la construction du socialisme aux couleurs est-allemandes ont été portés aux nues ». — (AP.)

Vive la « République de Hongrie » !

Suite de la première page

Les députés ont, en effet, considéré, la semaine dernière, que, dans la mesure où les événements de 1956 ne sont pas encore perçus de la même manière par l'ensemble de la nation hongroise, il appartenait à chaque citoyen de décider s'il souhaitait célébrer cet anniversaire.

A l'initiative du Comité du 23 octobre, composé — par un heureux hasard — de vingt-trois groupes et mouvements d'opposition, parmi lesquels le Forum démocratique hongrois, l'Alliance des démocrates libres et le Mouvement indépendant de la jeunesse (FIDESZ), plusieurs cortèges devaient partir de différents lieux de Budapest où s'étaient déroulées les actions les plus mémorables du premier jour de l'insurrection, pour converger à 18 heures devant le Parlement. Le Comité du 23 octobre est néé que, pour ajouter à la solennité du moment, l'étoile rouge lumineuse qui orne le bâtiment de l'Assemblée s'éteignit une bonne fois pour toutes, mais des esprits chagrins l'ont déjà éteinte, il y a quelques jours, en application de la décision de supprimer cet emblème sur les édifices publics. Ils font valoir que, techniquement, il serait maintenant bien difficile de la rallumer pour la réallumer...

Comme lors des funérailles d'Imre Nagy, le parti communiste, devenu, il y a deux semaines, le Parti socialiste hongrois (PSH), a été écarté par les organisateurs. Mais le gouvernement a assez habilement profité de la frénésie démocratique de la semaine dernière, avec l'adoption d'amendements constitutionnels transformant la « République populaire » de Hongrie en République tout court, pour glisser une note officielle dans les commémorations : M. Matyas Szabó, président du Parlement et chef de l'Etat par intérim, devait proclamer à midi sonnant, depuis les marches du Parlement, la « République de Hongrie ». C'était

une idée du premier ministre, M. Miklós Nemeth, étoile montante du PSH.

Tandis que les préparatifs battaient leur plein, le Forum démocratique hongrois (MDF), le plus important mouvement d'opposition, réuni en congrès durant le week-end à Budapest, a décidé de présenter un historien, M. Lajos Fur, à l'élection présidentielle, dont la date définitive n'a pas encore été fixée. M. Fur a laissé entendre qu'il ne ferait pas de campagne agressive à l'égard du favori du scrutin, le candidat du PSH, M. Imre Pozsgay. Il a confirmé ainsi la volonté du MDF de coopérer avec le PSH pour une transition pacifique vers la démocratie.

L'une des grandes figures du mouvement, l'écrivain Istvan Csaruka, a d'ailleurs eu des mots très durs pour l'Alliance des démocrates libres, formation plus radicale que le MDF. Il l'a accusée de mettre en danger le processus de démocratisation par des revendications excessives. Le MDF se situe donc clairement au centre et s'est d'ailleurs donné pour président un homme, M. József Antall, que la rumeur donne volontiers à Budapest comme premier ministre possible d'un gouvernement de coalition après les élections législatives libres de 1990.

SYLVIE KAUFFMANN

Le ministre des affaires étrangères demande le retrait des forces soviétiques. — Le ministre hongrois des affaires étrangères, M. Gyula Horn, a déclaré, samedi 21 octobre, à Oslo, où il est en visite officielle, que les troupes soviétiques devaient se retirer de Hongrie « aussi vite que possible ». « Tout dépend du succès de la conférence de Vienne de 1990 sur le désarmement conventionnel. C'est là que devrait être donné le feu vert pour le retrait », a-t-il précisé à l'issue d'une entrevue avec son homologue norvégien. — (AP.)

GRÈCE

La classe politique dénonce une tentative d'attentat contre la Nouvelle démocratie

ATHÈNES

de notre correspondant

A deux semaines des législatives, une nouvelle tentative d'attentat a alourdi le climat politique dans lequel se déroule la campagne électorale grecque. Dans la nuit du samedi 21 au dimanche 22 octobre, un militaire a été tué par l'explosion d'une bombe qu'apparemment il devait placer dans l'enceinte où le chef de la Nouvelle démocratie (parti conservateur), M. Constantinos Mitsotakis, devait tenir un meeting dimanche soir, à Mytilène, une île de la mer Egée.

Selon la police, le militaire tentait de placer l'engin, qui compor-

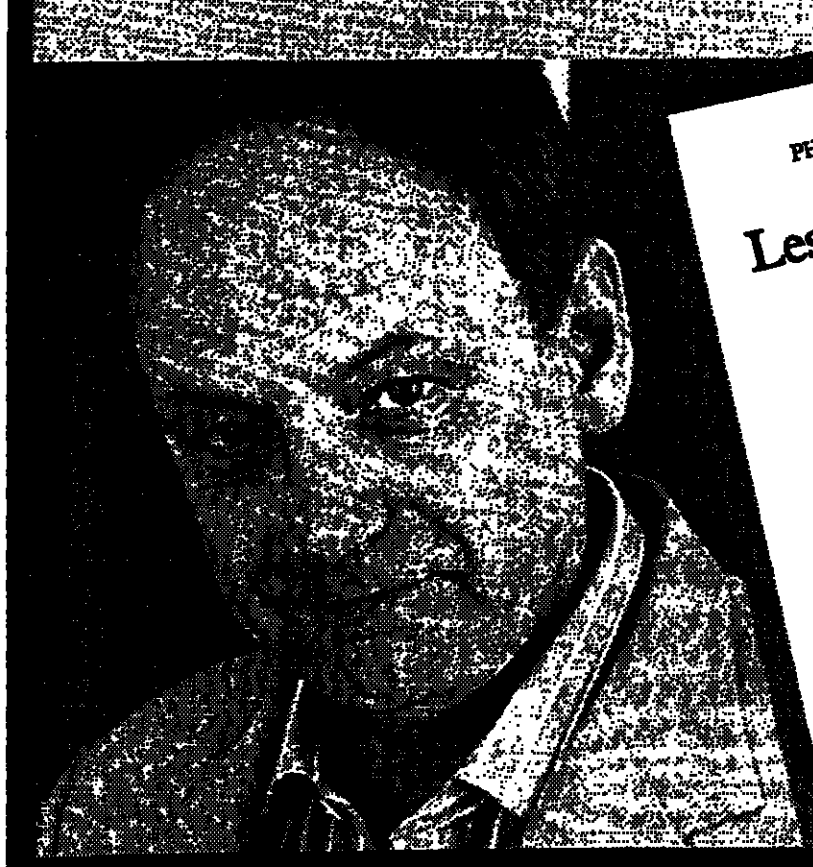
tail un système d'horlogerie et une importante charge de TNT, dans une bouche d'aération du théâtre municipal où devait parler dimanche soir le président du parti conservateur (Nouvelle démocratie).

M. Mitsotakis conduit à Mytilène la liste des candidats conservateurs qui espèrent arracher un siège aux socialistes du PASOK.

La classe politique a dénoncé cette tentative d'attentat ; c'est la deuxième fois en un mois que la Nouvelle démocratie, devenue depuis les dernières élections du 18 juin le premier parti grec, est visée par les terroristes.

DIETRIE KUNZ

PHILIPPE DOUMENC



Les Comptoirs du Sud

ROMAN

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

Lisez le roman de Philippe Doumenc, et au bout de vingt pages vous ne saurez plus si vous êtes dans l'Histoire ou la fiction, l'allégorie ou le reportage et — imaginaire ou pas — vous n'oublierez plus Chella...

François Nourissier, de l'Académie Goncourt
Le Figaro Magazine

Un premier roman continuellement engendré par un visible amour de l'écriture, de la fable et de l'invention plus vraie que le vrai. Jean-Claude Lebrun / Révolution

D'emblée, l'auteur impose un climat d'étrangeté poétique qui fait songer au « Rivage des Syrtes ». Paul-Jean Franceschini / L'Express

Une des plus belles réussites de la rentrée. Michel Caffier / L'Est Républicain

Editions du Seuil

EUROPE

URSS

Une association de militaires contestataires s'est constituée à Moscou

Tandis qu'un mouvement de militaires contestataires se constituait à Moscou, une centaine de délégués réunis à Jaroslavl, au nord de la capitale, ont créé, dimanche 22 octobre, un Front populaire de la Fédération de Russie. Fruit d'un compromis entre les éléments libéraux et les nationalistes russes

MOSCOU

de notre correspondant

« Complexe », selon le général Litzichev, chef de la direction politique de l'armée et de la marine, l'état d'esprit des unités soviétiques a débouché, samedi 21 octobre, sur la fondation d'une Union pour la défense sociale des militaires et de leur famille.

Première organisation informelle, c'est-à-dire créée à la base, cette union se fixe pour but, dit son programme, « la création d'une armée de type nouveau, celle d'un Etat socialiste de droit, comportant des effectifs substantiellement réduits ». L'Union veut aussi œuvrer à la suppression « progressive » de l'encadrement politique, à la réduction du temps de service — actuellement deux ans (trois ans dans la marine) — à la démocratisation de l'armée et à la lutte contre « la corruption et le népotisme » en son sein.

Comme point-clé de ce programme, adopté dans une maison de la culture de la capitale par une cen-

taine de délégués, simples soldats et officiers d'active et de réserve, l'Union se déclare opposée à l'utilisation de l'armée « contre son peuple ou contre les peuples étrangers ». Symboliquement, elle a d'ailleurs porté à sa présidence d'honneur le général Chapochnikov, un homme chassé de l'armée pour avoir refusé, en 1962, de lancer ses chars contre des manifestants ouvriers descendus dans les rues de Novotcherkassk, près de Rostov-sur-le-Don, pour protester contre une hausse des prix alimentaires. Sanglante et très longtemps cachée, la répression avait été menée par un autre officier, et le général Chapochnikov, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-trois ans, a été réhabilité l'année dernière.

Fondée par un professeur d'école militaire, le lieutenant-colonel Vitali Ouratchev, qui s'était fait exclure du parti et verser dans les cadres de réserve après avoir violemment tenu de se présenter aux élections du printemps dernier, l'Union s'inscrit ainsi dans la mouvance des organisations les plus radicales de la perestroïka.

Conférence

nationale

Soutenue par M. Sakharov et plusieurs autres députés du Groupe interrégional, qui assistaient au congrès de samedi, elle comptait quelque quatre cents membres, dont « un commandant de sous-marin et plusieurs autres officiers supérieurs ». Compte tenu de l'hostilité active que lui manifeste la hiérarchie, ce n'est pas, même à l'échelle de l'URSS, un effectif négligeable et rien n'empêche qu'elle puisse se développer tant les tensions sont grandes aujourd'hui dans les unités.

Ainsi le quotidien du ministère de la défense, l'Etoile rouge, a publié

lundi le compte rendu d'une récente réunion de cadres politiques de l'armée à laquelle participait, outre le général Litzichev, le ministre de la défense, le général Iazov. En premier point, les vols de munitions, accidents, pertes en hommes et en armes ont fait par avoir « une influence négative sur l'autorité des forces armées », a estimé le ministre, en soulignant que l'« acuité » des problèmes éthiques avait conduit à la reconstitution de certaines unités.

Quant au général Litzichev, il a souligné que si la perestroïka avait libéré l'« énergie créatrice » du pays, les idéologues de l'armée ne devaient pas ignorer l'apparition d'« un état d'esprit négatif parmi une partie des officiers ».

Deuxième point soulevé par le chef de la direction politique : « Un nouvel homme est appelé à servir sous les drapeaux qui a déjà compris ce que lui offrait la démocratisation. Il est libre, hanté dans ses jugements et ses comportements, socialement actif; mais, dans le même temps, (...) quelque 25 % des conscrits du dernier contingent ont eu affaire à la

milice, 6,5 % ont déjà purgé des peines, beaucoup sont sans père ni mère et consomment de l'alcool ou de la drogue. »

Troisième point enfin : « Le parti, l'armée et les institutions politiques ont été confrontés à une critique sans précédent dans différents organes de presse (...), cela a provoqué un trouble chez certains. D'autres s'en vident. D'autres encore s'adonnent au scepticisme. » D'une manière générale, un état d'esprit « pacifiste » se développe dans le pays.

La semaine dernière déjà, le chef d'état-major des forces du pacte de Varsovie, le général Lobov, avait dénoncé d'une plume très martiale les « débats » de la presse sur la « perte d'autorité de l'armée dans la société ». « Les soldats comme les généraux ont le cœur gros, très gros », avait-il notamment écrit dans *Russie soviétique*, l'un des quotidiens les plus conservateurs, dont il avait, pour l'occasion, adopté à la fois l'ouvriérisme et l'anti-intellectualisme.

Opposent les hommes véritables aux pédants sans muscles, le général expliquait que ce n'était pas « la complaisance silencieuse mais la consolidation des forces saines de la société qui pourra protéger les militaires du déshonneur et de la calomnie ».

Bref, ça tire — et c'est maintenant officiel — dans tous les sens, et le ministère de la défense organise maintenant (pour faire contre-pied à la nouvelle union ?) des assemblées d'officiers jouissant, a affirmé le général Litzichev, de « grands pouvoirs ».

BERNARD GUETTA

Bataille de sondages

M. Mikhaïl Gorbatchev représente « l'espoir en une vie meilleure » pour 66 % des Soviétiques, selon un sondage d'opinion réalisé par le Parti communiste et publié, samedi 21 octobre, par l'hebdomadaire *Arguments et Faits*.

Le sondage a été mené à la mi-octobre par l'académie des sciences sociales du comité central du PC sur un échantillon représentatif de 2 481 personnes, priées de citer les députés qui représentent pour eux cet espoir, précise l'hebdomadaire. Les autres résultats du sondage, le premier de ce type à être publié, ne sont pas révélés, mais le journal indique que le premier ministre, M. Nikolai Rykov, « est aussi souvent cité ».

Ce sondage intervient après les critiques formulées par M. Gorbatchev contre la publication, dans un numéro précédent du même hebdomadaire, d'un sondage effectué auprès de ses seuls lecteurs, et qui donnait les meilleurs scores aux députés progressistes (*le Monde* du 19 octobre). Son rédacteur en chef, M. Starkov, qui avait été invité à démissionner, n'a pas obtempéré, mais *Arguments et Faits* a fait amende honorable samedi 21 octobre en reconnaissant que son sondage précédent ne peut être considéré comme

représentatif de l'opinion des Soviétiques dans leur ensemble.

Le même numéro publié en entretient avec M. Ligatchev, membre du bureau politique, qui refuse de se considérer comme « un adversaire » ou « une alternative » au chef du parti : « Mikhaïl Gorbatchev et moi sommes venus au comité central comme compagnons d'idées et nous le demeurons », affirme-t-il.

Un autre sondage publié dimanche par l'hebdomadaire *Ogoniok* donne cependant des résultats beaucoup plus négatifs : seuls 12 % des Soviétiques interrogés estiment que le programme de réformes lancé par M. Gorbatchev améliorera sensiblement les choses, contre 16 % qui pensent qu'elles ne changeront pas, 18,5 % qui estiment qu'elles vont s'aggraver et un tiers qui ne s'attendent qu'à des améliorations insignifiantes.

En ce qui concerne le passé, plus de la moitié des sondés jugent que leur situation matérielle ne s'est pas améliorée ces trois dernières années, 23,5 % pensent qu'elle s'est aggravée, contre 24 % qui ont constaté une amélioration. — (AFP, Reuters.)

■ TURQUIE : un avion civil abattu par deux chasseurs syriens.

Un petit avion civil turc a été abattu, samedi 21 octobre, dans l'espace aérien turc, à 20 kilomètres de la frontière syrienne, par deux Mig-21 syriens. Les cinq passagers qui se trouvaient à bord ont été tués, a annoncé l'agence turque Anatolie. La Turquie a vivement protesté auprès de l'ambassadeur de Syrie à Ankara, convoqué samedi au ministère des affaires étrangères. La Syrie a exprimé ses « regrets » dimanche, et annoncé « sévèrement punis ». Selon les premiers éléments de l'enquête, les chasseurs ont pénétré dans l'espace aérien turc, malgré des avertissements répétés lancés par les autorités syriennes. — (AFP.)

ASIE

CAMBODGE

Les Khmers rouges affirment avoir pris la ville de Pailin

BANGKOK

correspondance

L'Armée nationale du Kampuchéa démocratique a pris, dimanche 22 octobre, la ville de Pailin, dans la province de Battambang. C'est en tout cas ce qu'a déclaré lundi la radio des forces armées des Khmers rouges. Depuis plusieurs mois, des combats, parfois violents, se déroulent dans cette région, riche en pierres précieuses.

La ville de Pailin, détruite avant 1975, est en soi sans grande importance. Mais si la nouvelle de sa chute se confirme, celle-ci constituerait un échec psychologique pour le régime de Phnom-Penh. Défendue par la 95^e brigade et la 196^e division, l'une des meilleures de l'armée cambodgienne, Pailin est un élément avancé du système de défense de la ville de Battambang, la seconde du Cambodge.

La radio khmère rouge affirme que des soldats vietnamiens appartenant aux divisions 302 et 330 combattent aux côtés de leurs alliés de Phnom-Penh. Jusqu'à présent, cependant, ni les Khmers rouges ni les silhouettistes ni les soldats du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK), qui ont pris plusieurs positions militaires et villages dans la province de Bantey-Méanchey (une nouvelle province créée en 1988 et comprenant des districts empruntés à Battambang et à Odder-Méanchey), n'ont présenté

de preuves formelles de la présence vietnamienne. Officiellement le dernier soldat de l'armée de Hanoi a quitté le Cambodge le 26 septembre dernier.

A Washington, le département américain de la défense estime, dans un rapport présenté par le vice-amiral Timothy Wright, directeur pour l'Asie de l'Est et le Pacifique, que le Vietnam a bien mis fin à sa présence militaire au Cam-

bodge. « D'un point de vue stratégique, on peut raisonnablement affirmer que le Vietnam s'est retiré du Cambodge », explique le rapport.

Mais, estime le Pentagone, Hanoi maintient au Cambodge un important réseau de renseignement, ainsi que des techniciens et des conseillers auprès des forces armées de Phnom-Penh.

JACQUES BEKAERT

Jean-Louis LEVET

Le livre des priorités de demain

UNE FRANCE SANS USINES ?

« La France est-elle décidément entrée dans l'ère "post industrielle" ? Jean-Louis Levet analyse sans complaisance la coalition des blocages. » L'Expansion

« Jean-Louis Levet nous invite à une véritable leçon d'anatomie où le corps "industriel" est passé au scanner de l'économiste (...). » Le Courrier des Cadres

« "Une France sans usines ?" met à nu les blocages de l'industrie française et définit les priorités qui permettraient de sortir de la spirale du déclin. » L'Usine Nouvelle

« Les raisons du déclin industriel français sont complexes; l'auteur les analyse et définit des priorités pour la prochaine décennie. » Sciences et Vie Économie

Editions Economica - 49, rue Héricart, 75015 Paris - Tél. : 45.78.12.92

ROYAUME DU MAROC

MESURES EN FAVEUR DES INVESTISSEURS ÉTRANGERS

Afin de faciliter les investissements étrangers

au Maroc
Sa Majesté le Roi Hassan II
a adressé le message suivant
au Premier ministre
le Dr Azzedine Laraki

Le développement économique a toujours été et demeure au centre de Nos préoccupations. Il est tout à la fois le reflet du niveau intellectuel et culturel de notre société et l'un des éléments moteurs de sa promotion et de sa prospérité. Nous avons tout compris que, quel que soit l'effort de l'Etat, Notre but ne pourra être pleinement atteint que par un apport massif du secteur privé dont l'intervention, sous forme notamment d'investissements financiers et de savoir-faire, constitue l'une des bases de l'essor souhaité.

Très tôt aussi, Nous avons compris que cette intervention du secteur privé ne pouvait se réaliser que si elle était encouragée et assurée d'un minimum et légitime de succès.

A cet effet, Nous avons pris et fait prendre de multiples mesures dont l'ensemble forme nos codes d'investissements.

Les avantages accordés par ces codes sont à l'évidence autant d'éléments incitateurs qui n'ont pas manqué de produire leurs effets.

En égard cependant à ce que représentent les avantages ainsi consentis, le Maroc demeure encore loin d'obtenir tout ce qu'il pouvait légitimement et raisonnablement en attendre.

Cette inadéquation a sa cause principale dans les multiples procédures administratives, certes nécessaires, mais souvent génératrices de lenteurs qui finissent par décourager les investisseurs les mieux intentionnés et les plus déterminés. Les dossiers, même complets, demeurent des mois dans les divers services sans que leurs titulaires soient informés du sort qui leur est réservé.

Notre économie ne peut que souffrir de ces errements qui vont à l'encontre de notre animus.

Aussi avons-Nous décidé d'y mettre un terme. Désormais, tout dossier régulièrement constitué, contenant un projet d'investissement, sera censé avoir obtenu l'accord de l'administration si celle-ci n'y donne aucune suite dans le délai de deux mois à compter du jour de son dépôt. En cas de rejet, la décision de l'administration devra être dûment motivée.

Cette mesure, d'application immédiate, figurera désormais parmi les dispositions de tous nos codes d'investissements où elle sera insérée.

Mais, dès à présent, elle fera l'objet d'une circulaire du Premier ministre pour être portée à la connaissance de tous les agents de l'Etat. Elle sera portée également à la connaissance du public par tous moyens appropriés.

HASSAN II
Roi du Maroc

AFRIQUE

FRANCOPHONE : L'OFFENSIVE DES SOPHISTES

La chute du cours des matières premières et les vices généraux de l'organisation du commerce extérieur français donnent l'occasion d'une nouvelle offensive contre toute relation « privilégiée » avec l'Afrique francophone.

Dans le numéro d'octobre de *Géopolitique africaine* en librairie (diffusion Albin Michel) 12, rue du 4-Septembre 75002 PARIS

هذا من الاموال

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : à l'exception de la Grande-Bretagne

Les pays du Commonwealth préconisent de nouvelles pressions financières contre Pretoria

Les pays membres du Commonwealth ont lancé, dimanche 22 octobre, à Kuala Lumpur, en Malaisie, un appel à une intensification des sanctions contre l'Afrique du Sud, la Grande-Bretagne restant à l'écart de cet appel. Dans une déclaration sur l'Afrique australe, l'organisation s'est prononcée pour le maintien et le renforcement des sanctions économiques contre le régime de l'apartheid et a souligné que, « à l'exception de la Grande-Bretagne », les pays participants préconisaient « de nouvelles formes de pressions financières sur le régime de Pretoria ». Ils ont invité les banques et les institutions financières à imposer « des conditions plus dures » pour les crédits accordés à l'Afrique du Sud et demandé aux gouvernements d'être « plus rigides » à cet égard.

M. Thatcher, qui a constamment marqué son opposition aux sanctions, jugeant qu'elles portaient essentiellement préjudice à la majorité noire, a estimé qu'il convenait de donner au nouveau président sud-africain, M. Frederik De Klerk, le temps de faire la preuve de sa détermination éventuelle à procéder à un démantèlement de l'apartheid. Dans un geste apparemment sans précédent lors d'un sommet du Commonwealth, la délégation britannique a remis à la presse un document intitulé « L'Afrique australe : la voie vers l'avenir. La position de la Grande-Bretagne », dans lequel sont exposées les vues de M. Thatcher.

Le ministre sud-africain des affaires étrangères, M. Fik Botha, a réagi aux mesures décidées par la conférence des pays membres du Commonwealth en affirmant que ni les sanctions ni les ultimatum n'accéléraient les réformes en Afrique du Sud. Le gouvernement sud-africain rejette « toute tentative de lui imposer des dates butoir ou un calendrier », a-t-il affirmé.

A son avis, « les Sud-Africains décideront eux-mêmes de l'avenir de leur pays. Il ne fait aucun doute qu'une majorité considérable de

Sud-Africains est opposée aux sanctions ».

D'autre part, le gouvernement sud-africain est prêt à lever l'état d'urgence si les groupes anti-apartheid renoncent à la violence, a indiqué, samedi à Pretoria, M. De Klerk. « Si ces organisations veulent participer librement à la vie politique, elle n'ont qu'à s'engager à proposer des solutions pacifiques qui, naturellement, excluent la violence », a-t-il déclaré à l'ouverture du congrès du Parti national de la province du Transvaal. Mais il a souligné qu'il ne levait l'état d'urgence, en vigueur depuis juin 1986, que s'il était sûr que cela ne ramènerait pas « l'anarchie, la violence et la vandalisme », comme cela avait été le cas dans le passé, selon lui, après la levée d'un précédent état d'urgence.

Premier rassemblement de l'ANC

M. De Klerk a ajouté qu'il envisageait de lever les interdictions qui pèsent sur les organisations anti-apartheid, y compris le Congrès national africain (ANC), si elles s'engageaient à soutenir un processus pacifique et démocratique. Il a affirmé que le gouvernement souhaitait voir tous les dirigeants de tous les groupes politiques exprimer leurs points de vue et leurs projets à une table de négociation.

L'un des huit prisonniers politiques sud-africains récemment libérés, M. Oscar Mpethe, a déclaré, dimanche, au cours d'une réunion près du Cap, qu'il ne parlerait pas au président De Klerk, « car ses mains sont couvertes de sang ». A son avis, le gouvernement doit se purifier en libérant tous les prisonniers politiques, en autorisant l'ANC et en levant les mesures de restrictions imposées aux individus, avant qu'il n'accepte de parler avec lui.

A cet égard, le gouvernement sud-africain a autorisé, vendredi, l'ANC à tenir son premier rassemblement légal en vingt-neuf ans, ont révélé des dirigeants de cette organisation. Cette réunion publique, prévue le dimanche 29 octobre, aura lieu dans le nouveau stade de football de Soweto, dans la banlieue de Johannesburg. — (AFP, Reuters.)

ETHIOPIE

Le gouvernement lance des appels à la mobilisation populaire

Des dizaines de milliers de personnes ont été invitées à se rassembler, lundi 23 octobre, sur la place de la Révolution à Addis-Abeba, pour exprimer leur soutien à l'appel à la mobilisation contre les rebelles tigréens, lancé par le président éthiopien, le colonel Mengistu Haile Mariam. Mercredi, celui-ci avait appelé le peuple à choisir entre le démantèlement du pays et la mobilisation rapide pour faire échec aux rebelles du Front populaire de libération du Tigré (FPLT).

Au cours d'une réunion, samedi, les autorités avaient déjà appelé la population à se battre aux côtés de l'armée et à être prêts à tous les sacrifices pour faire échec au FPLT. Celui-ci s'est récemment rendu maître de Dessié, la capitale

de la province du Wollo, située à environ 350 kilomètres au nord d'Addis-Abeba. — (AFP.)

ALGERIE

Les activités des « gardes » islamistes suscitent un émoi général

ALGER

de notre correspondant

L'Algérie est en émoi. Le Front islamique du salut (FIS, intégriste) a-t-il ses milices ? Oui ou non a-t-il déjà rendu la justice lui-même ? Ces questions mobilisent l'opinion depuis la sortie du deuxième numéro de l'organe du FIS, *El Moujidi* (le Sauveur). L'hebdomadaire annonce, en effet, que « les gardes du FIS ont arrêté à Mérouana (dans les Aurès) un dangereux escroc dénommé Fayçal Gwendou, né le 19 juin 1973 à Belcourt ».

Dans un article illustré par la photo de l'adolescent, *El Moujidi* accuse le jeune Fayçal — qui est aveugle — d'avoir collecté de l'argent au nom du FIS en se faisant passer pour le disciple du cheikh algérien El Hachemi Sahouni. Le journal informe, au passage, l'ensemble des musulmans

que « les gardes du Front islamique feront face à tous ceux qui tenteront de lui porter atteinte par des accusations ou de soutenir de l'argent aux fidèles en se prévalant du Front ou de ses militants ».

« Et avec tout ça, l'escroc a été bien traité par le Front qui n'a pas perçu atteinte à son intégrité physique et morale, même s'il a été rudoyé pendant l'interrogatoire », ajoute *El Moujidi*, qui conclut en précisant que le FIS règlera cette question « dans l'esprit de la charia islamique ».

An lendemain de la parution de l'hebdomadaire, le parquet général d'Alger, considérant comme « très graves les crimes d'arrestation et de séquestration arbitraires », a ouvert une enquête et donné l'ordre à « la police judiciaire d'en rechercher et d'en appréhender les auteurs, qui seront poursuivis avec toute la rigueur de la loi ».

« Ni kidnappé ni séquestré »

Le directeur et le rédacteur en chef d'*El Moujidi*, le cheikh Zebda Benazzou et M. Saïd Makhloufi, ont été entendus par le procureur général, dimanche 22 octobre. M. Abbassi Madani, porte-parole et le principal responsable du FIS, est également convoqué. Interrogé à plusieurs reprises

sur cette affaire, M. Madani a notamment répondu à la radio Chaîne-1, qui émet en arabe, qu'il s'agissait d'« une simple erreur dans la rédaction d'une information » et que le jeune homme « n'a été ni kidnappé ni séquestré ». Il a également affirmé à l'AFP que le FIS n'a « aucune intention de créer un appareil de sécurité » doublant ceux de l'Etat.

Plusieurs partis politiques ont stigmatisé l'action du FIS. Le Parti d'avant-garde socialiste (PAGS, communiste) dénonce « les méthodes contraires à l'Etat de droit » et le Front des forces socialistes (FFS, créé par M. Hocine Ali Ahmed, toujours en exil en Suisse) s'oppose à « toute tentative visant à l'instauration d'une justice illégale ».

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD, berbère), le seul parti politique algérien à clairement se réclamer de la laïcité, juge « inadmissible l'existence même de gardes et de juges d'un parti politique ».

Le Ligue algérienne des droits de l'homme (LADH, présidée par Me Miloud Brahimi) condamne « avec force toute immixtion dans le fonctionnement de l'appareil judiciaire et a fortiori toute tentative d'octroi qu'elle vienne de lui substituer une justice parallèle ».

FREDERIC FRITSCHER

ramses 90
mise au point sur :

L'armement du Tiers-Monde et la sécurité internationale

l'actualité en question
ifri / Dunod

ramses 90
mise au point sur :

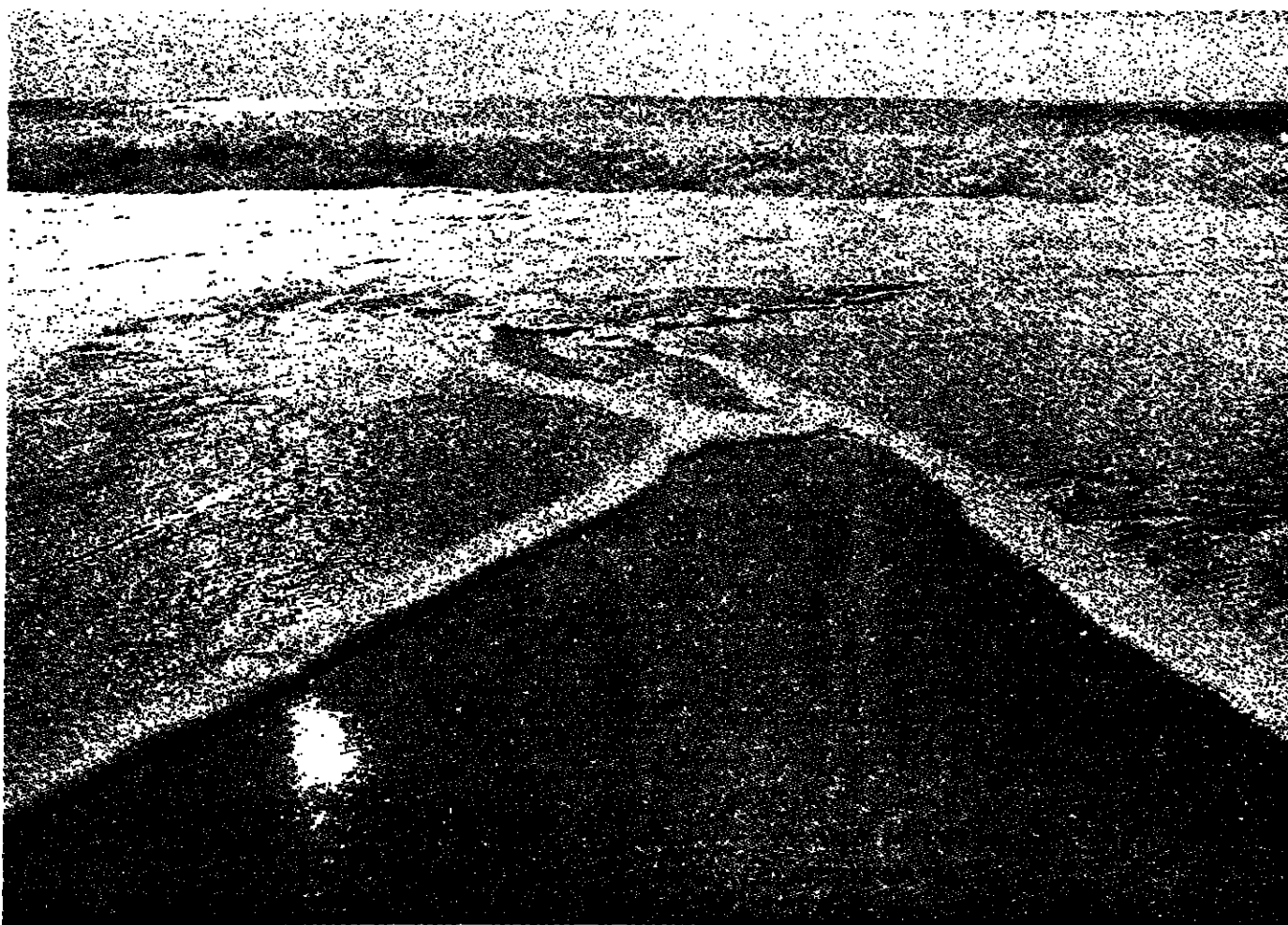
La nouvelle Espagne, son rôle dans l'Europe de demain

l'actualité en question
ifri / Dunod

ramses 90
mise au point sur :

La croissance économique, embellie et incertitudes

l'actualité en question
ifri / Dunod



AU-DELA D'UNE CERTAINE TAILLE
L'IMPORTANT N'EST PLUS DE GRANDIR,
MAIS DE SE COMPRENDRE

Atlas 400, la messagerie électronique universelle
de Transpac.

Plus une entreprise se développe, plus complexes deviennent ses modes de communication, et plus cruciale la nécessité de les concilier avec ceux de ses différents partenaires économiques. Comment communiquer avec des matériels d'origines diverses et souvent incompatibles ? Quelle langue parler dans cette cacophonie informatique ? Atlas 400 est l'Esperanto de cette tour de Babel.

Service universel d'échanges d'informations, il affranchit l'entreprise des contraintes intolérables de compatibilité et de disponibilité simultanée. 24 h sur 24, 7 jours sur 7, Atlas 400 régule la transmission des messages, assure leur stockage temporaire, leur diffusion, gère leur remise directe ou différée, et permet aux équipements hétérogènes, micro-ordinateurs, terminaux, télex, télétypes, minitel, télétel... de dialoguer en toute compatibilité.

Avec l'ouverture de multiples nouveaux services, en particulier Atlasfax, qui permet d'envoyer des messages aux télécopieurs du monde entier, Atlas 400 abolit contraintes d'horaires et frontières techniques.

La communication inter-entreprises prend sa vraie dimension humaine : celle de la compréhension mutuelle.

TRANSPAC est une filiale de COGECOM (Groupe FRANCE TELECOM).

TRANSPAC, 33 av. du Maine, 75755 Paris Cedex 15.
Tél. : (1) 45.38.88.88.

TRANSPAC

UN ELAN POUR LES ENTREPRISES

ASIE

CAMBODGE

firmement avoir...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

Le livre des...

DIPLOMATIE

La fin de la conférence sur l'Antarctique

Succès de la proposition franco-australienne pour que le sixième continent devienne une « réserve naturelle »

La quinzième réunion ordinaire des parties consultatives du traité sur l'Antarctique, qui s'est tenue à Paris depuis le 9 octobre, s'est achevée dans la nuit du 20 au 21 octobre (au lieu de l'après-midi du 19 octobre) par l'adoption d'une douzaine de résolutions et deux recommandations, dans un consensus total, comme la bonne coutume du traité sur l'Antarctique l'exige.

Outre le système du traité qui doit être conservé, tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'environnement du sixième continent doit être protégé prioritairement et que la recherche scientifique de bonne qualité doit s'y poursuivre. On peut alors se demander pourquoi la Corée du Sud et le Pérou ont été admis au rang

de parties consultatives (c'est-à-dire membres à part entière du traité) alors que l'un et l'autre pays ont installé, ou vont installer, leur base sur la petite île King George, déjà surpeuplée par sept bases.

La réunion de Paris s'est aussi, et à juste titre, préoccupée de déchets qui sont d'autant plus abondants que la base dont ils sont les sous-produits est plus ancienne. Certes, les États qui ont des bases permanentes, obéissant à une recommandation du SCAR (Scientific Committee on Antarctic Research) avant même que celle-ci ait été formellement adoptée par les parties consultatives du traité, se préoccupent déjà des mesures à prendre pour remédier à cette accumulation. Les déchets actuels sont moins abondants, mais il reste à éliminer les « vieux » déchets. Le SCAR a suggéré que les différents pays échangeant les résultats de leurs recherches sur ce sujet.

Mais on sait déjà que cette élimination sera très coûteuse. Le gouvernement américain a décidé de lui attribuer dix millions de dollars (64 millions de francs) par an pendant cinq ans. Que l'on sache, le secrétaire d'État à l'environnement n'a débloqué aucun crédit analogue.

Critères nouveaux

On s'est aussi préoccupé, à juste titre, de la sécurité maritime et aérienne, du tourisme (qui sont les problèmes les plus urgents à résoudre pour sauvegarder l'environnement de l'Antarctique) et aussi des zones protégées pour lesquelles on a suggéré des critères nouveaux.

Mais la grande affaire de la réunion de Paris a été la proposition franco-australienne d'organiser, en 1990, une réunion spéciale consacrée à la préservation globale de l'environnement de l'Antarctique. C'était

la mission de la délégation française. Et elle a été réussie. Certes, le premier ministre, M. Michel Rocard, dans son discours d'ouverture de la réunion de Paris, avait suggéré que la totalité de l'Antarctique devienne un parc naturel.

Suggestion émise sans penser, dans ses attendus, la recommandation numéro un rappelle que la France et l'Australie ont proposé que l'Antarctique devienne une « réserve naturelle, terre de la science ».

Les opposants à la proposition franco-australienne — en tout premier lieu les États-Unis, la Grande-Bretagne, le Chili et les autres pays d'Amérique du Sud — ne sont pas non plus partis bredouilles : la deuxième recommandation demande qu'une autre réunion (non spéciale celle-là, contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde daté 22-23 octobre sur la foi d'informations imprécises) soit aussi organisée en 1990 pour améliorer divers points de la Convention de Wellington sur les ressources minérales, adoptée par consensus en juin 1988 après une dizaine d'années de discussions.

Par sa seule superficie de 13 millions de kilomètres carrés, le sous-sol de l'Antarctique auquel s'ajoute celui du plateau continental sous-marin recèlent sûrement des ressources minérales. Mais toutes ces richesses restent du pur mythe étant donné que 98 % du continent sont enfouis sous une carapace de glace épaisse en moyenne de 2 000 mètres. Ce qui laisse le temps d'étudier soigneusement, quand les esprits seront calmés, les répercussions très éventuelles de l'exploration et de l'exploitation des ressources minérales envisageables dans un avenir lointain, même lointain, que la Convention de Wellington a entourées de très sérieux garde-fous.

YVONNE REBEYROL

A la suite des initiatives françaises

La Nouvelle-Calédonie ne fait plus l'objet d'affrontements à l'ONU

NEW-YORK

de notre correspondant

Il a fallu que le Révérend Jesse Jackson vienne s'exprimer le 19 octobre devant la commission décolonisation pour que des termes un peu vifs soient entendus dans l'enceinte de l'ONU à propos de la Nouvelle-Calédonie. L'ancien candidat à la présidence des États-Unis a notamment appelé de ses vœux, devant la presse, « une Nouvelle-Calédonie libre », conformément « aux engagements anti-colonialistes du président Mitterrand ».

Cette intervention est en porte à faux avec la sérénité qui prévaut désormais sur cette question à l'ONU, où l'on s'est, d'autre part, étonné, ces derniers jours, du ton particulièrement militant de la contribution déposée récemment à

Paris par certains membres du Parti socialiste devant le comité directeur du PS (le Monde du 10 octobre).

Pendant le débat général, en effet, l'Australie et la Nouvelle-Zélande ont été d'une discrétion remarquable sur le sort du territoire, et le délégué du Vanuatu, le pays le plus proche de Nouméa, s'est félicité des initiatives constructives prises par la France.

Dans cet esprit de conciliation, c'est la résolution adoptée en août par la commission décolonisation qui sera examinée en assemblée générale. Ce texte se borne à recommander « une évolution pacifique vers un acte d'autodétermination où toutes les options seraient couvertes ».

S.M.

La Communauté et les pays de l'Est au menu du troisième sommet franco-espagnol

La réalisation de l'union monétaire et la dimension sociale de la construction européenne devaient être, avec la situation en Europe de l'Est, les principaux dossiers examinés, lundi 23 et mardi 24 octobre, à Valladolid, lors du sommet franco-espagnol réuni sous la présidence de MM. Mitterrand et Gonzalez.

Ce sommet est le troisième du genre. Une dizaine de ministres de part et d'autre y assisteront. Les ministres de l'intérieur ne seront pas du voyage : on indique, en effet, que la coopération dans la lutte contre le terrorisme basque fonctionne au mieux et que l'absence de MM. Joxe et Corcuera est un signe des progrès accomplis dans ces domaines depuis 1984.

En l'absence de tout contentieux bilatéral, les thèmes communautaires devaient dominer cette rencontre, dans la perspective du Conseil européen de Strasbourg qui marquera, en décembre, la fin de la présidence française. Les Espagnols tenaient également à évoquer la question des rapports de la CEE avec l'Amérique latine.

Valladolid, au nord-ouest de Madrid, est un fief conservateur. Elle semble avoir été choisie à dessein comme lieu de cette rencontre, à quelques jours des élections générales en Espagne, le 29 octobre.

A TRAVERS LE MONDE

COLOMBIE

Saisie

d'une tonne de cocaïne

La police colombienne a annoncé, samedi 21 octobre, la saisie, la veille, dans une exploitation agricole située à 300 kilomètres au nord de Bogotá, d'une tonne de cocaïne — une des plus grosses prises jamais effectuées dans le pays. En outre, les responsables de la lutte contre le trafic de drogue ont rendu publique l'arrestation de deux personnes, Diana Caballero Rangel et son frère Roberto, dont l'extradition est réclamée par la justice américaine. La police colombienne détient actuellement dix personnes suspectées d'être extradées vers les États-Unis ; quatre l'ont déjà été. Mais aucun des deux « barons » de la cocaïne, dont les noms ont été fournis par Washington aux autorités de Bogotá, n'a été arrêté depuis le début de la « guerre de la drogue », lancée en août par le gouvernement colombien contre les « cartels ». Enfin, deux militants de l'Union patriotique (pro-communiste) ont été assassinés samedi à Apartado, dans la province d'Antioquia, dont la capitale est Medellín. — (AFP, Reuters.)

ÉTATS-UNIS

M. Bush s'oppose au financement des avortements en cas de viol ou d'inceste

Le président George Bush a mis, samedi 21 octobre, son veto à une proposition de loi autorisant l'utilisation de fonds fédéraux pour financer des avortements en cas d'inceste ou de viol. Dans un communiqué diffusé par la Maison Blanche, M. Bush, qui avait annoncé cette semaine son intention de mettre son veto à ce texte, a répété qu'il est favorable à un financement fédéral des avortements uniquement « lorsque la vie de la mère est en danger ».

Le Sénat avait approuvé, jeudi, par 67 voix contre 31, un texte de loi qui autorise le système fédéral d'assurance maladie pour les pauvres (Medicaid) à financer des avortements en cas d'inceste ou de viol. Ce texte avait été adopté

précédemment par la Chambre des représentants. A présent, à la suite du veto présidentiel, le texte — inclus dans un projet de budget pour l'année fiscale 1990 — devra être examiné à nouveau par chacune des deux chambres du Congrès. Une majorité des deux tiers dans chacune d'elles est nécessaire pour passer outre au veto présidentiel. Les partisans du projet font déjà campagne en faisant valoir que la position du président est « injustement discriminatoire à l'égard des mères pauvres ». (AFP-AP.)

RFA

Forte progression des Républicains aux élections municipales du Bade-Wurtemberg

Le parti des Républicains (extrême droite) a remporté, dimanche 22 octobre, un important succès électoral aux dépens de l'Union chrétienne démocrate (CDU), lors des élections municipales dans le Land de Bade-Wurtemberg. Selon les premières estimations, le parti de l'ancien Waffen-SS Franz Schönhuber sera présent dans les conseils municipaux de toutes les grandes villes, dans lesquelles il présentait des candidats. A Stuttgart, les Républicains remportent près de 10 % des suffrages et à Heidenheim plus de 14 %.

Les Républicains, qui ne se présentent que dans cinquante des mille cent communes du Land, ont remporté ces succès aux dépens des chrétiens-démocrates : les pertes du parti de M. Helmut Kohl sont nettement inférieures dans les villes où aucun candidat de M. Schönhuber ne se présentait (Tübingen, Baden-Baden, Neckar-sulm). Les résultats définitifs de ces élections ne devraient être connus que mardi. — (AFP.)

NICARAGUA Embuscade de la Contra

Des rebelles antisandinistes ont tué dix-huit soldats de l'armée régulière et en ont blessé sept autres lors d'une embuscade dans une zone, samedi 21 octobre, dans une

région montagneuse au nord de Managua, a annoncé le ministère de la défense. Cette attaque est assez surprenante car, depuis l'arrêt de l'aide militaire américaine et les accords politiques acceptés par le gouvernement sandiniste, les opérations de la Contra s'étaient raréfiées ces derniers mois.

Par ailleurs cinquante sénateurs américains (quarante et un républicains et neuf démocrates) ont décidé de demander au président Daniel Ortega de permettre aux quelque cent mille Nicaraguayens vivant en exil, essentiellement au Costa-Rica, au Honduras et au Salvador, de participer aux élections du 25 février prochain. M^{re} Connie Mack, sénateur républicain de Floride qui devait transmettre dimanche ce message, n'a pas été reçu par les autorités sandinistes. Elle a pu, cependant, s'entretenir avec l'archevêque de Managua, le cardinal Ovando Y Bravo, ainsi qu'avec M^{re} Violeta Chamorro, candidate à la présidence de l'Union d'opposition UNO. M^{re} Mack a déclaré à la presse que le processus d'inscription sur les listes électorales lui paraissait honnête. — (AFP, Reuters.)

SOMALIE

Le président Barre reconnaît que son régime fait face à des problèmes de « sécurité »

Le général Siad Barre a fêté, samedi 21 octobre, le vingtième anniversaire de son arrivée au pouvoir, qui a été marqué par un important défilé et l'annonce spectaculaire de 1 168 libérations de prisonniers, dont les identités et les crimes n'ont pas été précisés. Ce geste survient après deux appels lancés par Amnesty International en faveur d'une libération immédiate de tous les détenus politiques somaliens.

Dans un discours, le chef de l'État a reconnu que son régime doit faire face à des problèmes de « sécurité » et de maintien de l'ordre, allusion à la guérilla dont les réels meurtriers ont paralysé l'économie du pays. « Il est impératif que la population tout entière assume la responsabilité du maintien de la sécurité », a-t-il affirmé. — (AFP.)

Ne commandez pas votre PEUGEOT 205 • 309 • 405 • 605 sans nous avoir rendu visite !

NEUBAUER PEUGEOT

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

RTL vous emmène à DALLAS (USA) pour assister au concert des ROLLING STONES le 10 novembre

COMMENT GAGNER VOTRE PLACE ?

• Écoutez NAGUI le samedi 28 et dimanche 29 Octobre de 12h à 13h.

Pour vous aider : les indices et la storia des Stones du 25 au 27 Octobre dans "Challenge hit" (19h) et "Rock hit" (21h).

CONCOURS RTL RÉSERVE AUX 18-30 ANS

RTL vous offre votre billet d'avion PARIS - DALLAS - PARIS, votre place de concert et votre séjour complet aux USA.

هذه هي الصورة

PROCHE-ORIENT

LIBAN : réunis à Taëf depuis trois semaines

Les députés ont accepté un document « d'entente nationale »

L'accord de Taëf a été approuvé le dimanche 22 octobre. Le plus dur reste à accomplir : le faire appliquer sur le terrain.

TAËF (Arabie saoudite)
de notre envoyée spéciale

C'est dans la nuit, après vingt-trois jours de tractations et marchandages pas toujours dignes de l'enjeu — la fin de la guerre du Liban pour les uns ou, plus prudemment, un nouveau compromis historique capable d'apporter une trêve plus ou moins longue pour les autres — que cinquante-huit députés libanais ont accepté à Taëf un document d'entente nationale soumis à leur approbation par le comité tripartite arabe (Arabie saoudite, Algérie, Maroc) et remanié par eux.

Dans le même temps, le délégué du triumvirat, M. Lahdard Tora-hini, sur qui va reposer la lourde tâche de veiller, à Beyrouth, à la bonne marche de l'accord, était dans la capitale libanaise pour informer officiellement de sa teneur les chefs des deux gouvernements rivaux, M. Solim Hoss et le général Michel Aoun. A peine avait-il quitté le délégué arabe, qui s'était contenté d'espérer, à l'issue

de l'entretien que « le processus ainsi engagé pourrait se poursuivre », que le général Aoun faisait toutefois connaître son rejet net, violent, mais somme toute prévisible, d'un accord qui ne satisfait pas sa seule et unique revendication : la programmation d'un retrait de l'armée syrienne du Liban.

A Taëf, cette fois, c'étaient les députés représentants du « Front national » (coalition des alliés de Damas) qui exprimaient des réserves sur cet accord qui ne les satisfait pas sur trois points, annonçant l'un d'entre eux, M. Zaher Khatib : l'abolition du confessionnalisme, pour laquelle il réclame une programmation précise dans le temps ; le nombre des députés revus à cent huit contre les cent vingt-huit qu'ils réclamaient ; et la question de l'armée dont ils veulent une restructuration complète. Si les revendications du « Front national » doivent être prises avec circonspection, dans la mesure où la Syrie, qui approuve l'accord officiellement et a pris soin d'en avertir par téléphone certains députés proches, a sans aucun doute les moyens de calmer ses partisans, le refus du général Aoun fait peser plus de menaces sur sa mise en œuvre rapide, souhaitée par le comité arabe.

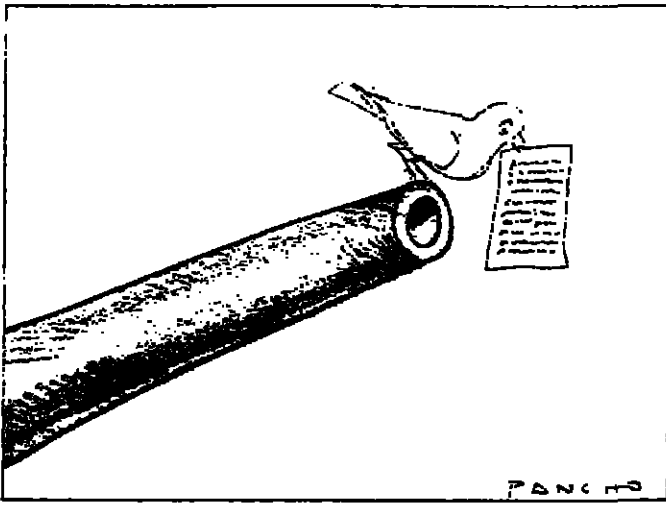
Quoi qu'il en soit, l'accord de Taëf, qui ne satisfait pleinement

personne tant il est avant tout un compromis imposé par les circonstances, n'en représente pas moins la première tentative globale de traiter la crise libanaise sous tous ses aspects. Internes d'abord, par la réforme du système politique dans un sens plus égalitaire pour la communauté musulmane, aujourd'hui majoritaire par rapport à la communauté chrétienne ; externes ensuite, par la redéfinition de la présence syrienne dénoncée par le camp chrétien et l'occupation israélienne, dont la fin est de nouveau exigée comme elle l'est aux succès depuis onze ans par la communauté internationale.

Préparé de longue date et après de multiples rencontres avec tous les leaders libanais, classe politique traditionnelle ou seigneurs de la guerre — à l'exception notable des intégristes chiites du Hezbollah — le document du comité tripartite arabe n'a, en définitive, été que peu modifié par les députés. En ce sens, c'est un incontestable succès pour le comité arabe qui a déjà obtenu un cessez-le-feu au Liban depuis le 23 septembre. Mais il n'en reste pas moins que, pour en arriver là, le triumvirat a dû céder à certaines exigences de Damas, notamment son refus de voir consigné dans un accord une date de retrait du Liban pour son armée. Sur ce point, les députés du camp chrétien n'ont rien obtenu et devront se contenter des garanties que leur a promises, dans un additif au document, le comité tripartite.

Joie et amertume

En l'absence de ce texte, qui devrait être connu lors de la séance solennelle de clôture présidée, mardi 24 octobre, à Djeddah par le roi Fahd d'Arabie saoudite, il est difficile de mesurer exactement les concessions faites, mais il ne fait pas de doute que, sur ce point, la position de la Syrie sort renforcée. Car, si elle a dû accepter une certaine forme de tutelle arabe sur sa chaise gardée libanaise, elle a, en contrepartie, obtenu pour la pre-



mière fois depuis son entrée au Liban, en 1976, que le Parlement libanais légalise sa présence et lui reconnaisse un rôle précis dans la reconstruction des forces de sécurité du pays.

On comprend, dans ces conditions, la longue hésitation des députés du camp chrétien qui, depuis vendredi soir, sollicitaient de toute part un appui des forces chrétiennes sur le terrain, avant de prendre leur décision finale. Particulièrement sollicité, le patriarche maronite, Mgr Nasrallah Sfeir, s'était contenté, samedi, d'une déclaration pour le moins ambiguë appelant les députés « à agir suivant leur conscience nationale en adoptant une position qui servira en priorité l'intérêt du Liban ».

Troublés et déçus, nombre de députés, qui attendaient de la plus haute autorité de l'Eglise maronite une position politique plus courageuse dans un sens ou dans un autre, tentaient de nouveau, dimanche, de prendre contact avec lui pour lever les doutes des plus hésitants. Mais ils étaient seuls face à leurs responsabilités et, après trois réactions dont certaines bousculées, les députés du camp

chrétien tranchaient pour le « oui », après une ultime entrevue avec le prince Saoud Al Fayçal. Ils exigeaient en effet que l'on revienne au chiffre de cent huit députés accepté par l'ensemble des élus à l'exception de deux représentants des milices pro-syriennes.

La joie manifestée et les félicitations échangées par les députés à l'issue de la séance du vote final, ne parvenaient pas toutefois à cacher l'amertume chez les députés du camp chrétien conscient, certes, d'avoir fait le seul choix possible,

mais tout aussi clairvoyants sur les limites de celui-ci quant à leurs revendications de la souveraineté libanaise. « Il nous faut bien reconnaître, nous affirmait ainsi l'un d'eux, que la souveraineté du Liban n'est pas vraiment sauvegardée dans le texte que nous avons signé ». Toutefois, renchérisait un autre, « les textes ne sont qu'une sauvegarde. On nous aura une bonne relation avec la Syrie et tout marchera, ou nous poursuivrons un état de guerre larvée et tous les textes ne serviront à rien ».

Si le sort de cette nouvelle charte — au Liban, la prudence s'impose tant les accords signés ont trop souvent été balayés par le canon — reste suspendu aux bonnes volontés sur le terrain, elle constitue toutefois, quarante-six ans après le pacte de 1943, un nouveau cadre de gouvernement pour le Liban qui tient compte à la fois des évolutions politiques et démographiques du pays. Reste cependant aux élites politiques libanaises, qui ont si souvent failli et sur lesquelles repose encore une fois cette nouvelle tentative de sauvegarde, à faire preuve tout à la fois d'imagination et de courage pour l'appliquer cette charte dans des conditions de justice qui permettent au peuple libanais de croire enfin à son Etat.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire également page 8
l'article de Lucien George.

M. Raymond Eddé : le pays est « devenu une colonie syrienne »

Député chrétien libanais vivant en exil à Paris depuis de nombreuses années, M. Raymond Eddé nous a fait parvenir ces quelques lignes en réaction à l'acceptation du document « d'entente nationale », adopté, dimanche 22 octobre, par le Parlement réuni à Taëf : « J'avais décliné l'invitation de Taëf, d'abord pour une question d'éthique, car je ne peux admettre que tout un Parlement se rende à l'étranger pour délibérer et voter des modifications à la Constitution, qui, certes, ne seront appli-

bles qu'après avoir été approuvées par le Parlement libanais réuni à Beyrouth et après l'élection du nouveau président de la République. Ensuite, parce que je savais que les clauses concernant la mainmise de la Syrie sur le Liban ne pouvaient être modifiées que très superficiellement, ce qui s'est produit. En 1976 — comme je l'avais alors déclaré au journal le Monde du 24 janvier, — le Liban était passé sous « mandat » syrien. Depuis le document dit « d'entente nationale », le Liban est devenu en fait une colonie syrienne. »

TRANSPORTÉ

PAR
TOP AIR
PORTUGAL

Si vous avez la passion des voyages. Si le raffinement vous est naturel. Si partout dans le monde, de l'enregistrement à l'atterrissage, vous voulez être aux anges. Et si tôt débarqué, vous sentez d'attaque, partout. Affaires ou famiente. Partez avec la compagnie du pays qui a donné au voyage ses lettres de noblesse. Celle dont le style reste inégalé. Demandez à tous ceux qui volent sur Air Portugal. Leur réaction est unanime : Transporté !



VOYAGEZ COMME VOUS RÊVEZ



L'adoption par les députés libanais d'un document « d'entente nationale »

Le général Aoun rejette l'accord de Taëf

Le général Michel Aoun, premier ministre en exercice dans le secteur chrétien du Liban, a rejeté catégoriquement, dimanche 22 octobre, le pacte de Taëf censé jeter les fondements de la Deuxième République libanaise. Plus exactement, il en a rejeté les chapitres relatifs à la souveraineté nationale, ce qui signifie, en clair, au stationnement des troupes syriennes au Liban.

BEYROUTH

de notre correspondant

Le ton du général Aoun était ferme, voire cassant, empreint de volontarisme et d'émotion. Sa détermination paraît entière malgré les pressions qu'il a subies — et qu'il subira de toutes parts — du monde arabe, de l'Occident, de l'URSS et, pense-t-on, même du Vatican — pour qu'il accepte l'accord de Taëf, expression de ce qui est « possible » avec la Syrie.

Néanmoins, le pire n'est pas certain. En d'autres termes, il n'est pas dit que le rejet par le général Aoun de l'accord de Taëf se traduira inévitablement par une reprise des combats et du bombardement des populations civiles. Lui-même souligne qu'il n'en prendrait pas l'initiative et, dans le camp adverse, les déclarations ont été multipliées à l'envi, soulignant que la phase de guerre était terminée et que le combat était désormais politique. M. Joumbilatt, chef du PSP (druze), a déclaré en substance qu'il accepterait l'accord de Taëf « à la demande de la Syrie ».

La tentation pourrait être grande, en effet, pour Damas, plutôt que d'utiliser le canon, de jouer des rivalités et des oppositions notoirement dans le camp chrétien pour isoler le général Aoun et s'en débarrasser. Car les bombardements risqueraient de ressembler à la population et, à leur corps défendant, les leaders du camp chrétien, autour de lui. Vu sous cet angle, le pacte de Taëf devrait malgré tout assurer le maintien de la trêve actuelle, qui dure depuis un mois après un semestre d'une guerre dévastatrice.

Le général Aoun a d'ailleurs lui-même déclaré s'en remettre à la volonté populaire et être prêt à se retirer si le peuple ne le suivait pas dans sa détermination à résister à l'occupation syrienne. Comment le peuple exprimerait-il son opinion ? Il n'a pas parlé de consultation populaire, même dans le réduit chrétien, mais de manifestations « pour » et « contre ».

« Souveraineté hachouée »

Le général Aoun a fait valoir que, seule, la souveraineté lui importait et qu'il ne se mêlait guère des réformes institutionnelles adoptées par les députés, « parce que c'est une question interlibanaise » et bien qu'il ait à ce sujet un projet « plus profond et radical que le replâtrage décidé ». Hélas ! a-t-il affirmé, « notre souveraineté est bafouée et, comme le faisait remarquer M. Raymond Edde, nous étions occupés par la Syrie, nous voici désormais colonisés par elle ».

« Les députés ont outrepassé leurs pouvoirs (...). Ils ne sont pas habilités à conclure des traités avec des pays étrangers, cela est du ressort du gouvernement », a-t-il ajouté.

Le général Aoun s'est défendu de menacer les députés, notamment de haute trahison. Mais il a rappelé qu'il y avait des lois et des tribunaux compétents. Il a également rappelé tous les accords conclus par le gouvernement libanais, que les Syriens — et avant eux les Palestiniens — ont violés, malgré toutes les cautions arabes et alors qu'ils étaient absolument clairs concernant la souveraineté libanaise, contrairement au pacte de Taëf, plein d'ambiguïtés et d'obscurités.

Il a estimé que le seul intérêt pour Damas d'un transfert des pouvoirs du président de la République au président du conseil consistait à les faire passer d'une personne sise dans les régions « libérées » à une personne sise dans les régions « occupées ». « Déjà, quand une partie du pouvoir était dans les zones sous leur contrôle, les Syriens ont réussi à se faire rappeler à Beyrouth [Ouest]. Qu'en sera-t-il quand ils mettront la main sur tout le pouvoir ? »

Enfin, le général Aoun a de nouveau vivement attaqué les États-Unis, les accusant de comploter contre le Liban. Mais malgré toutes ses récriminations, il a remercié les pays arabes, notamment ceux du triumvirat, pour leurs efforts et leur bonne volonté.

LUCIEN GEORGE

Les principaux points du texte

Voici les principaux points du chapitre 2 — Instauration de l'autorité de l'État libanais sur l'ensemble du territoire — et du chapitre 4 — Les relations libano-syriennes — du document d'entente nationale proposé par le comité tripartite arabe et accepté à Taëf par les députés libanais. Ce document, dont le chapitre premier concerne les réformes du système politique libanais et le chapitre 3 la fin de l'occupation israélienne, doit encore être approuvé formellement à Beyrouth par les députés qui le voteront à l'issue de l'élection présidentielle et de la formation du gouvernement, afin que ce qu'il contient se transforme en lois ou amendements constitutionnels.

Après avoir énuméré les lignes directrices du plan de sécurité d'un an — dissolution des milices libanaises et non libanaises dans un délai de six mois prenant effet après la promulgulation constitutionnelle des réformes, renforcement des forces de sécurité intérieures (FSI-gendarmerie) et de l'armée et droit au retour dans leurs foyers des réfugiés depuis 1975, — le texte précise :

« Du moment que l'objectif de l'État libanais est d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire par le moyen de ses forces propres représentées au premier chef par les FSI et à partir des relations fraternelles qui lient la Syrie au Liban, les forces syriennes — qu'elles en soient remerciées — aideront les forces libanaises à étendre l'autorité de l'État libanais au cours d'une période maximale de deux ans commençant après l'approbation du document d'entente, l'élection d'un chef de l'État, la formation d'un cabinet et l'approbation constitutionnelle des réformes politiques. A

la fin de cette période, les deux gouvernements, syrien et d'entente nationale libanais, décideront le regroupement des forces syriennes dans la Bekaa et l'entrée de la Bekaa-Ouest à Dahr-el-Baidar jusqu'à la ligne Hammama-Mdeir-Ayn-Dara, et s'il est nécessaire dans d'autres points qui seront définis par une commission militaire mixte libano-syrienne. Un accord prévoyant le volume de ces forces et la durée de leur présence dans les régions citées auparavant sera conclu et définira les relations de ces forces avec les autorités de l'État libanais. Le comité supérieur tripartite arabe est disposé à aider les deux États à conclure un tel accord, s'ils le souhaitent. »

Les relations libano-syriennes

« Le Liban, arabe d'appartenance et d'identité, est lié par de sincères relations fraternelles avec tous les pays arabes. Il entretient avec la Syrie des relations privilégiées qui tirent leur force du voisinage, de l'histoire et des intérêts fraternels communs. C'est sur ce concept que doivent se fonder la coordination et la coopération entre les deux pays, ce que des accords devront concrétiser dans tous les domaines de manière à assurer l'intérêt des deux pays frères dans le cadre de leur souveraineté propre (...). Le Liban ne permettra pas que son territoire serve comme point de passage ou comme foyer pour toute force, tout État ou toute organisation qui voudront s'en prendre à la sécurité de la Syrie. La Syrie soucieuse de la sécurité, de l'indépendance, de l'unité du Liban et de l'entente entre ses habitants ne permettra, de son côté, aucune action menaçant la sécurité, l'indépendance et la souveraineté de ce pays. »

En Cisjordanie

Trois nouvelles victimes palestiniennes

Trois Palestiniens, dont une jeune fille de seize ans, sont morts, samedi 21 et dimanche 22 octobre, en Cisjordanie, à la suite de heurts entre manifestants et militaires israéliens. Les trois victimes ont été mortellement blessées par balles. La Cisjordanie et la bande de Gaza ont, en outre, été le théâtre d'une grève générale, samedi, à l'appel de la direction unifiée du soulèvement.

Par ailleurs, une nouvelle rencontre américano-palestinienne a eu lieu, samedi soir, à Tunis, dans le cadre du dialogue entre l'OLP et les États-Unis engagé en décembre dernier. Les moyens de faire progresser ce dialogue ainsi que la répression israélienne dans les territoires occupés ont été au centre des discussions de l'ambassadeur américain en Tunisie, M. Robert Pelletreau, et le représentant de l'OLP, M. Hakam Balaoui, selon l'agence palestinienne Wafa. — (AFP.)

□ VATICAN : le pape réitère son appel en faveur d'une « patrie » pour les Palestiniens. — « Les Palestiniens ont droit à une patrie où ils pourront vivre en paix », a déclaré, dimanche 22 octobre, Jean-Paul II, s'adressant aux trente mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre. Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir. En juillet dernier, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait également écrit à Jean-Paul II pour lui demander d'intervenir en faveur des Palestiniens. — (AFP, Reuters.)

Pourtant Noël c'est le 25 Décembre, non ?



0 ^F SUR 12 MOIS	
Renault 25 Camargue GTS Prix tarif TTC clés en main au 08.09.89 (TVA 25%)	118 200 F
Dépôt de garantie	17 730 F
1 ^{er} loyer majoré	29 550 F
1 ^{er} versement	47 280 F
12 loyers x 0 F	12 x 0 F
47 loyers de	47 x 2 498 F
Option d'achat finale (égale au dépôt de garantie)	17 730 F
Coût total en cas d'acquisition au terme de la location	164 686 F

Location avec option d'achat sur 60 mois sur tous les VP neufs.
Ex. : 1 versement comptant de 40% (15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale - 25% de 1^{er} loyer majoré), 12 loyers de 0 F, 47 loyers de 2,113%, coût total en cas d'acquisition au terme de la location 139,311% du prix TTC du véhicule.

LOA SUR 60 MOIS	
Renault 25 Camargue GTS Prix tarif TTC clés en main au 08.09.89 (TVA 25%)	118 200 F
Dépôt de garantie	17 730 F
1 ^{er} loyer majoré	29 550 F
1 ^{er} versement	47 280 F
59 loyers de	59 x 1 645 F
Option d'achat finale (égale au dépôt de garantie)	17 730 F
Coût total en cas d'acquisition au terme de la location	144 335 F

Location avec option d'achat sur 60 mois sur tous les VP neufs.
Ex. : 1 versement comptant de 40% (15% de dépôt de garantie égal à l'option d'achat finale - 25% de 1^{er} loyer majoré), 59 loyers de 1,392%, coût total en cas d'acquisition au terme de la location 122,128% du prix TTC du véhicule.

9,5% CRÉDIT SUR 24 MOIS	
Renault 25 Camargue GTS Prix tarif TTC clés en main au 08.09.89 (TVA 25%)	118 200 F
Apport au comptant 40%	47 280 F
Montant financé	70 920 F
1 ^{re} mensualité (dont perceptions forfaitaires 240 F)	3 496,25 F
23 mensualités	3 256,25 F
Coût total du crédit	78 390 F
Coût total du véhicule à crédit	125 670 F

Credit avec apport minimum 20% au TEG de 9,5% sur 12 et 24 mois, 13,9% sur 36 mois, 14,9% sur 48 mois. Offre réservée aux particuliers sur les VP neufs.
Ces 3 offres sont valables jusqu'au 31.10.89. Sous réserve d'acceptation par la DIACSA, au capital de F 321.490.700 - 27-33, quai Le Gallo - 92512 Boulogne Cedex - RCS Nanterre B 702 002 221.



Monsieur Financement
chez votre concessionnaire ou au
N° Vert 05.25.25.25

M. FINANCEMENT, LE 1^{er} SERVICE RENAULT.

Disc
MONTAGNE

مركز من اجل

EUROPE

une crise

Les Palestiniens ont droit à une patrie où ils pourront vivre en paix, a déclaré, dimanche 22 octobre, Jean-Paul II, s'adressant aux trente mille pèlerins rassemblés place Saint-Pierre.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

En juillet dernier, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, avait également écrit à Jean-Paul II pour lui demander d'intervenir en faveur des Palestiniens.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

Le pape souhaitait ainsi répondre « aux invocations d'aide et de solidarité » que les habitants de la Cisjordanie et de Gaza lui ont fait parvenir.

EUROPE 93

Le projet de charte sociale

Le spectre d'une crise avec la Grande-Bretagne

La Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux va revenir sur le devant de la scène européenne après la manifestation syndicale de Bruxelles du 18 octobre. Le conseil des ministres des affaires sociales du 30 octobre doit se prononcer sur le projet préparé par la Commission européenne.

L'avenir de l'Europe sociale est de nouveau au centre du débat européen. Le 18 octobre à Bruxelles, la Conférence européenne des syndicats (CES), qui réunit trente-six organisations de vingt et un pays, a plébiscité sa manifestation en rassemblant autour de 15 000 personnes.

Ce succès cependant n'est que très relatif : en juin 1983, à Stuttgart, elle avait fait défilé deux fois plus de manifestants. Pour l'heure, les syndicats veulent que la prochaine Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux fasse l'objet de dispositions juridiquement contraignantes. Des pressions dans le même sens ont été exercées au cours de ces dernières semaines tant par le Comité européen que par le social européen, dont les dirigeants ont effectué fin septembre une visite officielle à Paris, que par le groupe parlementaire socialiste de Strasbourg.

Beaucoup de syndicalistes et de responsables politiques partagent en effet le sentiment exprimé au ministre des affaires européennes, qui s'achève le 31 décembre prochain, est « la dernière chance » de la charte des

droits sociaux. Les échéances sont désormais précises. Le projet de charte, présenté par Mme Papandréou au nom de la Commission européenne, doit être adopté par le conseil des ministres des affaires sociales que présidera M. Jean-Pierre Soisson, le 30 octobre. La charte sera ensuite l'objet d'une ratification solennelle lors du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement les 8 et 9 décembre prochain à Strasbourg.

Programme d'action

Il n'y a rien de nouveau dans ce calendrier-là. La nouveauté est ailleurs. La charte ne sera pas simplement une déclaration solennelle, comme le craignaient au départ les syndicats. Elle ne constituera pas davantage un bloc de lois sociales européennes. Mais elle sera accompagnée d'un programme d'action assurant sa mise en œuvre. Le projet actuel prévoit que la Commission recevra « mandat de présenter au plus tard le 31 décembre 1989 un programme d'action et un ensemble d'instruments y afférents ». Un programme qui pourra prévoir de véritables directives européennes sur certains sujets et encourager sur d'autres les partenaires sociaux à négocier, au niveau interprofessionnel ou sectoriel. Une idée qui a été réaffirmée par le groupe de réflexion des représentants des ministres du travail des Douze, présidé par M. Olivier Duhellier de Lamotte, directeur des relations du travail, qui s'est réuni une troisième fois le 18 octobre.

Ce programme d'action doit être établi par Mme Papandréou entre le 15 et le 20 novembre avant d'être pré-

senté à un nouveau conseil des ministres des affaires sociales le 30 novembre. Mais il y a peu de chances pour qu'il soit approuvé en bon et due forme sous la présidence française, qui devra passer le relais à l'Irlande à partir du 1^{er} janvier. Cependant, c'est bien la démarche dans son ensemble — déclaration solennelle et mise en œuvre — qui sera ratifiée par les chefs d'Etat et de gouvernement. Le rythme a été un peu accéléré puisque, au départ, le programme d'action n'était attendu que pour la fin du premier semestre 1990.

Mais il y a une donnée de départ qui n'a guère évolué, c'est l'hostilité de la Grande-Bretagne. M. Norman Fowler, le secrétaire d'Etat britannique à l'emploi, a réaffirmé le 28 septembre l'opposition du gouvernement de Mme Thatcher : « Nous croyons que ce projet de charte va dans le mauvais sens, vers une Europe soumise à davantage de réglementations et dont les entreprises seront encore restreintes dans leur croissance. » Pour M. Fowler, la démarche sociale européenne est pernicieuse, voire dangereuse : « La première nécessité sociale est de créer des emplois dans toute l'Europe. Or on ne crée d'emplois qu'en permettant aux entreprises de prendre de l'essor. La charte aura pour effet notamment d'alourdir les coûts des entreprises. C'est forcément mauvais pour l'emploi. »

Pas de désattribution

Si ce blocage persiste, la France ira-t-elle jusqu'à l'affrontement avec Mme Thatcher au risque de faire une Europe sociale à deux vitesses ? (si la Grande-Bretagne trouve un allié...) ? Début 1989, M. François Mitterrand avait clairement esquissé une telle perspective en soulignant implicitement que l'Europe serait sociale ou ne serait pas. Depuis, malgré quelques « floutements » (l'attentisme de Mme Cresson puisant au départ plus ferme que M. Soisson), la France affiche sa détermination. « S'il n'y a pas d'unanimité concernant la charte sociale », a affirmé Mme Edith Cresson, fin septembre, devant le Comité économique et social européen, « il faudra un texte sur lequel ceux qui ne sont d'accord puissent se rencontrer... On fera à l'aise ou à l'aise tout en laissant la porte ouverte aux autres. » Devant la même instance, le 18 octobre, M. Soisson a assuré que la France ne recherchait pas de rupture avec Mme Thatcher. Mais son consensus ne doit pas se faire à n'importe quel prix : « Je ne prendrai pas le risque de désattribution de la charte pour éviter l'échec. » Charte et programme d'action sont donc « indissociables ».

Sans cette mise en œuvre, ajoutée-on au ministère des affaires européennes, « ce ne serait guère plus que la charte sociale du conseil de l'Europe », qui avait été adoptée en 1961. Prudent et soucieux d'éviter au maximum les conflits, M. Jacques Delors a rappelé, le 26 septembre, que cette charte est « une déclaration politique absolument nécessaire ». On ne peut construire la

Communauté européenne sans les travailleurs, avait-il poursuivi. J'ai pris des engagements vis-à-vis d'eux, et je les tiendrai. Si on n'est pas d'accord que l'on me désavoue. » Déjà M. Delors avait agité la menace face au refus de Mme Thatcher d'élaborer un nouveau traité.

Un certain pragmatisme l'emportera-t-il ? Une fois la charte adoptée (à deux ou à trois), les projets de directive sur de nombreux sujets — dont certains, comme le droit à la formation professionnelle ou même l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, posent moins de problèmes aux Britanniques — pourront être adoptés à la majorité qualifiée. Toutefois, l'unanimité est requise pour toute directive sur le droit à l'information, à la consultation et à la participation des travailleurs. Or c'est justement sur ce terrain que Mme Thatcher se montre la plus réticente dans son opposition, en n'oubliant jamais de rappeler que la Grande-Bretagne est — pour tout dire — un pays de droit coutumier.

Sous-traitance

M. Soisson va peut-être faire naître de nouvelles difficultés en demandant, comme il l'a fait le 18 octobre, que les articles 5 et 6 du projet de charte concernant les emplois non temporaires à l'intérieur de la CEE, notamment dans le cadre de la sous-traitance, soient modifiés. Le ministre veut que le principe de l'égalité de traitement entre travailleurs venus d'un autre Etat membre et travailleurs du pays d'accueil, en particulier dans le cadre des marchés publics et même en cas de sous-traitance, ne soit pas limité, comme il l'est dans l'actuel projet, « aux travailleurs communautaires amenés à exercer un emploi non temporaire ». Pour rassurer les Britanniques, il voudrait aussi que la nécessité de renforcer la compétitivité des entreprises soit davantage affirmée.

La difficulté, c'est que si les tensions entre gouvernements réapparaissent autour de la charte (l'Irlande, le Danemark et le Portugal étant moins attachés à des dispositions contraignantes que la RFA), les partenaires sociaux ne sont pas en état de prendre le relais pour relancer des négociations. Le dialogue de Val-Duchesse, entre la CES et le patronat européen (UNICE), est dans l'impasse. Le « groupe de pilotage » créé par M. Delors en janvier 1989 pour accélérer l'efficacité de ce dialogue tourne à vide. Et l'UNICE est hostile à toute négociation sociale sectorielle. Seul le commerce de détail a signé un accord sur la formation. Le poisson pilote est resté solitaire.

MICHEL NOBLECOURT

■ Connaître les taux de conversion de l'écu. La Commission européenne a mis en service un site à répondre automatiquement qui indique les taux de conversion de l'écu dans les principales monnaies. Pour obtenir ce service, appeler (sauf entre 13 heures et 15 h 30), le numéro de téléc 23789 à Bruxelles, émettre son propre indicatif et composer le code « ccc ».

A la Cour de justice de Luxembourg

Les pouvoirs d'enquête de la Commission sont partiellement restreints

La Cour de justice des Communautés européennes a quelque peu restreint les pouvoirs d'enquête de la Commission européenne dans les affaires d'infraction à la libre concurrence en donnant partiellement raison à deux sociétés, Orkem (France) et Solvay (Belgi-

que), qui contestaient ses méthodes d'investigation.

Lorsqu'elle enquête dans le cadre du respect du principe de concurrence, la Commission procède en deux phases. Dans un premier temps à l'égard d'un échange de lettres ; celui-ci donne lieu, éventuellement, au lancement de la deuxième étape, l'investigation en elle-même. En enquêtant dans le secteur des thermoplastiques, la Commission, dans le cadre de la première phase, a enjoint aux sociétés Solvay et Orkem — à l'époque Cif-Chimie — de répondre à des questions qui, selon ces deux firmes, les obligeaient à s'incriminer elles-mêmes et à dénoncer d'autres entreprises.

Dans ses deux arrêts, rendus mercredi 18 octobre, la Cour de Luxembourg a donné raison aux deux requérantes en estimant que c'est à la Commission qu'il revient de prouver l'existence d'infractions. La Commission peut obliger une entreprise à fournir tous les renseignements et documents qui peuvent l'éclairer, mais ne peut la contraindre à avouer une infraction.

Le 21 septembre, la cour avait rendu un arrêt concernant la deuxième phase de l'enquête, dans une affaire qui opposait la Commission à la société ouest-allemande Hoechst. L'autorité de la Commission avait alors été étendue puisque la cour avait estimé que, avec le concours des autorités nationales, les fonctionnaires européens peuvent perquisitionner les locaux des entreprises soupçonnées d'ententes illégales, ce que Hoechst contestait. (Le Monde du 30 septembre).

Bibliographie

Le Marché unique européen, d'E. Gaillard, W.L. Lee et D. Carreau ; éditions Pedone, 286 pages, 180 francs.

Un guide juridique qui aidera professionnels et étudiants à s'y retrouver parmi les 279 mesures envisagées pour mener à bien le grand marché. Les auteurs (juristes internationaux) de cet ouvrage très clair proposent un découpage en quatre grands chapitres : marchandises, personnes, services et capitaux. Le tout est subdivisé en articles courts et accessibles. Une table des matières, un sommaire et deux index aident au défrichage du magasin communautaire des directives et propositions.

L'Europe à votre porte, d'Henri Malosse-APCCI, édité par le Centre français du commerce extérieur (collection « L'exportateur »), 402 pages, 330 francs.

Représentant à Bruxelles de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, M. Henri Malosse connaît bien les rouages communautaires et surtout leur bon usage. Le manuel pratique qu'il propose ici rendra service aux hommes d'entreprise (surtout dans les

PME) qui souhaitent tirer le meilleur parti des réseaux, aides et sources d'informations mis en place dans toute l'Europe. L'ouvrage se présente donc comme un vade-mecum de la CEE des guides, contacts et bureaux. Ce n'est déjà plus l'Europe des exportateurs, c'est déjà l'Europe du grand marché. (En vente à CECOD-Diffusion, tél. : 1 40 69 38 73.)

Europamarketing, de Pascal Mourier et Didier Burgaud, Editions d'Organisation, 256 pages, 175 francs. Enfin un ouvrage de référence sur un sujet qui a donné lieu à de nombreux articles depuis deux ans ! Les deux universitaires de Paris-IX Dauphine, à travers l'étude de cas concrets, mènent une réflexion très riche autour de la question cruciale : faut-il une stratégie globale ou des stratégies par marchés pour toucher les 320 millions d'Européens du grand marché ? Que choisir en termes de réseau de vente, d'outil de production, de tarif et de communication ? Chaque entreprise suivant sa culture et ses possibilités peut trouver sa voie dans ce grand jeu stratégique, mais l'ouvrage a le très grand avantage de faire un sort au vieux cliché du « marketing global » mis à toutes les sauces.

1992, Strategies for the Single Market, de J.W. Dudley, Editions d'Organisation, 400 pages, 248 francs.

L'auteur est un consultant britannique qui a réuni dans cet ouvrage tout son savoir-faire en matière de stratégie européenne. Que ce soit le marketing, la publicité, la trésorerie ou la logistique, le marché unique va changer totalement les techniques de management international. L'approche de M. Dudley, très volontariste, devrait plaire aux enthousiastes de 1993. La version française sera publiée en janvier 1990. Mais d'ici là les vrais Européens l'auront déjà lu en anglais.

D.P.

Calendrier

Mercredi 25 octobre : intervention de M. François Mitterrand devant les parlementaires européens, réunis à Strasbourg à l'occasion d'une session budgétaire. Le président de la République doit s'exprimer en tant que président de la Communauté, à deux mois de la fin de la présidence française.

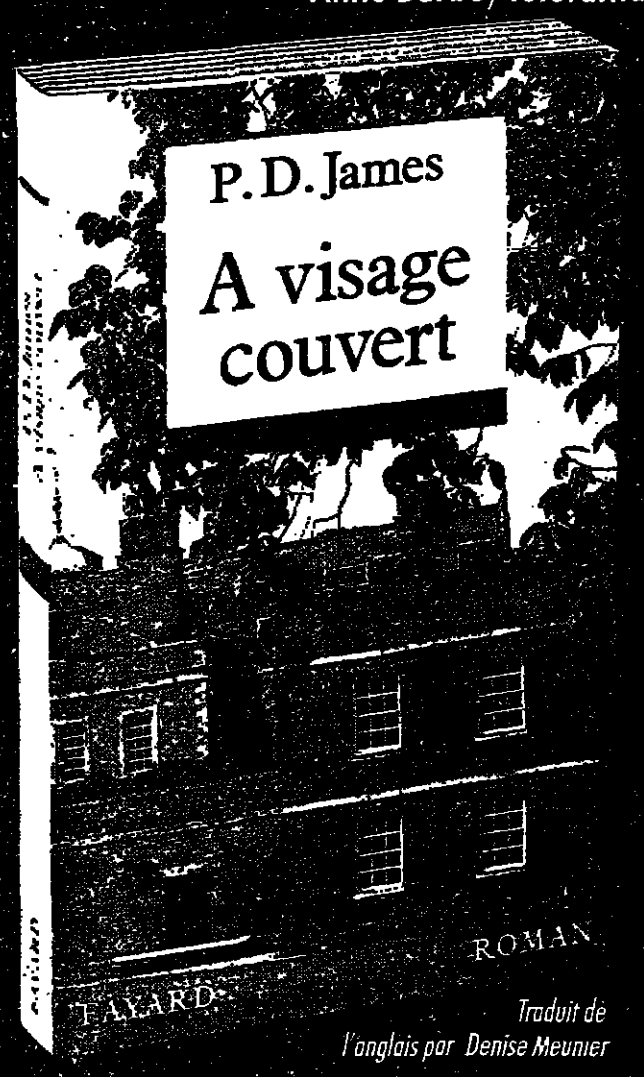
Lundi 30 : réunion à Bruxelles des douze ministres chargés des affaires sociales ; au centre des débats, le projet de charte sociale européenne.

P.D. JAMES



De Londres à Tokyo, de Paris à Toronto, on la surnomme "la reine du crime"...

Anne Barbé, Télérampa



Du même auteur :

- La proie pour l'ombre, Mazarine
- La Meurtrière, Mazarine
- L'île des morts, Mazarine
- Meurtre dans un fauteuil, Mazarine
- Un certain goût pour la mort, Mazarine, (Grand Prix de littérature policière 1988)
- Sans les mains, Mazarine
- Une folie meurtrière, Fayard
- Meurtres en blouse blanche, Fayard
- Mort d'un expert, Fayard.

FAYARD

7h20

TRANSISTOR

Philippe Alfonsi

France Inter

PLUS HAUT LA RADIO!

POLITIQUE

La politique sociale du gouvernement et la préparation du congrès du PS

M. Rocard souhaite que les socialistes parviennent à une « synthèse nouvelle » avec les écologistes

La politique sociale du gouvernement et la préparation du congrès de Rennes ont alimenté les débats des socialistes, samedi 21 et dimanche 22 octobre. Rudement interpellé par les syndicalistes CFTD des finances au cours d'un colloque auquel il participait samedi, M. Michel Rocard est allé au-delà de cet événement ponctuel en expliquant qu'une majorité politique ne peut se former, aujourd'hui, pour la gauche, sur la seule base de la défense des intérêts des salariés.

Pour le premier ministre, les victoires de demain ne pourront être obtenues que grâce à une « dynamique politique » qui suppose une gauche « ouverte », notamment en direction de la sensibilité écologiste. M. Rocard souhaite à ce sujet que les socialistes puissent parvenir à une « synthèse nouvelle » avec cette « culture alternative », de la même façon qu'ils avaient eu, dans le passé, incarnée à la fois la défense des salariés et celle des libertés individuelles.

M. Pierre Mauroy a fait écho, pour sa part, aux préoccupations des cadres et des militants socialistes, qui s'inquiètent du « déficit social » de la politique gouvernementale.

M. Rocard avait à peine prononcé deux mots, samedi 21 octobre, au colloque « Rassembler à gauche » qu'une trentaine de personnes, brandissant des affiches de la CFTD des finances (« mon syndicat », devait relever le premier ministre, en précisant qu'il n'avait cessé d'y cotiser que depuis son arrivée à l'hôtel Matignon), se sont levées, au fond de la salle, et ont scandé des slogans strictement revendicatifs, comme « Salaire, emploi : négociation ! », ou plus désagréables, tels que « Rocard, Calvet, même combat ! » ou « La gauche, la vraie, au pouvoir ! ». Les organisateurs du colloque ont négocié avec les perturbateurs la sortie de ces derniers dans le calme.

Le premier ministre a observé que ses contradicteurs réclamaient des négociations alors qu'ils avaient en la veille au soir, avec M. Pierre Bérégovoy, des pourparlers qui s'étaient prolongés tard dans la nuit. « Il fut un temps où le syndicalisme, quelle que fut la dureté de ses luttes, s'honorait de sa courtoisie », a déclaré M. Rocard, avant de préciser que, pour le gouvernement, « parler n'implique pas nécessairement capituler ». Il a expliqué que les « trente-cinq points d'indice » réclamés par les grévistes des finances, et dont la généralisation à l'ensemble des fonctions publiques nationales, territoriale et hospitalière serait inévitable, coûteraient 75 milliards de francs. « Compte tenu du prix des salaires on paye le redressement de nos finances », a dit M. Rocard, « je m'oppose à la revendication soit placée à un niveau inacceptable, soit à se résoudre à un nouveau plan d'austerité l'an prochain ».

En traitant le sujet du colloque — « Rassembler à gauche en France et en Europe aujourd'hui » — le premier ministre ne s'est pas

tellement éloigné du problème posé par les fonctionnaires des finances. S'il admet que « la détermination du partage entre les salaires et les profits demeure la question centrale de nos sociétés industrielles », M. Rocard n'en a pas moins souligné que « la défense des intérêts des salariés ne suffit plus à former des majorités politiques ». Rappelant que le socialisme des années 70 avait été « porté par la synthèse qui a pu être opérée entre la défense des intérêts des salariés et la défense des valeurs de liberté et d'émancipation individuelle », le premier ministre a déclaré que les socialistes, aujourd'hui, n'ont « pas encore trouvé l'équivalent de l'esprit socialiste des premiers âges, ni de la synthèse des années 60 et 70 ».

« Toujours mieux »

La réponse à ce problème se trouve, selon M. Rocard, « dans une conception élargie du progrès social et dans une internationalisation du combat » des socialistes. « Le socialisme, a-t-il dit, ne doit pas être « le capitalisme plus 20 %, mais doit être identifié au « toujours mieux ». M. Rocard estime qu'une entente est possible, dans cette voie, au prochain congrès du PS, en mars 1990, si l'on considère les différentes contributions réelles en vue de ce congrès. « Je n'ai pas le sentiment, a-t-il confié, que la synthèse sera impossible, pourvu que le débat soit mené jusqu'au bout ».

Ce débat, M. Rocard a saisi l'occasion de le mener d'abord avec les animateurs du courant Socialisme et République, présents à ce colloque organisé par le club Main tenant et Demain, qui préside l'un des lieux, M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports. M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Défense, et ses amis se proposant de « fermer la parenthèse libérale », M. Rocard a déclaré : « Ah ! comme ils ont raison et comme j'aimerais pouvoir signer, à condition d'ajouter que cette « parenthèse » doit être fermée au niveau planétaire ! ». « Nous n'avons pas la même appréhension des contraintes qu'entraîne l'économie ouverte », a-t-il expliqué, en rappelant que le choix du maintien du franc dans le système monétaire européen avait été fait, en 1983, par le président de la République et que les socialistes doivent faire face à des règles du jeu qui « sanctionnent toute politique sociale audacieuse ». En outre, a-t-il ajouté, « il n'est déjà plus possible, à supposer que ce soit souhaitable, de construire une Europe protectionniste et tolérante ».

Le premier ministre a débattu, aussi, avec les jospinistes de la direction du PS, qui reprochent à la politique gouvernementale de se traduire par un « déficit électoral » pour la gauche et pour les socialistes. M. Rocard a souligné que le PS avait progressé à toutes les élections depuis le printemps 1988, de façon « modeste », certes, « mais avant, a-t-il rappelé, la pente était à la baisse ». « La gauche traditionnelle n'est pas majoritaire comme telle », a convenu M. Rocard, mais la victoire de M. Mitterrand à l'élection présidentielle montre, selon le premier ministre, que le salut est dans la

« dynamique politique », car « le temps des élections captifs est révolu ».

Il faut donc, a expliqué M. Rocard, que les socialistes parviennent à « réaliser une synthèse nouvelle » avec les écologistes, qui expriment une « culture alternative en formation dans les divers pays européens ». Les socialistes doivent aussi, « incarner une gauche toujours ouverte », et le premier ministre ne s'est fait faute de rappeler, à ce sujet, la capacité montrée par le PS, dans le passé, en France (avec le Front populaire, qui associait les radicaux aux socialistes et aux communistes) ou à l'étranger, à passer des alliances avec des partis contraires. Quant au reproche suivant lequel le PS ne se distinguerait plus assez, dans l'esprit des Français, de ses voisins de droite, le premier ministre a observé que si la droite ne peut plus rejeter certains thèmes distinctifs d'une politique de gauche, cela montre qu'elle « n'est plus sûre de son idéologie ». « Nous ne devrions pas nous en plaindre ! », a-t-il lancé.

M. Rocard a eu pour successeur, à la tribune, le maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, dont c'était la première intervention depuis longtemps devant un auditoire socialiste « orthodoxe ». M. Vigouroux est allé dans le même sens que le premier ministre lorsqu'il a souligné que « rassembler à gauche » n'est pas « rassembler la gauche » et que cette dernière, si elle « se doit d'être comprise (...) doit, elle-même, chercher à comprendre ». Le thème du rassemblement a été illustré, aussi, de façons variées, par le président du groupe de la gauche unie au Parlement européen, M. Luigi Colajanni, représentant du PC italique, par les rénovateurs et restructurateurs communistes et, de façon moins enthousiaste, par M. Gérard Straif, membre du comité central du PCF, qui est intervenu dimanche.

Il est vrai que le PCF ou, du moins, sa direction, en avaient au cours des débats, pris pour leur grade. « J'avais dans la tête un parti sur Marchais et Honecker, a dit, par exemple, M. Rocard. Je l'ai perdu... ». En dépit de ces amabilités, en à peine d'elles, la présence d'un représentant officiel du PCF était significative du souci des dirigeants communistes de donner, au moins, l'impression qu'ils ne furent pas dans un isolement absolu les questions que leur pose la crise du communisme à l'Est.

PATRICK JARREAU

Le léger recul de M. Rocard selon le baromètre IFOP-Journal du dimanche — Les résultats pour le mois d'octobre du baromètre politique réalisé par l'IFOP pour le Journal du dimanche font apparaître un léger effritement de la cote de popularité du premier ministre, M. Michel Rocard, alors que celle du président de la République reste inchangée. La cote de M. François Mitterrand demeure stable avec 43 % de « satisfait » ou plutôt « satisfait », le nombre de mécontents en revanche a augmenté de deux points et passe de 36 à 38 %. Dans le même temps, Michel Rocard enregistre une baisse de trois points (40 % de satisfait au lieu de 43 % en septembre) ; les mécontents passent quant à eux de 31 à 36 %. Le sondage a été réalisé du 9 au 16 octobre sur un échantillon national représentatif de 1 946 personnes.

Les premiers secrétaires fédéraux s'inquiètent du « déficit social »

Les premiers secrétaires fédéraux socialistes de soixante-quinze départements se sont réunis samedi 21 octobre à Paris pour faire le point sur la situation du parti et sur la préparation de son congrès prévu pour mars prochain. Plusieurs d'entre eux se sont inquiétés du « déficit social » de la politique menée par le gouvernement et ont regretté que ce dernier « n'écoute pas assez » les socialistes. Le conflit des finances a été évoqué à plusieurs reprises dans ce débat.

M. Pierre Mauroy a réaffirmé devant cet auditoire son souhait d'un « inflexionnement » de la politique gouvernementale en matière

sociale et il a défendu le « compromis » auquel était parvenu l'hôtel Matignon et le groupe socialiste à l'Assemblée nationale sur le projet de budget pour 1990.

M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national chargé des fédérations et proche de M. Lionel Jospin, a souligné que le prochain congrès devait confirmer l'existence d'un « axe majoritaire » réunissant les membres des courants mitterrandiste et maoïste. Ce n'est qu'à cette condition, selon M. Vaillant, qu'une « synthèse » sera possible au congrès avec les rocardiens et avec les partisans de M. Jean-Pierre Chevènement.

M. Mauroy juge que « le PS ne doit pas se confondre avec un gouvernement, pas même avec un septennat »

NICE

de notre correspondant régional

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, qui participait, dimanche 22 octobre, à Grasse, à la Fête de la rose de la fédération socialiste des Alpes-Maritimes, a évoqué les discussions qui ont eu lieu entre le PS et le gouvernement au sujet du budget. « On a dit : les socialistes se sont disputés avec le gouvernement. Que les choses soient claires. Les socialistes ont dit à leur gouvernement, « ça ne peut plus durer ». Dans un pays où il y a cette odeur d'argent, maintenant que la croissance est revenue (...) il est indispensable de faire une politique de justice sociale. (...) Ce gouvernement est le nôtre. Il travaille bien. Mais je n'ai pas deux langages. Je suis le premier secrétaire d'un parti qui soutient le gouvernement de Michel Rocard. Mais je ne suis pas, pour autant, le premier secrétaire d'un parti godillot. Je ne suis pas le premier secrétaire d'un parti

qui dit amen, qui donne un blanc seing à un gouvernement ».

« J'estime, a conclu M. Mauroy, que le parti majoritaire doit être un aiguillon. Il ne doit pas se confondre avec un gouvernement, pas même avec un septennat. C'est notre président de la République et celui de tous les Français. C'est notre premier ministre et celui de tous les Français. Nous, nous sommes le Parti socialiste. Un Parti socialiste qui sait bien qu'au-delà du septennat de François Mitterrand, au-delà du gouvernement de Michel Rocard, il sera toujours le Parti socialiste qui devra continuer sa voie et garder la confiance des Français ».

M. Mauroy a également déclaré, au sujet du PCF : « Les communistes ont soutenu pendant soixante-dix ans le modèle soviétique. Un jour ou l'autre il faudra bien qu'ils connaissent leur perestroïka ou bien ils disparaîtront ».

G. P.

Rapprochement entre M. Jean Poperen et les rénovateurs communistes

Le rassemblement régional des partisans de M. Jean Poperen, à Montpellier, dimanche 22 octobre, a été marqué par la participation de M. Claude Liabres, coordinateur national du Mouvement des rénovateurs communistes (MRC).

M. Poperen, ministre des relations avec le Parlement, qui a déposé une contribution générale en vue du congrès socialiste de Rennes, et qui entend présenter ultérieurement sa propre motion, est en pourparlers, depuis plusieurs semaines, avec les responsables du MRC qui envisagent d'adhérer au PS.

M. Liabres a précisé, à ce sujet, que « chaque membre du MRC décidera seul s'il souhaite adhérer au PS ». Il a indiqué qu'il estime, pour sa part, nécessaire de « briser le mur qui sépare stupidement les révolutionnaires des réformistes ». Quant à M. Poperen, il a déclaré que la présence de M. Liabres à cette réunion représentait « une première réponse, pouvant conduire à la restructuration moderne et dynamique de la gauche ».

« Laissons faire le temps, mais ne perdons pas notre temps », a ajouté M. Poperen.

M. Le Garrec et ses amis veulent favoriser le « débat de fond »

MM. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, André Bellon, député des Alpes de Haute-Provence, et Alain Houlou, secrétaire général de l'Institut socialiste d'études et de recherches, ont réuni leurs amis, samedi 21 octobre à Cachan (Val-de-Marne), pour un colloque sur « l'avenir de la gauche ». Signataires d'une même contribution thématique, en vue du congrès de Rennes, MM. Le Garrec, Bellon et Houlou se proposent de favoriser le « débat de fond » au détriment des « jeux d'appareil ».

M. Pierre Mauroy est intervenu en conclusion de ce colloque, qui a rassemblé des militants et des sympathisants socialistes, ainsi que des gaullistes de gauche et des personnalités telles que MM. Jean Kahn, collaborateur du président de la République, Jean-Pierre Dintilhac, directeur de l'administration pénitentiaire, et Albert Gardès, ancien ministre. Les organisateurs du colloque entendent continuer leur action au sein d'une association qu'ils ont créée et à laquelle ils ont donné un nom ambitieux et ironique : La pensée, le mouvement, la vertu.

PROPOS ET DÉBATS

M. Giscard d'Estaing Les trois quarts du travail

M. Valéry Giscard d'Estaing a estimé, dimanche 22 octobre, au « Club de la presse » d'Europe 1, qu'« une forte démarche dans la direction de l'union [de l'opposition] a été faite » la semaine dernière, et que « les trois quarts du travail sont faits ».

Dans un entretien publié par le Figaro de samedi, M. Giscard d'Estaing pense qu'une fois créé un parti unique de l'opposition « il faudra (...) accepter une règle simple de fonctionnement des différents courants », le passage de l'un à l'autre ne devant pas être considéré comme une « trahison ».

M. Pasqua Contre les courants

Lors du « Grand Oral Libération-Pacifique FM », dimanche 22 octobre, M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a jugé qu'il n'y aura ni « scission » ni « courants » au sein du RPR, avant de rappeler qu'il est très « réservé » sur la fusion des diverses formations de l'opposition. M. Pasqua a indiqué que, lors des prochaines assises du RPR, pour l'élection du président du mouvement, il soutiendra M. Jacques Chirac.

M. Pasqua a encore jugé que la France « n'a pas de politique étrangère », mais « une politique touristique ». Pour lui, M. François Mitterrand est « un touriste de l'Europe et même du monde », « il devrait avoir une autre ambition, a ajouté M. Pasqua. Il faut qu'il se réveille ».

M. Delors La gauche et le nécessaire

Invité, dimanche 22 octobre, du « Grand Jury RTL-Le Monde », M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes, a affirmé que M. Michel Rocard « a une politique de gauche ». Selon M. Delors, la méthode utilisée par le premier ministre face aux conflits sociaux « tient compte d'une réalité tran-

çaise telle qu'elle est ». Le premier ministre « essaie de la comprendre », a ajouté M. Delors, de la corne au mieux. A partir de l'expérience, il essaie de tirer des enseignements ».

A propos de la politique économique, M. Delors a jugé que M. Rocard « a fait le nécessaire pour consolider les résultats économiques obtenus par la France depuis 1982-1983 ». « Il est très important, par exemple, a-t-il précisé, de faire en sorte que la monnaie ne soit pas un facteur d'ajustement et de facilité mais un principe de base ».

Au sujet de la préparation du congrès du PS, M. Delors, qui a signé la contribution présentée par M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a affirmé que le PS « doit garder l'axe qui lui a permis de revenir au pouvoir ». « Cet axe, il est mitterrandiste », a souligné M. Delors, avant d'ajouter qu'il a signé la contribution Mermaz pour « dire aux autres mitterrandistes : arrêtez de vous disputer, mettez vous ensemble, et ensuite négociez avec le courant de Michel Rocard, car il est indispensable que le premier ministre n'ait pas son courant dans la majorité du parti ».

M. Millon La carpe et le lapin

Interrogé lors du « Forum RMC-FR3 », dimanche 22 octobre, M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a jugé que l'unité de l'opposition dans le débat budgétaire a montré qu'il « est possible de s'unir (...) de rénover ». M. Millon a jugé qu'il n'y a pas de grand dessin qui soutienne le projet de budget pour 1990 et que l'on ne parvient pas à savoir « ce que M. Rocard veut faire de la France ». Pour M. Millon, « M. Rocard est complètement paralysé par des forces politiques contradictoires », notamment parce qu'au PS « il y a la carpe et le lapin ». M. Millon a reproché son « immobilisme » au gouvernement dont il estime qu'il est « d'une incapacité totale à faire face aux problèmes », à les soulever en temps voulu et à les résoudre ensuite pratiquement ».

LISBOA SPECIAL PRIX-HIVER 89/90

Portugal

départ Paris 1.800*

* Prix par personne comprenant l'avion (aller/retour) + Hôtel sur la base de chambre double et petit déjeuner pour un week-end

Consultez votre Agence de Voyages

TOP PORTUGAL

Paris Tél. 42 96 16 00
Lyon Tél. 78 37 03 17
Toulouse Tél. 61 23 41 00

Pour toutes les informations sur Lisbonne, contactez le

CENTRO DE TURISMO DE PORTUGAL
804 FRANÇA
Tél. (01) 47 42 35 37
Métro 3014 Code ANZ

مكتبة ابن خلدون

POLITIQUE

CDS : un conseil politique marqué par... l'attentisme

Plus tard. Le CDS verra plus tard comment mettre fin au malaise d'une partie de ses militants et quelle ligne il lui faut choisir entre les tenants d'une autonomie résolue et les diverses variantes d'une intégration renforcée dans un bloc d'opposition unique. Attendre, temporiser, est la décision implicite qui a été prise au cours du conseil politique de la formation centriste, réuni, samedi 21 octobre, à Paris.

Nombre de cadres locaux du CDS ont, à l'évidence, le vertige. Ils se trouvent désorientés, telle cette responsable des Bouches-du-Rhône, devant l'épaisseur croissante du catalogue où il leur faut puiser et identifier leur ligne de conduite : CDS, groupe parlementaire UDC, «renouveau» chez qui les leurs sont représentés, intergroupe parlementaire, conseil de

l'opposition, groupes de réflexions variés.

Echo inversé de cette perplexité, les responsables du CDS, son président, M. Pierre Méhaignerie, en tête, affichent une sérénité totale et une conviction sans faille : tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes centristes.

Il fallait, ce samedi-là, conjurer les événements de la nuit précédente : le président du CDS que la fronde de certains de «ses» députés indisposés au moment du vote de la première partie du budget avait contraint à beaucoup d'activités pour éviter l'éclatement de l'intergroupe naissant (le Monde daté 22-23 octobre) s'est vu gratifier de toutes les manifestations formelles d'unanimité. Un vibrant constat-mot d'ordre de M. Bernard Stasi : « sous derrière et avec Pierre Méhaignerie » ; le vote quasi-unanime d'une motion de conciliation entre les deux principales tendances du CDS (174 voix contre 2 et 2 abstentions) ; la promesse d'un congrès idéologique

que (en juin ou septembre prochains) censé réassurer les fondements doctrinaux du centre et l'ester le bagage théorique de toute l'opposition.

Rituel ou incontestables, ces gestes ont conforté le président du CDS dans sa vision sereine d'un intergroupe parlementaire appelé à faire prospérer «un style d'opposition concrète et mesurée». Un intergroupe, où, pour faire bonne mesure, les seules forces «insuffisantes» du groupe UDC se trouveraient augmentées des rénovateurs de toutes origines jusqu'à constituer «une masse critique» d'une centaine de députés. Le président du CDS y croit. Tout comme son secrétaire général, M. Jacques Barrot, croit aux «dix commandements du CDS» qu'il édicte au cours de ce conseil politique. Par un curieux glissement de termes, l'«autonomie» qui est au cœur des doutes ou des affrontements de coulisses au CDS se trouve, dans la motion adoptée, ramenée au rang

d'«autonomie d'expression» ou d'«autonomie de la voix».

Ainsi M. François Bayrou n'aura au terme de ce conseil politique proféré qu'un demi-mensonge, rendu plausible par l'attentisme bien installé chez les centristes, en affirmant qu'il «n'est pas vrai qu'il y ait au CDS des lignes différentes qui s'affrontent sur une attitude». Demi-mensonge quand même, ne serait-ce que parce qu'au moins un orateur, défilé il est vrai de toute obligation de prudence verbale par l'absence actuelle d'importantes responsabilités au sein de son parti, M. François Fréchet-Monice, avait au cours de ce conseil politique estimé : « Nous devons avoir des candidatures dans chaque rencontre électorale, élection présidentielle comprise. Ou bien nous allons vers un parti unique, ou bien nous sommes ainsi présents dans chaque scrutin ». Alternative trop crûment présentée, sans doute, pour être examinée sur le champ...

MICHEL KAJMAN

Les ralliements au CNI de transfuges du FN modifient la composition de plusieurs conseils régionaux

Dans une interview publiée par le Figaro Magazine, le secrétaire général du Centre national des indépendants paysans (CNI), M. Yves Briant, déclare notamment, à propos des ralliements à son parti de transfuges du Front national (le Monde du 13 octobre) : « Il faut laisser à Jean-Marie Le Pen ses 2 % ou 3 % d'extrémistes. En revanche, nous ne voulons plus que certains de nos compatriotes restent des «malgré nous» de la marginalisation affrénée à cet extrémisme-là. Comme ils ne se reconnaissent ni dans le RPR ni dans l'UDF, ils n'ont d'autre choix qu'entre l'abstention ou le FN. Or, avec le CNI, il y a une manière d'être à droite en évitant les excès et sans raser les murs (...). Entre une droite qui vasouille et le FN qui s'extrémise de plus en plus, il y a place pour un pôle conservateur dynamique. Je dirais qu'entre les mous et les fous, il y a nous ».

La tentative d'OPA sur l'électorat du Front national orchestrée par M. Briant a reçu l'aval de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Charles Pasqua, ce dernier ayant invité les autres formations de l'opposition à aider le CNI à élargir son audience.

Redistribution des cartes

Dans l'immédiat, les nouvelles adhésions enregistrées par le CNI à la suite de celle du général Jean-Louis Lacaze, appelé à prendre, en décembre, la présidence du parti, provoquent des changements dans la composition politique de plusieurs conseils régionaux. C'est ainsi qu'un groupe CNI s'est constitué au sein de l'assemblée du Languedoc-Roussillon après le ralliement de quatre conseillers élus sur les listes du FN, MM. Jean Armesol (Pyrénées-Orientales), Alain Champ (Gard), André Troize et Rémy François (Hérault). Le président du conseil régional, M. Jacques Blanc, UDF-PR, n'aura plus à composer avec le FN, souligne le CNI.

De même au conseil régional de Picardie, où MM. Guy Harle d'Ophove et Hubert Potel, en rejoignant les trois élus du CNI pour constituer un groupe autonome, veulent «assurer une majorité sans compromis avec le Front», et au conseil régional de Franche-Comté, où le ralliement de M. Hervé Lavenir permettra à la droite «de tenir une majorité sans le recours du FN».

Mais c'est au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur que cette redistribution des cartes risque d'avoir les effets les plus spectaculaires en faveur de M. Jean-Claude Gaudin (UDF), si les ralliements en provenance du Front national ont l'ampleur annoncée au CNI. M. Briant doit se rendre à Marseille, vendredi 27 octobre, pour tenir une conférence de presse.

Le Sénat

La modernisation des méthodes de travail vue par les centristes

Les sénateurs du groupe de l'union centriste, que préside M. Daniel Hoeffel, sont saisis d'une série de propositions rédigées à l'instigation de l'un de leurs élus de la Mayenne, M. Jean Arthuis. Ils doivent se prononcer dès cette semaine sur ces éléments de réflexion qui devraient être transmis au président du Sénat, M. Alain Poher. Ce dernier a manifesté le souci de lutter contre l'absentéisme.

Les interventions prises en ce sens sont diversement accueillies et plutôt dans un sens négatif ainsi que l'ont manifesté les réactions à l'arrivée, au cours de la réunion mercredi 18 octobre à la commission des affaires économiques, d'un huissier venu faire «l'appel des présents». Les sénateurs centristes ne voient pas dans l'absentéisme une cause mais plutôt une conséquence des procédés archaïques d'élaboration de la loi.

Écartant les velléités de redonner à leur Assemblée une fonction d'obstruction au pouvoir exécutif comme cela a été le cas avant 1958, les centristes sont invités à prendre l'initiative d'une remise en cause de certaines procédures jugées dépassées. Selon les auteurs de la note qui leur a été remise, le bureau du Sénat devrait se rapprocher de celui de l'Assemblée nationale pour entreprendre une réflexion sur l'avenir du Parlement en général et sur, en particulier, la durée et le calendrier de ses sessions.

Pour l'organisation des débats au Sénat, les centristes devraient proposer de concentrer les votes importants au début de la séance du mardi après-midi pour l'ensemble des propositions et projets de loi et ce par scrutin public ; d'instaurer une procédure de vote sans débat (comme à l'Assemblée nationale) dès lors qu'un groupe ou qu'une commission ne s'y oppose pas. Ils devraient également suggérer une large publicité des débats des commissions, qu'elles soient permanentes ou spéciales, et une organisation assez généralisée d'auditions publiques. Enfin, les auteurs de ces propositions suggèrent que le Parlement vote son budget en séance publique tous les ans comme n'importe quelle institution ou collectivité territoriale. Cette proposition est liée aux polémiques qui ont tourné, ces derniers mois, autour de la gestion du Palais du Luxembourg.

Une vision européenne


Les sénateurs centristes sont prêts à proposer d'autres changements. Ainsi, le recours à la question préalable (dont l'objet est de décider qu'il n'y a pas lieu à débattre) est contesté dans la mesure où il s'apparente à une méthode partisane ou politicienne susceptible de nuire au bon fonctionnement de l'institution et qui vise à supprimer tout débat de fond. Les rédacteurs de ces propositions s'en prennent à l'abus du droit d'amendement et suggèrent, pour alléger la séance publique, de publier les points de vue dissidents en annexe de la loi au Journal officiel.

Partisans de la suppression des séances de nuit, «usage regrettable

et condamnable», les signataires de ce projet de modernisation des méthodes de travail du Sénat souhaitent que soit privilégiée une vision internationale et surtout européenne des sujets traités. En ce sens, ils sont favorables au renforcement du rôle de la

délégation pour les Communautés européennes (domaine dont est l'objet une proposition de loi actuellement en discussion au Parlement) et à la création d'une antenne permanente du Sénat à Bruxelles.

ANNE CHAUSSEBOURG



EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1829 Pine Street at Van Ness • San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration

UNIVERSITÉ A SAN FRANCISCO spécialisée en management international, associe une pédagogie active à l'expérience d'un projet personnel/professionnel. Member of the California Association of State Approved Colleges and Universities. Academic program, unique in concept, format and professional experience. Fully approved to grant the

Master of Business Administration

with an emphasis in international management

A.C.B.S.P.

FILIÈRES D'ADMISSION

3^e CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA, DESS - IEP - Titulaires de maîtrise. Programme de 12 à 14 mois, modulé en fonction de votre formation initiale et de votre niveau d'anglais, conduisant au M.B.A.

2^e CYCLE Formations supérieures de second cycle. Cours équivalents à deux années universitaires

Informations et sélections : European University of America 17/25 rue de Chaillot (métro Mairie), 75116 Paris, (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America • San Francisco • California • Programmes associés en Europe, Asie : Taïwan - Hong Kong, et aux USA : Phil.

1er SALON DE LA VOITURE DE COLLECTION EXPOSITION VENTE : 20 AU 29 OCTOBRE

ESPACE CHAMPERRET - PORTE CHAMPERRET PARIS 17^e

OUVERT TOUS LES JOURS DE 11 H à 22 H
250 VOITURES A VENDRE - 150 EXPOSANTS
LES PLUS BELLES VOITURES DU MONDE

CFEM
Entreprise Industries

le constructeur de la Pyramide du Louvre devient EIFFEL Construction Métallique



Retour aux sources. Mais aussi projection sur l'avenir. Dernier constructeur métallique descendant en ligne directe des Ateliers de construction Gustave Eiffel, la CFEM (Compagnie Française d'Entreprises Métalliques), leader de sa profession, a développé, depuis sa création en 1966, des valeurs d'entreprise héritées du pionnier de la construction métallique et d'héritiers toujours attachés au nom d'Eiffel et à son image. Des valeurs aussi contemporaines aujourd'hui qu'il y a 100 ans : qualité, innovation, applications de l'acier aux ouvrages monumentaux, présence internationale.

Hommage à son ancêtre prestigieux, CFEM, qui a très largement participé aux travaux de rénovation de la Tour Eiffel, a choisi de réintégrer le nom d'Eiffel dans sa raison sociale en 1989 :

- année du centenaire de la Tour Eiffel, son ouvrage le plus célèbre,
- année de l'inauguration de la Pyramide du Louvre, réalisée par CFEM, et nouveau monument phare de Paris.

Il s'agit de témoigner que l'esprit Eiffel est toujours vivant.

L'esprit Eiffel, c'est l'audace, la créativité, le goût du défi allés à une dynamique commerciale et un sens profond de l'entreprise. C'est aussi de grandes exportations de la construction métallique française (Viaduc du Douro au Portugal, Gare de Budapest, structures de la Statue de la Liberté, Eglise San Marcos au Chili, ...).

La nouvelle compagnie française EIFFEL Construction Métallique participe du même esprit :

- politique constante d'innovation,
- vocation internationale (plus du tiers de son chiffre d'affaires à l'étranger),
- équipes de spécialistes de haut niveau,
- un bureau d'études dont la compétence est reconnue dans le monde entier,
- réalisations de qualité incontestable.

Les grands enjeux lui sont ouverts (Projet du Pont de Normandie entre Le Havre et Honfleur, record du monde), les réalisations exceptionnelles sont l'une des trames majeures de son activité (Pyramide du Louvre, Serres bioclimatiques de la Villette, Tour extérieure de l'Arche de la Défense, Coupole de la Basilique de Yamoussoukro, ...).

Ainsi à 100 ans d'écart, CFEM, désormais la compagnie française EIFFEL Construction Métallique, établit la continuité entre la Tour Eiffel et la Pyramide du Louvre.

EIFFEL
CONSTRUCTION METALLIQUE

6 bd Henri-Saïer
B.P. 304 - 92156 Suresnes Cedex France
Tél. : (1) 47 28 60 00 - Téléc. : 630000 F
Fax : (1) 47 72 80 21

Réouverture du palais Garnier
Le Fatale de la lecture

18-17 L'affaire des touristes égyptiens
19 Les tribunaux de la DGSE

21 Naissance d'un quotidien en Espagne
24 Bombes sur un terrain de football à Amsterdam

La Comédie-Française d'Antoine Vitez

Une république d'Ancien Régime

Lundi 23 octobre a lieu à la Comédie-Française, salle Richelieu, la mise en scène de *Lorenzaccio* par Georges Lavaudant, première séance de la saison 1989/90 sous l'administration d'Antoine Vitez — dont la mise en scène de *Le Cid* est toujours en représentation à l'Odéon.

On n'a pas trois siècles de la Comédie-Française, comme si elle avait pas changé depuis Molière. Pourtant, elle a souvent changé, et les bases de son fonctionnement datent de Napoléon, qui ne les reconnaît pas vraiment : plus. Mais c'est là, elle est une entité, elle a elle-même quelle que soit troupe, quelles que soient modifications de statut, qu'elle soit — jusqu'à présent — administrateur.

Un entité, une façon de vivre, de travailler, de rester entité et d'accueillir les nouveaux venus. Une façon de s'adapter à des traditions sans perdre les exigences du présent à la vie quotidienne à la Comédie-Française, côté coulisses.

Place Colette et place du Palais-Royal, la Comédie-Française se situe dans la gloire de ses trois siècles, Colonne, marbre, escaliers de pierre, vastes vestibules qui ont vu les coulisses du passé, et conduisent à la boîte rouge et or où se célèbrent les mystères du théâtre. Les mêmes depuis trois siècles, on aurait tendance à le penser, tant la majesté d'un protocole fût jadis et qui semble inchangé, inébranlable, imprégné le bâtiment.

L'une des légendes est le côté « grande famille des Aïdres ». Là, on atteint un domaine opaque, que l'on peut seulement tenter de décrypter en fin d'année, quand les nouveaux sociétaires sont choisis par leurs pairs, ou quand le mandat de l'administrateur général arrive à son terme. La question de savoir s'il sera prolongé, ou remplacé et par qui, n'agit pas seulement la maison, mais le monde du théâtre dans son entier, y compris le public. La Comédie-Française appartient à la France, dit-on parfois pompeusement, c'est à peine exagéré.

Vie secrète des bureaux

Autre légende : l'ingratitude des hommes politiques dans le gouvernement de la maison. Au soir d'un conseil, un tableau 1900 montre des messieurs en habit affilés sur des fauteuils parmi de jeunes actrices. Aujourd'hui, on parlerait plutôt de l'importance des franc-maçons, ministres ou non. En fait, c'est le président de la République qui est l'administrateur, qui doit être accepté par la société des comédiens. Le reste ne regarde personne. Quand le président assiste à un spectacle, il va féliciter les acteurs en coulisses après la représentation ou à l'entracte. C'est une obligation.

Derrière le masque de théâtre, il y a dans le théâtre, la Comédie-Française bouillonne de fibre travaillée, d'écarts parfois triviaux, d'anecdotes pittoresques mais sans gloire. Ainsi, les polémiques entre la presse, le public, le secrétariat général pour établir le plan de salle d'une générale.



Le président de la République, François Mitterrand, félicitant les comédiens après la représentation d'*Esther*.

Les ministres font partie des « ayants droit » de l'État. Systématiquement invités, ils ne peuvent pas toujours à faire renvoyer leur acceptation. Qu'au dernier moment l'un d'eux décide de venir, pas question de refuser ou de lui attribuer une place médiocre. Alors on négocie. Car un plan de salle est plus compliqué à établir que tout autre, à cause des règles de préséance qui surviennent à toutes les modernisations.

Les acteurs sur scène ont droit à quatre invitations, réparties selon leur importance. Les ex-coquelards qui ont rempli certaines fonctions ont leur fauteuil en bas, sur le côté, mais encore bien placés. Ceux des sociétaires, immuables, le sont encore mieux, à l'orchestre, de face. Les nouveaux le sont moins bien que les anciens. Les pensionnaires prennent ce qui reste. Mais si l'un d'eux tient un rôle important, ses invités ne sont pas largués au deuxième balcon.

Même hiérarchie pour la presse, il y a la « grande » et l'autre. La personnalité du journaliste compte moins que le tirage, que l'influence, dans le domaine culturel, du média dans lequel il s'exprime. Font exception certains vieux amis, ou quelques-uns qui, sans bénéficier d'une plate-forme

bulldozer, font un travail suivi et (ou) jugé essentiel pour la connaissance du théâtre.

Répétitions express

Les après-midi sans matinée sont réservés de 14 h à 17 h aux répétitions. Pendant ces trois heures, on n'a pas le temps de perdre du temps. On va au plus pressé. L'affinage, le peaufinage des rôles se fait au foyer par petits groupes. De toute façon, jusqu'aux répétitions, les répétitions se font par petits groupes puisque les acteurs sont distribués dans plusieurs spectacles qui se répètent simultanément — au Récamier, par exemple, dans un hangar (qualifié de loft les jours optimistes) où on peut reproduire les dimensions du plateau de l'Odéon et de la salle Richelieu.

Dans ce domaine particulier, la personne la plus importante est celle qui a en tête et en fiches les distributions en cours. Qui sait qui joue quoi. Qui, ainsi, évite d'organiser des répétitions rassemblant des acteurs n'ayant pas à jouer ensemble (ça s'est vu) et empêche le metteur en scène de prévoir un

travail fatigant pour un acteur qui tient le soir un rôle fatigant.

En principe, les Comédiens-Français forment une troupe, chacun pour une fois se trouver en vedette et le lendemain porter une hallebarde. C'est ce qu'ils disent tous et c'est parfois vrai, mais troupe ou pas, il en va tel comme chez les free lance : ce sont toujours les mêmes qui sont demandés.

Il fut un temps où les autres se consolait dans des tournées de province. La possibilité d'insérer sur l'affiche de la Comédie-Française sous leur nom, leur assurait un cachet confortable. Ce temps n'est plus.

Monsieur l'administrateur

Le président de cette République est encore lié aux lois des anciens régimes, le père de cette famille pleine d'angoisse et d'ambitions, est l'administrateur général, à la fois dynamiseur et arbitre. De son bureau à dures et menues ventres, pas vraiment pratique pour travailler, il surveille et surveille, s'adonne à des tâches banales. Il fait connaître aux metteurs en scène extérieurs les comédiens de l'intérieur, rétribue les rêves qui peuvent mettre en danger l'équilibre toujours précaire du budget. Il n'est pas responsable sur ses biens personnels comme un directeur de centre dramatique, mais devant les sociétaires qui comptent des dividendes en fin d'année. Un directeur de centre dramatique ou même de théâtre national « normal », comme Chaillet, détient tous les pouvoirs. A la Comédie-Française, les pouvoirs se partagent entre l'administrateur et la société.

A quelques exceptions près, l'administrateur est homme de métier, metteur en scène ou acteur, parfois les deux. Antoine Vitez est tout cela. Quand il dirigeait Chaillet, ses traits avaient pris les marques de la rigueur propre à Jean Vilar. Ici, il ressemble à l'instinct. Majestueux au-dessus, angélique au-dessous, ne se laissant pas dériver sur le flot impétueux de ses multiples tâches, gardant avant tout le désir d'enverner sur le plateau. En quinze mois, il ne s'est pas habillé à s'entendre appeler « administrateur ». Sa seule inépuisable, a-t-il dit, est de savoir s'il n'a pas trahi sa jeunesse, lui qui vient de « l'heure théâtre » ce théâtre qui s'est formé en opposition à la Comédie-Française, et dont Chaillet, hanté par Vilar, a représenté le sommet.

COLETTE GODARD

Les soutes et l'équipage

Huit heures : l'équipe des électriciens-plateau du matin sime le théâtre. Minuit : l'équipe d'été. Le rituel est le même, trois cent trente et un jours par an. La Comédie-Française ne se relève qu'un mois d'août et six jours pendant la semaine sainte. D'une journée à l'autre, le jeu de travail — appelé « Bulletin d'entretien » — se ressemble.

Pénétrer dans le ventre du navire bulgare, arpenter les étages dont se nomme — Rachel, Samson, Alma, Mari, Freville — s'allument dans l'ascenseur, c'est fréquenter les comédiens le plus souvent sublimés par l'histoire, posant sur les tableaux de maître. Vivre avec le pourpre palpable d'une robe entrevue plaçant dans l'attente d'un photographe, avec encore le chef électricien branché — console informatique dernier cri — la repasseuse, orfèvre du coq et des fers à tondre pour frises et colliettes comme on n'en fait plus.

Du chapeau à la sculpture monumentale, il y a un orgueil du « tout fait maison », c'est l'une des particularités de la Comédie-Française, l'une de ses lourdeurs aussi. La chaîne de travail est si longue que l'imprévu est mal venu : il faut programmer longtemps à l'avance l'emploi de la majorité du personnel — quelque quatre cents personnes.

« Acteurs et techniciens ont ceci en commun : ils exercent des métiers qui s'apprennent dans les écoles jusqu'à un certain point et ils ne peuvent continuer d'exister qu'à travers une tradition orale. »

Christian Damman, un ancien de chez Dasté et du Théâtre de l'Odéon — directeur général de la scène de la Comédie-Française depuis 1987, est l'un des hommes qui arpentent le plus, chaque jour, les étages du théâtre. Au foyer des artistes, il dirige la traditionnelle réunion hebdomadaire, à 10 h 30, avec tous les chefs de service : régie plateau, souffleur, costumes, habilleuses, coiffure, responsable des ateliers, de la planification : une bonne vingtaine de personnes, dont l'attachée de presse et l'inten-

dant. Très important l'intendant ! Il veille sur le bon état de la toiture tout comme sur le gobelet d'eau pour les comédiens en coulisses et le papier toilette du public.

On évoque le planning de la semaine suivante, celui des trois mois à venir, les chaînes et tréteaux à prévoir pour la réunion des délégués du personnel et le prochain décor à mettre en chantier, dont les premières esquisses sont faites.

Le semainier est « le regard attentif porté sur la bonne marche de la maison ». A chaque représentation, un fantôme d'orchestre lui est réservé. La tenue des comédiens sur scène, l'absence du méde-

cin de salle, la porte restée ouverte mal à propos, l'heure exacte du début et de la fin du spectacle, il consigne tout dans un bulletin qu'il signe, ainsi que le régisseur de scène, avant de le remettre à l'administrateur. Si besoin est, il peut utiliser une lettre autocollante confidentielle. S'il joue — la fonction est réservée à l'un des neuf membres du comité d'administration — il peut l'exercer du plateau, ou se faire remplacer. Le semainier touche un « feu », ce cachet de présence en scène qui vient s'ajouter au salaire mensuel des comédiens.

Des traditions, la Comédie-Française n'en manque pas : les six coups frappés avant le lever de

Ouvreuses et public

Le mercredi et le samedi après-midi, des classes entières se bousculent. Des générations de garçons et de filles à la recherche de leur premier émoi culturel ont occupé les fauteuils rouges. Seul changement, les blousons Chevignon et les gilets Agnès B ont remplacé les jupes plissées et les plantations de fenestrelle.

Les ouvreuses ne s'enlèvent pas. Elles parlent de leur public. D'abord les abonnés, le noyau dur de la population française : « Une véritable dynastie. Les abonnements sont tellement difficiles à obtenir qu'ils se les réservent en famille. Ici, ils sont chez eux, ils savent où ils sont installés et refusent nos services. » A qui les reconnaît-on ? « Ils mangent toujours. »

Il y a aussi les « mamans-gâteaux » qui viennent trouver un peu de chaleur dans la maison de Molière. Depuis des années, une grande femme blonde hante les lieux trois fois par semaine. Une autre habitude, toute petite sous sa casquette rouge, s'inquiète de la santé des comédiens. Une autre, qui fréquentait réguliè-

ment la galerie (le paradis), apportait des chocolats aux ouvreuses, désolée que le pourboire soit interdit depuis 1971.

Les ouvreuses reconnaissent le public à l'intuition. « Nous savons si la salle sera peuplée de banlieusards ou de Parisiens, comme s'ils s'étaient donné le mot pour venir ensemble. Un jour, des provinciaux ont été un mariage au Palais, les mariés en majesté, ils ont tous laissé pendre leurs jambes par-dessus la rambarde pour se remettre des vapeurs de l'alcool. » Enfin, chaque été, au mois de juillet, la Comédie-Française accueille les touristes. « Nous sommes une drôle de machine à leur marionnette parisienne. Ils ont fait Versailles le matin, le Louvre l'après-midi et nous le soir. Certains s'endorment épuisés par la journée, d'autres se déchaussent pour reposer leurs pieds martyrisés. Le lendemain, ils vont au Lido. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

Le Cuisinier
RICHARD BOHRINGER

Le Voleur
MICHAEL GAMBON

sa femme
HELEN MIRREN

et son amant
ALAN HOWARD

avec MICHAEL NYMAN et JEAN-PAUL GAULTIER

PETER GREENAWAY
THE COOK, THE THIEF, HIS WIFE AND HER LOVER

ODILE QUIROT

CULTURE

DANSE

Jiri Kylian ouvre la saison du Palais Garnier

Festival de cabrioles et interprétation bondissante
le chorégraphe néerlandais a choisi le burlesque

Fouinant dans une librairie de Berlin-Est, il y a quelques années, le compositeur Mauricio Kagel fait une trouvaille : un ravissant livre de gravures du dix-huitième siècle, sorte de bande dessinée comportant une cinquantaine de scènes dansées. Après avoir lu les personnages empruntés pour la plupart à la comédie dell'arte, une « bulle » indique les pas et les caractères des danseurs : au-dessus est notée une courte mélodie.

Titre : *Neue und curieuse theatralesche Tanz-Schule* (Nouvelle et curieuse école de danse, ou traité de danse, pour le théâtre). Auteur : un certain Gregorio Lamberti, demeuré assez mystérieux — dans sa préface, il déclare qu'il a « dansé sur les scènes principales d'Allemagne, d'Italie et de France », mais on n'y trouve guère sa trace. Ce livre est un fac-similé ; la bibliothèque de l'Opéra de Paris en possède une édition originale, parue en 1716. Fasciné, Kagel compose un « ballet d'action » à partir des mélodies indiquées, conservant dans l'ensemble les structures rythmiques mais harmonisant à la sauce Kagel.

Même dédicatelle chez le chorégraphe Jiri Kylian lorsqu'il apprend la chose. Il bondit chez Kagel, obtient les quelques modifications souhaitées pour adapter l'œuvre musicale à son projet. Et voici *Tanz-Schule*, créé au Festival de Hollande, en mai dernier, par le Nederlands Dans Theater (la troupe de Kylian) et entré aujourd'hui au répertoire du Ballet de l'Opéra. Genre : burlesque.

Le décor en noir et blanc de John F. Macfarlane est séduisant, avec ses perspectives de colonnes glissant les unes sur les autres, ses parquets aux lignes de fuite vers l'infini, ses panneaux pivotants ; au fond d'un immense cube s'ouvre une grande porte par laquelle vont jaillir, comme d'une boîte à malices, les personnages nés de la folle imagination d'un maître à danser tout de noir vêtu, came à pommeau d'ivoire à la main, à la fois meneur de revue, chorégraphe, metteur en scène, magicien (c'est Laurent Hillaire, vibrant à souhait).

Claquant de l'éventail, un trio de travestis en robes espagnoles ouvre le bal, suivi d'un Bacchus

hypertrophié, d'un Turc façon Osmis de l'Enlèvement au sérail avec turban-citrouille et gros ventre, de Scaramouche et d'une chanteuse géante, accompagnés de leurs répliques en petites poupées téta-guidées, d'un chasseur et d'une troupe de canards barbotant dans un lac (avec inévitable parodie de la Mort du cygne), de Fenocchio et de sa belle, de culturistes fous de leurs corps... Et on en passe. A la fin, lors d'un cauchemar du maître à danser, ils repasseront tous en ordre inverse.

Volubile

Tout le monde se démène et danse merveilleusement (mention spéciale à la divine Fanny Gaida dans *Il Doloro* 2). Mais voilà : « *We are not amused* », comme disait la reine Victoria. Allez savoir pourquoi. Peut-être parce que la chorégraphie, toujours volubile chez Kylian, tombe parfois dans le fouillis et ne parvient pas à captiver ; sans doute parce que chaque épisode fait un peu long feu — l'ensemble dure une heure vingt. Voilà encore un spectacle que de

vigoureux coups de ciseaux ne pourraient qu'améliorer.

Sinfonietta, en revanche, passe comme un TGV. En composant la célèbre partition qui porte ce titre, Janacek voulait chanter « l'homme chaque libre, dans toute la splendeur de sa beauté, de sa force et de sa joie de vivre ». Nationalisme en moins, Jiri Kylian suit ce programme. Sa *Sinfonietta* (qu'on a pu voir déjà trois fois au Théâtre de la Ville, par le Nederlands Dans Theater), c'est la fête africaine au Bourget, les Vingt-Quatre Heures du Mans, une apothéose du grand jeté, un festival de la cabriole.

Mis à part un épisode central lyrique, les danseurs ne touchent pratiquement pas le sol pendant vingt-trois minutes. Et quels danseurs ! Ils sont sept filles et sept garçons, tous ont le feu sous les pieds, il faudrait tous les classer : on note au vol, c'est le cas de le dire, Manuel Legris, Lionel Delanoë, Isabelle Guérin, et Kader Belarbi beau comme Lucifer, prouvant à chaque apparition qu'il devrait être la prochaine étoile de la maison.

SYLVIE DE NUSSAC

Prochaines représentations les 24, 25, 26, 27, 28 et 29 octobre.

MODE

Un Salon à l'eau ?

Les grands de la mode ne sont pas les seuls à défiler
Mais pour les autres
l'occupation des lieux ne va pas sans problèmes

« Les créateurs veulent vendre », indiquait une banderole accrochée sur les quais entre le pont de Solferino et celui de la Concorde. Vendredi vers 11 heures, la police est intervenue pour bloquer l'entrée de la piscine Deligny transformée en show room du 20 au 24 octobre par Muriel Guyot, organisatrice du Salon Atmosphère d'été, qui regroupe soixante et onze exposants. Motif invoqué : l'insalubrité d'un lieu qui avait déjà fait l'objet, une semaine plus tôt, d'un avis de la préfecture alors que se tenait le Salon de la brocante : celui-ci notait une interdiction mais pas une fermeture.

Rassurée par les conclusions positives de l'expert agréé commis par le Salon de la brocante (ne voyant pas d'obstacle à l'ouverture du lieu dans la limite de mille cinq cents visiteurs par jour), Muriel Guyot décidait de ne pas reculer, malgré un arrêté préfectoral reçu trois jours avant l'inauguration. La préfecture a proposé une solution de rechange : le parking, d'une sur-

face sensiblement égale (1 950 mètres carrés).

Mais devant l'ampleur du devis proposé par les constructeurs (plus de 900 000 francs sans Muriel Guyot) et la crainte d'un tempête automnale sur Paris, l'organisatrice a préféré démissionner très tôt samedi : une partie des exposants est transférée dans l'escalier Tuilleries 89, une autre dans la résidence Saint-James et d'autres dans les trente-sept autres carres ont proposé spontanément de faire de la place. Muriel Guyot qui travaille en marge de la fédération du prêt-à-porter et de la chambre syndicale des créateurs et s'occupe, s'estime « chagrinée et déçue ». Elle déplore l'absence de tout soutien officiel.

Reste le préjudice des victimes : les exposants français, italiens, anglais. Selon Muriel Guyot, les marques avaient alloué en moyenne chacune 5 millions de francs de chiffre d'affaires lors du premier « atmosphère dé » tenu en octobre 1988.

LAURENCE BENAÏM

Christian Lacroix : le plaisir



Christian Lacroix présente à la suite dans ses salons sa collection prêt-à-porter et sa collection luxe pour le printemps-été 1990. Avec des couleurs éclatantes, bien entendues, des jeux de fleurs et de rayures, du brillant qui colle au corps, et du simple nonchalant qui s'enroule aux épaules, avec la somptuosité audacieuse de cloqués sur lequel semblent courir des flammes argentées, et les merveilleuses broderies d'or sur les casques noirs, les bijoux barbares, les robes sophistiquées accompagnées de souliers à talons très — mais ornés de brillants — les maillots accompagnés de sandales à talons aiguille.

Il y a aussi du lin frais, en jupes courtes et en shorts bien marins, colorés, vert sombre et cependant lumineux. Du vichy qui se marie avec la dentelle blanche en trompe l'œil, des petites manches ballon. Les années 60 sont là, sans nostalgie. On l'impression d'une porte qui s'ouvre sur une image, sur une chanson que l'on ne savait pas connaître. Et puis, bonheur, chez Christian Lacroix, c'est que non seulement les robes sont belles, mais que chacune respire à plaisir.

C. G.

MUSIQUES

La simplicité faite chef

Sian Edwards, une jeune Britannique chef d'orchestre
fait ses débuts parisiens

Sian Edwards dirige à mains nues, avec des gestes arrondis, souples et précis. Solidement campée sur ses jambes, elle dirige. Il est des chefs, de grands chefs, dont la gestuelle semble déconnectée du résultat sonore, sorte de spectacle visuel savamment mis au point ; il en est d'autres dont l'approche, disons plus artisanale, donne immédiatement la sensation qu'ils interviennent en temps réel sur la collectivité des musiciens.

Sian Edwards appartient indubitablement à cette dernière catégorie. Cette attitude modeste et orgueilleuse fut celle de Paul Paray, Pierre Monteux, Adrian Boult ou Arturo Toscanini, de quelques-uns des chefs de l'ancienne époque dont les interprétations n'ont pas pris une ride.

Le programme choisi pour les débuts français, les 18 et 19 octobre, salle Pleyel, de cette jeune chef d'orchestre (elle est née en 1959) associe les *Quatre danses rituelles du Midsummer Marriage* de Sir Michael Tippett, le *Premier concerto pour piano*, de Liszt et la *Sinfonietta* de Leo Janacek. Ce qu'elle a réussi à faire avec quatre services de répétitions tient du prodige lorsque l'on sait que les première et dernière

œuvres ne sont pas au répertoire de l'Orchestre de Paris.

Sian Edwards dirige avec franchise, elle fait en sorte que la musique avance, que les lignes de force se dégagent avec clarté, que la sonorité de l'orchestre soit à la fois pleine et transparente, que les rythmes soient découverts avec netteté. Elle sait aussi, lorsque le texte l'exige, relâcher sa tension de façon que le son se déploie davantage dans l'espace.

Dans la *Sinfonietta*, l'orchestre a montré ses limites : les violons manquent d'homogénéité, leur justesse est trop souvent approximative dans l'aigu, leur sonorité trop dure ; les vents manquent de précision (cela n'est pas imputable au chef, mais à l'inertie de musiciens qui ont besoin d'un sérieux travail de fond pour être prêts à affronter toutes les embûches d'une œuvre, plus éprouvante encore que le *Sacre du printemps*). Mais curieusement ces accidents de parcours n'occultent jamais la clarté du propos de Sian Edwards. Elle sait où elle va et comment y aller. Rarement la *Sinfonietta* aura paru si solenne, si exaltante.

Rafael Orozco était le soliste du *Premier Concerto* de Liszt. Il y a quelques années que nous ne l'avions pas entendu en concerto. Son jeu a gagné en raffinement sans rien perdre de son incertitude dans le clavier. Dans le cantabile, Orozco déploie une sonorité chatoyante, une utilisation aérienne de la pédale nimbe chaque note d'un halo poétique qui, associé à une phrase d'essence vocale, capte l'attention comme jamais. Son dialogue avec Pascal Moragues, le clarinettiste solo, fut un moment de rêve volé au temps : fondus en une même sonorité, les deux musiciens se répandaient adoptant les mêmes phrases, le même rubato. Les passages héroïques témoignaient d'une passion extériorisée avec un naturel confondant. Quelques traits ne furent pas impeccablement articulés. Le souligner reviendrait à reprocher à Orozco d'avoir pris des risques dans une œuvre qui n'est viable qu'à cette condition.

A vrai dire nous n'avons jamais entendu ce *Concerto* joué de façon plus juste psychologiquement et inspirée. Sian Edwards manque encore de rapidité de réaction pour toujours savoir précéder, accompagner, soutenir son soliste. Cela lui viendra vite.

ALAIN LOMPECH

Ziggy Marley
le prince héritier

En septembre dernier, Ziggy Marley donnait un concert de charité, au Beacon Theater de New-York, au profit de l'action d'Orlam en Namibie. Venu de Harlem en voisin, l'évêque de l'Eglise éthiopienne de New-York a brièvement pris la parole pour dire combien Ziggy était un bon garçon, et à quel point il avait profité, ainsi que ses deux sœurs et son frère qui chantaient avec lui au sein des Melody Makers, de l'excellente éducation rastafari inculquée par ses parents, Bob et Rita.

Outre les invocations à Jah, souvenir du temps où il servait la messe à ce même évêque, Ziggy Marley poursuivait effectivement l'œuvre de son père. Il lui ressemble physiquement, verticalement, de l'ascète jamaïcain, est doté de la même voix ou presque. Son sourire est irrésistible : celui des gamins nés avec une cuiller d'argent dans la bouche et qui passent leur temps à essayer de le faire oublier. Tout ça, on se le dit pendant les moments creux du show, mais sur scène, les compositions poises plumes des deux derniers albums trouvent une vie, une épaisseur que l'on doit au bonheur de chanter de Ziggy et de sa sœur (Stephanie, qui s'essaye avec un certain bonheur au dub, Sharon et Cedella) et surtout à la valeur du groupe.

Dallol est composé de musiciens éthiopiens qui habitent à Chicago. Ils jouent fort, avec légèreté, et souvent, sans jamais s'écarter des bases du reggae, une variété de textures qui écarte l'ennui. La soirée avec le fils à papa est un vrai moment de musique.

THOMAS SOTINEL

► Zénith, lundi 23 octobre, 20 heures (porte de La Villette, Paris 19^e).

Les percussions de Xenakis à Lille et à Paris

Entre l'Orient et l'Occident, entre Lille et le Festival d'automne
les musiques s'unissent en alliages paradoxaux

Patronné par Iannis Xenakis, le Festival de Lille Orient-Occident bat son plein. Dimanche, des symphonies envahissent la Grande-Chaussée, un dignitaire chinois dans un palanquin pègre parcourait la rue de la Momme ; à l'Opéra, on s'initiait au bharata natyam, à l'Ykido et aux marionnettes chinoises, ou bien à l'art floral et à la cérémonie du thé.

Samedi, au Conservatoire (en direct sur France-Musique), une foule à forte densité orientale désaltérée par la fièvre et la nostalgie en écoutant la musique traditionnelle persane d'un excellent groupe accompagnant le chanteur Muhammad Reza Shadjarian. Poèmes d'amour, poèmes mystiques du père des derviches tourneurs et de Hafiz, la voix palpitait, prolongée par les imitations, les défillements révérents de ces instruments aux sonorités comme enroulées dans le corps.

Percussions aussi, le soir, pour le concert Xenakis où se retrouvaient les duettistes paradoxaux : Sylvio Gualda, avec tous les accessoires du tonnerre, et Elisabeth Chojnacka, armée d'un simple clavier, mais bardée d'une sonorisation terrifiante qui lui permettait presque de rivaliser avec un orgue ! Pour cette musicienne indomptable,

Xenakis a écrit *Khaos* en 1976, « offrande aux dieux infernaux », qu'elle semble interroger par une sorte de morse trépidant, de lyrisme éruptif, comme la pythie sur son trépied, et puis, en 1984, *Naama*, un flux implacable, avec des passages exquises comme des confidences d'oiseaux migrateurs.

Gualda n'était pas moins bien partagé avec *Rebonds* (1988), prodigieuse imbrication de rythmes et de timbres, ordonnée en un développement d'une intensité de plus en plus dionysiaque. Et tous deux faisaient la création française de *Oophaa*, pièce assez brève, mais d'une démarche majestueuse, presque rituelle.

La création d'*Okho*, de Xenakis, était aussi l'un des événements marquants du Festival d'automne, vendredi, à la salle Favart, mais cette fois avec le fameux trio Le Carole (Coquillat, Drouet, Sylvestre) jouant chacun sur deux tambours de poterie. Une ample composition mélangeant avec souplesse des rythmes irréguliers, en échanges stéréophoniques démultipliés à l'extrême, avec toujours cette prégnance charnelle extraordinaire et « inexplicable » dans les œuvres si cérébrales de Xenakis.

On retrouvait quelque chose de cette présence des forces mysté-

rieuses dans le *2^e Quatuor* de Dusan, dont le quatuor Arditi créait cinq des « fuseaux horaires » (qui, à terme, seront vingt-quatre comme autour du globe). Des glissandos, de longues courbes, des tremolos foudroyants, émaillent cette navigation dans l'inconnu, assez captivante, mais gare au mal de mer sur ces flots non tempérés.

J'avoue m'être perdu dans les méandres de *Hay Que Caminar* de Nono, version pour deux violons qui se promènent de pupitre en pupitre pour élaborer des sons sortant péniblement du silence. Et, mal disposé sans doute, le *2^e Quatuor* d'Helmut Lachenmann m'a également dérouter avec ses quelques vingt-cinq minutes de sons impalpables ou violents sous des archets qui glissent sur toute l'étendue de l'instrument.

Le *Triangle carré* d'Aperghis pour quatuor à cordes et trio de percussions ramenait heureusement le sourire, grâce à son alliage contre-nature, fécond en effets cocasses, en rythmes baroques, dans un discours presque théâtral, servi par ces interventions exceptionnelles rugissant parfois comme des Comanches à l'attaque du train.

JACQUES LONCHAMPT

NOTES

Opération Island
au Mégastore

120 000 personnes ont fréquenté la semaine écoulée le Mégastore, dont le chiffre d'affaires représente 5 % des ventes de CD, albums et cassettes en France. Le magasin géant de Virgin, avenue des Champs-Élysées, recevait pour une opération exceptionnelle la firme de Chris Blackwell, Island Records, qui célèbre son vingt-septième anniversaire et qui, depuis janvier dernier, possède une filiale à Paris, dirigée par Jean-Pierre Weiller, ancien animateur du label jazz de la société. Outre des représentations quotidiennes (à chaque fois devant mille personnes) de Ray Loma, Kevin Mc Dermott, Waboo Wilder, Salif Keita, les Garçons Bouchers et Overlord X, comme pour rappeler que la marque de Chris Blackwell embrasse toutes les musiques

populaires de Kingston à Dublin, de New-York à Paris, Island Records a proposé une trentaine de rééditions d'albums introuvables depuis longtemps, de Traffic à Stevie Winwood, de Burning Spear à Robert Palmer et John Cale.

Contrairement à d'autres sociétés discographiques, Island France ne souhaite pas pratiquer une politique d'achat de stars. Elle préfère aller au-devant des nouvelles tendances, découvrir de nouveaux talents, travailler à long terme et développer les capacités d'un artiste. C'est ainsi qu'Island France annonce la prochaine sortie d'un album de Chaba Fadela, la révélation de la Bandera. Parallèlement, le label a conclu un accord avec Bouchers productions afin d'assurer un soutien logistique non seulement aux Garçons Bouchers, le porte-drapeau de la petite maison

de production mais à des groupes prometteurs comme Bébé Doc et Pigalle.

C.F.

L'affaire
« Liban libre »

Guy Béart a déposé plainte contre le parolier Pierre Delanoë (légalement président de la SACEM) et le compositeur Cyrille Assous pour contrefaçon, et a fait procéder à la saisie de leur disque *Liban libre*, interprété par un collectif de chanteurs. Il accuse les deux hommes d'avoir plagié sa chanson *Liban libre*, créée en mai dernier à Beyrouth.

La chanson de Guy Béart est au centre d'un imbroglio judiciaire. Guy Boyer a en effet porté plainte contre le chanteur pour plagiat, estimant qu'il s'était fortamment inspiré d'une de ses compositions, *Jerusalem Stones*, composée en 1978 (le Monde du 20 septembre).

سكتة من الحاد

CULTURE

LETTRES

Succès de la première fête de la lecture

Sur le thème de « la fureur de lire », l'initiative lancée par le ministère de la culture a rencontré un large écho

« La fureur de lire » : c'était d'abord simplement un slogan pas forcément heureux, une coquille vide dont on ne savait pas très bien quel contenu viendrait la remplir. Au terme de ces deux journées, samedi 21 et dimanche 22 octobre, relâché par une nuit qui fut également fertile en événements culturels, on doit constater que la coquille n'est pas restée vide.

Décidées par le ministère de la culture au printemps pour faire pendant à la Fête de la musique et à celle du cinéma, annoncées par M. Jack Lang le 5 octobre, l'opération a donné lieu à une multitude d'initiatives qui avaient pour objet le livre et la lecture, initiatives qui sont venues s'ajouter aux manifestations - le Carrefour des littératures européennes de Strasbourg, les Fêtes du livre d'Aix-en-Provence et de Saint-Étienne, le Festival du roman et du film noir de Grenoble, le Salon du livre d'histoire de Senlis, etc. déjà programmées pour ce week-end. Un beau soleil d'automne et une température inespérément douce ont renforcé le caractère agréable de la fête.

La satisfaction affichée par M. Lang, qui avait lancé l'opération sur le plateau de l'émission, « Apostrophes », et qui s'est penché durant tout l'après-midi et la soirée de samedi dans différents lieux parisiens, était visiblement partagée par un public nombreux, souvent enthousiaste.

A la librairie Compagnie, rue des Écoles, il a été accueilli par M. Jérôme Lindon, directeur des éditions de Minuit, propriétaire du magasin, et par deux auteurs vedettes de la maison, MM. Pierre Bourdieu et Claude Simon, avec lesquels il s'est entretenu notamment sur les bienfaits de sa loi sur le prix unique du livre.

À la Musée d'Orsay, qui réunissait vendredi soir notables et professionnels du livre, au récit de poésie organisé au studio de l'Opéra-Bastille trop petit pour le monde qui s'y pressait, au concert des Cordeliers où un « dîner des écrivains » était organisé par l'asso-

ciation Sixième Continent et l'Événement du Jeudi, à l'hôtel de Massé, siège de la Société des gens de lettres où avait lieu une grande soirée poétique relayée par France-Culture... C'était partout la même cohue chaleureuse.

Mais c'est à la Bibliothèque nationale, qui avait ouvert ses portes à l'initiative de l'administrateur M. Emmanuel Le Roy-Ladurie et grâce au bénévolat de ses salariés, que le succès de cette fête du livre fut le plus manifeste, le plus spectaculaire. Quelques trente-cinq mille personnes ont ainsi pu pénétrer en deux jours dans le temple du savoir conservé, où cent cinq éditeurs et libraires de neuf et d'ancien avaient dressé leurs stands dans la cour sous une tente et dans la galerie Colbert. Non loin de là, dans les jardins et les galeries du Palais-Royal, les comédiens français lisaient des textes au grand plaisir des badauds et des touristes.

Au kilo

Si le Syndicat national de l'édition n'a que tardivement manifesté de l'intérêt pour cette opération, les librairies et les bibliothèques, en revanche, ont su très vite lui donner son vrai sens : celui d'une incitation à la lecture par l'ouverture, hors du cadre habituel, des lieux où le livre se trouve.

Nombreux sont les libraires qui sont restés ouverts dimanche ou ont organisé des animations diverses : la Procure et la FNAC avec des débats, la Terrasse de Gutenberg en accueillant, samedi, autour d'un goûter et de contes, plus de six cents enfants, sans parler de Tachan, du Divan ou de la Hune (qui a versé ses bénéfices à la Guadeloupe). L'association Alias, dans le quatorzième, qui proposait des livres au kilo, a vendu en deux jours deux tonnes d'ouvrages. Quant aux bibliothèques, elles ont connu une affluence inédite et des adhésions nouvelles.

En province, le succès n'a pas été moins grand. A Lille, par exem-

Aix-en-Provence : littérature et voyage

AIX-EN-PROVENCE
de notre envoyé spécial

Considérant, avec Flaubert, que « voyager doit être un travail sérieux », les participants à la Fête du livre d'Aix-en-Provence, consacrée cette année, dans le cadre solennel du palais de justice, aux « voyages de l'écriture », se sont interrogés avec application, subtilité et quelquefois humour, sur les liens puissants qui unissent le voyage à la littérature.

Question dans l'air du temps, s'il est vrai que le récit de voyage est un genre qui se porte bien, comme en témoignent les « écrivains-voyageurs » tels que Redmond O'Hanlon en Grande-Bretagne (Au cœur de Borneo) ou Olivier Rolin en France (En Russie, Sept Villes). Mais question qui offre aussi l'occasion d'approcher autrement quelques-unes des œuvres marquantes d'aujourd'hui. Ainsi l'Albanais Ismail Kadaré, le Portugais Eduardo Lourenço et le Grec Vassilis Vassilikos, réunis autour de François Maspéro et de Jean-Pierre Selgas, ont-ils pu apparaître comme les représentants de trois petits pays mal connus, quoique dotés d'une culture millénaire, et à la recherche de leur identité. « Celui qui voit son peuple voit le monde entier », a rappelé Eduardo Lourenço, citant un proverbe portugais. Au-delà de la sourde polémique entourant les silences d'Ismail Kadaré sur le régime de Tiran-

et la perestroïka, cette formule a semblé une bonne métaphore de la littérature comme voyage.

Entre Michel Chailou, Natacha Michel et Olivier Rolin, la discussion a permis, entre autres, de préciser le nouveau regard que le voyage invite à porter sur le monde. « Le monde n'est plus rond, il est redevenu multiple », a dit Natacha Michel, auteur de Canapé Est-Ouest. Michel Chailou, qui a publié jadis le Sentiment géographique, a défini le voyage comme « un déplacement de l'esprit » et comme « une conversation avec soi, avec les paysages ». Olivier Rolin a rappelé que le monde est aujourd'hui « notre grand partenaire », même si on a perdu l'aspir d'y découvrir « un ailleurs absolu, une humanité neuve ». Tous trois ont mis l'accent sur la nécessité pour l'écrivain de « frotter le français à d'autres langues ».

Le voyage peut être purement mythique. Ainsi Jean Echenoz, auteur de l'Équipée marseillaise, a-t-il indiqué que la Marseillaise avait été pour lui « un lieu à construire, non à visiter » dans un jeu savant sur les stéréotypes de l'aventure maritime. De ses deux interlocuteurs, l'un, Renaud Camus, a créé, dans Roman roi, un paysage imaginaire, l'autre, Jean-Luc Benoziglio, a fait, dit-il, de la Grèce « un simulateur » ou un « simulateur » d'inspiration. La « topomanie » comme fantasme littéraire ?

THOMAS FERENCZI

LAURENCE PAYE-JEANNENEY - JEAN-JACQUES PAYAN
LE CHANTIER UNIVERSITAIRE
« Bâtir l'avenir »
PRIN DE VENTIL : 120 F - 264 pages
BEAUCHESNE, 72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS - Tél. : 45 48 20 28

Un message de M. Mitterrand sur la poésie

M. Mitterrand a adressé le 21 octobre aux organisateurs de la Nuit de la poésie un message dont voici les principaux passages :

« Je n'imagine pas plus que vous un monde sans poésie et sans poètes. Car la preuve de la poésie, ce sont d'abord les poètes, permettez-moi de vous le dire. Nous en avons de grands, de bons, aimés bien au-delà de nos frontières. Nous en aimons aussi venus d'ailleurs.

« Les poètes ne sont pas assez lus, c'est sûr. Quoique les tirages d'aujourd'hui aient fait envier de leur vivant à Baudelaire et à Rimbaud. C'est pourquoi, et je sais qu'on le fait, il faut aider non seulement la

création mais aussi l'édition et la diffusion des œuvres poétiques. La poésie parle pour tous, même pour ceux qui ne la lisent pas. (...)

« C'est vrai que la poésie, lorsqu'elle est juste, atteint à l'essentiel. La force ramassée du poème va droit au cœur de ce qui est ; elle suggère, en quelques mots, tout ce qui pourrait être. Voilà pourquoi, sans doute, la poésie est messagère d'espoir, de liberté, si apte à circuler et si fort entendue dans les périodes et dans les lieux où d'autres paroles sont aisément muselées.

« Je n'imagine pas que nous puissions un jour nous en passer. Et je ne me résigne pas à ce que tous n'y aient pas accès.

« J'aime que la poésie soit rattachée aux approches superficielles, aux jugements éphémères orchestrés çà et là. J'aime qu'elle aigüe du lecteur qu'il fasse lui-même un bout de chemin et, de préférence, le silence autour de lui, peut-être en lui. J'aime que, de l'éthique du poète à la pratique du lecteur, certaines correspondances s'établissent. J'en ai moi-même pris le goût jeune, en cet âge - l'adolescence - qui est le temps de l'éveil des curiosités, des interrogations. Et je voudrais, si le poète, comme on dit, est le dernier habitant de son enfance, qu'il fût aussi, très tôt, le compagnon de nos enfants. »

PATRICK KÉCHICHIAN



31 PEINTRES EXPOSENT

ARROYO, CHAMBAS, CUECO, ERRO,
FANTI, FROMANGER, KLASSEN,
MASELLI, MONORY, RANCILLAC, RIETI,
SCHLOSSER, STAMFPLI, VOSS...

DU 19 AU 30 OCTOBRE 1989
ESPACE CARDIN. ENTRÉE LIBRE

GITANES
L'INSPIRATRICE

SOCIÉTÉ

L'affaire des voiles islamiques

Un entretien avec Cheikh Tedjini Haddam
recteur de la Mosquée de Paris

« Je lance un appel à la dédramatisation et au dialogue »

La polémique sur le port du foulard islamique à l'école a pris, samedi 21 et dimanche 22 octobre une tournure politique. La plupart des responsables de formations sont intervenus avec des nuances qui traversent les partis eux-mêmes. Le Grand Orient de France aussi s'est engagé dans ce débat, le déplaçant sur la lutte pour les droits de la femme.

Cheikh Haddam, le recteur de la Mosquée de Paris, considéré comme la principale autorité musulmane en France, lance dans un entretien au Monde un appel pour « dédramatiser l'affaire » et régler les conflits à l'amiable, au cas par cas.

Il désavoue la manifestation organisée, dimanche 22 à Paris, par deux organisations musulmanes peu représentatives. Le manque d'unité de la communauté musulmane ne facilite pas le règlement de telles affaires qui risquent de se multiplier dans les prochaines années, reposant toute la question de l'intégration des immigrés, pour laquelle un nombre de plus en plus grand d'hommes politiques réclament l'ouverture d'un débat, y compris à l'Assemblée nationale.

A Creil, où l'affaire avait commencé, le conflit restait bloqué lundi matin 23 octobre.

Cheikh Tedjini Haddam, recteur de la Grande Mosquée de Paris, considéré comme la principale autorité musulmane en France, lance, dans un entretien au Monde un appel à la dédramatisation et au dialogue pour régler le conflit des foulards islamiques.

« Que pensez-vous de la manifestation de dimanche dans les rues de Paris ? »

« La dramatisation de cette affaire, la manifestation de dimanche sont tout à fait regrettables. La question du port du voile doit être traitée avec beaucoup de calme, d'intelligence et de doigté. La communauté musulmane est bien sûr indignée par les mesures discriminatoires qui la visent, mais de là à tomber dans le panneau tendu par certains esprits retardataires qui voudraient la transformer en une affaire d'Etat, pour ma part, je m'y refuse. »

« Plutôt que de colporter, par ignorance, toutes sortes de clichés sur l'islam, il faut poser froidement quelques questions : les directeurs des écoles qui ont pris les décisions que l'on sait en ont-ils bien mesuré les conséquences ? L'école n'est-elle pas son rôle d'accueil et d'éducation ? La France est-elle, oui ou non, un pays de liberté, à la pointe du combat pour la tolérance et la démocratie ? Je sais qu'elle est un carrefour de courants intellectuels, idéologiques, religieux, et il serait malheureux que naissent en France d'autres Salmons Russes... »

« Quel type de solution voyez-vous dans le conflit surgi à Creil ? »

« Une solution à l'amiable et, au plan national, un règlement cas par cas. Je ne suis pas favorable à des sanctions, ni pour les uns ni pour les autres. Il faudra très vite réunir un groupe de sages et engager une campagne d'explication. Je suis ouvert à toute formule de rapprochement et de compréhension réciproque, mais fondée sur l'idée si bien exprimée par M^{me} Mitterrand : si une religion demande à ses fidèles de suivre telle ou telle prescription, il faut lui laisser la liberté de l'observer. »

« Mais le compromis trouvé à Creil — le foulard à l'école mais pas pendant les cours — n'était-il pas une bonne solution ? »

« C'est une des solutions. Mais même si la jeune musulmane garde le foulard pendant les cours, quel mal y a-t-il ? En la forçant à l'enlever, on ne fait que la crispier davantage. Je crois à la diversité des hommes, des cultures, des religions, et à leur rapprochement. »

mutuel grâce à l'école. Cette diversité est la condition de l'unité de l'humanité. Je viens de rencontrer Mgr Lustiger et je fais mûriss cette déclaration du concile Vatican II : « Les valeurs d'intelligence, de volonté, de patience et de fraternité ont toutes le même fondement en Dieu créateur et ont été élevées d'une manière admirable en Jésus-Christ. (1) ».

« Y a-t-il en islam une obligation religieuse pour la femme à porter le voile ? »

« L'islam est la continuation des autres religions. Comme l'Ancien Testament et le Nouveau Testament, comme la religion juive et la religion chrétienne, l'islam recommande à la femme une tenue décente, en particulier de couvrir ce qui est peut-être le plus attirant chez elle, la chevelure... »

« Recommandation, dites-vous, et non obligation... »

« La femme qui veut appliquer intégralement cette recommandation le fait. Mais l'essentiel est que ce geste soit l'expression d'une



Cheikh Tedjini Haddam, recteur de la Grande Mosquée de Paris.

conviction, et non pas une réaction à la société environnante. A la place du directeur d'établissement de Creil, j'y aurais réfléchi à deux fois. Dans son école ou ailleurs, le voile ne se portera plus par conviction, mais par réaction. Est-ce vraiment faciliter l'intégration des jeunes musulmanes ?

« Les exégètes et les pays musulmans ne sont-ils pas divisés eux-mêmes sur cette question ? »

« Le problème en effet est posé depuis longtemps. Le Coran est clair : il recommande à la femme musulmane de se couvrir pour éviter toute forme de séduction et faire respecter sa liberté. Mais la portée d'une telle recommandation dépend de l'environnement social. Si la femme se sent en sécurité dans une société moralisée, ce geste devient relatif. Si elle ne l'est pas dans une société permissive, cela devient une obligation. »

L'islam est ignoré

« Vous parlez de respect, mais à contrario le voile ne peut-il pas être reçu comme une forme de ségrégation de la femme ? »

« La France a une forte tradition musulmane. Elle a connu, en matière d'islam, des savants, des

L'organisation de la communauté musulmane

Divisions et surenchères

Reichsheim de la hiérarchie scolaire, radicalisation d'une fraction de la communauté musulmane : cette fois, le conflit, qui couvait depuis des années dans les documents d'identité ou à l'école a éclaté au grand jour. Soucieux de modération, craignant les répercussions en Algérie, la Mosquée de Paris a réagi tardivement, mais aujourd'hui le réflexe communautaire joue à plein et le conflit fait tâche d'huile. Le premier effet à terme sera sans doute de renforcer la revendication d'écoles privées musulmanes bénéficiaires de la loi Debré.

Cette crise révèle deux formes d'adaptation de la société française : le vieillissement des lois laïques et l'incapacité de la communauté musulmane à s'organiser et freiner en son sein la surenchère de type intégriste.

Depuis plusieurs années déjà, les autorités catholiques, protestantes, juives et musulmanes mettent en garde le pays contre une interprétation trop restrictive des lois laïques. « L'heure semble venue de travailler, avec d'autres, à redéfinir le cadre institutionnel de la laïcité », déclarait le 7 novembre 1987 le président des évêques de France, alors Mgr Vénier. Il ajoutait : « Le

respect des consciences impose autre chose qu'une ignorance mutuelle ou même une neutralité bienveillante. »

La Fédération protestante de France et la Ligue de l'enseignement publiaient, en juin dernier, un appel commun en faveur d'une « nouvelle laïcité », tenant compte en particulier de l'intégration d'une forte minorité musulmane dans l'appareil scolaire : « La laïcité ne peut pas se confondre avec la neutralité. Elle laisse toute leur valeur aux engagements individuels et aux choix personnels », lisait-on dans ce texte.

Notées il y a plus d'un siècle, les lois laïques étaient inspirées par le seul souci de limiter l'hégémonie de l'Eglise catholique dans l'enseignement. Depuis, le paysage culturel et religieux du pays a considérablement évolué. La laïcité ne peut plus se limiter, comme hier, à un dialogue, traversé de crises, entre l'Etat jacobin et l'interlocuteur catholique privilégié.

Dans l'espace européen, elle devra composer avec d'autres groupes et prévoir des modes d'expression et de relations différenciés, jusqu'au plan local. Cette adaptation exige sans doute moins de crispation sur les

règles du jeu passées et plus d'imagination.

L'absence d'interlocuteur unique et représentatif dans la communauté musulmane demeure le principal handicap pour un tel dialogue. Cette affaire des voiles islamiques révèle une fois de plus la faiblesse de l'organisation musulmane. Si elle n'a pas participé à la manifestation très minoritaire de dimanche, la Fédération nationale des musulmans de France, concurrente de la Mosquée de Paris jugée trop souple, a joué un rôle actif dans la rupture du compromis qui avait été trouvé à Creil sur le port du foulard.

Une représentation plus unitaire de l'islam, à laquelle les pouvoirs publics s'emploient, semble-t-il trop lentement, faciliterait l'information du pays d'accueil sur des questions aussi spécifiques que celle du voile. Elle permettrait l'ouverture de ce dialogue sur les conditions d'une laïcité plus ouverte aux différences, notamment religieuses. Elle aurait pour principal mérite, enfin, de contrôler les tendances intégristes rampantes que révèle encore l'affaire du voile et, sans supprimer tous les conflits potentiels, de favoriser l'insertion communautaire.

H. T.

chercheurs parmi les meilleurs au monde. Mais maintenant ? Cette spécialité est marginalisée, réduite à sa plus simple expression. Une simple association comme la Middle East Study Association aux Etats-Unis ne compte pas moins de deux mille chercheurs. En France, il n'y a pas plus d'une trentaine d'islamologues. Les sujets de thèse sur l'islam sont tout à fait marginaux. Dans ces conditions, l'avenir de la tradition érudite de l'orientalisme est plus qu'incertain, à un moment justement où, avec ses trois millions de musulmans, la France en aurait le plus grand besoin.

« Il est là, le malheur. C'est l'ignorance de ce qu'est l'islam qui provoque les déformations, les clichés qu'on exploite, comme aujourd'hui, à des fins peu honorables, les comportements agressifs, en un mot l'intolérance. Je ne parle pas de racisme dans l'affaire de Creil. Mais je dis : ignorance. Il faudra du temps et de nombreuses tables rondes comme celles que je soutiens pour arriver à des solutions acceptables et vivre fraternellement ensemble. »

« Certains pensent que le port du voile dans les établissements scolaires peut être une forme de prosélytisme, remuant en cause la neutralité de l'école. La laïcité ne vous paraît-elle pas remise en cause ? »

« Si Jules Ferry, qui j'admire et respecte beaucoup, était encore vivant et ministre de l'Education, il aurait non seulement réglé le problème de Creil, mais bâti un programme plus large pour redéfinir aujourd'hui le cadre et le contenu de la laïcité. N'est-ce pas pour servir l'expression des minorités de l'époque qu'il avait lancé cette idée de laïcité, à laquelle son nom est resté lié ? »

« Je lance un appel à toute personne le droit d'avoir une opinion et de l'exprimer librement, en toute sécurité. Ce droit se limite seulement au respect du droit de l'autre. En effet, il faut des garde-fous à la laïcité, mais je ne crois pas que Jules Ferry était opposé à la moralisation de la société et de ses composantes. La laïcité doit être au service de l'homme et non contre lui, au service de tous, et non de quelques-uns. »

« Je lance un appel à la dédramatisation et au dialogue. L'incident de parous que nous venons de connaître ne doit pas remettre en cause la construction en France d'une société harmonieuse, libre pour tous. »

Propos recueillis par HENRI TINOCO

(1) Dans la constitution Gaudium et Spes, l'Eglise dans le monde de ce temps, n° 61.

Le défilé des « intouchables »

Six cents musulmans environ ont défilé, dimanche 22 octobre, à Paris, de Barbès à République, pour défendre le port du voile à l'école, à l'appel de deux organisations minoritaires, la Voix de l'islam et l'Association islamique en France. Cette manifestation avait été désavouée par la Mosquée de Paris et par la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF).

Marchant en tête du cortège, elles sont une cinquantaine, certaines couvertes des pieds à la tête, dérobées aux regards par une longue robe et le tchador qui ne laisse voir que les yeux. D'autres portent le hijab. Quelques-unes n'ont qu'un fichu rapidement noué. Les femmes musulmanes arborent leur voile comme un emblème.

« Ton hijab, c'est ton honneur », proclament banderoles et slogans. Le port du voile, pour ces musulmans descendus dans la rue, est une question de strict respect de la loi islamique. « C'est une protection contre les mauvais regards et une muraille entre moi et les autres femmes », explique fougueusement une jeune étudiante entièrement recouverte de tissu bleu. Seul est visible son regard clair de Kabylie. « Mon tchador montre que je suis une femme respectable,

une femme pudique, une femme intouchable. » « Nous obliger à nous dévoiler, c'est comme nous déshabiller », ajoute une Comorienne.

Leurs coreligionnaires, hommes ou femmes, ne vivent pas tous leur foi avec la même véhémence. Certains manifestants, qui voient dans cette affaire une attaque de leur religion, jugent l'interdiction du voile « discriminatoire », « injuste », voire raciste. « Un petit foulard ne gêne personne. Alors, pourquoi ne pas nous respecter ? », lance un petit homme maigre.

Sur les trottoirs de Barbès, les passants — travailleurs immigrés pour la plupart — regardent le cortège d'un oeil sceptique. Une femme, dont l'éclatant tailleur tranche sur les habits traditionnels de ses compagnes, défie à en cheveux. L'ahmisme est algérienne, musulmane et « profondément croyante ». Elle voit l'islam comme « une religion de liberté ». Elle se dit « choquée » et « peinée » par les exclusions du collège de Creil. Elle a voulu résister contre ce qu'elle a ressenti comme une attaque envers l'islam. Une crispation partagée par ce professeur d'origine algérienne, « pur produit de la laïcité » comme il se définit pourtant. A partir de lundi, il compte envoyer ses trois filles à l'école avec un voile. Elles ne l'avaient encore jamais porté.

JUDITH RUEFF

Un débat sur l'immigration
devenu nécessaire

Suite de la première page

Mais elles soulignent le cruel désintérêt des partis politiques pour l'immigration en dehors des périodes électorales.

M. Charles Millon UDF, réclame « un grand débat » sur le sujet. Ce débat n'aurait-il pas dû avoir lieu depuis longtemps et permettre la mise en place d'une vraie politique de l'immigration ? On a préféré, pendant des années, se focaliser sur le racisme, laissant au Front national le monopole des questions gênantes.

« L'extrême droite apporte de fausses réponses à de bonnes questions », avait dit un jour M. Laurent Fabius. Quel tollé ! Le premier ministre de l'époque s'était sans doute exprimé maladroitement, oubliant que le chef du Front national a aussi le défaut de mal poser les questions. Reste que ces questions existent, qu'il ne sert à rien de les taire sous prétexte qu'elles finissent par se résoudre toutes seules et que, comme jadis pour l'immigration italienne ou polonaise, il faut « laisser le temps au temps ».

Le gouvernement part du principe qu'il vaut mieux parler le moins possible de l'immigration, mais agir à travers les structures existantes pour faire avancer l'intégration. Donc, pas de politique spé-

cifique, « pas de ghetto » : C'est à travers des mesures générales, en faveur de l'emploi, du logement ou de l'école qu'il faudrait améliorer la situation : il existe ainsi des secrétaires d'Etat pour les personnes âgées, pour les handicapés, pour les rapatriés mais personne pour les immigrés. Le mot lui-même devient tabou.

Cette politique n'est pas forcément stupide, mais elle montre régulièrement ses limites. Chaque fois qu'éclate une affaire embarrassante — des foyers d'immigrés à la construction de mosquées, en passant par le service militaire des jeunes Franco-Algériens — c'est la panique. Si tout le monde prend la parole aujourd'hui à propos du voile avec beaucoup de prudence, c'est parce que personne, finalement, n'est habilité à en parler ni vraiment outillé par le faire.

Des chiffres controversés

Un ministre de l'immigration s'impose-t-il pour coordonner tant de questions touchant aujourd'hui à une dizaine de ministères différents ? On peut en discuter. Mais, à ce niveau ou à un autre, une

structure est certainement nécessaire pour traiter ce sujet avec tout le sérieux qu'il mérite. Il y va, on l'a assez dit, de l'avenir de la société française.

La France manque de statistiques claires et indicatrices sur la présence étrangère. Il n'est pas normal que chaque chiffre publié prête aussitôt à controverse. Personne ne peut réfléchir sérieusement sur la délinquance maghrébine, par exemple, sans connaître le nombre des délinquants. En matière d'immigration, il y a une certaine « obésité des chiffres » qui effraie beaucoup de personnes généreuses, soucieuses de ne pas voir se développer les sentiments xénophobes. A force d'imprécisions et de silences, on finit-on pas par laisser toute la place aux clameurs d'une extrême droite qui jongle avec les zéros ?

Au-delà des statistiques, on manque d'études approfondies sur des sujets essentiels, comme la place de l'islam dans une société laïque. Les chercheurs existent et ne demandent qu'à travailler. Ils ont besoin de commandes et de moyens.

La « dédramatisation » de l'affaire du foulard islamique qui est souhaitée — à juste titre — de divers côtés ne se fera ni par le silence ni par l'ignorance. L'expérience a déjà montré que des questions très délicates pouvaient être débattues intelligemment sur la place publique : en 1987, les audiences de la « commission des sages » sur le code de la nationalité étaient diffusées en direct par la

télévision. Loin de mettre le feu aux poudres, cette initiative a permis au contraire de désamorcer un débat pourri et d'ouvrir de nouvelles perspectives.

Contrôler les frontières

Les responsables politiques savent qu'il n'y a pas trente-six politiques possibles de l'immigration. D'abord, la France doit contrôler autant que possible ses frontières, tout en sachant les limites de cet effort : un pays démocratique, qui voit entrer chaque année des dizaines de millions de visiteurs étrangers, ne peut prétendre à l'imperméabilité. Mais cela n'interdit pas d'améliorer certaines dispositions et procédures pour empêcher notamment la dérive que l'on observe à propos du droit d'asile.

L'autre volet de la politique d'immigration — de loin, le plus important — est évidemment l'intégration de ceux qui ont choisi de s'établir en France. Il ne s'agit pas de donner leurs croyances et leur culture, mais de leur permettre de devenir français à part entière, en partageant les principes et les valeurs du pays d'accueil. Il a beaucoup été question ces dernières années du « droit à la différence ». Ne faut-il pas mettre l'accent aujourd'hui sur le droit à la ressemblance, et lui permettre de s'exercer ?

ROBERT SOLÉ.

هنا من لاجل

SOCIÉTÉ

et les réactions des milieux politiques

Défense de la laïcité et crainte de l'intégrisme

M. JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT : « L'école ferme sur ses principes ». — Ministre de la Défense et ancien ministre de l'Éducation, M. Chevènement a indiqué qu'il n'y aurait pas d'intégration possible si le principe de laïcité n'est pas respecté et si l'école ne reste pas « ferme sur ses principes ». Favorable à un « islam modéré », il estime que « le fétu ne doit pas être une arme contre la liberté de conscience. Si l'État simplement de porter, s'il faut, comme on porte une petite croix, cela ne me gêne pas. Mais s'il a pour objectif de rappeler à des enfants musulmans qu'ils ne doivent pas d'écarter d'une interprétation rigoureuse de la religion, il faut être très vigilant ».

M. CLAUDE EVIN : « Intégration dans le cadre des lois de la République ». — Le ministre de la Santé a préconisé, au cours d'un rassemblement à Vincennes, une « nouvelle citoyenneté ». « L'intégration que nous voulons est religieuse des particularismes religieux et culturels, mais elle ne peut se faire que dans le cadre des

régles de notre État républicain et laïc. Si la France doit intégrer les immigrés, elle ne peut pas perdre de vue une nécessaire maîtrise de ses flux migratoires. C'est pourquoi le gouvernement ne pourra pas laisser se développer la dérive que l'on observe actuellement au niveau du droit d'asile. Il n'est pas possible de laisser s'installer un droit d'asile économique qui permettrait, par la demande du statut de réfugié, de contourner l'arrêt officiel de l'immigration économique ».

M. JEAN POPEREN : « Prosélytisme ». — Le ministre chargé des relations avec le Parlement a déclaré que « dans les lieux de service public, toute forme de prosélytisme semble dangereuse. Il faut s'en tenir à une neutralité qui est la condition de la liberté pour tous ».

M. JACQUES DELORS : « Ne généralisons pas ». — Le président de la Commission de Bruxelles a estimé au « Grand jury RTL-Le Monde », qu'il fallait éviter de « généraliser ». Pour lui, il est pos-

sible de « trouver des solutions par l'établissement scolaire ». « Si j'étais chef d'établissement », a ajouté M. Delors, « cela ne me choquerait pas que deux élèves viennent se frotter, à deux conditions : s'il y a d'autres jeunes filles musulmanes dans la classe, qu'elles exercent plus de pression sur elles et qu'elles acceptent toutes les règles de la classe ».

M. CHARLES PASQUA : « Non au voile islamique ». — L'ancien ministre de l'Intérieur a déclaré au « Grand oral de Pacific FM » que sa « réaction instinctive est de dire non » au port du voile islamique. C'est une marque distinctive, une marque de différence, et, au sein de l'école laïque, ce n'est pas normal. L'école laïque a toujours été capable d'absorber les représentants de toutes les confessions, à condition qu'ils ne fassent pas étalage de leur confession. Nous avons les écoles françaises, dans nos écoles des musulmans, mais nous ne pouvons pas accepter que se créent des foyers d'intégrisme dans l'école laïque ».

M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING : « Respecter la législation en vigueur ». — Au « Club de la presse » d'Europe 1, le président de l'UDF a souligné que ce problème soit traité « avec ouverture, modération et netteté ». « Tant qu'il n'y a pas de modification des textes, il faut respecter la législation en vigueur », a ajouté l'ancien président de la République.

« On a décidé en France, il y a un siècle, que l'école était l'endroit qui demeurerait à l'écart du débat religieux. Il est normal que les pouvoirs appliquent les règles communales au système éducatif français ».

M. CHARLES MILLON : « D'urgence un débat à l'Assemblée nationale ». — Le président du groupe UDF à l'Assemblée nationale a demandé au gouvernement, au cours du « Forum RMC-FR 3 », d'organiser « d'urgence un débat sur l'immigration à l'Assemblée ».

« Je crains, a-t-il ajouté, que si on laisse dériver ce type de phénomène, il y ait le développement d'un intégrisme qu'on ne puisse

pas contrôler. Si on autorise le voile ou le schador, on va voir peu à peu dans notre pays d'autres religions qui vont exiger la même chose. Cela risque d'entraîner la guerre dans l'école publique française. Les intégristes vont se heurter, et on va avoir une France qui va se balkaniser et se tribaliser. La communauté nationale va éclater ».

M. BRUNO MEGRET : « Menace pour l'identité nationale ». — Le dirigeant du Front national a jugé « intolérable » la manifestation de dimanche à Paris. « C'est aux étrangers de s'adapter aux coutumes françaises, a-t-il estimé, et non à la France d'adapter ses règles aux normes du Coran. La poussée islamique qui se manifeste actuellement en France est une menace pour l'identité nationale et crée une tension dangereuse pour la paix civile ».

M. JACQUES BARROT : « Éviter la polémique ». — Le conseiller politique du CDS a souligné, selon son secrétaire général M. Barrot, que « le port du foulard ne fasse pas l'objet de polémiques ».

ques » et lancé un appel à la « tolérance ». Au cours de cette réunion, M. François Bayrou, secrétaire général adjoint du CDS, avait mis l'accent sur les risques de « gestes d'exclusion » à l'école.

M. PIERRE MAUROY : « Respecter la laïcité ». — Le premier secrétaire du Parti socialiste, M. Pierre Mauroy, a estimé, dimanche 22 octobre, à Grasse (Alpes-Maritimes), que « dès lors que le port du voile devient manifestement objet de controverse, alors, c'est clair, il faut respecter la laïcité de l'école ». « Il n'y a pas de raisons, a-t-il ajouté, de tolérer des formes exagérées d'une religion. Sur ce plan-là, il est indispensable que les citoyens veillent. Je suis maire. J'ai connu à une certaine période des réactions d'intégrisme. Je ne les ai jamais acceptées. Nous devons, certes, être très respectueux de toutes les religions, de tous les points de vue. Mais il n'y a aucune raison pour que les Français subissent des formes d'intégrisme, des formes d'intolérance ».

Les francs-maçons sonnent la charge contre les intégrismes religieux

Le banquet républicain organisé, samedi 21 octobre, au Palais des sports de Créteil, par le Grand Orient de France, aurait pu n'être qu'une banale réunion fraternelle entre francs-maçons nostalgiques de la révolution française, chef-d'œuvre politique des loges maçonniques qui envoient tous cent vingt de leurs membres sur les bancs de la Constituante. L'actualité a donné à ce dîner l'ampleur d'un événement.

Les innovations de Marnet, l'abbé Grégoire, Danton, Mirabeau, Robespierre, Condorcet, Gracchus Babeuf, évoquées par des comédiens pleins de fougue, ont été éclipsées, en effet, par le rappel des doléances des citoyens de 1789, soudainement prolongées par leurs héritiers spirituels de 1989 qui ont décidé, au nom de la laïcité, mais surtout au nom des droits universels de la femme, de partir à l'assaut de la « bastille » intégriste dont le clergé enjoint aux jeunes filles musulmanes de porter le foulard à l'école.

La position officielle de la principale obédience maçonnique française était, sur ce point, très attendue. Paraisant aussi dévoué que les socialistes et que les démocrates chrétiens, écartés entre l'idéal de tolérance, la crainte d'apporter de l'eau au moulin xénophobe de l'extrême droite, le respect du droit à la différence, la peur de froisser les susceptibilités de la communauté musulmane, la nécessité de garder l'école publique à l'abri des fanatismes religieux, l'obligation primordiale de préserver les intérêts des enfants concernés, le grand maître du Grand Orient de France, M. Jean-Robert Raguette, qui est lui-même enseignant, s'était jusqu'à présent exprimé avec la plus extrême prudence. Se référant au principe fondamental de la liberté de conscience il se bornait à répondre à ceux qui lui demandaient conseil en privé à propos des incidents de Créteil et d'ailleurs : « Rien ne me dérange pourvu que ça n'entraîne pas la marche du service public ». Sa circonspection était déjà interprétée comme un « oui » au port du foulard en classe assorti d'un « non » aux prières rituelles.

Le dignitaire des loges du Val-de-Marne chargé d'exposer la « ligne » de l'obédience, M. Bernard Teper, avait donc préparé une allocution dense mais relativement conventionnelle pour ce banquet d'un millier de personnes où se retrouvaient beaucoup de notables de la région parisienne, tous rassemblés autour des valeurs républicaines, par-delà les clivages politiques, à l'exception des élus du PCF qui avaient décliné l'invitation.

Deux prises de position extérieures l'ont conduit à modifier son texte, au dernier moment, à l'issue d'une consultation extraordinaire du conseil de l'ordre, samedi après-midi : le point de vue du grand rabbin de Paris, M. Alain Goldmann, qui venait d'accuser d'intolérance « ceux qui refusent aux enfants musulmans le droit de porter le schador ou aux juifs la kippa » (le Monde du 21 octobre), et surtout, l'appréhension de M. Danièle Mitterrand, invitée des délégués de la laïcité à accueillir en France toutes les expressions religieuses (le Monde du 22-23 octobre).

Les dirigeants du Grand Orient de France furent aussitôt assaillis de protestations émanant pour le plus part des femmes engagées dans la franc-maçonnerie et réclamant sur le champ une ferme mise au point.

Non à l'« idéologie douce » !

C'est ainsi que, samedi soir, à Créteil, au nom des francs-maçons du Grand Orient, qui sont les plus impliqués dans la vie temporelle et qui ont toujours eu, depuis 1789, une forte influence dans les milieux de l'éducation nationale, M. Teper a déplacé le débat sur le terrain de l'émancipation de la femme musulmane en assimilant le schador au symbole d'une aliénation perpétuelle sous le pouvoir clérical intégriste. Pas question, n'en déplaise au clergé musulman, a-t-il dit en substance, de renoncer au sacrosaint principe de l'assimilation des Églises et de l'État, surtout en présence de pratiques religieuses que d'autres musulmans eux-mêmes dénoncent comme autant d'arabismes. Oui au droit à la différence, non à la « libération »

du pays ! Une variante de la fameuse apostrophe du frère maçon Gambetta, initié en 1869 dans une loge marseillaise : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi ! ».

Le ton est donné. Il faut s'attendre, à d'autres incidents servant de matière à réflexion, à voir les enseignants et les parents d'élèves sensibles aux valeurs qui forment le corpus philosophique du Grand Orient de France, en particulier les femmes, prendre vivement le contre-pied des courants de pensée favorables, tel SOS Racisme, à une adaptation des formes de la laïcité au nouveau paysage culturel français.

La riposte des francs-maçons s'annonce d'autant plus résolue qu'ils font de l'évolution de la société française un bilan plutôt négatif. A leurs yeux, le déclin du pouvoir politique au profit de la société civile n'est pas un progrès mais une régression ; l'idéologie du consensus, un danger pour la démocratie parce qu'elle repose sur l'erreur que les valeurs républicaines restent partagées par tous alors que les intolérances reprennent du poil de la bête ; la nation française malade de la dispersion de sa mémoire collective à cause du totalitarisme médiatique, véritable labyrinthe quotidien de la pensée.

« Dans un monde où l'environnement traditionnel est en pleine mutation, où les cadres de référence ont disparu, où les repères idéologiques sont affaiblis, où l'écartement des normes n'empêche pas les exclusions, mais, au contraire, les accroît, la fraternité maçonnique est une nécessité absolue », disait, samedi soir, à Créteil, le porte-parole du Grand Orient de France, en dénonçant la tendance ambiante à l'« idéologie douce » et à l'« idéologie de la peur ».

Cet appel à la mobilisation engendre une certitude, fondée sur l'expérience du passé et sur les connexions existant entre la franc-maçonnerie et le monde politique : ces thèmes alimentent bientôt les débats internes des grands partis, à commencer par le Parti socialiste, qui est, par ses origines historiques, le plus enraciné dans ce terrain en pleine fermentation.

ALAIN ROLLAT

« Derrière le port du tchador se profile l'aliénation de la femme »

Le porte-parole du Grand Orient de France, M. Bernard Teper, a notamment déclaré, samedi soir, à Créteil, à propos des rapports entre l'islam et la laïcité : « La laïcité doit s'appuyer sur le socle d'une citoyenneté multiculturelle acceptée, à partir de laquelle les différences, loin de nous léser, pourront nous enrichir. Mais si, à partir des thèses différentielles, on se déclare d'abord différents, on se déclare à une citoyenneté présentielle, on s'aventure dans un système qui pourra s'apparenter au libéralisme du Nord et fera tôt ou tard le lit d'intégrismes religieux qui souhaitent abroger la République ».

« Bien sûr qu'en terme symbolique, le port du tchador s'apparente au port de la kippa ou de la croix. Cela mérite une réponse globale et non partielle. Mais comment ne pas voir que derrière le port du tchador pour les jeunes filles se profile l'aliénation de la femme à laquelle il faut interdire l'éducation physique, les cours de sciences naturelles, l'information sexuelle, réservés aux hommes selon le vœu des pouvoirs religieux ? Doit-on oublier que les femmes algériennes et égyptiennes luttent contre le tchador dans le cadre de leur émancipation libératrice ? Au nom du différentielisme culturel, ou reli-

gieux doit-on permettre en France l'excision, interdire la pilule abortive, dénier aux femmes le droit de choisir selon leur conscience ? (...) »

« Le droit à la différence est un rempart face au totalitarisme mais le droit à l'égalité nous prémunit contre la libération du pays. La démocratie laïque doit enfanter de la citoyenneté multiculturelle, c'est-à-dire en intégrant les apports des femmes et des hommes de cultures différentes. Mais en gardant ses bases, à savoir la loi de séparation des Églises et de l'État et la garantie pour chaque citoyen de vivre selon sa libre conscience. »

Au collège de Creil

« J'en ai le cœur poignardé... »

CREIL (Oise)

de notre envoyée spéciale

L'automne a des odeurs de roussi au collège Gabriel-Havez. Après avoir accepté, le 8 octobre, d'ôter leur foulard coranique durant les cours, les trois collégiennes de Creil sont revenues sur leur décision. L'une d'entre elles ne franchit plus le seuil de l'établissement, tandis que les autres, deux sœurs d'origine marocaine, rejoignent, une fois de plus, lundi matin la salle de bibliothèque.

« Je ne retournerai jamais à l'école si je dois quitter mon foulard », dit Fatima, quatorze ans. Vêtue d'une longue tunique blanche et d'un foulard carmin, ses yeux flamboient. Seules les injonctions du père, déclare-t-elle, les avaient incitées, sa sœur et elle, à respecter la demande du principal et à ôter leur foulard durant les cours. « Mais la prof de gymnastique m'a ordonné de l'enlever pour faire un exercice de cross, donc à l'extérieur, explique-t-elle. Alors j'ai refusé car l'accord n'était pas respecté ».

Fort de ce qu'il considère comme une trahison, M. Ali Achaboun, qui a décidé de porter plainte pour discrimination raciale soumet ses filles contre vents et marées. A l'en croire, il ne serait qu'un père attentif au détail de ses enfants. « Lorsque je les ai vues tellement malheureuses de ne plus pouvoir porter leur foulard, j'en ai eu le cœur poignardé », affirme ce quadragénaire à la barbe carrée, assis sous une gravure représentant le pèlerinage de La Mecque.

Dans son salon, aménagé en salle de prières, M. Achaboun se présente comme un homme tranquille, préoccupé seulement de son travail et de l'éducation religieuse de ses enfants.

A ses côtés, M. Daniel Youssef Leclercq, représentant de la Fédération nationale des musulmans de France, souligne que le fichu coranique est un élément de « respect ». Selon lui, le voile place la femme musulmane à l'abri des regards et, par là même, des erreurs.

Plutôt conciliant dans son costume strict, M. Moktar Lousti précise, quant à lui, que le foulard est un vêtement de

politesse. C'est sur ce point et non sur la question religieuse, que l'amical des Tunisiens de Creil, dont il est le président, entend faire porter le débat. « Les gens reprochent aussi au principal l'échec scolaire », observe M. Lousti. Ils ont l'impression qu'on oriente toujours les enfants maghrébins vers les sections professionnelles pour en faire des OS ».

Le mélange de ces considérations culturelles, religieuses et sociales n'échappe pas au principal du collège Havez, M. Ernest Chénier. Le dialogue, explique-t-il, est interrompu avec les familles qui ont répondu par une fin de non-recevoir à sa dernière convocation. Il affirme que les familles des trois jeunes filles sont soutenues par des groupes de pression nationaux et locaux. « Leurs objectifs avoués consistent, au terme d'un prosélytisme rigoureux, à promouvoir un islam intransigeant et à modifier les règles de la laïcité », soutient M. Chénier.

Le principal estime que ce problème ne doit pas être abandonné au jugement de la rue, mais réglé par la loi.

RAPHAËLE RÉROLLE

Deux mille catholiques réclament le dialogue dans l'Eglise

Près de deux mille personnes ont participé, samedi 21 octobre à Paris, à un forum, dit de l'« Appel au dialogue », réuni par l'« Appel au dialogue », réuni par l'« Appel au dialogue », réuni par l'« Appel au dialogue ».

« Nous ne sommes pas des schismatiques ! », « Pour quitter l'Eglise, il faudrait que l'on m'en chasse ! ». Les proclamations de loyauté à Jean-Paul II et à l'épiscopat français n'ont pas manqué au cours de cette rencontre inédite de catholiques critiques venus déplorer l'absence de dialogue dans l'Eglise : pas de consultation avant les prises de position (en matière d'éthique médicale ou conjugale) ou les nominations d'évêques ; abus de pouvoir romain contre certains théologiens ; exclusion des divorcés, des prêtres mariés, des femmes écartées des responsabilités.

La moyenne d'âge des deux mille participants était certes élevée, mais comme toute représentation du catholicisme français, elle comptait une cinquantaine de prêtres, beaucoup de militants engagés dans des mouvements laïcs, ouvriers et ruraux, des responsables de services d'Eglise (catéchèse, aumôneries), des prêtres mariés, des religieuses en rupture avec leur congrégation.

Déjà par le succès de leur opération, les animateurs de l'Appel des 25 000 avaient tout fait pour rester en relation avec l'épiscopat français, grâce à l'intermédiaire de Mgr Gilson, évêque du

Mans, et pour éviter de faire de cette rencontre du 21 octobre une assemblée révolutionnaire. Des « cahiers d'expérience », ont, disaient-ils. Des « cahiers de doléances », non.

Le but ne fut pas exactement atteint. Faute d'un ordre du jour précis, ce « synode instantané », pour reprendre une expression de Gabriel Marc, a surtout ressemblé à une séance de défoulement et de libération de la parole. Il a enregistré le « ras-le-bol » d'une génération de catholiques pour qui le concile Vatican II (1962-1965) n'est pas de la préhistoire, comme pour les jeunes réunis par le pape l'été dernier à Compostelle, et qui ont gardé le souvenir d'une Eglise moins crispée sur sa discipline interne, moins frileuse dans sa dénonciation des injustices, plus ouverte aux autres confessions.

« Des États généraux de l'espérance »

Le Vatican en a pris pour son grade, mais, à ce jeu de massacre, une certaine démagogie et des contradictions n'ont pas été évitées. Tantôt Rome était présentée comme un « bloc inentamable », selon Anne-Marie Guilan, ancienne secrétaire générale de l'Action catholique générale des femmes. Tantôt comme « une structure exsangue », un « appareil squelettique, avec des évêques impuissants ». « Derrière les hautes murailles du Vatican, il n'y a rien. Il suffit de pousser un peu », s'écria André Mandouze.

Dans ce contexte, ce sont les interventions du Père Paul Valadier, ancien rédacteur en chef de la revue jésuite *Les Etudes*, qui ont obtenu le plus vif succès. Il n'a pas

craint de dénoncer « une Eglise napoléonienne, avec des évêques nommés comme des superhéros », « une Eglise pétrifiée, dominée par une administration centralisée capricieuse », « la petite mafia de théologues obscurantistes », qui a rédigé le dernier document romain sur la protection artificielle.

Il a surtout souligné combien le dialogue était constitutif de la nature même de l'Eglise et de son histoire. Le centralisme actuel tourne le dos à la tradition de l'Eglise, a dit en substance le Père Valadier. Rappelant les conciles et les synodes locaux des premiers siècles, les assemblées de fidèles dans les paroisses, il s'est écrié : « Les vrais traditionalistes, c'est nous ! ».

Quelle suite ? La question était sur toutes les lèvres. Des groupes de catholiques critiques existent déjà en Allemagne fédérale, en Espagne, aux Pays-Bas. Les animateurs de la rencontre du 21 octobre à Paris ne veulent rien précipiter. « Notre journée a été un coup de tonnerre dans le silence faussement pieux de ceux qui n'écoulaient que les voix venues du haut de la pyramide », a conclu Georges Montaron, directeur de l'« Appel au dialogue ». Mais ne mettons pas notre dynamique en bouteille. « Une structure légère sera maintenue. Des États généraux de l'espérance sont convoqués pour l'an prochain, conformément au conseil donné par le Père Valadier : ne pas laisser le terrain aux intégristes et aux charismatiques, cesser d'attendre des mandats épiscopaux pour agir. Avant le schisme de Mgr Lefebvre, le pape avait surtout des ennemis avec sa droite. C'est de sa gauche aujourd'hui que les nuages arrivent ».

HENRI TINCO

SOCIÉTÉ

Des services secrets libyens à la DGSE

Les tribulations de Faïçal Joude, terroriste et « taupe »

Le 18 octobre, Faïçal Joude, Libanais d'origine palestinienne, a été interpellé et incarcéré à Madrid. Selon la police espagnole, Faïçal Joude, qui habite Madrid depuis plusieurs années et est aujourd'hui menacé d'expulsion, serait en infraction avec les règlements sur le séjour des

étrangers. Il y a un mois, déjà, Faïçal Joude, qui tentait de pénétrer en train sur le territoire français, avait été intercepté à Port-Bou par la police de l'air et des frontières. Démuni de papiers, il avait seulement déclaré qu'ayant longtemps travaillé avec les services secrets français il

avait gagné le droit à l'asile politique. Après interrogatoire par deux inspecteurs de la DST venus de Perpignan, et de nombreuses palabres téléphoniques, Faïçal Joude s'était retrouvé à Madrid, refoulé, toujours sans papiers et avec le même sentiment d'injustice.

MADRID

de notre envoyé spécial

Il y a trois ans, Faïçal Joude s'est trouvé au centre d'une importante affaire de terrorisme. A l'époque, la France le courtisait. Aujourd'hui, elle l'ignore, et Faïçal ne comprend pas. A moins qu'il fasse mine de ne pas comprendre. De toute façon, la question demeure : pourquoi « la patrie des droits de l'homme » persiste-t-elle à lui refuser ce sauf-conduit qui lui permettrait de s'installer au nord des Pyrénées ?

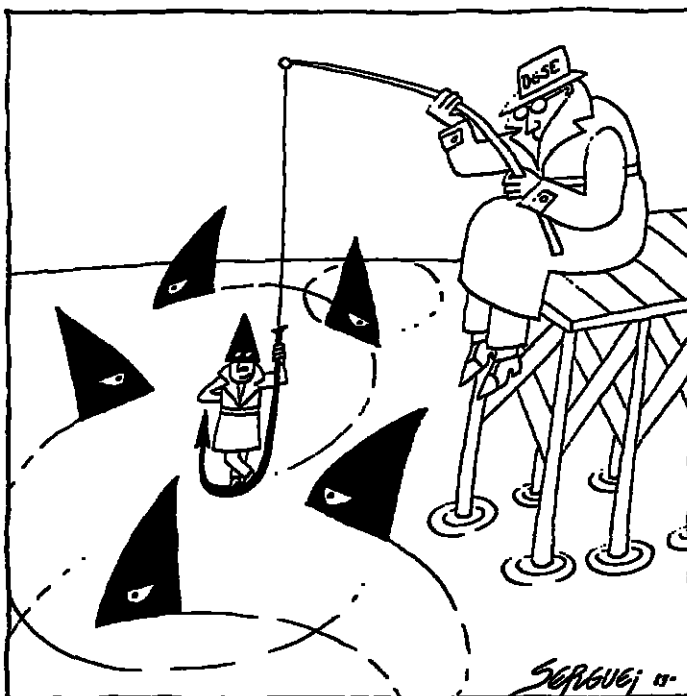
Faïçal Joude était ce que, dans le jargon des agents secrets, on appelle une « taupe » et dans l'argot policier une « balance ». Chargé par l'ambassadeur de la Libye à Madrid d'organiser des attentats, il a renseigné la DGSE, les services secrets français, dénonçant notamment les trois complices qu'il venait d'envoyer à Paris pour poser une bombe, en 1985, devant la synagogue de la rue Copernic. Grâce à quoi les trois terroristes ont été « cueillis » sans délai à leur hôtel. Beau coup de filet. Malheureusement, quelques mois plus tard, c'était au tour de Faïçal de se faire pincer, à Madrid, alors que quelques autres de ses « amis » préparaient un attentat contre une banque américaine. Condamné à vingt mois de prison pour association de malfaiteurs, Faïçal a dû subir les questions de la presse, qui a rapidement suspecté son rôle ambigu. Démasqué et sorti depuis de prison, sinon d'affaire, Faïçal n'existe plus aux yeux de ses anciens « traitants ». Inconnu du public, il avait une inestimable valeur : montré du doigt, il ne pèse presque plus rien.

Survivant cinq années après un premier et sanglant attentat, réussi celui-là, la seconde tentative d'attentat contre la synagogue de la rue Copernic, en décembre 1985, avait fait grand bruit. Dans les bagages des poseurs de bombes arrêtés à l'hôtel Madeline Palace, le 29 décembre 1985, quelques heures à peine après leur arrivée, les policiers avaient découvert, à côté de plusieurs faux passeports, un communiqué de revendication destiné à l'Agence France-Presse. Une organisation au nom inhabituel, l'Appel de Jésus-Christ, y expliquait en un français aussi mal maîtrisé que l'attentat : « L'accomplissement de ce devoir chrétien n'est que le commencement d'une révolution chrétienne (sic) contre les juifs ennemis de notre religion (...) car ils ont torturé et crucifié notre Christ et actuellement occupent notre terre sainte en Palestine... ». L'Appel de Jésus-Christ prévenait que le combat durerait « jusqu'à la libération de nos lieux saints ».

« L'emprise sioniste »

Deux ans plus tard, en octobre 1987, celui qui apparaissait comme le chef du commando, Maher Mohamed Helmi Abdelraouf, ancien officier de marine égyptien et bon musulman, était condamné à cinq ans de détention. Ses deux complices, Joao Da Cruz Morais et Carlos Caetano, deux Portugais qui semblaient assez peu concernés par la « libération des lieux saints », furent condamnés à trois ans de prison. Malgré la gravité apparente des faits, la justice n'avait pas réussi à prendre trop au sérieux ces trois terroristes (le Monde du 15 octobre 1987).

Organisation inconnue hors du cercle de quelques initiés, l'Appel de Jésus-Christ a été fondée vers 1975 par Hanna Joude, père de Faïçal, catholique de rite grec mel-



chite et libanais d'origine palestinienne. Chassée de Haïfa en 1948, la famille Joude s'était d'abord établie au Liban. Hanna Joude avait à l'époque dix ans. Devenu adulte, il brouillait entre le Koweït, l'Arabie saoudite, où il s'occupe de la sécurité du roi, et le Qatar. Vers la fin des années 60, il regagne Beyrouth et travaille avec les services secrets libanais. Ardent militant de la cause chrétienne, Hanna Joude, un moment porte-parole du patriarche libanais Maximos V qui rêve de libérer les lieux saints de « l'emprise sioniste », fonde bientôt l'Appel de Jésus-Christ, regroupement politico-religieux qui juge le pape trop laxiste et manifeste un net intérêt pour les groupuscules fascistes à tonalité antisémite.

En Amérique latine, où son association compte quelques dizaines de membres et à peine plus de sympathisants, Hanna Joude est entré en relation avec quelques-unes des factions issues de la constellation péroniste ainsi qu'avec la Triple A (Alliance argentine anticomuniste).

C'est d'ailleurs cette dernière organisation qui, au début des années 80, moyennant une solide rétribution financière, a sous-traité à Buenos Aires, pour le compte de l'Appel de Jésus-Christ, un attentat contre une synagogue et un autre contre le siège d'une association d'ingénieurs juifs. « Il s'agissait d'attentats publicitaires, assurément aujourd'hui les rescapés de cette « épopée » : nous ne voulions pas tuer, mais affirmer nos droits sur la Palestine ». Bien entendu, cette coopération privilégiée avec l'extrême droite n'empêche pas l'Appel de Jésus-Christ d'entretenir aussi de bonnes relations avec des organisations palestiniennes théoriquement situées à l'opposé de l'échiquier politique, tel le Front de libération de la Palestine (FLP) d'Abou Abbas, rendu célèbre par le détournement, en 1985, du paquebot Achille-Lauro.

Voyageant sur tous les continents où sont installés des chrétiens libanais, Hanna Joude s'est établi en France en 1979, puis au Maroc, d'où il est expulsé. Il gagne alors Madrid, fait un crochet par Tunis et finalement échoue à Chypre. Son fils Faïçal est, lui, demeuré en Espagne où, étudiant, il fait la connaissance, en 1984, de l'ambassadeur et du consul général de Tripoli dans la capitale espagnole. Une rencontre décisive. Les deux diplomates, MM. Ahmed Nabaa et Saed Mohamed Al Salam Ismael, savent manipuler les gens.

Il s'intéressent beaucoup aux chrétiens d'Orient, posent des questions, manifestent leur sympathie. Faïçal, qui n'était jusqu'alors que l'ombre de son père, est enfin pris au sérieux. Très vite, il est à la main des Libyens, éperdu de reconnaissance et d'autant plus subjugué que ses nouveaux amis, pour populariser son combat, lui verseront, cette année-là, 85 000 dollars. La contrepartie ne sera exigée que plus tard, lorsque les représentants de Kadhaafi demanderont que l'Appel de Jésus-Christ commette des attentats et en endosse la responsabilité. La poignée de jeunes gens regroupés autour de Faïçal est bien incapable de concevoir de telles opérations. Farid Jazan entre alors en scène.

Le responsable « opérationnel »

D'origine druze et syrienne, Farid Jazan a accompli son service militaire dans l'armée de l'air. Il a un jour débarqué à Madrid, après un crochet par la Libye où on prétend qu'il a subi un entraînement militaire. Il sera le responsable « opérationnel » du groupe, celui qui choisit la synagogue païenne de la rue Copernic comme objectif.

Jazan est aidé dans sa tâche par Rabah Moussa, Palestinien et musulman qui, quelques semaines avant l'attentat, fera les indispensables repérages à Paris. Etudiant atterré, Rabah Moussa a l'aura de ceux qui ont, un moment, obéi au groupe Abou Nidal. Depuis, il s'est mis au service des Libyens, plus par convenance pécuniaire que par conviction. Des convictions que, par ailleurs, il n'exprime guère. Plus notablement que militant, Moussa a une connaissance approfondie des bars et de leur faune. C'est lui qui engagera deux Portugais, Joao Da Cruz Morais et Carlos Caetano, rencontrés un soir au Nebraskia, modeste café du centre madrilène. Les deux nouveaux sortent de prison et sont sans le sou. Pour quelques liasses et un billet de chemin de fer qui doit leur permettre de rejoindre leur famille émigrée en Allemagne, ils acceptent, apparemment sans trop de scrupules, d'aller poser une bombe à Paris. Avec Faïçal, ils seront les deux seuls chrétiens de cette entreprise menée, officiellement au nom du Christ, en sous-main par la Libye.

Or, bien avant que l'affaire soit nouée, les terroristes de l'Appel de Jésus-Christ sont déjà trahis. Faïçal Joude a-t-il pris peur ? N'a-t-il plus accepté qu'un Etat étranger manipule sa cause ? A-t-il, plus simplement, flairé la bonne affaire et décidé de vendre d'autres ce que les Libyens lui avaient si facilement acheté ? En octobre 1985 il se présente à l'ambassade de France à Madrid, déballe son histoire et, pour prouver qu'il n'avance rien qui ne soit vrai, propose d'organiser une rencontre avec des responsables libyens dans un endroit public. Le rendez-vous aura lieu devant l'Aerobuilding, sous la surveillance d'agents de la DGSE, les services spéciaux fran-

çais, venus de la capitale pour la circonstance. Après cet examen d'entrée, Faïçal est invité à Paris où seront réglés les derniers détails de la « réception » des terroristes. Le 29 décembre, dans l'après-midi, la DST arrête les pitoyables croisés de l'Appel de Jésus-Christ.

« M. X. »

officier traitant

Pour Faïçal commencent alors les choses sérieuses. A peine remis d'un réveil de l'Appel de Jésus-Christ, il est en compagnie de « M. X. », officier de la DGSE, qui sera, désormais, son contact privilégié, il se met en chasse. Autant, sinon plus, que par les préparatifs d'attentats, les Français sont intéressés par le moindre écho de l'ambassade de Libye. Qui a déjeuné avec l'ambassadeur ? Qui est arrivé de Tripoli ? Qui a été invité lors de la dernière réception ? Qui les Libyens rencontrent-ils à l'étranger ?

Faïçal a été initié aux rites laborieux des services secrets. On lui a appris à coder un message et à utiliser les encres sympathiques ; on lui a enseigné les procédures de contact avec un émissaire, l'art de se rendre à un rendez-vous en déjouant d'éventuelles filatures, la manière de téléphoner sans laisser de trace. L'aventure avec, en prime, une belle solde. Généreuse, la DGSE a, en effet, versé à Faïçal plusieurs dizaines de milliers de francs lui permettant d'acheter un appartement dans lequel vit aujourd'hui toute sa famille.

Même après les arrestations de Paris, Faïçal, insouciant, poursuivra son travail. Seule mesure prise par les Libyens : une compartimentation plus poussée des groupes chargés de poser les bombes. A cause de cette précaution, les Français n'apprendront qu'avec retard que l'attentat commis le 11 avril 1986 contre l'Agence d'Air France à Lisbonne a été perpétré sur la demande des Libyens par un Espagnol et un Portugais. Au nom de l'Appel de Jésus-Christ, Faïçal a seulement été chargé de rédiger le communiqué de revendication. Envoyé aux agences de presse, le communiqué, curieusement, a été attribué à l'Action directe qui, cette fois, n'en pouvait mais.

Puis, en avril 1986, sont intervenus les bombardements américains sur Tripoli. Les Libyens, furieux, ont exigé qu'un attentat soit commis, toutes affaires cessantes, contre une cible américaine. Le petit groupe a passé en revue les objectifs possibles, les bases militaires comme les bâtiments officiels. Les Libyens étaient protégés. En désespoir de cause, on s'est rabattu sur la Bank of America, dans le centre de Madrid. Faïçal, comme de juste, a prévenu Paris. Est-ce la DGSE qui, à son tour, a prévenu ses homologues espagnols ? Ou, plus vraisemblablement, la police espagnole avait-elle, elle aussi, un « mouton » parmi les fidèles de l'Appel de Jésus-Christ ? Le 5 mai 1986, neuf personnes, dont Faïçal et son jeune frère Dany, étaient arrêtées avant que l'attentat ne soit commis. Lors d'une perquisition au domicile de Faïçal, les policiers devaient découvrir une liste de futurs objectifs, dont l'ambassade d'Israël à Caracas.

Quelques jours plus tard, l'ambassadeur et le consul général de Libye étaient invités à quitter l'Espagne. Lors du procès des terroristes de l'Appel de Jésus-Christ, la justice espagnole, consciente des excellentes relations commerciales entre Madrid et Tripoli, a prononcé un jugement nuancé. Le plus lourdement condamné, Farid Jazan, n'a été condamné que de trente-deux mois de prison ; Rabah Moussa a été miraculeusement libéré contre paiement d'une caution, après cinq mois de détention ; le jour de sa sortie, Faïçal, condamné à vingt mois de prison, a écrit à Paris pour appeler à l'aide. « M. X. » a pris le premier avion pour lui conseiller de trouver du travail et d'oublier tout cela.

GEORGES MARION.

FAITS DIVERS

A Grenoble

Un réseau de voleurs de cartes bancaires démantelé

GRENOBLE

de notre correspondant

Les gendarmes de la section de recherche de Grenoble ont mis fin, jeudi 19 octobre, aux activités de M. Jean-Claude Nave, trente-deux ans, interdit de séjour dans la capitale des Alpes, à la suite d'une affaire de proxénétisme remontant au début des années 80. Installé malgré cette mesure judiciaire au cœur de la cité dauphinoise, il dirigeait un réseau de voleurs de cartes bancaires. Plus de trois cents cartes auraient ainsi transité entre ses mains et celles de ses complices leur permettant de réaliser plus de deux mille escroqueries, pour un montant total estimé à 10 millions de francs. Au cours d'un seul week-end, les 7 et 8 octobre, les malfaiteurs auraient écumé tous les distributeurs automatiques de billets de la ville d'Angers. Une opération

qui leur aurait rapporté plus de cent mille francs.

Les voleurs de cartes bénéficiaient de la négligence de leurs propriétaires qui, dans près de 50% des cas avaient inscrit sur celles-ci ou sur des papiers les accompagnant leur code secret. Mais Jean-Claude Nave et ses amis n'hésitaient pas à joindre les victimes au téléphone, en se faisant passer pour des gendarmes ou des policiers ayant récupéré leurs biens. Ils obtenaient ainsi le numéro de code de la carte, sésame indispensable pour l'utilisation des pièces bancaires.

M. Nave a été inculpé d'escroquerie et d'écrou. Vingt-trois autres personnes étaient placées vendredi soir en garde à vue à l'hôtel de police de Grenoble. Deux d'entre elles ont été placées sous contrôle judiciaire, cependant que les autres étaient remises en liberté.

C. F.

MÉDECINE

Insuccès de la manifestation des personnels de santé à Paris

Trois mille personnes selon la police, plus de cinq mille selon les organisateurs : la manifestation organisée à Paris, samedi 21 octobre, de la place de la Bastille au ministère de la santé par le comité de coordination des personnels de la santé et du social ainsi que par la CGT, le CRC (militants d'extrême gauche exclus de la CFDT), le nouveau syndicat des infirmiers - SIAN, - le CREM (collectif du secteur social) et la CGC n'a pas mobilisé grand-monde. Étaient également présents des représentants des personnels de santé des Pays-Bas (avec leur fanfare...), de la Belgique, de la Norvège et de Monaco.

Discrets le 12 octobre lors de la manifestation nationale des infirmières, les militants de la CGT - conduits par le responsable du secteur santé, M. Bernard Desormière - s'étaient bardés de badges montrant leur appartenance syndicale et avaient sorti leur son.

Si les slogans interpellaient le ministre de la santé : « Monsieur Evrin, qu'allez-vous faire pour la santé et le social ? » et l'ensemble du gouvernement - Evrin, Rocard, ta santé en en a marre, pour nous garder il faut raquer ! », ils appelaient aussi à l'unité : « La santé et le social, c'est l'affaire de tous, tous unis dans la lutte, pour gagner ».

Ce dernier appel n'a manifestement pas été entendu par les personnes concernées. Elles ont boudé la manifestation, les unes parce qu'elles ne souhaitent pas voir leurs

revendications noyées dans une plate-forme commune santé-social comme c'était le cas samedi ; les autres parce qu'elles estiment que les manifestations nationales ne correspondent plus aux luttes actuelles. Elles pensent qu'un bon nombre de revendications doivent s'adresser directement aux responsables des établissements.

Réunie en assemblée générale dimanche 22 octobre, la Coordination nationale des infirmières n'a pu que constater la persistance du malaise dans les hôpitaux. « Il faut trouver d'autres moyens d'action », ont conclu les infirmières en se séparant.

Ch. Ch.

Quatre-vingt-dix personnes intoxiquées au centre hospitalier de Baillieux

Quatre-vingt-dix pensionnaires d'un centre hospitalier spécialisé, à Baillieux (Nord), ont été victimes d'une intoxication alimentaire, dont l'origine n'a pas été déterminée. Les symptômes de cette intoxication (diarrhées, vomissements ou forte fièvre) sont apparus en fin de semaine dernière. Parmi les personnes intoxiquées, trente ont dû recevoir des soins et deux ont été transférées au CHR de Lille et à l'hôpital de Baillieux. Selon la direction de l'établissement spécialisé dans les soins psychiatriques, « les aliments servis aux malades ont été analysés par l'Institut Pasteur de Lille. Aucune trace de contamination n'a pu être retrouvée ».

CATASTROPHES

Le tremblement de terre de San-Francisco

Quatre-vingt-dix heures sous la 880

Il s'appelle Buck Helm, mais « désormais son nom sera pour nous Lucky Bucky » (Buck la Chance), disent ses proches. Employé du port, il est « fort, rude et rusé », et c'est peut-être ce qui lui a permis de survivre quatre-vingt-dix heures sous les débris du pont autoroutier à Oakland, après le séisme du 17 octobre.

Buck Helm, âgé de cinquante-sept ans, était seul dans sa Chevrolet Sprint quand le pont s'est écroulé. Il a été retrouvé samedi 21 octobre, épuisé, déshydraté, à demi-inconscient, mais vivant. Il a pu être dégagé sans amputation. Il a été hospitalisé et son état, très sérieux, s'est quelque peu amélioré dimanche.

Le sauvetage de M. Helm a redonné un peu d'espoir aux secouristes qui ont, une fois encore, scruté les voitures écrasées. Sans résultat malheureusement. En outre, le

week-end a été vertueux et plusieurs sur la région de San-Francisco. Ce qui a rendu encore plus pénibles le travail des sauveteurs et le sort des quelques dix mille sinistrés.

Six jours après le tremblement de terre, on a retrouvé cinquante-neuf morts, dont trente-huit dans les débris de l'autoroute 880. « Nous savons qu'il y a davantage de victimes, davantage de voitures, mais nous ne savons pas combien », a déclaré le chef de la police routière.

Le Bay Bridge et l'autoroute 880 étant des axes essentiels à la circulation. Le travail devait reprendre lundi 23 octobre dans la région de San-Francisco. On prévoyait donc de gros problèmes de circulation bien que les bénévoles aient été vivement incités à prendre les transports en commun ou à se regrouper à plusieurs dans les voitures particulières. — (AP, Reuters.)

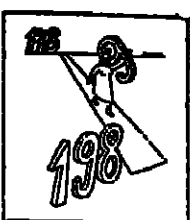
FLORENT GABORIAU Collection « AVEC »

Edith Stein philosophe

165 p. - 120 F

éd. **ATC** 30, rue Madame - 75006 Paris

هذا من الأصل



BICENTENAIRE

Dépoussiérer l'image de la France au Japon

La rentrée est marquée à Tokyo par plusieurs événements célébrant la Révolution

TOKYO

de notre correspondant

La France tarde à prendre conscience qu'elle a gaspillé au Japon un capital de prestige. Une absence de politique et, longtemps, d'intérêt, à l'égard de ce pays en est une raison. L'évolution des goûts de la jeune génération nipponne en est une autre. Aujourd'hui, la France incarne l'élégance, la « culture », le chic, la gastronomie et une vague idée de liberté. C'est le pays de Sartre, d'Alain Delon, de la baguette de pain et d'un style de vie dont on pousse éventuellement quelques particularités pour les fonder dans le maelström de la consommation.

La célébration du Bicentenaire profite de cet amalgame. Mais si les « idéaux de 89 » sont présents à des opérations commerciales, l'événement peut être aussi, jusqu'à un certain point, l'occasion de renouveler l'image de la France. C'est en tout cas ce à

quoi s'est employé le comité japonais du Bicentenaire, nous explique son président, l'architecte Kishio Kurokawa. « Au Japon, l'image de la France est passée. Or il me semble intéressant de réfléchir, à la lumière du cas français, sur les deux cents ans de modernisation qui viennent de s'écouler et sur la société future. Répliquer la Révolution française dans le processus de modernisation mondiale est notamment l'objet du symposium organisé actuellement avec le quotidien Asahi, auquel nous avons invité des personnalités françaises et étrangères. » Dans sa réflexion sur la Révolution française, ce symposium est surtout, en réalité, l'occasion de parler de Japon dans le monde moderne.

Membre du jury du projet de la Grande Arche, M. Kurokawa — qui avait été sollicité de chercher les entreprises japonaises désireuses de participer à la Fondation des droits de l'homme, et qui avait manifesté son intérêt pour la créativité, non seule-

ment culturelle, mais aussi technologique de la France contemporaine, — s'est trouvé porté à la présidence du comité. « J'avais trouvé trois entreprises japonaises désireuses de participer à la fondation de l'Arche, mais la France a préféré que la présence japonaise ne soit pas trop massive, et je n'en ai retenu que deux (la maison de titres Nomura et la banque Dai-ichi) », nous dit M. Kurokawa. La contribution de chacune se chiffrera à 1 million de dollars.

Un bon support publicitaire

Outre les activités qu'il organise directement, tel que le symposium de l'Asahi, le comité japonais du Bicentenaire aura joué un rôle d'arbitre dans le choix des initiatives auxquelles il accorde le label officiel des trois siècles de Folon. Il donne aussi son patronage à des activités qui, bien que rangées sous le bannière du Bicentenaire, n'ont pas un caractère officiel. Il n'y a pas toujours eu une grande coor-

dination entre les initiatives du comité et la France. Toutes les manifestations culturelles françaises qui ont eu lieu, et auront lieu, cette année au Japon, ont le label du Bicentenaire (ce fut le cas de la tournée de l'Orchestre de Paris).

Certaines manifestations ont en revanche été conçues spécialement à l'occasion du Bicentenaire. C'est notamment le cas du Festival de danse contemporaine qui doit avoir lieu cet automne. Ce fut également le cas à Kyoto par une très originale exposition de costumes de l'époque révolutionnaire.

Sur le plan académique, outre plusieurs traductions d'ouvrages ayant trait à la Révolution, a été organisé un symposium, indépendamment du comité du Bicentenaire, par la Société franco-japonaise d'histoire, sur le thème « La Révolution française et la modernisation du monde ».

Dans toute célébration, les dérapages sont difficilement évitables. La Révolution est un excellent « sup-

port » publicitaire. On ne compte plus les saisons commerciales organisées par les grands magasins sous le label des siècles de Folon. A Fukushima, l'un d'entre eux avait inopinément demandé que la France lui prête une guillotine, le temps d'une saison, à l'emblème des trois couleurs. Si les Japonais ont exploité le thème (il y a eu trois fois plus de saisons de ventes françaises dans les grands magasins), les retombées commerciales pour les Français seront loin d'avoir l'ampleur escomptée. Excepté dans le domaine du tourisme : le nombre des Japonais se rendant en France cette année aura augmenté de 20% (il se chiffrait à 615 000 en 1988). Quelques agences de tourisme seulement ont offert à leur clientèle des « voyages Bicentenaire ». Les seuls produits français qui auront vraiment profité de l'anniversaire de la Révolution française au Japon sont les articles Paris-Musée, reproduisant certaines archives graphiques du Musée Carnavalet.

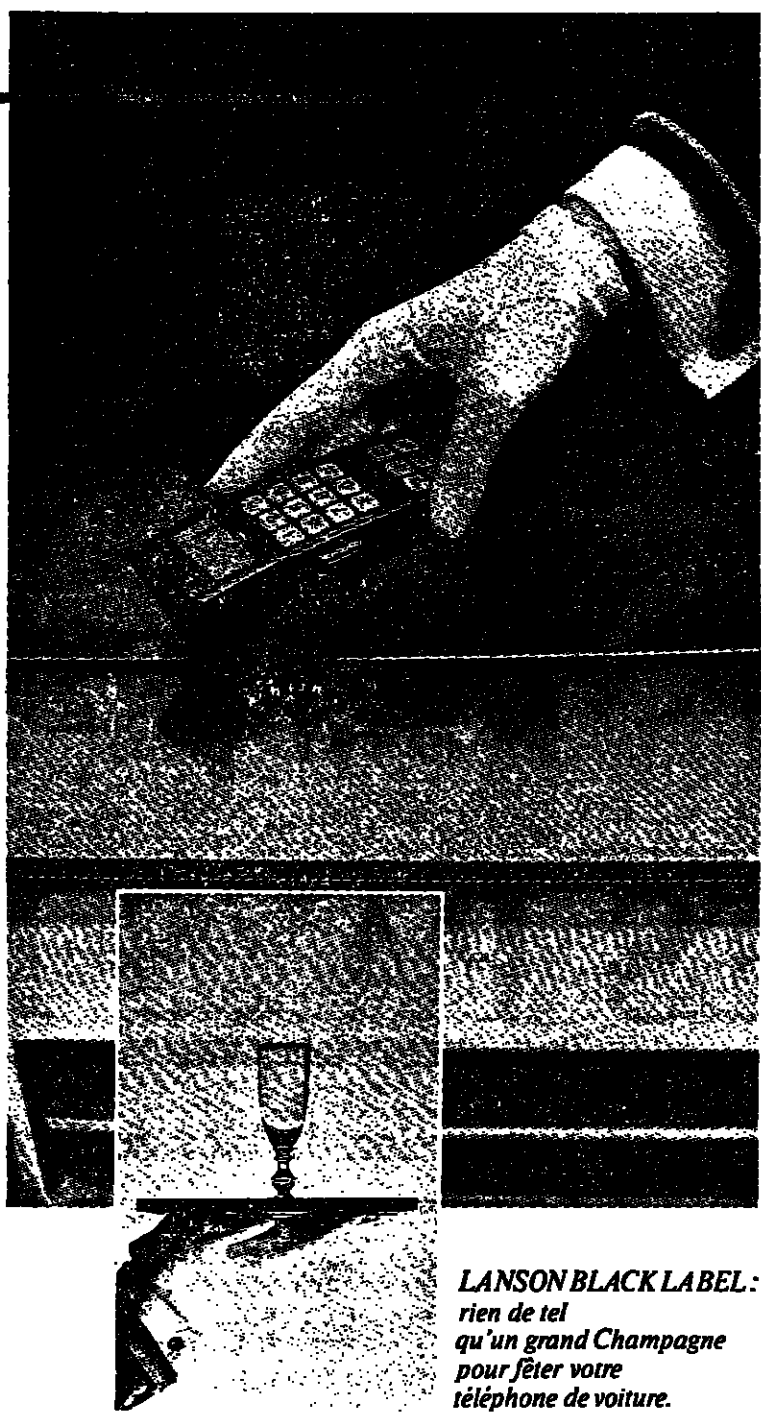
PHILIPPE PONS

Téléphone de voiture

Vous aviez raison d'attendre...
...Vodafone vous donne aujourd'hui
12 raisons pour ne plus attendre

Votre voiture est votre deuxième bureau... et elle ne possède toujours pas le téléphone ? Aujourd'hui, avec l'ouverture de centres Vodafone, exclusivement consacrés au téléphone de voiture, vous avez 12 raisons pour ne plus attendre et vous équiper dans les meilleures conditions.

- 1 Poste fixe ou portable...**
... chez Vodafone, vous avez le choix : vous trouvez le téléphone qu'il vous faut.
- 2 Vous utilisez un réseau performant**
Le nouveau réseau S.F.R. à technologie cellulaire vous permet de téléphoner dans le monde entier, sans délai, sans message d'annonce... et sans être interrompu.
- 3 Votre ligne attribuée sans délai**
24 h suffisent pour qu'une ligne définitive vous soit attribuée, et Vodafone s'occupe des formalités !
- 4 Vous téléphonez en toute sécurité**
Vodafone vend exclusivement des postes « mains libres ». Vous dialuez et conduisez ainsi en toute sécurité.
- 5 L'expérience d'un leader**
N° 1 européen, avec près de 400 000 postes installés, Vodafone maîtrise toute les techniques de pose.
- 6 Des techniciens très qualifiés**
Grâce à leur formation et à leurs équipements, les techniciens Vodafone travaillent à la perfection. Et chaque appareil vendu est testé et vérifié.
- 7 Le service : à domicile si vous voulez**
Les installateurs Vodafone se déplacent à votre domicile ou sur votre lieu de travail. Et si vous préférez venir au centre, un personnel souriant et compétent vous accueille.
- 8 Vous savez tout de votre téléphone**
Chez Vodafone, on vous informe sur toutes les fonctions de votre appareil et sur le réseau S.F.R.
- 9 Un service après-vente irréprochable**
Le réseau, les équipes, l'assistance : Vodafone vous offre le meilleur service après-vente.
- 10 Des garanties bien étudiées**
Vous choisissez parmi trois types de garanties la couverture adaptée à vos besoins professionnels.
- 11 ... à partir de 339 F* HT par mois !**
La puissance de Vodafone vous permet d'adopter une installation professionnelle à un prix très compétitif.
- 12 ... et Vodafone vous offre le champagne**
Vous êtes l'un de nos 300 premiers clients ? Vodafone vous offre 6 bouteilles de Champagne Lanson Black Label !



LANSON BLACK LABEL : rien de tel qu'un grand Champagne pour fêter votre téléphone de voiture.

N'attendez plus : contactez Vodafone aujourd'hui !

LYON : 78.72.98.17.
NICE/ANTIBES : 93.74.64.22.
MARSEILLE : 91.27.08.87.
LILLE : 20.31.63.64.
PARIS : (1) 45.53.11.29.
PARIS-LA DÉFENSE : (1) 47.76.19.84

DEMANDE D'INFORMATION

à renvoyer à Vodafone - 8, rue Cimarosa, 75116 Paris

J'envisage l'achat d'un téléphone de voiture, merci de me faire parvenir votre documentation.

Nom : _____ Prénom : _____
Société : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Ville : _____ Tél. : _____

M 001

LIGNE SFR **VODAFONE**
Bien entendu

*Financement par crédit bail entreprise sur 60 mois, sous réserve d'acceptation du dossier - valeur résiduelle, 2% du p.v. d'origine H.T. p.v. H.T. 13 500 F hors installation, fonction « mains libres » incluse.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Berne-Méry, fondateur.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléx MONDEPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-98-81.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS

75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif	FRANCE	EUROPE	MONDE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 600 F

ÉTRANGER :
Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Pour vous abonner
RENOUVEZ CE BULLETIN
accompagné
de votre règlement
à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL
3615 LEMONDE
code d'accès ABO

PORTAGE :
Pour tous renseignements :
tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
PORT PAYÉ : PARIS RP

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire
tous les noms propres en capitales
d'imprimerie. 921 MONDO

POLITIQUES & CHRÉTIENS



EDUARDO FREI
PIERRE LETAMENDIA
Ministre de
LA DÉMOCRATIE
AU CHILI

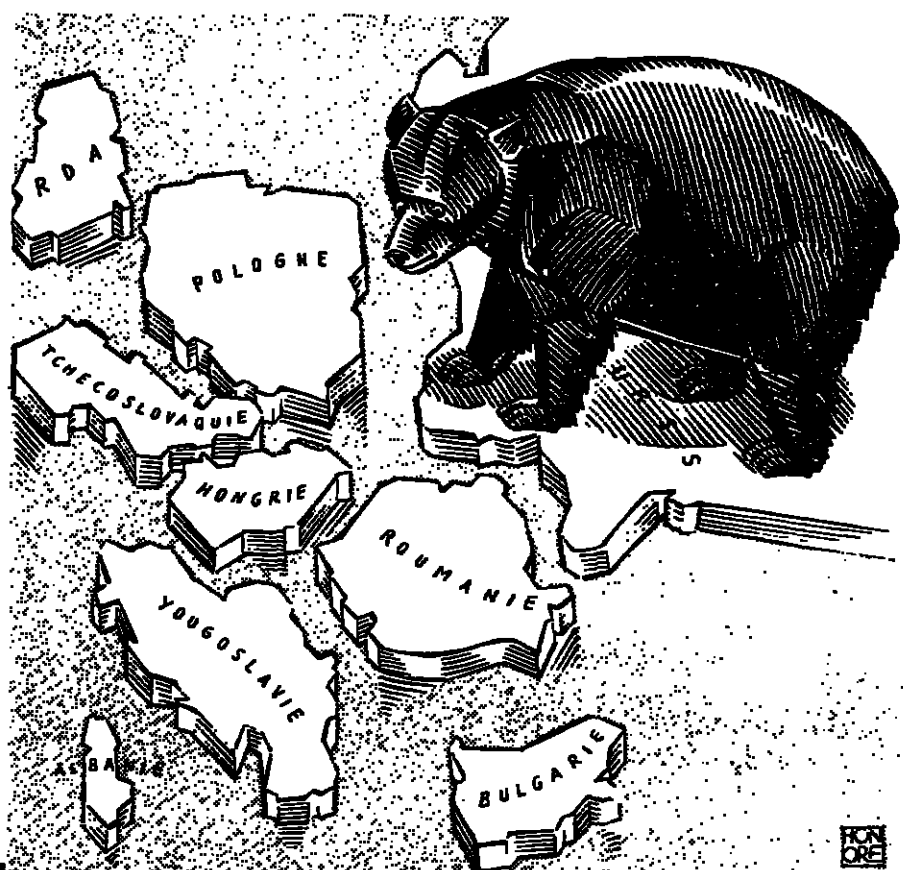
252 pages 120 F
BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

OCTOBRE 1989

NUMÉRO SPÉCIAL

PREMIER DOSSIER — 12 PAGES



LES PAYS DE L'EST

- ◆ L'explosion du bloc de l'Est.
- ◆ Le nouveau départ de la Pologne.
- ◆ Hongrie : les défricheurs de l'Est.
- ◆ RDA, Tchécoslovaquie : les réfractaires de la perestroïka.
- ◆ L'Albanie et la Yougoslavie : les inclassables.
- ◆ Roumanie : une dictature aveugle et sourde.

SECOND DOSSIER — 4 PAGES

1929-1989 : KRACH ET BOOM

- ◆ L'économie mondiale d'une crise à l'autre.
- ◆ La tourmente boursière d'octobre 1987.
- ◆ Des retombées inattendues : l'envol de la Bourse, l'assainissement financier.
- ◆ L'embellie : la reprise de la consommation et de la croissance.

15 F EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هنا في الشرق

LES FILMS NOUVEAUX

LA VIE ET SON LONG FLEUVE TRAVAILLE (Fr.): George V. B. (45-62-41-48).

LA VIE ET RIEN D'AUTRE (Fr.): Fontaine (45-70-59-57); Café Desbours, 3 (42-71-52-56); UGC Danton (45-42-25-10-30); UGC Monparnasse (45-45-74-94-84) ; Saint-Lazare (45-45-74-94-84) ; UGC Champs-Elysées, 8 (45-42-62-40-40) ; UGC Opéra, 3 (45-74-95-40) ; UGC Lyon Baubert, 12 (45-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44) ; Ariston, 14 (45-39-52-43) ; 16 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Conventione, 15 (45-74-93-40) ; UGC Maitelliot, 17 (47-43-06-06) ; Parné Clichy, 18.

WORKING GIRL (A., v.o.) : UGC Emittage, 8 (45-63-16-16).

YAABA (Burkina-Faso, v.o.) : 14 Juillet Parnesse, 8 (45-28-58-00) ; Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

ZANZIBAR (Inde, v.o.) : Orient Express, 10 (45-33-42-26) ; Théâtre Haute-Méditerranée, 13 (45-73-79-38) ; Les Trois Batzax, 8 (45-81-10-60) ; Sept Parnasses, 14 (45-31-32-32-20).

LES GRANDES REPRISES

BRAZZI, (Brit., v.o.) : Studio Colisée, 5 (45-74-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnesse, 8 (45-28-58-00).

LE CIEL PEUT ATTENDRE (A., v.o.) : Reflet Logos II, 9 (45-54-42-34).

KARA CUERVO (Esp., v.o.) : Reflet Logos III, 9 (45-54-42-34) ; Bellevue-Monparnasse, 15 (45-44-25-02).

EASY RIDER (A., v.o.) : Omicron, 6 (46-33-10-82).

L'ESPOIR (Fr.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34).

EVY (A., v.o.) : Action Rue Gauche, 5 (45-23-44-40).

EVEREST PEACES (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

HAUTE PÈGRE (A., v.o.) : Action Ecoles, 6 (45-23-72-07).

HOLIDAY (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-28-11-30).

LA HUTIÈME FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-28-11-30).

HUSKINDS (A., v.o.) : Les Trois Luxembourg, 8 (46-33-97-77).

JOUR DE FÊTE (Fr.): Le Champ - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnesse, 8 (45-28-58-00).

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Le

LA PARTY (A. v.o.): Action River Gausche, 5 (43-29-44-40).
 PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.): Grand Pavois, 15 (45-54-46-85).
 QUASIMODO (A. v.o.): Les Trois Luxembourg, 8 (45-61-10-60).
 LES RAISINS DE LA COLÈRE (A. v.o.): Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).
 SAALEM BOMBAY (Indo-Fr. v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-43-97-77).
 STRANGER THAN PARADISE (A.-Al. v.o.): Utopia Champignon, 5 (43-26-84-65).
 SUR LES QUAI (A. v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-39-37-77).
 LES VANCES DE M. MULOY (Fr.): L'Esplanade Espace Jacques Tati, 5 (47-60-60-60).

E DU MONDE

Lundi 24 (16 h 30), Mercredi 25 (16 h et 20 h 30),
Vendredi 27 (18 h), Dimanche 28 (14 h 30), Lundi 30 (16 h).

AGNE

Le fleuve, Grande Courdois, Toile.
L'océan, Les Baléares.

13 NOVEMBRE. TÉL. 45-61-16-99.

FRANCE-USA

SELLARS

13-27 NOV.
10-23 DEC.

Denis - Conseil Régional d'Ile
- Bicentenaire de la Révolution
- Havas HDM - Air France

TE 48 31 11 45

1. *Journal of the American Medical Association*, 2000; 283: 2689-2693.

هذه هي الأصل

26 Les agents des finances restent fermes
27 Chances économiques

44 En route pour le ministre marocain des P et T
45 Les marchés boursiers après le mini-crach

46 Les marchés financiers
47 La Bourse de Paris

Les banques françaises renforcent leur position en Italie

BILLET

L'axe Paris-Rome

Les banquiers français ont un faible pour leurs homologues transalpins. 1989 leur aura permis d'exprimer cet intérêt : le Crédit lyonnais, en prenant solidement pied dans le Credito Bergamasco, Paribas en échangeant des participations avec la Banca Commerciale Italiana (Comit), la BNP en prenant 2 % du Credito Romagnolo, le Crédit agricole en acquérant maintenant 13 % du Nuovo Banco Ambrosiano, sans oublier les accords de coopération entre les Caisses d'épargne de part et d'autre des Alpes, ou entre le Crédit coopératif et des banques populaires italiennes. A chacun selon ses moyens, les plus riches recourent aux acquisitions, les autres se limitent à des accords de partenariat.

A chacun aussi selon sa stratégie. Si le Crédit lyonnais et le Crédit agricole ont misé sur des banques à réseaux qui leur ressemblent, d'autres préfèrent les implantations spécialisées. Ainsi la Société générale a-t-elle fait le choix du crédit à la consommation en achetant Sogefi Fitalis en 1987.

Si l'échec du grand marché européen de 1993 — qui se traduira par la libre circulation des capitaux dès l'année prochaine — explique l'expansionnisme des Français vers le sud comme vers le nord de l'Europe, elle n'est pas la seule à l'attirer. Le paysage bancaire de la Péninsule est en effet en pleine mutation. Pour faire face à la concurrence internationale, les banques italiennes, trop nombreuses et peu compétitives dans leur majorité, doivent se restructurer. Une évolution qui passera par des concentrations, des fusions et des privatisations (les trois quarts des banques relèvent du secteur public) auxquelles les Français comptent bien participer. D'où leur rapidité à mettre un pied dans la porte pour être présents en Italie, même de façon minime, pour le jour où de plus gros « morceaux » seront à prendre.

C. B.

INSOLITE

Billet Dada

Pour la première fois, une femme aura son effigie sur un billet de banque helvétique, a annoncé, samedi 21 octobre, M. Markus Lusser, président de la Banque nationale suisse. Cette femme n'est pas n'importe qui : il s'agit de Sophie Taeuber-Arp, danseuse, peintre et architecte (1889-1943). Compagne de Hans Arp, un des fondateurs du mouvement Dada, elle a largement contribué au développement de l'art abstrait au lendemain de la première guerre mondiale. Ses broderies et ses collages à la géométrie froide, réalisés avec Arp, sont universellement connus. Le billet Taeuber-Arp sera émis vers 1995 en très bonne compagnie, puisque Le Corbusier, Ramuz, Honegger et Giacometti viendront, eux aussi, rejoindre l'image de la monnaie suisse. Si cette dernière n'est plus comme avant une monnaie-refuge, elle sera, du moins, un hommage à l'art moderne.

Le Crédit agricole prend 13 % du Nuovo Banco Ambrosiano

Pour 1,3 milliard de francs, le Crédit agricole devient, avec 13 % du capital, le principal actionnaire du Nuovo Banco Ambrosiano, actuel numéro cinq et futur numéro un des banques privées italiennes. C'est le premier pas significatif de la Banque verte hors de l'Hexagone. C'est aussi une étape importante dans le remodelage du système bancaire italien.

Dimanche 22 octobre, les actionnaires qui contrôlent le Nuovo Banco Ambrosiano (NBA) ont donné leur aval à l'entrée du Crédit agricole parmi eux. Pour 1,3 milliard de francs, celui-ci devient le principal actionnaire en représentant la participation (13 %) de la Popolare, la plus puissante des banques populaires de la péninsule. La Popolare avait pris part au sauvetage en 1982 du Banco Ambrosiano touché par le scandale de la loge P2 et mis en faillite à cause des activités frauduleuses de Roberto Calvi, mais avait fait connaître il y a quelque temps son souhait de se retirer du NBA.

Pour le Crédit agricole, première banque française de particuliers — un Français sur trois y a son compte — encore peu internationalisée, c'est là une occasion intéressante de prendre pied sur un marché important et en pleine restructuration, en s'appuyant sur un acteur local de poids. Le NBA, actuellement cinquième banque privée italienne et vingt-troisième banque du pays si l'on compte les établissements publics, deviendra en effet grâce à sa fusion, effective à la fin de l'année, avec sa filiale la Banca Cattolica del Veneto, le numéro un des banques privées et le numéro huit toutes banques confondues. Après la fusion, le nouvel ensemble, qui devrait prendre le nom d'Ambroveneto et dans lequel le Crédit agricole détiendra alors 10 %, comptera plus de trois cent trente guichets et quelque six mille sept cents employés, avec une implantation forte dans le nord et le centre de l'Italie.

Le Crédit agricole trouve là un partenaire à son image (banque à réseaux) qui lui permettra de faire l'apprentissage du système local, le marché des particuliers restant, selon les banquiers, et pour longtemps encore, malgré l'ouverture

des frontières liées à l'échéance du grand marché européen de 1993, très régionalisé et dépendant des us et coutumes de chacun des pays de la Communauté. M. Philippe Jaffré, directeur général de la Caisse nationale du Crédit agricole depuis un an, n'avait pas caché son intention de développer la banque dans le domaine international, en pratiquant la coopération — ce pourrait être le cas aux Pays-Bas avec la Rabobank ou en Belgique avec la Cera, toutes deux membres, comme le Crédit agricole, d'Unico,

On prête à M. Guido Carli l'intention de laisser les groupes industriels, et notamment Fiat à travers son holding Gemina, prendre le contrôle de banques publiques, intention à laquelle s'oppose farouchement M. Carlo Azeglio Ciampi, gouverneur de la Banque centrale d'Italie. Depuis plusieurs mois, la presse italienne s'est fait l'écho d'un projet mené, sous l'égide de la banque d'affaires Mediobanca, par Fiat, à travers Gemina, et le puissant assureur italien Generali, consistant à rappro-

La BNP dans le Credito romagnolo

La Banque nationale de Paris a pris une participation de 2 % dans le Credito romagnolo, deuxième banque privée italienne, en achetant des actions sur le marché. Cette prise de participation s'est effectuée dans le cadre d'un accord de coopération bilatérale qui permettra à la BNP de distribuer des services et des produits en Italie grâce à un réseau de plus de cent gu-

chets, tout en donnant à la banque italienne accès aux marchés internationaux. Le Credito Romagnolo, qui avait fait l'objet d'une bataille entre la famille Agnelli et M. Carlo De Benedetti, est actuellement contrôlé par ce dernier. La BNP, qui siège déjà au capital de CERUS, holding française de M. De Benedetti, renforce donc ses liens avec celui que l'on nomme « le Condottiere ».

Le groupement européen des établissements mutualistes — ou des acquisitions, pour lesquelles le Crédit agricole pourrait mobiliser jusqu'à 1 milliard de dollars. Son investissement dans le NBA, dans la norme des prix des acquisitions en Italie, et payé comptant, lui laisse encore de la marge.

Generali intéressé

Mais l'arrivée du Crédit agricole dans le NBA n'est pas anodine non plus au regard de la restructuration en cours dans le système bancaire italien. Face à un très grand nombre de banques — dans le secteur public, elles sont plus de mille cent — peu compétitives et de taille trop petite pour affronter la concurrence internationale, les autorités italiennes souhaitent des fusions qui permettraient la constitution de grands établissements rationalisés et recapitalisés, qu'il s'agisse de certaines banques publiques. Mais au sein des autorités italiennes, les points de vue ne sont pas identiques sur la mise en œuvre de cette évolution.

cher le NBA et la Banca Commerciale Italiana (Comit), l'une des principales banques publiques. Ce projet semblait, il y a un mois encore, recevoir un début de concrétisation avec l'annonce de l'arrivée des Generali au sein du NBA. C'est en effet l'assureur qui s'était porté acquéreur de la participation de la Popolare et pensait ainsi rejoindre son allié Fiat, deuxième actionnaire de la banque privée à travers Gemina (qui compte les Generali parmi ses actionnaires).

Le président du NBA, apparemment peu désireux de se plier au projet imaginé par Mediobanca et de menacer l'indépendance de son établissement, a préféré se trouver un actionnaire moins encombrant. Des contacts établis entre le NBA et le Crédit agricole lui ont permis de mettre rapidement à exécution cette intention. Une solution vne sans doute d'un bon œil par le gouverneur de la Banque centrale d'Italie. Mais les Generali se laisseront-elles évincer si facilement sans tenter quelque recours judiciaire?

CLAIRE BLANDIN

Désormais numéro deux mondial de l'acier

Usinor-Sacilor prévoit 8 milliards de francs de bénéfice

A l'occasion des cinquante ans de Francostal, filiale de distribution en Amérique du Nord d'Usinor-Sacilor, M. Francis Mer, président du groupe français, a annoncé à ses clients américains réunis vendredi 20 octobre à l'Art Institute de Chicago, que les résultats de la firme sidérurgique « doublerait ou moins » en 1989.

CHICAGO

de notre envoyé spécial

Sachant que le bénéfice net pour 1988 s'élevait à 4,6 milliards de francs, on pourrait en bonne logique s'attendre à un chiffre dépassant légèrement 9 milliards pour cette année. M. Mer a cependant précisé samedi 21 octobre, lors d'une visite à l'Institute Steel (le distributeur de produits sidérurgiques de l'Illinois acheté par Usinor-Sacilor ce mois-ci), que le niveau des profits se situerait plutôt « autour de 8 milliards de francs ». Il a justifié cet ajustement en expliquant que « la situation chahutée sur les prix » pouvait avoir une incidence sur la valorisation des stocks en fin d'année.

Le chiffre d'affaires d'Usinor-Sacilor, désormais deuxième sidérurgiste mondial derrière Nippon Steel, devrait s'établir en 1989 aux

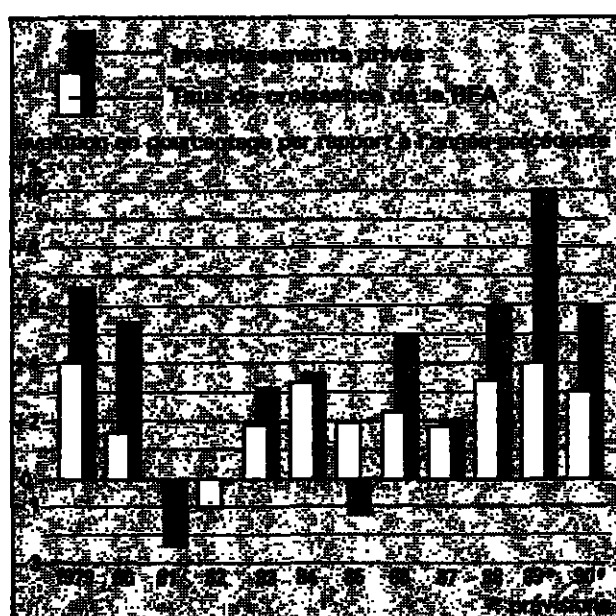
alentours de 90 milliards de francs (contre 79 en 1988) et à 100 milliards environ en 1990 compte tenu de l'apport de Saarstahl. Pour l'année prochaine, M. Mer a annoncé à ses clients américains que l'effort de recherche — développement serait accru de 20 %, approchant le milliard de francs, et que les investissements passeraient de 625 millions de dollars à 750 millions de dollars, soit environ 5 milliards de francs.

Par ailleurs, Usinor-Sacilor devrait l'an prochain voir ses effectifs baisser d'environ cinq mille à sept mille personnes, profitant de la dernière année de la convention sociale de la sidérurgie.

An cours de sa visite aux Etats-Unis, premier marché mondial pour l'acier, où Usinor-Sacilor est le premier exportateur européen, M. Mer a lancé un appel pour d'éventuelles joint-ventures entre son groupe et des sidérurgistes locaux. Ces derniers multiplient en effet les accords avec des japonais (LTV avec Sumitomo, Inland Steel avec Kobe Steel). La sidérurgie française, au-delà de ses filiales de distribution et de l'implantation d'Ugine à Detroit (tubes inox pour pots catalytiques), pourrait donc, dans les prochains mois, rechercher des accords pour préparer l'après-1992, c'est-à-dire la fin des quotas américains sur l'acier.

D. Py.

Les experts prévoient pour la RFA une croissance de 3 % en 1990



La croissance de la RFA devrait, l'an prochain, être comprise entre 2,5 % et 3,5 %. Telle est l'hypothèse des cinq grands instituts ouest-allemands de conjoncture dans leur traditionnel rapport d'automne rendu lundi 23 octobre au gouvernement fédéral. Ce taux de croissance marquerait un léger ralentissement par rapport au chiffre de 4 % prévu pour cette année. Certains experts privés s'attendent même à voir la barre des 4,5 % atteinte en 1989, l'afflux de réfugiés est-allemands provoquant à lui seul un supplément de croissance de presque un demi-point. L'investissement devrait tirer la croissance en 1990 (+ 6 % en volume) comme il l'a fait cette année (+ 11 %). Les exportations également (+ 5,5 % en 1990). Les cinq instituts tablent sur le maintien à 3 % de la hausse des prix sans toutefois exclure « une remontée de l'inflation » l'an prochain.

Après sept semaines de grève

La reprise du travail se confirme à Peugeot-Mulhouse

Pas de rassemblement, pas de discours, pas de tracts. La plupart des grévistes de l'usine Peugeot de Mulhouse ont repris le travail dans la discrétion, lundi 23 octobre au matin. Le forgeron, symbole d'une grève qui aura duré plus de sept semaines, a repris vie et, dans les ateliers, presque tout le monde est à son poste.

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

Selon la direction, seuls 82 grévistes sur 1 200 salariés manquaient à l'appel lundi matin. « On ne reprend pas de gaieté de cœur. Si tout le monde s'était serré les coudes, Calvet aurait bien été obligé de nous entendre », regrette Jean-Luc, qui a gardé sur son bleu de travail son badge CFTC. « Allez, on a quand même vécu de sacrés moments », lui répond pourtant M. Joël Moreau, le leader de la CGT, qui, comme d'autres syndicalistes, a effectué une tournée matinale des ateliers pour tenter de remonter le moral des troupes. Une tâche difficile. « J'ai fait sept semaines de grève, et mon mari cinq semaines. Au bout du compte, j'ai 260 F de mieux sur ma paye. La majorité des non-grévistes me font la gueule, et il y a des gens auxquels je ne pourrais plus parler », constate, les yeux dans la vague, une ouvrière de l'atelier de presse.

Si aucun incident n'a eu lieu avec la maîtrise, les divergences entre salariés inquiètent l'encadrement. « Nous veillons à accueillir ceux qui reviennent, sans faire le moindre commentaire, mais il est vrai que le climat est un peu tendu », reconnaissait un contremaître du secteur tôlerie. Sur le passage des responsables syndicaux, certains livrent les bras en signe d'impuissance ou se pincent la gorge entre le pouce et l'index.

Seule à poursuivre la grève à Mulhouse, la CGT n'a même pas pu organiser de rassemblement. Lundi à 5 heures, ils n'étaient qu'une poignée dans l'obscurité à attendre d'hypothétiques renforts. Dans l'après-midi, les cégétistes

devaient aller manifester à Sochaux où l'équipe du matin, qui comptait 440 grévistes vendredi, en a perdu lundi une centaine, selon la direction, qui a fait redémarrer la quatrième ligne de montage.

A Mulhouse, la CGT envisageait de proposer, mardi, d'autres formes d'action, même si, à Sochaux, le mouvement devait se poursuivre.

Que restera-t-il de cette grève ? « Notre lieu de rassemblement, à l'intersection de la Première Avenue et de la Vingt-Cinquième Rue, que nous appelions place de la grève : il faut absolument qu'on lui garde son nom. Il faudrait même qu'on plante bien solidement un panneau, pour qu'ils se souviennent de ce qui s'est passé pendant vingt ou trente ans », propose Jean-Luc.

JEAN-MICHEL NORMAND

Fin d'une année de conflit

Armistice à UTA

La direction de la compagnie aérienne UTA se félicite, dans un communiqué publié le vendredi 20 octobre, de la signature d'un accord avec le Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL) avec lequel elle était en conflit depuis plusieurs mois au sujet du pilotage des avions de sa filiale charter Aeromaritime.

Désireux d'abaïsser ses coûts pour supporter la concurrence d'autres compagnies charter, la direction d'UTA avait souhaité dissocier les équipages, et donc les salaires de ceux-ci, entre la compagnie mère et sa filiale charter. Les pilotes s'y étaient opposés, car ils redoutaient qu'Aeromaritime exploite des lignes UTA à des conditions salariales inférieures aux leurs. Ils se sont mis en grève huit fois depuis un an pour obtenir de la direction qu'Aeromaritime soit considérée comme une simple dépendance d'UTA. Des questions de personnes avaient encore aggravé la discussion qui avait tourné au dialogue de sourds, les deux parties s'accusant mutuellement de mauvaise foi et de non-respect de la parole donnée.

L'accord signé le 14 octobre semble donner satisfaction au syndicat comme à la direction. Jusqu'au 30 juin 1993 au plus tard, les DC-10 et les Boeing 747 exploités par Aeromaritime seront pilotés par des équipages d'UTA, mais selon des « conditions d'exploitation spécifiques au charter », ce qui veut dire pour des salaires plus bas que ceux en vigueur dans la compagnie mère. Le syndicat s'engage à ce qu'en cas de grève chez UTA, les vols d'Aeromaritime ne soient pas touchés. Lorsque les deux Boeing-747 commandés pour Aeromaritime seront livrés en 1990, l'accord prévoit qu'ils ne seront pas utilisés sur le réseau UTA et que la compagnie mère créera un jour des vols à elle en Boeing 767, mais qu'aucun contingent de places de commandant de bord n'est garanti aux pilotes d'UTA.

Il s'agit, en fait, d'un armistice qui devrait durer jusqu'en 1993. Celui-ci permet de sortir d'un conflit qui minait depuis un an à l'image de marque de la compagnie. La direction continuera à rechercher des baisses de salaires de ses pilotes dans la perspective du grand marché européen en 1993. De son côté, le SNPL, qui profite de la pénurie mondiale de pilotes, entend défendre les avantages acquis des navigateurs techniques. Ces intérêts opposés obligent les deux parties à de nombreuses heures de négociations dans les années qui viennent.

AL. F.

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le Congrès de la FNB à Cannes

Le gouvernement annonce un effort budgétaire pour encourager la formation dans le bâtiment

NCE

de notre correspondant

Avec vingt mille créations d'emplois cette année (dit mille en 1987) et 3 % de croissance prévisionnelle en volume pour 1989 (4,51 % en 1988, déjà) le bâtiment va mieux. Mais va-t-il bien ?

Prudent, M. Jacques Brunier, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB), qui a tenu son congrès les 19 et 20 octobre à Cannes, se contente de dire que la situation est « convenable » mais que le bâtiment doit rester sous surveillance.

Sans doute, la nouvelle loi de finances et la préparation du budget 1990 expliquent-elles ce souci de tempérer des exhortations intertemporelles.

Pour les quelque mille participants, la consolidation de ces résultats doit passer par une fiscalité immobilière compétitive, un allègement des charges des entreprises et une meilleure politique foncière, seule réponse, assure-t-on, à la pénurie de logements et au ralentissement de la croissance. Tour à

tour vendredi, le premier ministre M. Michel Rocard, par cette intervention, MM. Michel Delebarre, ministre de l'équipement, et Louis Besson, ministre délégué au logement, sont intervenus sur les points que les congressistes avaient mis en exergue, la fiscalité en particulier. M. Delebarre a notamment déclaré que l'Etat aiderait les entreprises à relever le défi européen de 1993 et que le budget 1990 confirme le soutien à l'investissement productif pour que les entreprises françaises soient compétitives.

En ce qui concerne la formation (le taux de chômage s'élève à 14 % dans le bâtiment), le ministre de l'équipement a annoncé que 40 millions de francs seraient décaissés. En 1990, a précisé M. Louis Besson, cinquante-cinq mille PLA (prêts locatifs aidés) neufs et cinquante mille PAP (prêts d'accession à la propriété) seront financés et qu'il sera procédé à la réhabilitation de deux cent mille logements. Le ministre délégué a ajouté que le parc privé demeurerait un instrument à part entière de la politique du

logement et, concernant les mesures fiscales en matière d'investissements locatifs privés, qu'elles étaient prolongées pour trois ans sans remise en cause des avantages acquis pour les ménages ayant accédé à la propriété. Enfin, s'agissant des futurs accédants dont les ressources seront jugées suffisantes (plus de 600 000 F) le ministre a annoncé que les réductions d'impôts applicables aux emprunts pour l'acquisition d'une résidence principale seront supprimées. Quant aux droits de mutation - dossier sensible - a souligné M. Besson, il constituera une priorité pour le budget 1991.

A la fin des travaux, M. Brunier a remis au ministre un cahier de quarante propositions dont il sera sans doute question lors du prochain congrès de la FNB.

MICHEL VIVES

(1) Le bâtiment représente en France 300 000 entreprises, 985 000 salariés, 285 000 artisans et un chiffre d'affaires de 400 milliards de francs pour 1988.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

AVIS FINANCIER

Les SICAV et Fonds Communs de Placement de la BNP offrent de nouvelles opportunités : la capitalisation des revenus

Depuis le 2 octobre 1989, épargnants et investisseurs ont la possibilité au travers des OPCVM (Organismes de Placement Collectif des Valeurs Mobilières) de capitaliser les revenus obligataires ou de titres du marché monétaire.

Pour permettre à sa clientèle de profiter de ces nouvelles dispositions, la BNP a créé une nouvelle SICAV : Natio-Monétaire, et décidé de transformer en OPCVM de capitalisation les SICAV * et Fonds Communs de Placement suivants :

SICAV	Fonds Communs de Placement
Natio Court terme	Natio Fonds Placements
Natio Epargne	Natio Fonds Placements n° 5
Natio Epargne Trésor	Natio Fonds Placements n° 7
Epargne Capital	Natio Fonds Placements A
Natio Inter	

Désormais, la gamme enrichie des SICAV et Fonds Communs de Placement de la BNP donne la possibilité aux investisseurs de choisir entre capitalisation et distribution.

Plus que jamais la BNP est à l'écoute des besoins de sa clientèle.

(*) sous réserve de l'approbation par la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire.



MATRA

Réuni le 16 octobre 1989 sous la présidence de Monsieur Jean-Luc LAGARDÈRE, Le Conseil d'Administration de MATRA a examiné les comptes consolidés du Groupe relatifs au premier semestre de l'exercice 1989.

Le chiffre d'affaires de la période s'élève à 10.160 MF contre 8.849 MF pour le premier semestre de 1988, témoignant d'une progression de 15 %, essentiellement due aux activités Espace, Télécommunications et Automobile. Recalculée à périmètre de consolidation identique, la progression serait de l'ordre de 17 %. Le résultat net consolidé (part du Groupe) est en hausse de 88 % sur le premier semestre 1988.

Dans le détail, le compte de résultat consolidé se présente comme suit :

En millions de francs	1 ^{er} semestre 1989	1 ^{er} semestre 1988
Résultat d'exploitation	572	378
Résultat financier	(25)	(50)
Résultat exceptionnel, amortissement des survalueurs et éléments divers	(104)	(163)
Impôt sur les bénéfices	(199)	(35)
Résultat net consolidé, part du Groupe	244	130

Le Conseil d'Administration a également arrêté les comptes semestriels de la société MATRA qui se traduisent par un bénéfice net de 167 MF contre 117 MF au premier semestre 1988.

Pour l'ensemble de l'exercice 1989, les prévisions de résultat net consolidé (part du Groupe) présentées au Conseil d'Avril et à l'Assemblée Générale de Juin tablent sur une progression analogue à celle observée entre 1987 et 1988 soit + 50 %. Elle sera notablement supérieure.

Une Assemblée Générale Extraordinaire est convoquée pour le 14 décembre 1989 en vue d'autoriser les opérations de filialisation des activités Défense et Espace de la Société MATRA.

Il est rappelé qu'un Centre d'Information des Actionnaires et du Public est ouvert aux visiteurs au 5, rue Beaujon - Paris 8^e (tél. : 47.66.03.06) et que tous renseignements sur le Groupe peuvent également être obtenus par MINITEL (36-16 MATRA).

Les ambitions du numéro un français de la chimie

M. Jean-René Fourtou précise les objectifs de Rhône-Poulenc

Rhône-Poulenc, numéro un français de la chimie, n'en finit plus de grandir par acquisitions.

Après la pharmacie de Nattermann (RFA), l'agrochimie d'Union Carbide (E.-U.), la chimie minérale de Stauffer (E.-U.), les antalgiques de Monsanto (E.-U.), les semences de Clause (F), les spécialités chimiques de RTZ Chimie (G.-B.) et de GAF (E.-U.), plus un certain nombre de petites affaires, qui, en trois ans, ont conduit la firme à déboursier au moins 18 milliards de francs, M. Jean-René Fourtou, son président, n'entend pas en rester là.

Dans un entretien accordé à *Echos*, il rappelle l'objectif fixé au groupe, qui « est d'atteindre une marge opérationnelle de 15 %. Elle sera déjà au moins de 10 %

cette année, alors qu'elle était encore de 6 % en 1987. En chiffre d'affaires, nous devrions avoir rattrapé la moitié de notre retard par rapport aux cinq leaders mondiaux... »

Même au prix fort, M. Fourtou assure qu'il ne se laissera pas dissuader, parce que les occasions se font rares. Autrement dit, Rhône-Poulenc reste à l'affût des bonnes affaires à réaliser.

Pour financer ses deux dernières acquisitions (RTZ Chimie, GAF), le président de Rhône-Poulenc projette de revendre un quart des actifs rachetés mais « moins pour des raisons financières que pour des motifs stratégiques ».

Trêve entre Cuba et Davidoff

Oettinger, la société bâloise associée au célèbre marchand de cigares genevois Zino Davidoff, et Cubataco, l'organisme d'Etat cubain responsable des tabacs, ont décidé d'arrêter les hostilités. Après une réunion à Madrid, jeudi 19 octobre, les deux parties ont conclu une trêve.

Les Cubains avaient au début de juillet décidé de suspendre la fabrication des cigares réservés à Davidoff. Motif : « désaccord sur l'utilisation de la marque Davidoff sur les prix (jugés trop élevés) et sur le système de distribution ».

De son côté, M. Davidoff affirmait que lui-même avait dû mettre fin aux commandes de « grands crus » en octobre 1988, « les critères de qualité n'étant plus respectés ». En fait les Cubains adressaient les mêmes reproches aux autres distributeurs suisses, ils voulaient un système unique de joint-venture avec un distributeur unique par pays : en Suisse, la même firme Oettinger, qui réalise 15 % à 18 % de son chiffre d'affaires avec Cuba.

SOCIAL

Grève générale du ministère des finances

Les syndicats restent fermes après le « constat d'échec » des négociations

Tous les syndicats des finances n'ont pas cessé, pendant le week-end, de commenter le « constat d'échec » des négociations avec M. Pierre Bérégovoy (*Le Monde* daté 22-23 octobre).

La CGT a été la seule, samedi 21 octobre, à ne pas participer aux réunions avec les directeurs généraux des impôts, des douanes, de la comptabilité publique et de la concurrence. Le SNUI (autonomes), la CFDT et la CGT ont appelé lundi les assemblées générales du personnel à voter la poursuite de la grève et à repousser les propositions du ministère des finances.

Force ouvrière, qui avait défilé des « avancées sensibles », s'est à nouveau durci. Son syndicat des impôts a appelé dimanche, dans un communiqué, les agents des impôts à « poursuivre la grève générale » et estime que les résultats obtenus « demeurent très en deçà des revendications ». La Fédération CGC des finances estime, néanmoins, « l'octroi immédiat (...) d'une prime mensuelle de 500 francs

pour susciter un apaisement du mécontentement ». De son côté, la fédération CGT des finances a proposé que se tienne lundi à l'issue des assemblées générales « une rencontre » de toutes les fédérations syndicales « pour discuter de la poursuite de l'action (...) et des

initiatives à proposer aux personnels ».

Enfin M. Michel Rocard a été chahuté par des militants CFDT des finances, dimanche à Paris, lors de sa participation à un colloque organisé sur le thème « Rassembler à gauche, en France et en Europe » (voir en pages politiques).

Nouvelle commission sociale au CNPPF

Porté à la présidence de la commission sociale du CNPPF après le départ de M. Pierre Grillon, M. Jean-Louis Giral vient d'être nommé à la présidence de la commission sociale. Cinq personnalités sont nommées vice-présidents à chaque fois avec une responsabilité particulière.

Il s'agit de M. Pierre Grillon, pour la formation professionnelle, de M. Bernard Besson pour les régimes conventionnels de protection sociale (UNEDIC) et de M. Raoul Collet, chargé de l'emploi. M. Claude Archambault, ancien directeur de la commission sociale, est chargé des questions européennes et M. Jacques Paril-

liat, qui avait appartenu au cabinet de M. Jacques Chirac à Matignon où il s'occupait des affaires sociales, puis l'avait suivi à la mairie de Paris, devient vice-président chargé des jeunes.

En outre, M. Jacques Bonte est nommé président de la commission politique salariale, M. Pierre Gilson de la commission enseignement-formation, M. Bernard Dupré de la commission du logement social, M. Louis Delaunay de la commission protection sociale et M. Jacques Perrillat de la commission rapports sociaux dans l'entreprise.

Le retour des confédérations

Suite de la première page

Présentes, les confédérations le sont chacune à sa manière. La CFTC tire une leçon morale globale de ces conflits, où les travailleurs ont vu « leur dignité d'homme bafouée », en exigeant un certain contrat de confiance né de la crise ne se soit trouvé brisé. La CFE-CGC conseille à M. Rocard et à M. Calvet « un cours de recyclage de formation à la gestion des ressources humaines ». Et la CFDT redonne quelques enseignements généraux.

M. Kasper expliquait récemment à la Tribune de l'Expansion que gouvernement et patronat devaient désormais négocier avec les syndicats « une nouvelle répartition sociale permettant aux salariés et aux chômeurs de bénéficier de l'amélioration de la situation économique ». Il insistait aussi pour qu'un autre problème de fond soit traité, « celui de la place de la négociation et des organisations syndicales dans le débat économique et social ».

Pour autant, sans se priver de déclarations tout au long de ces conflits, M. Kasper a écrit de se substituer à ses fédérations ou à ses syndicats. « Ce n'est pas à la confédération de gérer en direct », confie-t-il en insistant sur la responsabilité des fédérations. Des désaccords d'orientation déjà anciens avec sa fédération des finances ont sans doute facilité ce respect de l'autonomie. Mais la confédération a joué un rôle actif en confiant tant pour Peugeot que pour les finances. Il en est de même pour FO. Cependant, M. Blondel n'est davantage porté en première ligne, sur le « front ». Après avoir laissé, à contrecoeur semble-t-il, son syndicat des pénitenciers appeler à la reprise du travail dans les prisons, il a donné lui-même un coup d'arrêt

à un blocage des centres informatiques lancé par son syndicat du Trésor qui risquait simplement d'empêcher le règlement des traitements et des pensions des fonctionnaires en octobre...

Ce rôle « temporisateur », M. Blondel l'explique pour les finances, par la nécessité pour un dirigeant confédéral de prendre en charge les intérêts de l'ensemble de la fonction publique, quitte à gérer en permanence des contradictions. « Je constate qu'une fédération de fonctionnaires n'a lancé de grèves de solidarité avec les agents des finances », note-t-il malicieusement le 20 octobre. M. Yemick Simbron, secrétaire général de la FEN, dont le soutien aux grévistes a été discret. « Si chaque secteur de la fonction publique traite ses problèmes séparément, ajoutait-il, alors je m'interroge... » Tout en contestant avoir présenté récemment une proposition en bonne et due forme de grève générale, M. Blondel se veut le garant des intérêts souvent très divers de ses « mandants ». « Je ne cache pas, dit-il, que je fais tout pour négocier. En contrepartie, je suis ferme. Je ne vais pas me contenter de 3,50 F. »

Un souffle militaire

L'optique de la CGT est évidemment toute différente. M. Henri Krasucki est apparu presque en retrait le vendredi 20 octobre en s'exprimant devant l'Association des journalistes de l'information sociale (AJIS). Une apparente réserve qui n'est peut-être que la conséquence du revers subi lorsque les grévistes de Peugeot-Mulhouse, où le dirigeant cégétiste s'est rendu deux fois, ont décidé de suspendre

l'occupation de la forge qu'il avait pourtant recommandé de poursuivre... Une rencontre avec le président de la République ? Le secrétaire général de la CGT n'en demandera pas : « S'il veut me voir, il connaît mon numéro de téléphone... »

M. Krasucki se veut à la fois prudent et déterminé. « Les salariés ne sont pas des maximalistes, assure-t-il en écho aux débats internes au PCF. S'ils acceptent un compromis qui leur paraît acceptable, on ne fera pas de surenchère. » Pour autant, le climat social actuel lui paraît « anxiogène » d'autres mouvements dans d'autres secteurs, à commencer par la fonction publique. Chez Peugeot, il ne s'agit pas de l'effacement de ce qu'il appelle le « noyau permanent » des grévistes en grève illimitée. Mais, dit-il, « il y a de plus en plus de mouvements de grévistes » arrêtant le travail par intermittence... La confédération CGT a donc d'autant moins l'intention de baisser la garde dans ce conflit (pour le 20 octobre par une nouvelle « pause de grève ») qu'elle réfléchit à « une initiative nationale de grande dimension pour les Peugeot », qu'elle s'efforce à mettre sur pied avec d'autres organisations... « Sans exclusive ».

La CGT renonce d'autant moins aux vertus du « tous ensemble » - énonciation retentissante par M. Kasper - qu'elle se félicite de ce souffle unitaire qui de Peugeot aux agents des finances - qui « vont gagner » selon M. Krasucki - a réuni côté-à-côté tous les syndicats en élargissant par là même le risque de « coordination ». M. Krasucki y voit la justification de son discours unitaire, entonné en septembre et transporté désormais sur le schéma européen. Même si dans les conflits et la négociation de l'heure, tactiques et revendications divergent souvent et si on ne voit, entre les confédérations, pas le moindre rapprochement s'esquisser. Le présent « incitatif » de M. Krasucki a toujours des limites.

MICHEL NOBLECOURT

CHAMPS ECONOMIQUES

Hongrie : les agriculteurs liés à l'Est

La moitié des exportations agricoles sont destinées à l'URSS, compromettant la rentabilité des coopératives et empêchant toute diversification. Budapest souhaite commercer sur une base dollar :

« L'A Hongrie a depuis toujours exporté ses produits agricoles. Mais une modification fondamentale est intervenue depuis la deuxième guerre mondiale. Avant 1939, nous commerçons exclusivement avec l'Ouest : l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie, la Suisse et même les Etats-Unis. »

« L'Est n'avait jamais rien acheté, sauf parfois du vin que des détachements de cosaques venaient chercher pour le tsar de Russie, Pierre le Grand. La paix revenue, l'Union soviétique est devenue notre premier client. »

Economiste à l'Institut de recherche agricole de Budapest, Tamás Ughelyi décrit sans plaisir le glissement de l'agriculture hongroise vers l'orbite de Moscou et du bloc de l'Est. Dans les années 70, le pays des Magyars avait consacré deux fois son feu, partageant ses exportations à égalité entre les Etats à devise forte et ceux de la zone rouble.

A la fin de la décennie 80, le déséquilibre est flagrant en faveur des pays du COMECON, qui absorbent les deux tiers des biens agricoles exportés par la Hongrie, l'URSS prenant à elle seule une part léonine de 50 %. Ainsi l'agriculture — pourvoyeuse de 25 % des devises du pays — a, en 1988, dégagé un excédent de 1,5 milliard de dollars et de 1 milliard de roubles.

Des roubles inutilisés

« Cette situation compromet l'efficacité de nos structures agricoles et notre position commerciale », continue T. Ughelyi. Les achats soviétiques portent en effet principalement sur les céréales (blé, maïs) et la viande produite par les grandes coopératives, dont la rentabilité est en outre mise en question. Sur un total de mille trois cents, un tiers au moins d'entre elles sont très endettées, sous-capitalisées et peu performantes.

Tout que l'URSS et les pays de l'Est commencent à payer en roubles l'essentiel de leurs importations agricoles, nombre de coopératives hongroises n'auront pas les moyens d'échapper à la faillite. Certes, une part — mais minime — des échanges avec l'URSS est libellée en dollars, et une autre repose sur une contrepartie en pétrole ou en minerais. Mais ce système de compensation renforce les liens économiques entre la Hongrie et son puissant voisin.

Concrètement, être payé en roubles ne rapporte rien d'autre qu'une aggravation de cette dépendance. Impossibilité de racheter un tracteur américain ou américain, ou encore des tourteaux de soja, vendus — contre dollars — par les Etats-Unis, pour nourrir du bétail qui sera exporté vers Moscou et payé en roubles.

« Notre excédent de 1 milliard de roubles est une ligne sur un cahier de compte, rien de plus. Les achats obligés à l'Union soviétique nous soumettent à elle et nous privent d'une opportunité de diversification », regrette une économiste, Katalin Botos. Victime d'une crise de croissance — la production stagne depuis 1985 — l'agriculture hongroise voudrait sortir de sa relation « privilégiée » avec l'URSS, mais sans succès.

« C'est vous, l'Europe, qui nous avez poussés vers l'Est, ajoute K. Botos. A partir de 1973, la CEE a

relevé ses tarifs d'importation de viande de bœuf. Nos ventes vers l'Italie ou la France se sont effondrées. La guerre des subventions céréalières nous a empêchés d'être compétitifs avec le blé américain ou européen. »

« On n'avait pas d'autre solution que de vendre nos produits aux Soviétiques. Il a même fallu qu'on les remercie de nous acheter notre viande et de la payer en roubles. Aujourd'hui, on récolte la dette. »

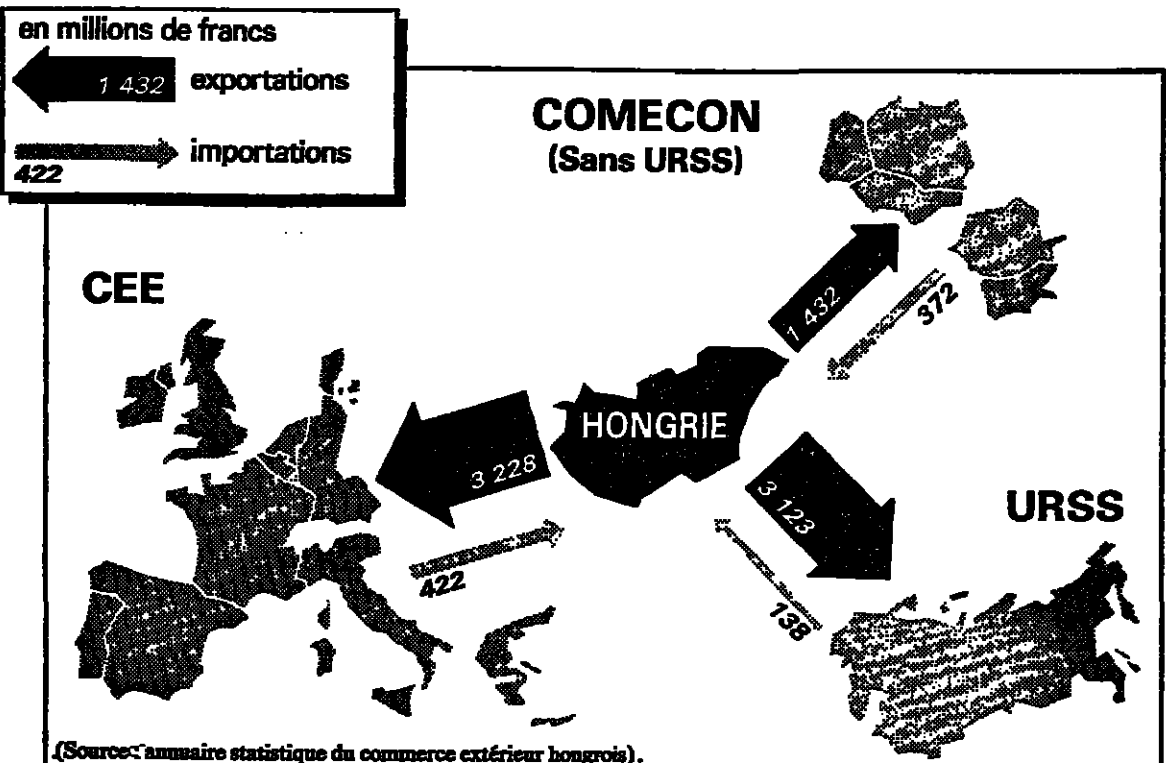
L'accord signé en 1988 entre la Hongrie et la CEE permet, en principe, aux exportateurs du Danube d'écouler sans taxe, pendant dix ans, leurs produits agricoles vers la Communauté. Mais, en pratique, aucun contrat d'échanges nouveau n'a surgi depuis cet arrangement qui reste « très général », au dire des intéressés.

« Nous ne pourrions pas approvisionner la CEE en produits de masse,

estime Tamás Ughelyi. Notre chance réside dans les denrées typiques ou de qualité. » Il cite les framboises et les grognes, le miel, le paprika, le foie gras, les lapins angoras, et même le moutarde (voir encadré). Un inventaire attrayant, mais limité.

La solution, tout le monde la connaît à Budapest : il faut commercer avec Moscou sur une base dollar. « Des responsables soviétiques ont récemment déclaré qu'une telle conversation était nécessaire. Ils ont parlé de 1991... », espère T. Ughelyi. Mais la perestroïka n'a, jusqu'ici, amené que des déceptions.

Ainsi la « loi sèche » imposée par Mikhaïl Gorbatchev, qui interdit les importations de vin hongrois, afin de lutter contre l'intempérance en URSS. Le masque à gaz pour les viticulteurs de la grande plaine a été considérable.



Les ventes agro-alimentaires de la Hongrie ont globalement représenté 10 431 millions de francs (20,7 % du total des exportations) et les achats 3 575 millions de francs (7,6 % du total des importations) en 1988.

Lapins et lopins

Surtout, ne pas se fier aux apparences. Les fameux chamois corbiers et la poupe russe, posés en évidence sur une étagère dans le bureau de Balázs Alpar, sont dénués de toute référence autre qu'esthétique. Avec son blouson de peau ouvert sur une chemise Lacoste — le crocodile fait bonne garde — ses cheveux poivre et sel et sa barbe argentée, ce patron de coopérative a tout l'air d'un linier de Soot land Yard.

Après trois ans en Algérie, près de Sidi-bel-Abbès, où il a dirigé une ferme pilote, il est rentré au pays pour prendre en main l'exploitation de Dunavarsány, non loin de Budapest. Une unité de 6 400 hectares qui emploie 2 500 personnes pour la production de lapins, de porc, de bœufs de boucherie, de foin, de légumes et de moutarde... de Dijon.

« Nous avons obtenu cette année une licence exclusive », se réjouit Balázs Alpar en montrant l'étiquette d'un pot de véritable moutarde de Dijon rédigée en hongrois. « J'ai voulu m'associer à une société française pour fournir des escargots de Bourgogne, mais je n'ai pas encore réussi », poursuit-il, sans se décourager. Son manquement parfait de la langue de Voltaire en fait un négociateur convaincant.

Pour sa coopérative qui évolue « sur un terrain plus défavorable que la moyenne des exploitations du pays », Balázs Alpar a choisi la diversification. A la tête du plus grand élevage de lapins d'Europe, il consacre beaucoup de temps à démarcher les acheteurs étrangers. Chaque semaine, deux camions de 20 tonnes de viande de lapin quittent Dunavarsány pour la France. Mais son meilleur client est l'Italie, tant pour le tonnage que pour les prix.

Vient ensuite l'Autriche et la RFA.

Réputé pour son savoir-faire en matière animale, il a, ces dernières années, mis sur pied une ferme complète en Espagne, apporté ses compétences à des réalisations indiennes. Il s'apprête à entamer une coopération avec l'Espagne, toujours sur le lapin. Sa préoccupation du moment : placer son angora. « Les Chinois étaient jusqu'ici de gros clients, mais ils ont constitué des stocks et n'achètent plus. »

Priorité aux petites unités

Si sa coopérative figure au quinzième rang national en termes de production, Balázs Alpar se garde bien d'écouter. « Le parti ne peut diriger l'économie, assure-t-il. Il faut privilégier les petites unités, supprimer le paiement en roubles, qui est une catastrophe, régler le problème du sous-investissement. J'ai dépensé 100 millions de forints (1 forint = 10 centimes) pour construire une ferme de lapins dont la rentabilité ne dépasse pas 2 millions de forints par an. »

« Nous possédons des machines agricoles étrangères très puissantes mais immobilisées par l'absence de pièces détachées qu'il faut payer en devises. Nous manquons aussi d'équipements adaptés aux petites exploitations de 1 hectare. Pourtant, nos paysans veulent travailler ! »

Un membre de la coopérative rencontré chez lui ne le démentira pas. Il cultive son lopin et soigne ses bêtes au petit matin, entre 4 heures et 6 heures, avant de prendre son poste parmi les lapins de la collectivité.

E.F.

Les oranges de Staline

Pionnière des réformes, la Hongrie n'en a pas moins connu les errements de la collectivisation. Celle-ci touchait déjà 40 % des terres en 1953, puis 95 % en 1961, au terme d'une phase de « collectivisation par la persuasion » entreprise par le dirigeant du Parti socialiste ouvrier hongrois, János Kádár.

« Au temps du stalinisme Rakosi, rappelle Maurice Duverger (1), les dirigeants décidèrent de cultiver des oranges sur les rives du lac Balaton (où il gèle chaque hiver. Courageusement, l'agronome chargé de l'entreprise exposa qu'elle était chimérique. En vain. Interprète du matérialisme historique, lequel exprime la vérité scientifique, le parti ne pouvait pas se tromper. On planta donc des milliers d'arbres, importés à coup de devises rares. Ils moururent. En conséquence, l'agronome fut condamné pour sabotage. »

Convaincus par Staline de l'essence du socialisme sur la nature, les Hongrois plantèrent aussi des milliers de citrouilles, d'hévéas et de cotonniers sur les bords du lac. Les agrumes ne dépassèrent pas la taille de « l'ail d'un oiseau », selon l'expression de Béla Palóczy, une ancienne responsable du ministère de l'Agriculture. De cette période glorieuse du socialisme hongrois, seule est restée, à fleur d'eau du Balaton, de jolis lotus.

A partir de 1968, la nouvelle politique économique teintée de libéralisme profita en premier lieu à l'agriculture. On accorda aux coopératives, outre l'autonomie, la propriété de la terre ; les coopératives reçurent une rente foncière proportionnelle à leur apport à la collectivité. Le statut du lopin individuel fut reconnu et, au fil des ans, renforcé.

Toutefois les préventions idéologiques restaient fortes. « En 1973, nous aurions pu prendre pied dans la CEE en créant des joint-ventures avec des sociétés belges. Nos dirigeants ont refusé. Ils jugeaient un tel rapprochement inconcevable », se souvient Katalin Botos.

Le 1^{er} janvier prochain, la Hongrie franchira un pas supplémentaire dans le « laisser faire » agricole, en libérant tous les prix alimentaires, excepté celui du lait et des céréales. Loin de

s'en réjouir, le milieu coopératif craint d'être le dindon de la farce.

« Les conditions préalables ne sont pas réunies, estime Béla Palóczy. L'opinion va s'écarter contre les agriculteurs, car les salaires n'augmentent pas et l'inflation atteint 16 à 18 %. Le commerce va s'écarter, pas les paysans. »

La situation financière du monde agricole est en effet précaire. Entre 1975 et 1983, les prix industriels ont progressé de 203 %, quand ceux des biens alimentaires gagnaient seulement 64 %. La rentabilité du secteur est faible.

Robert Burger, le directeur de la grande ferme d'Etat de Babolna (25 000 hectares), ne cache pas ses préférences. En 1988, il a investi de grosses liquidités sur le marché hongrois des obligations, soulignant que le profit était quatre fois supérieur à celui tiré d'une exploitation bien gérée (2).

Mais épaule par un système bancaire qui prête à 20 % d'intérêt, l'agriculture manque de moyens matériels élémentaires pour valoriser ses ressources. « Nous produisons de très bonnes pommes, assure un sociologue, Mikhaïl Csako, mais nous manquons de cartons pour les emballer. Une bonne récolte est une catastrophe ! Les pertes sont énormes, et c'est la même chose pour les framboises. Sans parler de la mafia des intermédiaires. »

Moins spectaculaire et massif qu'un Union soviétique, le gaspillage prend encore une ampleur exagérée. Le manque de capacités frigorifiques ou de moisissures est à l'origine d'une sous-production chronique de viande et de céréales.

Les lourdeurs du système sont rendues plus flagrantes par les performances remarquables de la petite agriculture, qu'il s'agisse des lopins cultivés par les membres des coopé-

tives — on en compte 640 000 — ou des exploitations dites auxiliaires, au nombre de 750 000, composées de jardins familiaux ou d'enclos réservés aux travailleurs des fermes d'Etat.

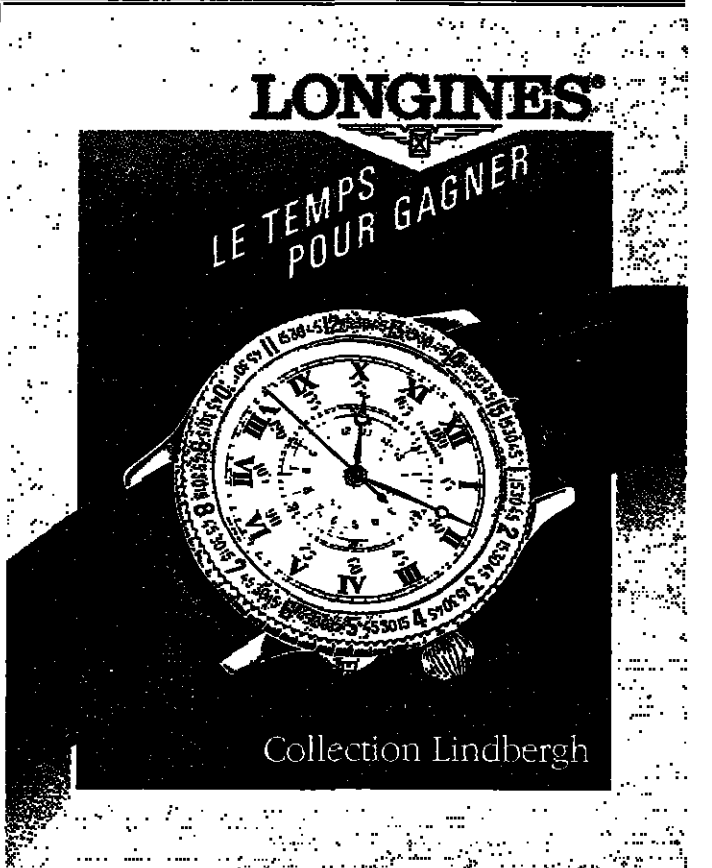
Spécialisés dans les productions peu mécanisables ou dans l'élevage, cette agriculture occupe 1,5 million de familles — 4,5 millions de personnes — dans un labeur frénétique à faire pâlir d'envie les plus grands coopératives du pays. Les lopins individuels fournissent 70 % des pommes de terre et des légumes frais, la moitié des cochons et du bœuf, 40 % des œufs, la quasi-totalité des viandes de lapin et de pigeon, l'essentiel du miel exporté.

Les dirigeants agricoles doivent se rendre à l'évidence : le paysan est plus productif quand il travaille pour lui. L'idée avance en Hongrie de favoriser l'appropriation privée de la terre par les agriculteurs, mais les choses vont lentement. Le foncier ne peut être l'objet de transactions car la valeur de la terre n'est pas en soi reconnue. Et tant que le droit de propriété restera bridé, ceux qui exploitent le sol seront peu motivés pour lui faire rendre davantage.

« La terre à ceux qui la rentabilisent plutôt qu'à la terre à ceux qui la cultivent », avait lancé le premier ministre Miklós Nemeth, en février 1988, devant le Conseil national des coopératives agricoles. Etre propriétaire, voilà bien la nouvelle frontière que les paysans hongrois aimeraient voir passer dans leurs champs, sans pour autant espérer de miracle. « Le modèle hongrois ? Suivez-nous, on ne sait pas où l'on va... », ironise Katalin Botos.

de Budapest
ERIC FOTTORINO

(1) Les Orangers de lac Balaton, Seuil, 1980, 254 pages.
(2) Documents de recherche de Radio-France-Europe — 31 mars 1989, Codacore, La documentation française.

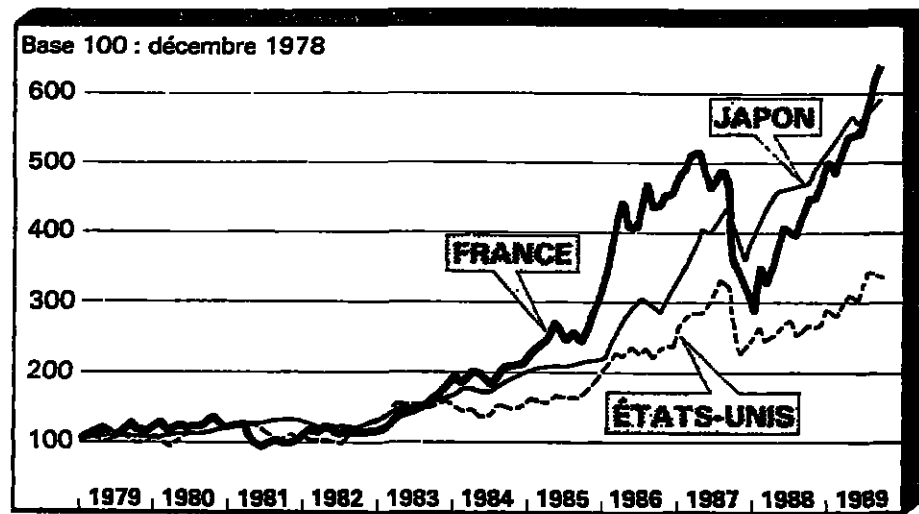


CHAMPS ECONOMIQUES

BALISE

L'envolée des actions françaises

Indice des cours : janvier 1979 - septembre 1989



Source : BNP - DGE - Etudes économiques

Paris devant Tokyo

Le marché français des actions a connu la progression moyenne la plus importante, devant le début octobre la place japonaise. La forte envolée des valeurs cotées à Paris, à la fin de cette période de dix ans, trouve peut-être une partie de son explication dans l'atonie qu'a connue ce marché durant les années 70, contrairement aux autres Bourses. Il s'agit alors d'un phénomène de rattrapage.

Après l'effondrement des cours au moment du krach d'octobre 1987, la reprise a été d'autant plus violente que la chute avait été brutale. Le faible niveau auquel étaient tombées alors les actions a entraîné un

achat massif de titres. Cette reprise a été soutenue par les perspectives industrielles très encourageantes de la France.

La tendance observée aux États-Unis est beaucoup moins soutenue et la reprise observée après la crise du 19 octobre 1987 a été moins vive. Les investisseurs marquent ainsi leur prudence face à l'évolution future de la situation économique. C'est en effet la première fois depuis la deuxième guerre mondiale qu'ils connaissent un cycle de croissance aussi long, qui se traduit par sept années ininterrompues d'expansion. D'où la prudence observée dans la perspective d'une inversion de tendance.

Des signes apparaissent. Ainsi, les profits des sociétés se dégradent depuis le deuxième trimestre 1989. Mais, paradoxalement, on note tout de même une légère accélération en milieu d'année, due aux OPA. L'ampleur de la correction du vendredi 13 octobre intègre vraisemblablement les limites de ces opérations de rachat, de leur financement, et le ralentissement des bénéfices des entreprises.

La place japonaise reste celle qui réagit le moins aux chocs et crises. Première à se sortir du krach boursier de 1987, elle profite de la vigueur de l'économie japonaise, de ses entreprises et d'une considérable épargne qui ne se dément pas. Le marché japonais étant de plus bien tenu par les investisseurs locaux, il n'a pas pâti jusqu'à présent des secousses internationales.

Rectificatif. — Dans l'encadré « Vingt ans durant », de l'article sur le Pérou (le Monde du 10 octobre), il fallait lire : « 1976-1980, gouvernement Morales Bermudez (...) 1981-1985, 2^e gouvernement Belaunde Terry », le reste sans changement.

HUMEUR

LMBO : piège à gogos ?

par Bernard Maître

Les rachats d'entreprise par les salariés (RES) ou en américain LMBO (Leverage Management Buy Out) font florès : de grands noms de la distribution, de l'informatique et de la finance ont montré la voie. Les circuits financiers créent, sur les chapeaux de roue, des fonds spécialisés sous l'œil bienveillant de la presse financière et des pouvoirs publics. Des milliards de francs circulent et l'on dissèque à l'envi l'ingénierie, effet de levier et crédits fiscaux.

Car enfin ne tient-on pas là un outil merveilleux, une réponse intelligente au problème de la transmission d'entreprise, qui, s'appuyant sur les éléments les plus dynamiques et les plus motivés, crée en son sein comme une nouvelle démocratie, à tout le moins une nouvelle justice. L'entreprise n'est-elle pas revivifiée par cette moderne alliance du capital et du travail, généreusement dotée par la communauté tout entière (via des statuts fiscaux et réglementaires exceptionnellement privilégiés) ?

En cette période de faillite des idéologies, ne fonde-t-on pas ainsi une nouvelle légitimité ? A son service, une ingénierie financière high tech assure l'indispensable par des schémas précis et séduisants. En deux mots, grâce à un endettement important, des salariés peuvent acquérir le contrôle de « leur » entreprise.

Les bénéfices futurs et des crédits d'impôts permettent, en quelques années, de rembourser intérêts et principal. Du travail d'orfèvre, dont chacun peut se réjouir. Nous vivons une époque formidable.

Puis le temps passe. Se manifestent alors la prévisibilité inavouable et les effets secondaires. L'addition est salée. Démontons l'économie. En tout premier lieu, remarquons que le rachat d'entreprise par les salariés, au-delà d'un mécanisme, est un point de vue. Car, après tout, il s'agit aussi bien d'une vente que d'un rachat. Et d'une bonne vente, puisqu'elle fait école.

C'est un point-clé qui fait le succès de la recette (qui devrait plutôt s'appeler vente d'entreprise aux salariés). Pensez donc : une vente où les acheteurs, par le biais des exonérations fiscales et d'une gigantesque traite tirée sur le futur, sont relativement insensibles au prix payé. Où les prêteurs, banques ou fonds spécialisés, ont tout intérêt à ce que leur intervention soit maximale, pour

autant qu'ils soient dégagés dans des délais crédibles. En somme, une vente en or, préférable à toute autre.

Pourquoi le dynamisme futur ne serait-il pas fondé sur la satisfaction des cédants ? La réponse est fort simple : le remboursement de la dette ne peut s'effectuer que par une véritable saignée financière de l'entreprise, qui voit ainsi dériver sa capacité d'autofinancement vers une opération patrimoniale. Par nature, les RES ne sont concevables que dans le cadre de sociétés rentables et en forte croissance. Que penserait-on d'un actionnaire qui, dans une telle configuration économique, s'approprierait tous les ans les profits par une distribution massive de dividendes ?

Une inertie du management

Telle est pourtant l'économie générale du RES : prenez une société saine et dynamique, réduisez sa capacité d'endettement et privez-la de son cash-flow. La concurrence n'en demande pas tant. En fin de cycle, qu'ont rachat les salariés ?

Tout cela relève du bon sens car après tout, si un bien croît tant de richesse qu'il permette de se l'approprier immédiatement, c'est son prix qui devrait être réexaminé. Or, de ce côté-là, nous avons vu, pas de problème, les vendeurs sont contents...

Puis les effets secondaires, d'une autre nature, se font sentir. Moins immédiatement prévisibles, ils obèrent cependant la vitalité de l'entreprise ciblée et, par là même, l'économie générale du système. En tout premier lieu, le RES se traduit par une inertie physique du management en place : les moins performants et ceux qui le deviennent s'incrustent (ils ont payé pour ça) ; les nouveaux talents (internes ou externes) ne peuvent gravir les échelons qu'en s'acquittant d'un redoutable droit d'entrée. La hiérarchie fonctionnelle ne peut en effet s'écarter ni significativement ni durablement de la hiérarchie patrimoniale.

C'est le système de l'octroi et de la charge qui reflète, pieds de nez précapitalistes aux épaules de l'ingénierie financière contemporaine. Pour les moins favorisés, ces aspects peuvent se révéler

dramatiques : perdre son emploi, c'est soumettre une partie de son patrimoine à l'appropriation de son ancien employeur, ou, pire, du salarié qui vous remplace... Outre cet arbitraire, quitter le système coûte finalement très cher (taxation immédiate de l'avantage et de la plus-value éventuelle, réintégration des intérêts déduits).

A la pétrification, souvent conflictuelle, des équipes dirigeantes et au développement de rapports de pouvoir archaïques s'ajoute le gel de l'entreprise dans son environnement économique : brisée dans sa croissance interne par le financement de son besoin en fonds de roulement, l'entreprise peut-elle encore envisager sérieusement la croissance externe ?

Par ailleurs, le bloc de contrôle formé par les salariés et les prêteurs dissuade tout partenaire potentiel. La société n'est plus « mariable » et cela durablement, car à l'issue de l'opération le pouvoir se trouve au mieux émietté, au pire profondément divisé.

Qu'est le management sinon une perpétuelle optimisation sous contraintes, la gestion fine de conflits productifs (entre la finance et le commercial, le commercial et la recherche, la recherche et la production, la production et le finance...). Que gagne-t-on à porter ces conflits du comité de direction à l'assemblée générale ordinaire ?

L'entreprise, donc en dernière instance les repreneurs, en font les frais. Et de manière parfois très concrète : comment les repreneurs peuvent-ils individuellement s'acquitter de leur mise de départ ? Ils s'endettent et se payent « sur le bête » dans de nombreux cas. A quand une statistique sur les hausses de salaires des repreneurs juste après le RES ? Voilà qui serait de nature à intéresser certains petits porteurs de sociétés cotées !

L'économie n'est pas terre de miracles, mais parfois de mirages. Le RES en est un bon exemple. Il ne peut faire sens que dans le cadre de sociétés mal gérées, rachetées peu cher et reculant des gisements inexploités en termes de marché ou de productivité. En tout autre cas, il n'est qu'un des avatars de cette guerre de moins en moins livrée que se livrent, depuis les « trente glorieuses », managers et hiérarques. Or ce n'est pas un terrain neutre...
► Chef d'entreprise.

(Publicité)

« LA COMMUNICATION FINANCIÈRE DANS L'ENTREPRISE »

UNE RENCONTRE DE HAUT NIVEAU ORGANISÉE PAR

L'INSTITUT NATIONAL DE L'AUDIOVISUEL

LES 14 ET 15 NOVEMBRE 1989

A L'INTENTION DES RESPONSABLES DE LA COMMUNICATION FINANCIÈRE, DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES, DES SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION AU 49-83-21-84

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

"COMMENT NE PLUS PAYER D'IMPÔTS SUR LE REVENU DE VOTRE ÉPARGNE ?" ... EN UNE LEÇON.

La leçon est simple, il s'agit de SICAV et FCP ou les intérêts produits sont intégrés au capital. Ainsi celui-ci augmente d'autant plus qu'il n'est assujéti à aucune forme

d'imposition durant toute la durée du placement. Votre argent demeure disponible à tout moment et bénéficie de la fiscalité favorable des plus-values lors de la

revente. Pour en apprendre plus sur la capitalisation et ses avantages nouveaux, prenez contact avec votre Banque Populaire.

Formulaire

Formulaire de demande de rachat

Formulaire de souscription

SICAV DE CAPITALISATION

BANQUE POPULAIRE

BANQUE POPULAIRE

UNE ÉNERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

vient de faire paraître :

Le leasing en Europe (étude en 3 volumes) :

- les différents aspects juridique, fiscal, comptable, selon les principaux pays;
- structures de l'activité : ventilation par secteur et par produit;
- typologie des intervenants : répartition par activité, spécialisation, montant de l'encours, parts de marché;
- analyse économique et financière de plus de 50 sociétés européennes.

vous annonce ses prochaines parutions :

- Le capital risque en Europe
- L'industrie du lait en Europe

vous rappelle ses derniers titres parus :

- La distribution du meuble en Europe
- Les industries de l'armement dans le monde
- Les S.S.I.L. en Europe
- Les cabinets d'expertise comptable et d'audit

Pour recevoir les présentations détaillées de ces études, contactez : EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75002 Paris. Tél. : 42 81 51 24. Téléc. : 070 383. Nos représentants à l'étranger : — ESPAGNE : BBR ACTION à Madrid — Tél. : 275.45.38. Télécopie : 4312748. — ITALIE : DATABANK à Milan — Tél. : 80.52.855. Télécopie : 885078. — PORTUGAL : G.V.P. à Lisbonne — Tél. : 57.55.75. Télécopie : 1571738. — BELGIQUE : DAFSA à Bruxelles — Tél. : 847.08.75. Télécopie : 840.38.57.

LANGUES & AFFAIRES

Europe 1993 : qualifiez-vous en langues !

Pour concrétiser vos connaissances, compléter votre formation, augmenter vos compétences et vos chances... décrochez un diplôme officiel de langue : économie/commerce/gestion/communication

Préparations personnalisées à distance, à votre rythme, et cours tous niveaux. Formation continue. Inscriptions toute l'année.

LANGUES & AFFAIRES, Service 41 & 35 rue Collange 92007 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42 70 81 66

Le Prêt

30 000

هذا من انا

CHAMPS ECONOMIQUES

La Révolution française ou l'économie de marché pour tous

Balayant sans retour les règlements, contrôles et entraves de l'Ancien Régime, les révolutionnaires prônent la propriété privée, la libre entreprise et l'initiative individuelle.

par Francis Démier

La Révolution française dans son zèle iconoclaste s'est débarrassée des économistes, témoins gênants de la prospérité perdue du beau dix-huitième siècle et théoriciens d'une science des richesses qui n'a plus cours à un moment où l'on bat monnaie sans souci apparent de la théorie ? Rien n'est moins sûr, répondent des économistes et des historiens (1) qui, à l'heure du Bicentenaire, montrent que, au-delà des idées toutes faites, le legs de la pensée économique de la Révolution française est probablement aussi riche et divers que son héritage politique.

Le profil de l'économiste en Révolution n'est plus celui de l'Ancien Régime. Dans les années 1780, une génération a disparu : Quesnay, Condillac, Turgot, le marquis de Mirabeau... Si l'école physiocratique avec Dupont de Nemours, Germain Garnier, le traducteur de Smith, demeure influente dans un pays où la propriété foncière reste la grande base de l'économie, 1789 marque cependant une défaite pour ceux qui avaient fait de l'économie politique une science des salons, une affaire privée, à un moment où les universités, hostiles à toute innovation, refusent d'en faire un enseignement.

Peu de rencontre pourtant entre les itinéraires des économistes plongés dans la Révolution. Le jeune Jean-Baptiste Say, enthousiaste, s'engage comme volontaire en 1792 ; Véron de Forbonnais, Morellet... observent avec réserve ; Lavoisier, grand chimiste mais aussi économiste, est exécuté en 1794 — il paie surtout son passé à la Ferme générale.

La République, elle, entend former une génération nouvelle, puisque, en 1795, est créée à l'Ecole normale la première chaire d'économie politique, confiée à Vandermonde. Mais c'est aussi désormais dans les assemblées, dans les associations que, intimement mêlée à une réflexion politique, sociale, morale, la science économique doit affronter les réalités nouvelles.

Une rupture théorique

La rupture avec le passé est aussi théorique. L'économie politique de la Révolution est libérale, d'un libéralisme qui se démarque de manière qualitative du libéralisme étroit qui inspirait encore les tentatives de réforme de l'Ancien Régime. Ses sources sont plutôt à rechercher du côté du libéralisme français pré-physiocratique — chez Boisguilbert, Véron de Forbonnais, Morellet — et dans l'économie politique anglaise, qui fait son entrée dans la culture française à l'occasion de la Révolution : James Stewart, traduit en 1789, et surtout Adam Smith, dont la deuxième traduction de la *Richesse des nations* en 1790, citée souvent par Sieyès, devient l'ouvrage de référence pour montrer que la modernité, le changement, c'est aussi la prise en considération de l'économie comme support de la société nouvelle.

Là où Turgot avait échoué, les assemblées révolutionnaires mettent en place un espace libéral qui balaye sans retour les règlements, les contrôles et entraves que l'Ancien Régime imposait encore au libre jeu de la propriété, de l'initiative individuelle et du marché du

travail. La Révolution élimine aussi de son discours le concept de luxe présent dans le débat depuis le mercantilisme et considéré désormais comme inutile pour le fonctionnement de l'économie de marché.

Alors que l'idée de productivité était encore attachée à l'activité agricole, et l'industrie et le commerce rejetés parmi les travaux stériles, le débat révolutionnaire élargit la notion de travail productif dans le sillage de Smith et Cantillon. La Révolution par ses durs traits anticipe sur les temps à venir.

plus nette de ce nouveau libéralisme. La loi de l'offre et de la demande y commande les relations entre les individus et leur assure le bonheur dans la société. Dans une économie de liberté, les lois du monde social vont enfin coïncider avec l'ordre de la nature.

En apparence, ce libéralisme économique sombre avec la multiplication des mesures interventionnistes qui accompagnent le tournant de 1792-1793. En réalité

nomique ne rime pas mécaniquement avec capitalisme.

L'originalité de la pensée économique de l'époque révolutionnaire est probablement de proclamer son goût pour la libre entreprise, pour la propriété privée, mais de rejeter dans le même temps l'idée d'accumulation du capital comme horizon de la société nouvelle. En ce sens il y a peut-être régression sur la pensée physiocratique qui prend en compte, elle, les avances et leur

que comme condition du progrès social, mais aussi de pallier les excès de la division du travail et de la propriété.

La question préoccupe Necker, Brissot, Linget, Mably. L'abbé Antoine de Courmand propose un plan de développement agricole fondé sur l'octroi à tous d'une petite propriété foncière viagère qui, sans exclure des formes de production plus concentrées ou coopératives en « petites sociétés unies par le travail », garantirait l'autonomie individuelle. Le Lyonnais François L'Ange, qui ne croit pas aux effets bénéfiques de la « main invisible » dans le commerce des subsistances, repousse cependant la régulation étatique et lui préfère un système coopératif, libre et autonome de greniers d'abondance.

Jean-Baptiste Say, préoccupé de stabiliser la révolution sur les bases libérales qui l'ont fondée, associe étroitement au développement de l'économie de marché la nécessité d'« observer les règles de la morale ». Entre les « excès de l'opulence » et la misère, la liberté économique sera guidée — dit-il — par la volonté d'assurer une « honnête aisance ».

Des héritages très divers

Cette nécessaire convergence de l'intérêt privé et de l'intérêt général dans l'économie de marché d'après 1789 ne peut prendre forme que dans la mesure où la liberté économique s'inscrit dans le nouveau cadre de la nation. Un des apports les plus importants de la pensée révolutionnaire est d'avoir défini, avant List, les contours d'une économie-nation, qui conjugue de manière inédite la liberté économique à l'intérieur et le rejet de la concurrence internationale.

Les élites réformatrices de l'Ancien Régime, convaincues que le marché international était nécessairement un espace de prospérité, avaient affirmé, face à l'Angleterre manufacturière, que la France avait tout à gagner de la spécialisation agricole et des bas salaires. Des économistes, liés étroitement au pouvoir politique à partir du Consulat — Chaptal, Ferrier, Dutens, Magnien, Ganilh, d'Hauterive, — théorisent et diffusent un tout autre modèle, celui du protectionisme libéral. Héritiers du colbertisme, mais grands lecteurs de Smith, ils dénoncent le danger d'un

échange inégal entre nations industrielles et nations agricoles.

Hantés par la nécessité de rattraper l'Angleterre pour sauver les acquis du libéralisme révolutionnaire, ils privilégient l'indépendance nationale, un marché intérieur sans équivalent à l'époque, la lutte nécessaire contre le sous-emploi. A l'écoute des manufacturiers — contrairement aux économistes d'avant 1789, qui les ignoraient, — ils élaborent un modèle de développement qui privilégie l'industrialisation, le machinisme, et refuse de se plier à une division internationale du travail imposée sur les grands marchés par le capitalisme anglais.

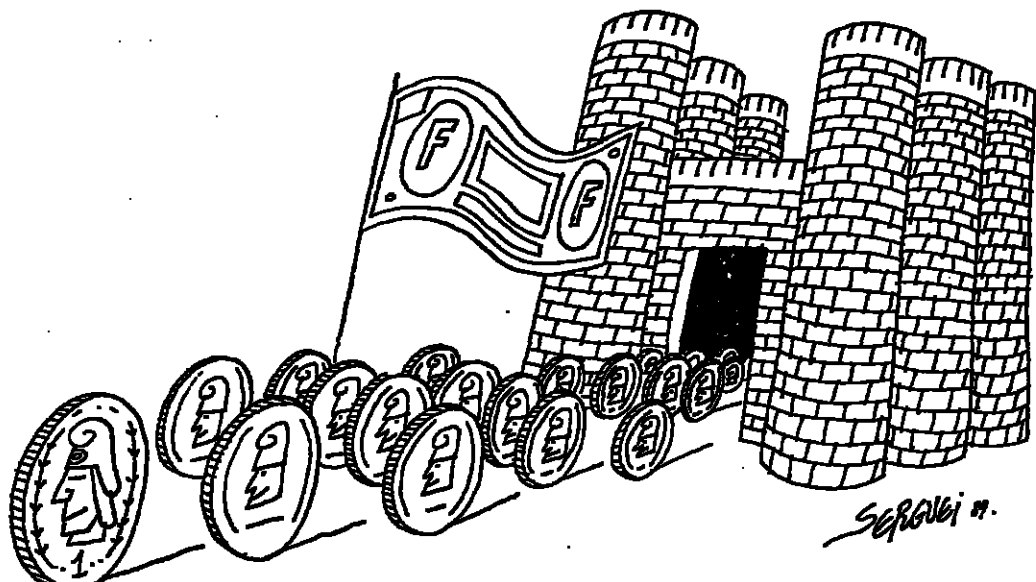
C'est dans la Révolution que le libéralisme économique, bégayé par l'Ancien Régime, trouve son point d'ancrage. Cela ne veut pas dire invention de l'économie politique, mais possibilité nouvelle, inédite, de conjuguer des héritages très divers restés jusque-là désarticulés et sans prise profonde sur la réalité : le libéralisme français du dix-huitième siècle, l'économie politique anglaise, le modèle de développement colbertien.

Le poids de l'intervention populaire, le radicalisme de la lutte contre l'économie d'Ancien Régime imposent bien sûr à cette pensée économique des traits originaux qu'on ne retrouve pas dans les itinéraires étrangers. Au cœur du modèle français, qui se dessine alors, un atout pour le libéralisme, l'attachement à l'économie de marché est d'autant plus fort et plus large qu'il se confond avec l'idée de progrès.

Une hypothèque cependant. Cette adhésion est d'autant plus sincère qu'elle est assortie d'embûches de contraintes rigoureuses qui entendent en préserver l'identité des origines : le cadre national, la limitation des inégalités, la régulation du marché par l'Etat ou l'association.

(1) Colloque de Ville. « La pensée économique pendant la Révolution française », 6-8 septembre 1989 (à paraître en 1990 sous la direction de G. Paccard) ; *Idees économiques sous la Révolution 1789-1794* (études coordonnées par J.-M. Servet), Presses universitaires de Lyon 1989 ; François Hincus, *La Révolution française et l'économie*, Paris-Nathan 1989 ; Jean-Claude Porret, introduction à Lavoisier, *De la richesse territoriale du royaume de France*, CTHS, 1988.

► Maître de conférences à l'université Paris-X.



Pour arracher la France à ce qu'elle considère comme une économie de pénurie, elle est la première à mettre en avant l'importance de la science et de l'éducation comme facteurs décisifs des progrès de la productivité.

En déclarant dans sa polémique avec Say : « Dieu seul est producteur », Dupont de Nemours fait figure d'homme du passé. Désormais dans un espace intellectuel libéré, c'est l'individu, la satisfaction de ses besoins, sa fonction économique dans la perspective de l'utilité générale qui sont au cœur de l'idée de progrès et à la source des doctrines de la croissance. La science de la production de richesses s'en trouve bouleversée.

Considérant l'Angleterre avec admiration, Jean-Baptiste Say, en 1803, remarque : « Ailleurs on fait des chefs-d'œuvre d'industrie qui ne peuvent convenir qu'aux grands, aux riches, aux cabinets des curieux ; les Anglais font ce qui est partout de mise, ce que tout le monde peut avoir et ce qu'on a que pour en jouir. » C'est cette nouvelle évaluation des besoins à partir de véritables indicateurs sociaux qui fait du Comité de mendicité l'ancêtre de l'Etat providence.

Les économistes de la Révolution, de façon peut-être encore plus radicale que dans le paysage social de Smith, donnent une importance nouvelle à l'économie de marché, qui est le vrai terrain sur lequel s'établissent désormais les liens entre les individus et où se recroisent les forces sociales. La société tout entière, affirme Destutt de Tracy, est devenue commerçante.

C'est dans le *Traité* de Jean-Baptiste Say, qui paraît en 1803, que l'on trouve la mise en forme la

Girondins et Montagnards restent fidèles au programme fondateur. Saint-Just, en novembre 1792, affirme : « Je n'aime pas les lois violentes sur le commerce... La liberté du commerce est la mère de l'abondance. »

La ligne générale

Barère, Cambon, Robespierre, hantés par la crainte d'un retour à l'économie réglementaire de l'Ancien Régime, se défendent d'avoir une autre philosophie que celle de la liberté économique, et sont les premiers à condamner les perspectives collectivistes défendues par une petite minorité. Ils justifient la Terreur contre les accapareurs par la nécessité d'éliminer les obstacles qu'ils imposent à la libre circulation des biens et des services.

C'est au sein des débats passionnés, nés de cette contradiction souvent stimulante entre l'idéal économique libéral et l'interventionnisme autoritaire justifié par le primat du politique, que progresse désormais la réflexion économique. La crise financière, l'inflation ont précipité la modernisation des théories françaises sur la valeur sociale de la monnaie et le crédit public.

Le libéralisme économique, qui reste en profondeur la ligne générale de la Révolution, n'a cependant que des rapports lointains avec le modèle libéral anglo-saxon contemporain, auquel on le compare de façon anachronique pour s'y voir qu'un trompe-l'œil. Si la Révolution est bien le point de départ d'une nouvelle bourgeoisie rapidement enrichie, le libéralisme qui s'impose dans son discours éco-

reconstitution dans la production des richesses.

La pensée économique de l'époque révolutionnaire affirme par contre sa filiation avec une tradition qui jalonne le XVIII^e siècle — Forbonnais, Morellet et, avant, Boisguilbert, Melon, Vincent de Gournay, — une tradition hantée par le problème du déséquilibre économique lié à l'inégalité des fortunes, à la concentration de la propriété. Elle entend tout à la fois assurer le succès de la société marchande fondée sur la propriété individuelle, qui dénoue le gage d'une société de liberté et d'efficacité ; et imaginer des moyens qui permettent dans ce cadre d'égaliser le mieux possible les conditions afin de se prémunir contre une richesse qui a toujours un parfum d'aristocratie.

On pense bien sûr au rôle de l'Etat à même d'organiser les échanges, de briser les monopoles privés, de dénouer la fortune insolente. Et il est vrai que la Révolution jette les bases d'un modèle dans lequel l'économie de marché trouve sa cohérence sous la direction d'une technocratie saint-simonienne soucieuse du développement et du bien public.

Toutefois, le libéralisme révolutionnaire n'a aucune passion pour l'Etat. Il lui semble bien préférable de fixer les mécanismes de régulation au cœur même du système de production et d'échange. De là, probablement, son goût pour Adam Smith qui décrit une société dans laquelle le progrès procède plus de la division du travail que de sa concentration dans la manufacture. De là aussi, la floraison de projets compliqués dont l'objectif est de préserver une démocratie économi-

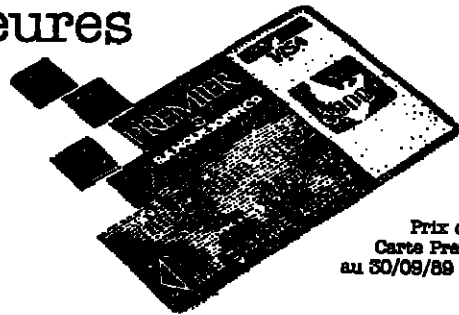
Le Prêt à la Carte Premier : c'est Sofinco.

De 50000 à 150000 F en 48 heures

- sans changer de banque
- un compte à part
- un découvert permanent "revolving"
- un taux privilégié 13,56%

* TEG à la date d'édition, perceptions forfaitaires et assurances non obligatoires en sus. Sous réserve d'acceptation de votre dossier.

Service Premier
Mme Barbara Machin
91038 Evry Cedex
Tél (1) 60 79 49 98



Prix de la Carte Premier : 690 F au 30/09/89

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Paris 89 = Wall Street 87

Pendant la journée d'effacement qui a suivi, à la Bourse de Paris, le chute de Wall Street du vendredi 13 octobre, les sociétés de Bourse — agents de change — auraient reçu nombre d'ordres qu'elles ont qualifiés d'« aberrants » et qui étaient si on en croit le rumeur selon laquelle tel opérateur aurait passé un ordre de vente de 100 000 titres Lafarge à... 1 franc. A ces données d'ordres fantaisistes qu'on dit avoir été des professionnels professionnels, on a prêté l'intention de bloquer le système de cotation ultra-informatisé du marché parisien (la Cotation assistée en continu) en attendant que la panique se calme.

Cue de pareilles manœuvres aient effectivement eu lieu est possible, mais on peut douter qu'elles aient joué un rôle déterminant dans le grippage de la machine. L'explication et l'impossibilité pour le bon public de mesurer l'impact réel de ces subterfuges donnent tellement l'impression du bouc émissaire qu'on a du mal à lui accorder grand crédit.

D'autres aberrations ont eu lieu, qui correspondent à des faits incontestables et incontestés. Elles sont de surcroît très révélatrices de la nature du type de marché existant en France avec persistance depuis 1985 par les gouvernements successifs avec l'appui intéressé d'une partie de la profession. J'en retiendrai, pour ma part, une en particulier.

Alors que plus de la moitié des quarante valeurs entrant dans la composition de l'indice CAC 40 servent de base (le sous-jacent) au marché à terme (qu'on appelle désormais de son nom anglais de « future ») sur indice boursier, n'envisageant ni être coté, l'indice, lui, fut coté, et on joua sur lui un montant record. Cet événement a priori paradoxal, ajouté à quelques autres, a produit ce résultat : à deux ans de distance, le marché de Paris a connu, sur un modèle réduit, les mêmes épreuves et tribulations que celui de New-York, lors d'un certain 19 octobre 1987.

A Wall Street on avait vu aussi, à l'étonnement général, les titres les plus prestigieux, les fameux « blue chips » — IBM et autres General Electric — rester pendant de longues heures incochées, sans trouver un seul acheteur face à un flot grandissant de vendeurs. Ce fut le tour lundi 16 octobre pour Thomson, Saint-Gobain, PSA, Elf-Aquitaine, etc. On avait vu aussi à New-York et à Chicago toute l'activité du marché se reporter sur les

« futures », qui firent l'objet d'un volume de transactions encore record.

Que la Société des Bourses françaises, digne héritière de l'ex-Chambre syndicale des agents de change qui connut une triste fin en jouant — et en perdant — les fonds de réserve de ses adhérents sur le MATIF (marché des « futures » sur obligations), se félicite du caractère « performant » du marché parisien qui utilise désormais « l'ensemble des outils modernes » ne change rien à l'affaire. Cela l'aggraverait plutôt.

Quand on veut s'en prendre en France à telle ou telle pratique en usage dans les pays de langue anglaise, on les qualifie volontiers d'« anglo-saxons », une expression qui, par ricochet, a souvent le don d'entrer les intéressés. Dans un éditorial écrit au vitriol, le *Financial Times* se livrait, dans son édition du 17 octobre, à une autocritique en règle, et du coup utilisait le même adjectif. « Les marchés d'actions du monde sont-ils déconnectés, déconnectés, sortis de leurs gonds ? » se demandait l'auteur de ce texte, qui donnait à ces questions trois réponses affirmatives. Et d'ajouter : « ... La grande erreur des Anglo-Saxons a été de prendre au sérieux ces marchés. »

La grande erreur des Français, commise tant par le gouvernement socialiste que par le gouvernement RPR-UDF, n'a-t-elle pas été de prendre au sérieux les Anglo-Saxons dans ce qu'ils ont de plus frivole et de plus corréatif : la passion démesurée des jeux d'argent, où contrairement au casino, l'on fait ses paris et où l'on encaisse ses gains (ou subit ses pertes) sur la place publique.

Si le marché de Paris a, depuis le début de cette année, suivi New-York et enregistré une hausse importante à peu près du même ordre, c'est en bonne partie pour des raisons semblables. Ce qui donne du cœur au ventre aux opérateurs — on l'a encore constaté dans les jours qui suivirent le pitoyable spectacle d'un marché soudainement paralysé par une absence totale de liquidité, — ce sont aujourd'hui les luttes entre géants de la finance pour le contrôle des grandes affaires. Comme pour le séducteur des Liaisons dangereuses, plus la forteresse

est réputée inexpugnable, plus l'approche en paraît excitante.

La seule différence entre les deux marchés est qu'à Paris on évite le viol pur et simple (les OPA franchement hostiles). On préfère les attaques plus subtiles, fussent-elles les plus osées et les moins désirées par l'assailli. Qui qualifiera d'amicales les manœuvres autour de Peribet et de la Mide, la bien nommée ? Ce sont pourtant des opérations de ce genre qui redonnent désormais à la Bourse de Paris le tonus dont elle a besoin quand elle est prise de langueur, ou pire, de découragement. Gageons que si demain un groupe financier se mettait en tête de prendre le contrôle de PSA, le marché entrerait en transe.

C'est vrai, pour en revenir au marché de l'indice CAC 40, que, lorsque les opérateurs, vers la fin de la matinée du 16, sur la base d'un petit nombre de valeurs plus ou moins cotées à la sauvette en THS (transactions hors séance) s'engagent jusqu'à échanger des contrats à terme et à prendre des options — ce qui revenait à donner une valeur à l'indice pour le futur sans en connaître encore la valeur présente, par inversion de la logique des marchés à terme classiques, — cette initiative contribua à redonner vie à l'ensemble du marché. A partir du moment où il redevenait possible de couvrir ses positions sur l'avenir, les achats sur le comptant ou le terme rapproché (Marché à règlement mensuel) reprirent progressivement leur apparition. Les appels transmis par les autorités de tutelle aux investisseurs institutionnels pour qu'ils veuillent bien agir en vue de la stabilisation des cours commençant à être entendus. Il paraissait moins risqué de les suivre.

Cela permet-il d'en conclure, comme le font les responsables du marché, que les marchés à terme ont finalement rempli leur fonction stabilisatrice ? Et que l'introduction à Paris d'un marché sur indice a été une innovation qui vient de démontrer son utilité ? La question se pose parce que ces marchés permettent de se livrer à ce qu'on appelle des opérations « dérivées ». Par le jeu des options de vente (« put ») ou d'achat

(« call ») qu'on y échange, on peut obtenir un effet dit de levier considérable : avec une mise relativement minime par rapport à la quantité de titres sur laquelle on prend une option — c'est l'option qu'on revendra quand on l'a achetée, pas les titres — on peut obtenir, à partir d'une variation même faible de cours, des gains — ou des pertes — deux ou trois fois supérieures aux fonds effectivement engagés. Traditionnellement, les transactions de ce type se faisaient sur telle ou telle valeur particulière. On pouvait penser qu'on en supplantait la valeur future sur la base d'informations relatives à l'activité, au bilan, aux perspectives de bénéfices, etc. de la société cotée.

Les choses prennent une tout autre tournure quand on opère sur un indice. Théoriquement, un indice est calculé à partir du cours atteint par un certain nombre de valeurs afin de dégager, par comparaison à travers le temps, une tendance générale du marché. Mais avec l'ouverture des marchés sur indices, apparus pour la première fois aux Etats-Unis en 1974 — début de l'ère de la grande instabilité des taux de change, des taux d'intérêt, et, par diffusion, des cours d'actions, — c'est la tendance du marché que l'on joue, indépendamment des éléments sous-jacents à la situation des agents économiques eux-mêmes que sont les sociétés cotées.

C'est là, sur le plan des principes mais aussi pratiquement, un extraordinaire détournement de la fonction dévolue à cette construction artificielle et utile — sous certaines conditions — qu'on appelle un indice. De cette déviation, la séance parisienne du 16 octobre a donné une illustration grossière jusqu'à la caricature puisqu'on y a vu l'indice CAC 40 recevoir une valeur déterminée globalement sans le support des titres qui constituent l'indice. « On s'est déterminé pas tout à fait à l'aveuglette », dit un opérateur, qui n'aurait pu mieux dire. Il faisait allusion aux cours cotés en THS obtenus avec difficulté vers 12 h 40 — le marché ouvre normalement à 10 h — sur 13 seulement des 40 valeurs. Plus direct, un autre mange le morceau : « Ce fut une cotation pilotée ! »

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on discute sur le point de savoir si la spéculation

à terme a un rôle stabilisateur ou non. Théoriquement oui, comme l'implique la définition de l'opération (elle consiste à acheter ou à vendre, à un prix fixé aujourd'hui, un titre ou un ensemble de titres — ou d'autres biens : matières premières, commodities, Louis XV, etc. — livrables plus tard, avec la variante déjà signalée des opérations sur options d'achat ou de vente).

Cependant, pour qu'il y ait une chance que la pratique (où la passion du jeu d'argent vient compliquer l'équation) se conforme à la théorie, il faut au moins une condition, qu'un connaisseur des mécanismes de marché, Didier Pfeiffer, directeur général de l'IAEP, rappelle : que les transactions à terme prennent appui sur le réel ou, dans le cas de la Bourse, de la représentation la plus rapprochée qu'on puisse en avoir. A Paris, lundi dernier, des options de vente achetées 70 le vendredi précédent ont été revendues 220. D'énormes gains ont été empêchés par certains, et des pertes non moins considérables essuyées par d'autres, tout cela sur la base de cours cotés à partir d'un indice purement psychologique établi à vue de nez, pour s'exprimer poliment.

UNE fois qu'on a pris conscience de cette dérive, grandement facilitée par la réforme boursière (dont l'ultime ratio était, il suffit d'écouter les hauts fonctionnaires du Trésor pour s'en convaincre : si on ne fait pas cela à Paris, les investisseurs iront le faire ailleurs, ce qu'ils appellent en langage technocratique le risque de délocalisation), il reste une anecdote. Mais l'anecdote est parfois pleine de sagesse, sinon savoureuse.

Tant à New-York, le 13 octobre, qu'à Paris, son petit frère mimétique, le 16, on a vu voler en éclats les belles précautions dont s'étaient pourvus ces marchés après la chaude alerte — qui n'a servi à rien — du 19 octobre 1987, et cela sur la recommandation d'éminents experts Israélis aux Etats-Unis, dans une commission Brady, du nom de celui qui allait devenir secrétaire au Trésor et, en France, dans la commission présidée par Daniel Deguign. Pour enrayer une chute libre des cours, on a installé tout un système de « coupe-circuit », suspensions de séances soigneusement minutées pour permettre aux autorités responsables des différents marchés, au comptant et à terme, de se concerter. Le système a été mis en branle dans les deux places. Mais pendant les pauses se sont accumulés les ordres de vente, plus frénétiquement encore.

Trygve Haavelmo aux origines de l'économétrie

Le nouveau Prix Nobel, un des premiers à appliquer les méthodes mathématiques et statistiques à l'économie, a permis l'estimation simultanée de toutes les équations d'un modèle

par Antoine d'Autume

EN décernant son prix à l'économiste norvégien Trygve Haavelmo, le comité Nobel renoue les fils de la mémoire. Il revient aux origines de l'économétrie en distinguant des travaux publiés en 1943-1944, qui jouèrent un rôle décisif dans la naissance de cette discipline et dans le choix de ses orientations. Il récompense un disciple de Ragnar Frisch, norvégien lui aussi, créateur non seulement de la discipline, mais du terme même d'« économétrie », et qui partagea en 1969 le premier prix Nobel d'économie avec Jan Tinbergen.

Certains sans doute s'étonneront de voir célébrer des travaux aussi

anciens à une époque où les découvertes scientifiques sont censées se succéder de façon précipitée. Pourtant, à relire ces travaux et à les resituer dans leur contexte historique, on ressent un peu de l'excitation qui préside aux instantes fondations d'une science, et l'on comprend mieux qu'actuellement le comité Nobel s'attache à récompenser systématiquement les fondateurs de l'économie moderne.

Les travaux de T. Haavelmo ont été effectués au sein de la commission Cowles, un centre de recherche portant le nom de son mécène et dont la création a accompagné la naissance de la Société d'économétrie et de sa revue, *Econometrica*.

De 1940 à 1954 cette commission fut le creuset de l'économie néoclassique, définie comme l'application des méthodes mathématiques et statistiques à l'économie.

La liste des économistes qui se succèdent alors dans les quelques bureaux qu'occupe la commission à l'université de Chicago est impressionnante. Frisch, Koopmans, Klein, Arrow, Simon, Debreu, Modigliani seront tous nobélisés. D'autres comme Hurwicz, Mahin, ou Kaldor ont toutes chances de l'être un jour, tandis que Marschak, son directeur à l'époque, est mort trop tôt. Tobin, lui aussi Prix Nobel, sera plus tard à l'origine du déplacement de la commission à l'université de Yale et de sa réorientation vers la macroéconomie keynésienne et la théorie monétaire.

Des hypothèses probabilistes

Haavelmo publie, en 1943 dans *Econometrica*, un article sur « Les implications statistiques d'un système d'équations simultanées » qui est suivi en 1944 par une monographie sur « L'approche probabiliste en économétrie ». Ces deux publications vont servir de base à de nombreux travaux économétriques ultérieurs, mais leur influence est plus large car elles expriment à merveille ce qu'est alors le programme de la commission Cowles qui a pour devise Théorie et quantification, « Theory and measurement ».

La constitution de données chiffrées est alors une tâche de première importance, notamment pour comprendre les mécanismes du cycle des affaires dont la crise de 1929 est la manifestation dramatique. Mais les faits ne peuvent être expliqués sans théorie, c'est-à-dire en fait sans un modèle formel de l'économie. En défendant ce programme, Haavelmo et ses collègues se heurtent de front aux conceptions du National Bureau of Economic Research (NBER).

Sous la direction de Wesley Mitchell, le NBER s'est livré à un formidable travail de collecte et d'analyse des données sur les cycles économiques, mais ce travail a été effectué délibérément sans réfé-

rences théoriques. Selon Mitchell, l'analyse des faits doit en effet précéder la formulation d'hypothèses explicatives, qui d'ailleurs ne sauraient qu'assez mal se couler dans le cadre rigide d'un modèle formel.

Pour Haavelmo, au contraire, l'économiste étudiant un phénomène doit non seulement formuler un modèle théorique mais également un modèle probabiliste. Aux équations du modèle théorique doivent être ajoutés des termes aléatoires représentant les erreurs de mesure mais plus généralement tous les facteurs explicatifs dont l'économetre ne tient pas compte. Pour utiliser correctement son modèle et pour faire des prévisions efficaces, l'économetre doit nécessairement poser des hypothèses probabilistes précises sur ces termes d'erreur. Il devra alors en tirer toutes les implications statistiques.

L'apport spécifique de Haavelmo concerne ici l'estimation des systèmes d'équations simultanées, c'est-à-dire celle des modèles. Il montre très clairement qu'il est incorrect d'estimer ces modèles équation par équation, selon la méthode usuelle des moindres carrés ordinaires, sous peine d'introduire un biais de simultanéité. Haavelmo prend l'exemple de la fonction de consommation keynésienne qui explique le niveau de la consommation par le niveau du revenu.

L'application simpliste de la méthode des moindres carrés est erronée car elle revient à oublier que le revenu n'est pas une variable exogène mais qu'il est lié par ailleurs à la consommation par l'équation qui définit le revenu national comme somme de la consommation et de l'investissement. La seule solution correcte est de procéder à l'estimation simultanée de toutes les équations du modèle, et Haavelmo indique comment cela peut être fait en appliquant la méthode du maximum de vraisemblance.

La production de Haavelmo ne se limite pas à ses travaux d'économétrie. On relèvera en particulier, outre de nombreux travaux d'économétrie appliquée, un livre de 1954 sur *La Théorie du développement économique* qui présente une

réflexion intéressante sur les problèmes du développement inégal. Dans un livre de 1960, également sur *La Décision d'investissement*, Haavelmo souligne les insuffisances de la théorie néoclassique usuelle qui peut déterminer le niveau de stock de capital désiré par une entreprise en fonction des coûts des facteurs de production mais qui, ignorant les coûts d'ajus-

tement des politiques keynéennes de dépenses publiques : si l'on impose à l'Etat le respect de l'équilibre budgétaire, c'est-à-dire si on le force à augmenter les impôts d'un montant égal au supplément de dépenses publiques, l'annulation ne pas tout effet expansionniste puisque l'Etat reprend alors d'une main ce qu'il donne de l'autre ?

Haavelmo montre qu'il n'en est rien et que l'effet expansionniste subsiste de façon amoindrie : le multiplicateur de budget équilibré est égal à l'unité. Le phénomène est mieux compris si l'on saisit qu'il s'agit au partage de la production nationale entre utilisations privées et publiques. La politique considérée laisse en fait inchangé le montant de la production destinée à une utilisation privée. Elle ne fait qu'augmenter la production destinée à une utilisation publique sans que cela stimule le moins du monde la production de biens privés.

Des travaux plus récents ont montré que la validité du théorème de Haavelmo est sans doute plus large qu'on ne l'envisage traditionnellement. Si l'on raisonne dans un cadre intertemporel, il est assez naturel d'admettre que l'Etat doit équilibrer sa contrainte budgétaire sur le long terme. Si elles ne sont pas financées par des impôts présents, les dépenses publiques doivent alors l'être par des impôts futurs.

Des effets déflationnistes succèdent aux effets expansionnistes et le théorème jouera en moyenne. Il jouera même dès le court terme, quel que soit le mode de financement des dépenses publiques, si l'on va plus loin en admettant avec l'Ecole des anticipations rationnelles que les agents privés comprennent parfaitement la nécessité d'impôts futurs.

Ce type d'analyse, reposant sur des hypothèses extrêmes, est donc peu réaliste ! Il a pourtant le mérite de rappeler que les politiques keynéennes sont des politiques de stabilisation, faites pour stimuler et freiner alternativement l'économie, et non pas pour être utilisées éternellement à sens unique. En un sens, le théorème de Haavelmo constitue bien l'horizon indépassable de la théorie keynésienne.

► Professeur à l'université Paris-I.



tement, ne peut déterminer la vitesse d'ajustement vers ce stock désiré et qui se présente donc en définitive aucune théorie véritable du niveau d'investissement.

Le célèbre théorème

Toutefois, Haavelmo serait resté mécontent en dehors du cercle restreint des chercheurs d'âge canonique s'il n'avait formulé en 1945 son célèbre théorème sur le multiplicateur de budget équilibré. Haavelmo pose le problème du finance-

CROISSANCE : STRATÉGIE DE GROUPE STRATÉGIE D'ENTREPRISE

Le 28 novembre 1989

à l'hôtel Inter-Continental 3, rue de Castiglione 75001 Paris

JOURNÉE D'ETUDES

Organisée par le Comité de liaison des Centres de Bilans (Banque de France, Caisses des Dépôts — SEDES, Crédit National, Direction de la Prévision, INSEE)

Introduction de M. Patrice VIAL, Directeur de la Prévision

Président de séance : M. Jean SAINT-GEOURS

Président de la Commission DES OPÉRATIONS DE BOURSE

L'EFFICACITÉ DES STRATÉGIES DE CROISSANCE EXTERNE :

L'EXPERIENCE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

LES GROUPES ET LA DÉFORMATION

DU SYSTÈME PRODUCTIF 1974-1980-1986

MÉTHODOLOGIE DE LA CONSOLIDATION

ET SON ÉVOLUTION DEPUIS 1986

Président de séance : M. Michel-Edouard LECLERC

Co-président des centres distributeurs LECLERC

POLITIQUE D'IMAGE DES GROUPES :

CHOIX DES OPTIONS DE CONSOLIDATION

FINANCEMENT, FISCALITÉ

ET CROISSANCE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES

Les inscriptions seront reçues par :

LA DIRECTION DE LA PRÉVISION

BP 458 - porte 40 94

181, rue Saint-Hippolyte

75006 Paris RP - Tél : 42-97-11-25

Paiement par chèque : À l'ordre de la SEDES Centrale de Bilans

950 19 rue au 28 octobre 1989, 1 100 F après cette date

هذه هي الحال

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ORGANISER, OPTIMISER, INNOVER JEUNE PROFESSIONNEL DE L'ORGANISATION

Angers - Au sein du groupe financier de la Caisse des Dépôts, la Caisse Nationale de Prévoyance se situe au tout premier rang de l'assurance vie, avec un chiffre d'affaires de 16 milliards de francs. Le site d'Angers qui regroupe 350 personnes, gère des produits grand public et des produits collectifs. Dans le cadre de son développement, et au sein du service organisation, est créé un poste d'organisateur. Il prend en charge des missions concernant l'évolution des structures, l'harmonisation des procédures et participe à la conception des systèmes informati-

ques. De formation supérieure scientifique ou commerciale, vous possédez une première expérience similaire acquise dans un service organisation ou une société de conseil et vous souhaitez élargir votre champ d'action. Pour ce poste basé à Angers et offrant de larges possibilités d'évolution au sein du groupe, écrivez à Annaick de LA ROCHEFORDIERE en précisant la référence A/1561M - PA Consulting Group - 1, rue Duguesclin - BP 664 - 44018 NANTES Cedex 01 Tél. 40.48.48.82. (PA MiniTel 36.14 code PA)

CAISSE NATIONALE
DE PREVOYANCE

Pour la V.C.

PA Consulting
Group

Creating Business Advantage

DIRECTEUR COMMERCIAL

Société d'édition spécialisée dans les secteurs
carrière et école, recherche
son Directeur commercial pour assurer
la responsabilité du département édition

Votre mission:

- Le recrutement, l'animation et la gestion des équipes de ventes, le marketing, la rédaction ;
- La gestion, la supervision de la fabrication et de la production ;
- La mise au point et le suivi des projets de développement ;
- La création et la mise en œuvre de campagnes promotionnelles ;
- La recherche et le développement des produits nouveaux.

Votre Profil :

- De formation supérieure.
- Justifiant d'une expérience approfondie dans le secteur de l'édition.
- Capable de prendre globalement la responsabilité :
- du management
- de l'animation des équipes de ventes
- du marketing
- de la production et de la rédaction.

Adresser CV + photo + lettre manuscrite à notre agence conseil PLURIAL
42 rue Camille Desmoulins 94230 CACHAN en précisant la réf. 2310/X

Importante société recherche

UN TECHNICO-COMMERCIAL

Domaine d'activité : vente de matériel électrotechnique importé. Formation souhaitée : ingénieur. Profil commercial indispensable. Expérience : environ 5 ans dans un poste similaire. Langue allemande parlée, lue, écrite couramment.

Lieu de travail : banlieue est de Paris. La fonction suppose la recherche de clients sur l'ensemble du territoire français, et nécessitera des déplacements en province et quelques déplacements à l'étranger.

Adresser C.V., photo et prétentions sous le n° 3455 à :
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITE, BP 229
93623 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

Le Monde DIRIGEANTS

RESPONSABLES DE CENTRES DE PROFIT

HAUT NIVEAU

Diversifier nos activités, développer nos implantations déjà nombreuses en France et à l'étranger et les gérer dans une optique industrielle sont les axes forts de notre politique d'expansion. Aujourd'hui, nous recherchons deux futurs patrons.

Manager de tempérament, vous désirez prendre un nouveau cap professionnel et vous impliquer dans une mission d'envergure au sein d'un groupe industriel.

A 35-40 ans environ, diplômé d'une grande école d'ingénieur ou de commerce, vous alliez à vos qualités de gestionnaire des talents de négociateur et une expérience approfondie de l'univers industriel. Bien sûr, vous maîtrisez

l'anglais et l'espagnol ou l'italien serait un plus.

Après une période d'intégration et de formation, nous vous confierons des responsabilités opérationnelles à votre mesure.

Rompant aux techniques de management, en véritable patron de l'un de nos secteurs d'activité, vous participerez ainsi au développement du groupe. Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et photo, sous la référence 6375/LM, à

C.V. 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

Cet établissement, filiale d'un puissant groupe financier international, occupe une situation de premier plan sur le marché des valeurs mobilières. Dans le contexte de son évolution et de son développement, il recherche un

Responsable des ressources humaines

établissement financier

Après du directeur du personnel, plus particulièrement chargé de la gestion administrative des 200 salariés de l'entreprise, il assume deux missions essentielles :

- la gestion des affaires sociales, dans le cadre de la réforme actuelle de la convention collective, avec ses incidences multiples, la mise en place de la participation, les relations avec le comité d'entreprise ;
- la gestion des ressources humaines, incluant la gestion prévisionnelle des effectifs, la formation du personnel, le suivi des carrières.

Nous confierons cette création de poste à un candidat issu d'un cycle de formation supérieure préparatoire à l'exercice de ce métier - Maîtrise, DESS de Sciences Sociales... Huit à dix années d'expérience de la fonction personnel en milieu financier ou des services l'ont préparé à assurer, de façon opérationnelle, les dimensions sociales et humaines de la gestion du personnel de cet établissement. La pratique de l'anglais s'avère nécessaire.

Danielle TCHEORDUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTC 10.335 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Henri - 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Managez notre logistique internationale

Filiale d'AVERY INTERNATIONAL, pionnier et leader mondial de l'industrie des auto-adhésifs (11 500 personnes, CA : 10 milliards), notre entreprise FASSON basée à Grenoble (200 personnes, CA : 500 millions) fabrique un millier de références de produits qu'elle distribue aux treize sociétés de ventes européennes, elles-mêmes au contact du marché : imprimeurs, transformateurs, produits de grande consommation.

Assurer un haut niveau de service à la clientèle (délais très courts, sécurité), en optimisant moyens matériels et humains, tel est l'impératif de notre logistique usine : approvisionnement des matières premières, gestion des flux (production, stocks), distribution des produits finis, transports et douanes. Vous managez un service de 17 personnes dont 2 cadres, avec des outils informatiques temps réel (réseau européen, système local), et participez à l'évolution de l'organisation de la logistique production et commerciale au niveau européen.

De formation supérieure, de préférence ingénieur, vous avez 5 à 10 ans d'expérience dans un contexte similaire. Votre esprit commercial et de service, vos qualités de décideur et gestionnaire, la pratique courante de l'anglais sont vos atouts pour réussir dans notre organisation en rapide évolution. Alors écrivez vite, sous réf. 535.01/M aux Conseils en Recrutement Associés - 1 avenue Georges Pompidou, BP 3211, 69403 Lyon Cedex 03.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



Allianz
Premier Assureur Européen

Manager le quotidien en mutation de notre Direction Risques de Particuliers (125 personnes) :

Voici la mission diversifiée, exigeante et évolutive que nous proposons. Vous avez la trentaine, une formation supérieure, la pratique de la gestion de production de Risques de Masse ou de l'organisation dans la banque/assurances. En étroite collaboration avec le Patron de ce secteur, vous stimulerez une équipe de production vers ses objectifs. Discerner l'urgent et l'essentiel, comprendre les impératifs des clients directs, simplifier l'existant, informatiser, former et informer, vous savez aussi vous centrer sur le travail immédiat tout en visant le développement à moyen terme.

Appartenant à l'un des dix Groupes d'assurances les plus importants sur le plan mondial, le premier mondial en assurances techniques, le premier européen toutes branches, nous poursuivons le renforcement de notre position en France.

Vous voulez partager la responsabilité de la bonne marche de cette Direction : faites-le savoir à notre Conseil, qui vous documentera en détail après réception de votre dossier complet, sous Réf. 6204-9.

SEQUOIA
CONSEILS

60, rue Saint-Lazare - 75009 PARIS.

RESPONSABLE DES FORMATIONS INFORMATIQUES

ECOLE D'INGENIEUR OU DE COMMERCE, MAGE, MAITRISE DE GESTION, 1ERE EXPERIENCE

Notre important groupe, leader incontesté sur son marché, gère un puissant système informatique IBM jouant un rôle essentiel dans nos activités. L'évolution des technologies que nous employons exige une remise à niveau permanente des équipes informatiques ainsi que des utilisateurs. Dans ce contexte, nous recherchons un jeune Cadre à fort potentiel qui, rattaché au responsable du service Formation, se verra confier les missions suivantes :

- détecter les besoins du personnel et élaborer le plan de formation informatique
- concevoir les stages et créer les outils pédagogiques
- organiser la mise en œuvre des actions de formation et coordonner les interventions des organismes extérieurs
- assurer l'animation de certaines sessions.

De formation supérieure (Bac + 4 minimum), âgé d'environ 28 ans, une première expérience professionnelle en entreprise vous a sensibilisé à l'informatique et vous a permis de développer des qualités pédagogiques. Au-delà de ce poste, notre groupe par sa taille et ses perspectives de développement offre de réelles possibilités de carrière.

Si cette offre vous intéresse (poste basé à Paris), adressez votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae, en mentionnant sur l'enveloppe la référence 5031, à Carré Turenne - 129, rue de Turenne 75003 Paris.

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ 31

Participez à notre développement mondial

JEUNE ACHETEUR INTERNATIONAL

Leader dans notre domaine d'activité, filiale d'un Groupe américain international, nous développons, fabriquons et commercialisons des matériaux composites de haute technologie.

Rattaché au Directeur Général, vous concevez et appliquez une politique d'achats performante pour assurer à l'entreprise un approvisionnement international de qualité. Vous collaborez avec nos services intérieurs (commercial, production, qualité...) et tenez compte des exigences de l'entreprise et du marché.

Agé de 28-30 ans, ayant de préférence une formation supérieure en chimie, vous possédez une première expérience du métier d'acheteur en milieu industriel. Naturellement vous pratiquez l'anglais et avez de bonnes bases en allemand.

Les conditions offertes et évolutions possibles motiveront un candidat de valeur.

Poste basé en région parisienne (Val d'Oise - 95)

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous référence M 31/2869 D à :

EGOR S.A.
8, rue de Bern - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.25.71.07

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

ADDITIFS ALIMENTAIRES ...UNE TÊTE DE PONT POUR LE MARCHÉ EUROPÉEN

Hormis des produits de grande consommation de renom, notre groupe (un grand de l'agro-alimentaire, eff. 6000 pers., C.A. 11 Milliards de F.) commercialise des ingrédients et additifs alimentaires à usage fonctionnel ou diététique, dont l'élaboration fait appel aux technologies les plus avancées. Nous créons la fonction de

CHEF de MARCHÉ - EUROPE du NORD

Votre mission première sera de repérer les marchés (R.F.A., G.B., Irlande, Benelux, Scandinavie...) et poser des jalons auprès d'une clientèle diversifiée d'industriels de l'agro-alimentaire et d'artisans des métiers de bouche. Nous attendons de vous une approche très qualitative du métier : vous êtes à l'écoute du marché et des besoins spécifiques de la clientèle et vous remontez les informations utiles à notre unité de développement technique. Surtout, vous êtes un "vendeur" et l'approche technique des produits alimente votre argumentaire commercial.

Très autonome, vous pourrez aussi compter sur le soutien d'une équipe dynamique.

De formation Ingénieur (ENSBANA par ex.) vous avez une expérience professionnelle sur des marchés similaires (P.A.) et vous parlez l'allemand. Poste basé à Paris avec bureau à Francfort.

Cette opportunité vous intéresse ? Alors adressez votre dossier complet à notre Conseil, Arlette NIVOLLE sous la référence C/CM/LM à : RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

contrôleur de gestion

HIGH TECH

PARIS

Nous sommes la filiale française d'une multinationale américaine de tout premier plan spécialisée dans la HIGH TECH. Nous recrutons pour un de nos départements en pleine expansion un Contrôleur de Gestion.

Vous dépendrez directement du Directeur Général de ce département mais reportez fonctionnellement au Directeur Financier de notre filiale.

Vous veillerez à la bonne gestion quotidienne de ce département en faisant respecter les règles de rentabilité et les procédures grâce au contrôle que vous exercerez ainsi qu'au suivi des différents éléments financiers.

Au-delà, votre rôle de conseil auprès de la société sera essentiel, et vous interviendrez inévitablement dans les plans de financements (clients) pour la vente de nos matériels. Vous êtes en outre en charge du reporting, des budgets et des «business plans», tous outils dynamiques de gestion.

De formation supérieure (École de Commerce ou équivalent), vous avez acquis une première expérience significative similaire. Vous êtes souple et adaptable, habile négociateur mais rigoureux.

La réussite à ce poste vous garantit votre évolution au sein de notre grand groupe.

La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier (C.V. + rémunération actuelle) sous réf. HT 10 à notre Conseil qui vous garantit la stricte confidentialité de votre candidature.

COCEPLAN

2, rue Louis David - 75782 PARIS CEDEX 16
11, rue Victor Hugo - 69002 LYON

PIERRE ET VACANCES

Leader européen de l'immobilier de loisirs, notre réussite s'appuie sur la compétence et l'enthousiasme des hommes.

Pour répondre aux ambitions de notre développement, nous souhaitons accueillir très rapidement un

RESPONSABLE OPÉRATIONNEL D'AMÉNAGEMENT

Vous êtes ingénieur et justifiez d'une expérience de 4 ans minimum dans la réalisation de grands projets d'aménagement (ville nouvelle, parc de loisirs...), acquise en entreprise ou chez un maître d'ouvrage.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe chargée des GRANDES OPÉRATIONS. Votre premier challenge sera d'assurer le respect des coûts, des délais et de la qualité des travaux pour la livraison d'une station touristique dans le Var en juin 1990 (golf, centre aquatique, tennis, VRD, espaces verts, plantations).

Ce poste, à forte évolution, nécessite une grande implication, un bon esprit de synthèse et le sens des contacts humains. Il est basé à Paris et requiert de fréquents déplacements de courte durée sur la Côte d'Azur. La rémunération attractive sera à la hauteur de votre responsabilité.

Nous vous remercions d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photos et prétentions) sous références S.D.A./A.F. : 27, rue de la Faisanderie, 75116 Paris.

ETES VOUS PRÊT

...A DIRIGER UNE PME DE 100 COLLABORATEURS ET 200 MILLIONS DE C.A

Au-delà de votre formation supérieure, vous avez 5 ans d'expérience dans l'encadrement d'une équipe commerciale. Aujourd'hui, à environ 50 ans, vous êtes prêt à prendre une nouvelle dimension à la mesure de votre potentiel. En prenant la responsabilité d'un de nos centres de profit, véritable PME, vous aurez l'opportunité de prouver ce dont vous êtes capable, tant dans l'encadrement des hommes que dans la maîtrise des chiffres.

Au-delà d'une gestion rigoureuse de votre magasin, votre rôle sera multiple : optimiser ses ressources humaines en formant des équipes de valeur, accroître l'efficacité commerciale pour une satisfaction sans cesse renouvelée de vos clients, participer à l'élaboration des stratégies de développement avec votre direction régionale.

Vous l'avez compris, vous serez un véritable patron au sein d'un groupe qui occupe une place privilégiée sur son secteur, aux projets nombreux tant sur le plan national qu'international.

Réalisez vos ambitions en adressant votre candidature (lettre, CV et photo) sous réf. MQ/2410 à ALLIANCE RH, 39 rue Louis Roudot, 92300 LEVALLOIS-PERRET qui transmettra.

Juriste en Droit des Sociétés et Fiscalité

DESS + 2/4 ans d'expérience Cabinet audit

C'est au sein du secrétariat général de notre holding (Groupe Industriel français - environ 100 sociétés) que vous participerez à l'élaboration de notre stratégie juridique et fiscale internationale.

Vous maîtrisez le Droit des Sociétés au niveau holding pour suivre la vie juridique de nos filiales et possédez de bonnes connaissances fiscales et comptables pour élaborer, en liaison avec le Contrôle de Gestion, la consolidation de nos résultats.

Le poste s'adresse à un candidat de haut niveau (H ou F), capable d'associer à sa vigilance administrative une vision globale du monde des affaires.

Envoyez votre dossier de candidature (C.V. + lettre manuscrite + photo + prétentions de salaire) sous réf. 10.22 aux Consultants de A.I.R., 93 rue du Fbg Saint-Honoré, 75008 Paris.



ASSISTANCE INTERNATIONALE EN RECRUTEMENT

Etes-vous tenté
par le "hors limites" ?...
Si oui, devenez notre

RESPONSABLE FORMATION et "MANAGEMENT DEVELOPPEMENT"

Nous sommes une Entreprise Industrielle Internationale, proximité LILLE (1200 personnes en France réparties sur 3 établissements) qui conçoit la formation comme un réel investissement et comme levier de développement des carrières et à la gestion prévisionnelle des emplois. De formation supérieure, vous disposez d'une expérience significative dans le domaine de la formation professionnelle et si possible dans une entreprise internationale (anglais requis) ou en tant que Consultant. Au sein d'une équipe Ressources Humaines jeune et motivée, vous proposerez et mettez en place la politique de formation et participerez activement à la gestion des carrières.

Adapter les actions de formation aux besoins actuels et aux métiers futurs : un véritable challenge digne du "hors limites" !!
Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, L.M. et rémunération actuelle) à notre Conseil PSYNERGIE, Département Annuaire, 42 rue Pargès 13008 MARSEILLE sous réf 501 C qui traitera votre candidature en toute confidentialité.



PSYNERGIE

ANIMATEUR COMMERCIAL

(H/F) BOUCHES DU RHÔNE

Vous avez une excellente expérience de la vente de produits et services bancaires, ajoutée à une formation bancaire et générale supérieure. Vous êtes habitué au travail sur objectifs et savez animer des équipes de production. Vous connaissez les Crédits Professionnels. Vous viendrez assurer l'animation commerciale d'un réseau de points de vente. Ce poste, qui relève de la Classe V, nécessite d'importantes qualités de contact.

Merci d'adresser votre dossier de cand. s/ réf. 7630/M à CREDIT MUTUEL MARSEILLE Direction des Relations Humaines 494 av. du Prado, B.P. 115, 13267 MARSEILLE CEDEX.

Crédit Mutuel
une banque à qui parler

SOFTWARE communication S.A.

RECHERCHE

- Expérience commerciale exigée dans le Fund raising et le sponsoring.
- Battants, ambitieux, rompus aux négociations de haut niveau.
- Familiarisés à l'univers de la communication (Edition, Informatique, Publicité).

- Formation Sup-de-Co ou équivalent.
- Expérience commerciale réussie/reconnue dans la communication (Edition, Informatique, Publicité).
- Autonomie dans la gestion des contacts commerciaux.

DEUX DIRECTEURS COMMERCIAUX
Division Multimédia
Division Ingénierie linguistique

UN DIRECTEUR COMMERCIAL ADJOINT
Division Multimédia

Adresser candidatures (CV + Lettre + Photo) à :
SOFTWARE COMMUNICATION (GROUPE ITM)
24, RUE MARC SEGUIN - 75018 PARIS

هنا من الخط

Notre défi majeur "un outil de production compétitif en Europe"

Société filiale d'un puissant groupe mondial spécialisée dans la conception et l'élaboration d'équipements mécaniques destinés à la construction automobile, recherche pour l'une de ses branches un

DIRECTEUR D'USINE

Sous l'autorité du Responsable de la division, il prendra en charge la direction de cette unité (250 personnes) avec des objectifs précis d'amélioration de la productivité et de la qualité, en agissant sur :

- l'organisation des processus et des flux,
- l'optimisation et l'évolution des moyens de production,
- l'adoption des méthodes de travail et l'adaptation des ressources humaines.

Pour remplir cette mission motivante et mobilisatrice, dans un environnement économique sain et un marché porteur, seul un candidat de valeur sera retenu. Il possèdera une formation d'ingénieur (type AM), une expérience d'une dizaine d'années de production de petite ou moyenne série dans un secteur mécanique.

Poste région Parisienne Ouest.

Rémunération **350.000-400.000**

Ecrire sous réf. 43A 1611-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Monter une unité de production la diriger lui donner une forte croissance

Pour une société dynamique et à taille humaine (700 personnes - 5 usines) rattachée à un groupe français de tout premier plan, nous recherchons un ingénieur à qui nous confierons la responsabilité d'un projet particulièrement motivant. Il sera chargé de monter une unité de production (effectif prévu 16 personnes) qui réalisera un produit nouveau, de la diriger et de la faire progresser (la production initiale sera triplée en 1995).

Ce poste conviendrait à un ingénieur Grande Ecole Généraliste :

- ayant environ 8 ans d'expérience (Travaux Neufs et/ou Fabrication) acquise dans une industrie de process (type sidérurgie, verrerie, papeterie, transformation de matières plastiques...),
- témoignant de qualités solides, d'initiative, d'autonomie, de polyvalence et de dynamisme.

Poste : Ville Normandie.

Ecrire sous réf. 43A 1614-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



CHEF DE PRODUITS SYSTEMES ELECTRONIQUES

Société leader dans les systèmes de sécurité électronique (540 MF de CA) en progression constante recherche le Chef de produit de son activité principale.

Au sein de la direction scientifique qui définit les futurs systèmes en fonction de l'évolution des besoins de mise en sécurité, il sera chargé :

- de gérer les gammes, produits et services existants en relation avec les directions technique et commerciale,
- analyser les besoins du marché à moyen et long terme et en déduire les axes de développement correspondants,
- suivre l'évolution de la concurrence,
- représenter la société dans les différents organismes nationaux et internationaux chargés des normes et des réglementations.

Ce poste sera confié à un ingénieur diplômé possédant une expérience similaire de 4 à 5 ans si possible dans un domaine où le facteur sécurité (électronique) est dominant. Des connaissances en métrologie seraient un plus. Des qualités de contacts, de persuasion, une bonne ouverture d'esprit, un sens aigu des responsabilités ainsi qu'une parfaite connaissance de la langue anglaise sont indispensables.

Poste : banlieue ouest Paris

Ordre de grandeur de rémunération : **300 000/an**

Ecrire sous réf. 43D 1437 - 9M. Discretion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Nous sommes un groupe français de tout premier plan (19 000 personnes), leader dans notre profession. Notre activité est la prestation de services destinée au grand public.

Notre management est décentralisé et nous avons plus de 70 filiales sur tout le territoire, gérées en Centres de Profits autonomes.

Notre croissance nous conduit à proposer des postes de

RESPONSABLES DE MARKETING 3 à 5 ans d'expérience

Vous serez Responsable de Marketing et Ventes d'une filiale, vous aurez une activité complète, impliquant réflexion et action sur le terrain, études de marchés, création de produits, promotion, communication, relations extérieures.

Vous pourrez évoluer, soit comme patron du marketing d'une filiale plus importante, soit comme patron de filiales.

De formation ESC ou universitaire, vous avez l'expérience du marketing et/ou de la vente, vous êtes imaginatif, organisé et vous avez d'excellentes capacités de contact.

Ces postes sont situés dans la Sud-Ouest ou dans l'Ouest. Vous serez mobiles pour évoluer dans le Groupe

Ecrire sous réf. 43 B 1452-9M

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉTALLURGIQUE ET MINÈRE occupant une des premières places dans le monde recherche pour son usine de

NORMANDIE

chef du service personnel

Il sera notamment chargé de participer à la gestion dynamique du personnel, de concevoir et de mettre en œuvre le plan formation, d'assurer la politique d'information interne, de développer l'action qualité, d'assurer la gestion administrative du personnel (210 personnes) et d'animer les réunions avec les partenaires sociaux.

Perspectives d'évolution à court terme vers un poste plus important outre-mer.

Si vous avez une formation supérieure et quelques années d'expérience de la gestion du personnel en usine, nous vous remercions d'adresser votre candidature détaillée sous réf. 4989 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

Nous sommes un des tout premiers groupes industriels français. Notre direction des relations sociales souhaite aujourd'hui renforcer son équipe

Formation et Communication Interne.

Formation

Réf. M 165 X

Concevoir et organiser les actions nouvelles, maintenir et organiser les actions engagées, proposer des méthodes et outils de formation (évaluation...) à partir des demandes des sites industriels.

A 30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, vous bénéficiez d'une expérience de 7 à 10 ans acquise en entreprise industrielle ou en cabinet. Vous savez analyser une demande, proposer les actions adaptées, suivre et évaluer les réalisations.

Vous avez développé vos qualités d'écoute, d'animation et savez susciter l'adhésion.

Communication Interne

Réf. M 165 Y

Développer de nouveaux outils d'information et de communication interne, améliorer l'existant.

Développer une communication participative avec les sites industriels...

A 27/30 ans, de formation supérieure, votre expérience des supports et outils de communication a été acquise dans un environnement ressources humaines en entreprise industrielle ou en cabinet.

Vous maîtrisez particulièrement le support écrit et rédigez à titre personnel avec aisance.

Le sens de l'équipe, les capacités à être en relation à tous niveaux, l'écoute, un esprit marketing... sont autant de talents importants pour ces deux postes, basés en très proche banlieue parisienne Ouest.

Les perspectives de développement de carrière (sites industriels, filiales...) sont réelles.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence choisie, à Olivier CHAUMETTE, OC CONSEIL, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS.



Groupe leader de la distribution de produits d'équipement grand public, nous réalisons en France un CA de plus de 7 Milliards de francs avec une bonne rentabilité et une forte progression annuelle. L'importance des projets en cours et des objectifs que nous nous sommes assignés nous amènent à intégrer deux Organismes confirmés :

Organisateur systèmes d'information

Vous mettrez en place la nouvelle chaîne informatique et vous formerez et assisterez les utilisateurs lors du démarrage des applications. Vous assurerez le suivi, la maintenance et le développement des systèmes actuels utilisés par les filiales. (Réf. 10C11M)

Organisateur généraliste

Vous aurez en charge l'étude et la conception de nouvelles procédures relatives à la logistique, l'entrepôt, l'atelier, les magasins... Vous interviendrez également sur des questions de réflexion stratégique. (Réf. 10C21M)

La trentaine, vous avez une formation supérieure d'ingénieur ou de gestion et une expérience de 3/4 ans acquise dans un service organisation ou dans un cabinet spécialisé. Bon négociateur, vous aimez travailler en équipe, tout en étant autonome.



Aide au Recrutement Pour les Entreprises

Ces postes très évolutifs basés en proche banlieue Nord vous motivent ? alors écrivez, sous référence choisie, à A.R.P.E. - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS.

OSEZ la QUALITE par L'ANIMATION

Vous êtes de formation supérieure : SOCIO, AES, ou INGÉNIEUR... Vous avez acquis la connaissance du milieu industriel par le conseil ou par une expérience dans l'industrie. La QUALITE et la FORMATION vous passionnent. Devenez le RESPONSABLE

FORMATION QUALITÉ MÉTHODES

dans notre usine très spécialisée, leader mondial dans sa spécialité, située en Seine et Marne.

Votre mission :

ÉCOUTER - ANIMER - SYNTHÉTISER - PRÉPARER - FORMER - INFORMER. Nous concevons la qualité comme un système global, touchant les produits, les techniques, les modes opératoires, les matériels, les conditions de travail, les motivations du personnel, l'enrichissement des tâches.

En synergie avec l'encadrement vous opérez un travail de fond dans lequel chacun doit se sentir concerné grâce à votre sens du contact et de l'efficacité.

Votre avenir :

dans le GRAND GROUPE FRANÇAIS auquel nous appartenons, il est multiple et varié en fonction de vos motivations. Ce challenge vous intéresse ?

Adressez votre candidature sous référence M/4108/P (portée sur la lettre et sur l'enveloppe) à notre Conseil qui vous assure de sa confidentialité et vous communiquera davantage d'informations.



cabinet Henri PHILIPPE - 106 boulevard Haussmann - 75008 PARIS

partenaire d'entreprises

Le Monde
CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3815 £

Responsable Commercial et Développement

Votre potentiel commercial pour notre puissance financière.

Filiale d'un établissement financier de premier plan, nous créons une société de location avec option d'achat de véhicules automobiles qui s'appuiera sur les structures commerciales du groupe.

Vous prendrez en charge l'animation et le développement commercial. Vous devrez convaincre, motiver et former ceux qui, dans ce puissant réseau, distribueront vos produits. Bien sûr, vous élaborerez la tarification et de manière générale contribuerez à l'amélioration du système tant au plan administratif qu'au plan marketing et commercial.

A 28-30 ans, diplômé d'une école de gestion, vous avez 3 à 4 années d'expérience du terrain et d'une direction d'agence commerciale. Mobile et disponible, vous êtes un commercial. Vos excellentes qualités de manager et de gestionnaire vous permettront d'évoluer vers de plus larges responsabilités. Merci d'adresser très vite à Philippe Vuittey, associé du Cabinet Sirca, votre dossier de candidature, au 64 rue La Boétie - 75008 Paris, sous la réf. A 010 830 LM. Ce poste est basé à Paris.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

Membre de Syntec

LES LOSANGES

L'une des premières centrales de Commercialisation Immobilière recherche leur

Directeur du Service Gestion et Administration

Dans le cadre de notre objectif 1989-90 - plus de 1.000 acquéreurs - vous prendrez en charge la gestion administrative, financière et juridique des dossiers concernant les transactions dans les secteurs de l'immobilier neuf, ancien et de l'immobilier d'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de plusieurs années idéalement acquise dans le domaine de l'immobilier.

Ce poste basé Porte de la Villette requiert rigueur et organisation, maturité et aisance relationnelle pour animer en direct une équipe de dix personnes et assurer la gestion de l'ensemble du personnel (40 personnes).

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV, photo et références sous réf. 1520 à notre conseil qui vous assure une totale confidentialité.

FIRST CONSULTANTS
18, rue Joubert-Duval - 75015 PARIS.

First Consultants

SOCIETE DE COMMUNICATION

leader européen sur son marché recherche, pour la légitimité publicitaire de son produit Télévision une

RESPONSABLE MARKETING

Rattaché(e) au Directeur Marketing de notre Groupe, vous prendrez la responsabilité complète du Marketing de l'un de nos produits en régie :
- suivi du marché T.V. (audience, investissements publicitaires) et l'exploitation des études (plaque annuelle, présentations),
- l'aide à la prospection commerciale (analyse des potentiels de développement, dossiers sectoriels, argumentations média),
- le conseil Média-Planning T.V. et la construction du tarif,
- le suivi de l'activité (analyse et prévision du CA).

Chargé(e) d'Etudes ou Responsable du Marketing, vous avez acquis une expérience minimum d'un an ayant trait aux médias (Agences, Régies...) et êtes désormais désireux d'évaluer vers une plus large autonomie dans un contexte opérationnel.

De plus, votre formation (École de Commerce, DESS Marketing...) votre esprit d'analyse et de synthèse, votre désir d'actions concrètes et votre goût pour le travail en équipe vous permettront de vous intégrer très rapidement dans cette cellule audiovisuelle.

A terme des évolutions dans notre Groupe sont envisageables.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, C.V. et références sous réf. 5534 à ORGANISATION ET PUBLICITE 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

SYNTHELABO

Groupe Pharmaceutique Français recherche

UN CHARGE DE RECRUTEMENT (H/F)

Au sein du Service Recrutement de la Direction du Personnel, vous prendrez en charge un ensemble de recherches dont vous aurez la responsabilité depuis la définition des postes (Cadres et Non-Cadres) jusqu'à la sélection.

Pour chacune de ces recherches, vous devrez tenir compte de la politique du personnel ainsi que des possibilités internes à la Société.

Un solide esprit d'équipe, une bonne maturité relationnelle renforceront vos qualités professionnelles.

Profil souhaité pour ce poste :

Formation supérieure (Sciences humaines, Ecole de Commerce...) et une expérience d'au moins 5 ans de la fonction.

Adresser lettre manuscrite, curriculum-vitæ, photo et références sous la référence 89/121 MQ à l'attention de : D. VOLTZ - SYNTHELABO 22, avenue Gallée - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

UCPA

CA 400 MF - 450 permanents dont 140 cadres (âge moyen 35 ans) - 1800 saisonniers - 80 centres.

Le n°1 des vacances et des stages sportifs

DE FORMATION SUPERIEURE, VOUS AVEZ UNE EXPERIENCE DANS UN POSTE ANALOGUE.

CONTRIBUEZ AU DEVELOPPEMENT DE NOTRE COMMUNICATION en devenant à PARIS (M^e Glacière)

JEUNE RESPONSABLE RELATIONS PRESSE

Vous relèverez du Directeur Marketing et Ventes et serez assisté de 2 personnes. En relation avec les services utilisateurs (marketing, promotion, fabrication des publications) vous serez responsable des relations avec la presse et serez chargé plus particulièrement de :
- concevoir, proposer, réaliser et coordonner les opérations de presse et de communication dans le cadre de la stratégie de commercialisation de nos produits.

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION.

Merci d'adresser, sous référence UCPA/RPP/66 M, en indiquant votre salaire actuel à notre conseil : Richard BÉNAOUIL - GROUPE BBC - 1 bis, place de Valois, 75001 Paris. Discretion absolue et réponse assurées.

RESPONSABLE MARKETING

un ingénieur organisation-méthodes susceptible d'évoluer vers une direction d'usine

SOCIETE DE PRODUITS DE LUXE crée, au sein de sa filiale CONDITIONNEMENT et EXPEDITION, un poste de Responsable Organisation et Méthodes.

Directement rattaché au Directeur Général de la filiale, cet ingénieur est chargé de poursuivre l'effort d'organisation mis en œuvre depuis quelques années. Pour ce faire il s'appuie sur un outil informatique (PARICS 1) dont il étudie les extensions à un atelier de produits de haut luxe, à ce jour peu automatisé.

Basé en proche banlieue parisienne, ce poste permet d'acquiescer une vision globale du fonctionnement de l'usine et contribue à un INGENIEUR DIPLOME (A & M IDN, ENGL...). Après un mois 57/30 ans. Il a impérativement 3 à 4 ans d'expérience en production et possède une bonne expérience informatique en tant que concepteur et utilisateur.

Les données de candidature - sous réf. 5754 M à préciser sur l'envoie - seront traitées confidentiellement par

DEVELOPPEMENT

10, rue de la Paix - 75002 Paris

SOCIETE FRANCAISE DE CONSTRUCTION MECANIQUE

de notoriété internationale
Filiale de l'un des tout premiers
Groupes Industriels Européens
recherche

INGENIEUR DIPLOME

Ecole à dominante Mécanique
30 - 35 ans

Ayant une expérience de la vente
de biens d'équipements lourds.

Bonne pratique de l'anglais

Pour lui confier le poste de :

CHEF DES VENTES et l'encadrement d'une équipe d'ingénieurs commerciaux

Réelles possibilités d'évolution dans le Groupe.

Envoyer dossier de candidature, CV détaillé, photo et références sous référence 78691 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS qui transmettra en toute discrétion

Jeune Ingénieur Commercial

Sa mission :

Dans le cadre du développement récent des parkings mécaniques automatisés (système automatique de rangement des véhicules automobiles), il assurera la prospection du marché et le développement commercial des différents produits proposés par la Société.

Son profil :

- Jeune ingénieur grande école
- Première expérience de la vente d'équipements pour l'industrie ou les travaux publics
- Réel tempérament commercial et goût pour les contacts
- Bonne maîtrise de l'allemand
- Age 30 ans environ.

Poste basé en proche banlieue Ouest.

Adresser C.V. + photo + références sous référence 8906 à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vouglirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

GROUPE FINANCIER

GROUPE FINANCIER (Capitol Risque) recherche

Documentaliste/Research Assistant

Profil : INTD, DESS Sciences Po, 25/30 ans, dynamique, 2/3 ans d'expérience confirmée des B & B financières et économiques, bonnes connaissances de l'anglais.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (C.V., lettre manuscrite, photo et références) à Lisa Imhoff, MMG Financial Group 45, Avenue Kléber - 75116 PARIS

Important bureau d'études

recherche pour le développement de son activité en région parisienne

JEUNES INGENIEURS (H/F)

Le poste à pourvoir concerne : un rôle d'ingénieur d'affaires assurant la responsabilité et la coordination d'études tout corps d'état pour des interventions de maîtrise d'œuvre dans les domaines de l'infrastructure, du bâtiment et de la réhabilitation.

Expérience professionnelle similaire appréciée. Développement de carrière intéressant pour candidats dynamiques et ayant le goût des contacts.

Envoyer lettre + C.V. sous la n° 3449 à : AGENCE CENTRALE DE PUBLICITE, BP 229 93523 Saint-Denis Cedex, qui transmettra.

Organisme de Retraite et de Prévoyance Paris 16^{ème} recherche un

organisateur

Il aura également la mission d'interface entre les services de gestion opérationnels et les services informatiques.

De formation Bac + 4 (gestion et informatique) il a une première expérience acquise dans une société de services, type banque, assurances, caisses de retraite... des qualités de bon sens et des talents de négociateur.

Veuillez écrire en précisant expérience et prétentions sous référence 1292

INTERCARRIERES

5, rue du Helder - 75009 Paris

Groupe en forte expansion, coté au second marché, recherche pour Filiale Equipement de la Maison, région AIX EN PROVENCE

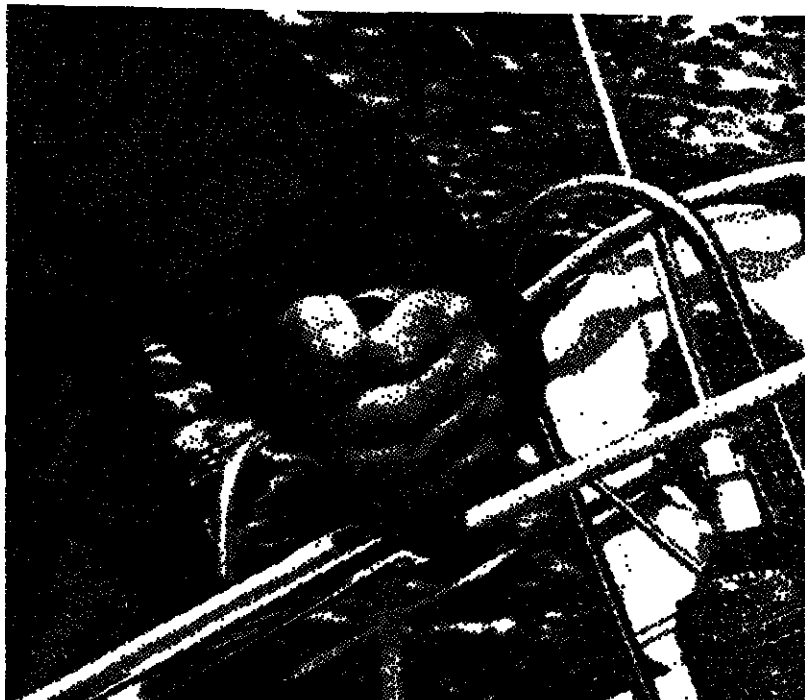
RESPONSABLE ACHATS

30/35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience semblable en grande distribution.

Envoyer lettre de candidature, CV, photo sous référence 1764 à PARFRANCE ANNONCES - 13 rue Charles Lecoq - 75015 PARIS qui transmettra.

سكوت في الحظ

INGÉNIEURS COMMERCIAUX GRANDS COMPTES



JEAN-YVES TERLAIN, ARCHITECTE NAVAL ET SKIPPER

Après une formation supérieure (Bac + 4 ou 5) vous avez une première expérience réussie de la vente dans les métiers de l'informatique.

La Division Conseil et Ingénierie de SLIGOS recherche des Ingénieurs commerciaux pour contribuer au développement de ses activités (Expertise - Conception - Assistance technique - Intégration de systèmes...) dans les grands comptes de l'Industrie, de la Banque et de l'Administration. Après un stage de formation à nos activités, vos responsabilités s'exerceront dans des Départements d'une cinquantaine de spécialistes informatiques et vous participerez, en première ligne, au développement de la 2^e SSII française.

Les postes sont principalement à pourvoir en région parisienne, quelques-uns en province (Lyon, Orléans, Toulouse).

Les perspectives de carrière que vous offre SLIGOS sont très ouvertes et sont à la mesure de son développement : + 29,5 %/an sur les 5 dernières années, 2 milliards de CA et un effectif de 3400 personnes à fin 1988.

Merci d'adresser votre dossier avec vos prétentions sous Réf. DCI/04 à :

SLIGOS Direction des Ressources Humaines

3, place de la Pyramide - Cedex 49

92067 Paris la Défense ou de téléphoner à :

Michel PERRA Division Conseil et Ingénierie au 49 00 93 34.

SLIGOS, LA DOUBLE COMPÉTENCE INFORMATIQUE



UNISYS (10 milliards de \$ de CA, plus de 2000 collaborateurs en France) recherche pour son centre d'étude et de production (conception et assemblages de matériels informatiques) situé à proximité de Rouen

Responsable Planification

Interlocuteur unique de nos services Marketing, Logistique et Production, vous serez chargé de gérer les commandes et d'établir le plan de fabrication de l'établissement.

De formation supérieure (Bac+4) débutant ou expérimenté, vous alliez esprit de synthèse, rigueur et sens de l'organisation. Vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique et pratiquez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. RES/PL/M à Nathalie OTT - Unisys B.P. 5 Villers Eclaires 76360 Barentin.

UNISYS

CONCEVOIR, METTRE EN PLACE ET DÉVELOPPER DES PRODUITS ET SERVICES BANCAIRES ET D'ASSURANCE

Lamy S.A.
ÉDITIONS JURIDIQUES ET TECHNIQUES



destinés aux Transporteurs via la télématique
c'est la mission que propose

N°1 EUROPÉEN EN TÉLÉMATIQUE PROFESSIONNELLE

UN CADRE DE BANQUE ET/OU DE L'ASSURANCE
pour lui confier un poste de

RESPONSABLE CONCEPTION ET DÉVELOPPEMENT DE PRODUITS

Votre mission : - mettre en place les projets actuels - rechercher et préparer le développement futur de nouveaux produits et services télématiques bancaires et d'assurances - élaborer les cahiers des charges destinés aux informaticiens - assurer des contacts avec des partenaires bancaires et assureurs.

Si cette proposition vous intéresse, adressez lettre manuscrite de candidature. C.V., photo et prétentions sous réf. RCDM1, à notre Conseil :

ceforpe marc forget et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS



MAIRIE D'AVIGNON (VAUCLUSE)

recrute

2 SECRÉTAIRES GÉNÉRAUX ADJOINTS

1 Secrétaire général adjoint
responsable du secteur développement et gestion urbaine

- Programmation
- Action économique
- Aménagement et gestion urbaine
- Développement social urbain
- Coopération intercommunale
- Suivi des services extérieurs

1 Secrétaire général adjoint
pour l'encadrement des services

- Finances
- Personnel
- Informatique
- Contrôle de gestion

Profil souhaité pour chaque poste :

- administrateur ;
- expérience dans les secteurs considérés ;
- bonne connaissance du milieu communal appréciée.

Envoyez lettre manuscrite + CV + photo à :
Monsieur le Député-Maire de la Ville d'Avignon
Hôtel de Ville
84022 AVIGNON CEDEX

Le département des Yvelines

recrute

Pour les besoins du Musée du Prieuré à Saint-Germain-en-Laye

UN CHARGÉ D'ADMINISTRATION CONTRACTUEL (homme ou femme)

Sous la conduite du Directeur de l'Enseignement, de la Culture et des Sports du département et en étroite collaboration avec le Conservateur du Musée, il assurera :

- la gestion des affaires administratives et techniques ;
- le suivi du budget ;
- la gestion interne des personnels administratifs et techniques ;
- la sécurité générale et la gestion des stocks.

Il devra faire preuve :

- d'esprit de synthèse et de rigueur dans la gestion ;
- de capacité à coordonner et à gérer les personnels ;
- d'ouverture aux domaines artistiques concernés par le Musée ;
- de capacité à travailler avec les équipes pluridisciplinaires.

Il devra être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur (minimum licence).

La rémunération nette annuelle est de 122 079 F

Les candidatures composées d'une lettre de motivation, d'un CV détaillé, devront être adressées avant le 31 octobre 1989 inclus à :

Monsieur le Président du Conseil Général
Direction générale des Services du Département
Service du personnel
Bureau du Personnel Administratif et Technique
2, place André-Mignot, 78012 Versailles Cedex

Les renseignements complémentaires pourront être obtenus au
39-02-78-78, poste 36-58.

Lyon

YORK
la neige automatique

Notre société (320 personnes, 350 millions de francs de chiffre d'affaires) filiale d'un groupe américain, créée pour sa division loisirs, spécialisée dans la commercialisation d'installations automatiques de production de neige, deux postes :

DIRECTEUR COMMERCIAL

France et Europe

Réf. 171017 I

Véritable homme du développement, vous serez chargé de concevoir et de mettre en place la politique commerciale. Vous poursuivrez le développement de la clientèle en France et consoliderez la mise en place de réseaux sur l'Europe. Vous assurerez l'animation de l'équipe des ingénieurs de vente. Agé d'environ 35 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de commerce, Ecole d'ingénieur...) vous avez concrétisé vos capacités d'animateur dans la vente et la négociation de biens d'équipement lourds. La pratique de l'anglais est impérative, celle de l'allemand et/ou l'italien fortement souhaitée. Votre réussite dans la fonction implique un tempérament de battant, une grande disponibilité liée à un bon sens de l'organisation et de la négociation.

CHEF DE ZONE EXPORT

RFA - Suisse - Autriche
Scandinavie

Réf. 171017 Y

Rattaché au Directeur Commercial, vous devrez vous intégrer à l'équipe existante et assurer dans une grande autonomie le développement Commercial de votre secteur géographique, en sélectionnant, animant les agents, en réalisant des études de marché... Agé de 28 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur (ESC...), vous êtes trilingue, allemand-anglais, vous avez une expérience de vente de biens d'équipement lourds. Homme de terrain, dynamique, débiteur et combatif, vous avez un bon sens relationnel.

Ces postes sont basés à LYON

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous référence choisie à :

EGOR RHONE ALPES
Tour Crédit Lyonnais
129, rue Servient - 69431 LYON CEDEX 03

EGOR

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPAÑA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £ M

Directeurs d'agence, Seconds d'agence,
Responsables de portefeuille, Responsables de marché

Faire progresser sa carrière, c'est important. C'est engager son parcours professionnel sur un tremplin qui prépare à plusieurs possibilités d'évolution. Aux Banques Populaires, 3 groupes bancaires français, 1 850 Agences, le Réseau est un tremplin. Le Réseau permet de vivre le métier de Banquier, de connaître les clients et d'acquiescer le sens du service commercial indispensable à notre développement. Aux Banques Populaires, le Réseau est riche, autonome, il permet à chacun d'exprimer ses compétences, il permet aussi, grâce à un investissement formation important, de prendre de plus en plus de responsabilités.

Encadrement réseau

Directeurs d'agence

Virtuel patron de l'une de nos agences, vous mobilisez vos équipes vers un objectif de développement et de rentabilité de votre structure. Votre expérience (5 ans) et votre formation supérieure confirment votre sens des responsabilités et votre dynamisme commercial. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS réf. ANG-DA BP BOURGOGNE réf. BOU-DA BP NANTES réf. NAN-DA BP NIORT réf. NIO-DA BP RENNES réf. REN-DA BP ST-DENIS réf. STD-DA BP VERSAILLES réf. VER-DA

Seconds d'agence

Aujourd'hui gestionnaire de portefeuille ou responsable de bureau, votre expérience et votre formation vous permettent de prendre le poste de second d'agence. Vous élargissez ainsi votre mission vers l'encadrement d'équipes et la gestion commerciale tout en conservant la responsabilité d'un portefeuille d'entreprises. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS réf. ANG-SA BP BOURGOGNE réf. BOU-SA BP LIMOGES réf. LIM-SA BP LYON réf. LYO-SA BP MARSEILLE réf. MARS-SA BP NANTES réf. NAN-SA BP RENNES réf. REN-SA BP TOULOUSE réf. TOU-SA BP VERSAILLES réf. VER-SA

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite + CV et photo, en précisant la ou les références, à Marine TILLMANN, Département Hommes et Structures, Chambre Syndicale des Banques Populaires, Le Passeur de Paris, 5 rue Leblanc, 75511 Paris Cedex 15.

Exploitation

Responsables de portefeuille d'entreprises ou de clientèle privée

Vous avez une expérience similaire et une formation supérieure. Vous êtes le partenaire financier de votre clientèle. Votre dynamisme commercial et vos résultats vous permettent d'évoluer rapidement vers des postes de responsable d'agence. Vos perspectives de carrière :

BP ANGERS réf. ANG-RP BP BOURGOGNE réf. BOU-RP BP GRENOBLE réf. GRE-RP BP LIMOGES réf. LIM-RP BP LYON réf. LYO-RP BP MARSEILLE réf. MARS-RP BP NANTES réf. NAN-RP BP RENNES réf. REN-RP BP ST-DENIS réf. STD-RP BP TOULOUSE réf. TOU-RP BP VERSAILLES réf. VER-RP CAISSE CENTRALE PARIS réf. CCB-RP

Responsables de marché

Vous êtes intéressé par un poste d'exploitation ou de responsable de marché PME, artisanat, agriculture pour toutes régions. Vos perspectives de carrière : CSBP réf. CSB-RM



BANQUE POPULAIRE

UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

TRES PROCHE DU PRESIDENT...

Vous y êtes d'ailleurs rattaché et faites partie du Comité de Direction. Les résultats de notre entreprise, sa place de numéro 1 de son secteur sur le marché français (biens d'équipements industriels), ne sont que quelques uns des atouts qui doivent vous inciter à postuler. Les objectifs liés à la fonction de

DIRECTEUR
ADMINISTRATIF ET FINANCIER

s'articulent autour de 3 grands axes :

FINANCE (préparation et contrôle budgétaire, comptabilité générale et analytique, contrôle de gestion, relation avec les banques, reporting).

ADMINISTRATION ET PERSONNEL (services généraux, juridique et fiscal, contrats, assurances, personnel).

INFORMATIQUE

Nul doute qu'une formation type HEC, ESSEC, Sup de Co + DECS trouve sa place ici.

En outre votre expérience, à 35 ans au moins, a démontré vos talents de gestionnaire très polyvalent. La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Rémunération de l'ordre de 400 KF + voiture + intéressement. Poste basé à Evry.

Merci d'adresser lettre, CV, photo s/réf. 776 M à notre Conseil.

SODERHU

36 rue de Lisbonne

75008 PARIS.

SODERHU
MEMBRE DE SIVIC

Coordinateur
de GestionFutur Secrétaire
Général

Un Groupe de Sociétés de Services spécialisé dans le domaine des procédures BANCASSURANCES filiale des deux premières compagnies d'assurance-crédit et de six grandes banques françaises recherche son

De formation supérieure, vous justifiez à 27/32 ans d'une expérience de contrôle de gestion et de l'organisation acquise si possible dans une société de services. Rattaché au Directeur Général, vous serez l'interface entre les différents départements du groupe. Vous imaginerez et mettrez en place les solutions à chaque problème rencontré en interne. Notre structure souple, légère et originale vous permettra d'être rapidement et directement impliqué dans tout les domaines relevant de l'organisation et de la gestion des cinq sociétés du groupe. Votre dynamisme et votre motivation, votre sens du contact et de l'analyse vous feront évoluer tout naturellement vers le poste de secrétaire général.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2441MO à LBW 5 rue Leboiteux, 75017 PARIS qui transmettra.

SSII, Filiale d'un Groupe Financier important, réalise 25% de son chiffre d'affaires à l'export.

Nos 900 spécialistes et cadres interviennent en France comme aux Etats-Unis, en Afrique ou en Europe.

C'est dans ce cadre que nous recherchons un :

Contrôleur de gestion

Vous participez à l'élaboration du budget, veillez à l'application des procédures. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des Directions Opérationnelles et Filiales dans leur gestion quotidienne.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou titulaire d'une maîtrise de Gestion, vous avez une première expérience de 1 à 2 ans. Votre rigueur, votre capacité de contact sont vos qualités pour réussir dans cette mission. La connaissance du secteur informatique est un plus.

Merci d'adresser votre candidature sous référence CG/10M à : SINORG Direction des Ressources Humaines à l'attention de Michèle Dain 33, Avenue du Maine 75015 Paris.

SINORG UNIR NOS COMPETENCES



Sylvain Joyeux

Spécialiste du BTP - 800 collaborateurs.

Participez à notre développement et à nos grands projets.

Responsable des Achats

De niveau BAC + 2 minimum, vous avez à votre actif à 30 ans environ une expérience prouvée de 5 années dans le B.T.P. et des connaissances approfondies en informatique.

Vous serez en charge la mise en place d'un service achat avec l'aide de l'informatique.

Comptables

A 25/30 ans, vous avez mis en pratique votre BTS par une expérience de 5 années dans le BTP.

Responsable du suivi analytique des chantiers, vous analyserez les résultats, et assurerez la relation clients.

Pour ces postes envoyer CV, photo et lettre manuscrite à SYLVAIN JOYEUX - BP 6 - 93308 AUBERVILLIERS.

JEUNE RESPONSABLE
DE TRESORERIE

pour le n°1 mondial des fabricants de laine de roche

Nous sommes 500 en France, 5000 dans le monde pour un CA de 4000 MF. Nous nous associons aux grandes réalisations architecturales de notre temps comme au confort de chacun de nous.

Notre responsable de la comptabilité recherche sa ou son collaborateur chargé de la gestion journalière de la trésorerie et des prévisions. Elle ou il représentera notre société auprès de nos partenaires financiers dans le cadre de missions bien définies. Bien sûr, ses résultats souligneront la progression de sa carrière au sein du groupe.

VOTRE PROFIL : BAC + 2 avec une expérience réussie dans ce domaine, des qualités de générosité et le sens de l'équipe. Maîtriser l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre CV, lettre manuscrite, photo et prétentions à Laurent HUET Service du recrutement ROCKWOOL SA 111, rue du château des reniers 75013 PARIS.

ROCKWOOL, L'ENTREPRISE DE TOUS LES DEFI

ROCKWOOL® LA Laine de Roche

Compagnie Internationale
des Wagons-Lits et du Tourisme

Groupe diversifié exerçant ses activités dans l'Hôtellerie, le Tourisme, la Restauration, les Loisirs : CA de 10 Milliards de FF ; implanté dans 52 pays, - recherche pour son service central d'audit

Auditeur Confirmé

possédant une expérience de 2 à 3 ans de l'audit externe ou interne, il est capable de conduire des missions d'audit comptables et financiers ou d'audit opérationnels dans les filiales du groupe en France ou à l'étranger. (Rf12442A)

Auditeur Débutant

Après une formation à nos techniques et méthodes, il participera à des missions en France ou à l'étranger, conduites par un auditeur confirmé. (Rf12442B)

Ces 2 postes s'adressent à des diplômés de l'enseignement supérieur, Ecole de Commerce ou équivalent. Ils exigent la maîtrise d'une langue étrangère (anglais, allemand, espagnol ou italien) et d'être disponibles pour des déplacements fréquents.

Envoyer lettre de candidature, curriculum vitae et prétentions en mentionnant la référence à : Wagons-Lits, Direction du Personnel et de la Communication, 14 rue d'Athènes, 75008 PARIS.

WAGONS
LITS

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

UN COLLABORATEUR
JURISTE

POUR SON SERVICE DES FILIALES

Il assistera le responsable du Service dans le suivi des dossiers juridiques et fiscaux, et prendra en charge la gestion administrative du service (personnel, documentation...). Le candidat (débutant ou ayant de préférence une expérience professionnelle de deux ou trois ans) est titulaire de deux diplômes de l'enseignement supérieur, dont une maîtrise de droit (mention droit des affaires). Il possède de bonnes aptitudes rédactionnelles et relationnelles. Il s'intéresse aux différents aspects de la gestion d'une entreprise.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à C.C.I.P. - D.P.S. 8, rue Chateaubriand 75008 PARIS.



CHAMBRE
DE COMMERCE
ET D'INDUSTRIE
DE PARIS

Le Monde
CADRES

Devenir un spécialiste du

FINANCEMENT DE L'IMMOBILIER PROFESSIONNEL

C'est ce que nos SICOMI et NON-SICOMI proposent à

Un(e) jeune candidat(e) à fort potentiel, doté(e) d'un sens relationnel développé et désireux(se) de s'intégrer dans une équipe dynamique et performante.

Profil souhaité :

Sup de Co, maîtrise de sciences éco ou I.A.E., ayant acquis une première expérience d'au moins deux ans dans le crédit ou le crédit-bail aux P.M.E.-P.M.I.

Poste à pourvoir à Paris-8°.

Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous n° 8584 M Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

مكتبة من الكتب

هنا من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Mardi 24 octobre 1989 37

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Afin d'accompagner sa croissance,
l'Union de Banques à Paris (Groupe CCF)
recherche des

Exploitants Confirmés

Paris

200/280 KF

Afin de faire face au développement rapide de l'activité de son réseau, l'U.B.P. recherche des exploitants disposant de solides bases techniques et d'une expérience commerciale significative de la clientèle de PME. Intégré à l'un de nos agences, vous y prendrez rapidement des responsabilités commerciales et d'encadrement. Agé de 25 à 35 ans, de formation supérieure, vous souhaitez valoriser votre savoir-faire au sein d'une banque à taille humaine qui vous offre très rapidement des opportunités de carrière à la mesure de vos talents.

Contactez Christian Katchourine au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + photo + n° tél + rémunération actuelle + lettre de motivation à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris, sous réf. CK223MO.

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

GEC ALSTHOM

Groupe industriel français, leader mondial dans
plusieurs de ses activités recherche un

Fiscaliste International Futur Responsable du Service

Il aura notamment pour mission : d'assurer l'étude fiscale des contrats export du Groupe et de conseiller les opérationnels dans la rédaction et le montage de ces contrats ; de participer à la mise en place des structures adéquates à la réalisation des projets du Groupe et de suivre les contentieux éventuels dans chaque pays concernés. Par ailleurs, il aura à connaître de grands dossiers de type : implantations, acquisitions à l'étranger dans un but d'optimisation fiscale.

A 35 ans environ, doté d'une bonne formation fiscale et comptable, son expérience d'un minimum 7 ans du conseil fiscal lui aura permis de traiter des questions de fiscalité étrangère et de maîtriser l'ensemble des aspects d'un poste très complet et ouvert.

Dynamique et souple, il évoluera dans un environnement international de grande envergure. Anglais indispensable. Basé à Paris, l'implant du Groupe, l'ambassadeur se déplacera fréquemment à l'étranger.

Contactez Frédéric Fournier au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Tax & Legal, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. FTL491MO.

MP

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Tax & Legal
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

La première filiale en Europe d'un groupe américain fabricant et commercialisant du
matériel de haute technologie recherche son

Directeur Administratif et Financier

Paris Nord

280KF+

Rattaché au Directeur Général, vous êtes assisté d'un chef comptable et d'une équipe de 4 personnes. Dans le cadre de cette création de poste, vous assurez l'ensemble des responsabilités en matière de comptabilité (générale, budgétaire et analytique), de contrôle de gestion, de reporting, de fiscalité et de gestion du personnel. Vous êtes également responsable du développement de l'informatique de gestion et de l'organisation.

Agé de 28/32 ans, vous êtes de formation Ecole Supérieure de Commerce et vous avez au moins 4 ans d'expérience acquise d'abord en cabinet d'audit anglo-saxon puis si possible en entreprise.

Contactez Xavier d'Anglade au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. XA4881MO.

MP

Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Fabriquants des produits de haute technicité vendus dans le monde entier, nous sommes avec
un CA de plus de 2 Milliards de F, un des leaders mondiaux de notre secteur.
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour deux de nos départements leurs

Contrôleurs de Gestion

Bourgogne

Rattachés aux directeurs de ces départements (1000 personnes pour l'un, 350 personnes pour l'autre), vous assurez, outre la responsabilité des plans, budgets, reports, analyses d'écart, un rôle moteur à jouer dans l'évolution du système d'information.

Ces deux postes seront des tremplins pour accéder à des fonctions élargies en France ou à l'étranger.

Diplômé d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, vous avez une première expérience de l'univers industriel de 3/4 ans environ acquise en entreprise ou que vous souhaitez mettre au service d'un groupe multinational. Vous avez bien sûr une bonne connaissance de l'Anglais.

Contactez Jérôme Lancelotti au 78.28.16.04 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Rhône-Alpes, 19 rue de l'Arbre Sec, 69001 LYON, sous réf. JLD315MO.

MP

Michael Page Rhône-Alpes
Spécialiste en recrutement Financier
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Une Banque en plein essor recherche son

Trésorier

Paris

Rattaché au Directeur Général Adjoint, vous aurez sous votre responsabilité la gestion de la trésorerie de la Banque, à savoir : refinancement des crédits de la banque, trading sur le marché interbancaire, suivi et couverture du risque de taux.

Vous participerez également au Comité de Direction et au Comité de Risque de Taux associant les décideurs de la Banque.

Agé de 28/30 ans, de solide formation académique, vous souhaitez accéder à un poste de responsabilité, très complet, dans un environnement professionnel et évolutif.

Contactez David Kellner au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + n° tél + photo + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. DK335MO.

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

Un important Etablissement Financier de l'ouest parisien
recherche son

Analyste Marketing

Rattaché au Responsable du Service Marketing :

- il participe à la préparation du plan marketing et réalise, avec l'appui d'un collaborateur, les études nécessaires à son élaboration ainsi que celles qui en découlent ;
- il positionne l'entreprise par rapport à ses différents marchés (particuliers, entreprises, collectivités locales...) en collectant les informations qui s'y rapportent afin de contribuer activement à la définition de ses objectifs ;
- il propose à partir des réflexions menées ci-dessus le développement de nouveaux produits, services ou canaux de distribution ;
- il met à la disposition du réseau des outils de gestion commerciale.

De formation supérieure (Bac + 4), le candidat a au moins deux années d'expérience en matière d'études approfondies, de préférence dans le domaine bancaire, et possède un esprit concret et rigoureux.

Contactez Emmanuelle Capitaine au (1) 42.89.30.03 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 10 rue Jean Goujon, 75008 PARIS, sous réf. ED496MO.

MP

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement Bancaire
Paris.Lyon.Londres.Amsterdam.Bruxelles.Sydney

La trésorerie d'un groupe

... une fonction évolutive

Nous sommes la holding d'un groupe de commerce international implanté en France et à l'étranger. Notre direction financière, soucieuse de gérer au mieux nos 12 milliards de CA étouffe sa structure et crée le poste de Responsable du Service Trésorerie.

Le Responsable Trésorerie établit, suit et contrôle le plan de financement du groupe. Il prend en charge sa trésorerie et assure la gestion du risque de taux. Il est une force de proposition au sein de la holding, il intervient en conseil et assistance auprès de toutes les filiales et est en relation permanente avec les banques. Il manage une équipe de trois personnes.

A 28/30 ans, vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur et vous avez acquis une première expérience trésorerie/marchés dans une PME/PMI. Vous souhaitez valoriser cet acquis dans une importante structure financière où les possibilités d'évolution sont réelles. Vous êtes fiable, rigoureux, très bon technicien et homme de dialogue, alors adressez votre lettre manuscrite + CV sous la référence MC/200.01/Mo aux Conseils en Recrutement Associés - 58, avenue Kléber - 75784 Paris Cedex 16.

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

CE
RA

BANQUE, FILIALE D'UN GROUPE
EUROPÉEN DE 9000 PERSONNES

SPECIALISTE FINANCEMENT IMMOBILIER

Vous aurez la charge de la gestion et du développement de la clientèle, des professionnels de l'immobilier. Il vous appartiendra d'adopter les procédés administratifs et informatiques au développement de cette activité en France et à l'étranger et de mettre en place des liaisons d'information permanente entre la France et l'étranger.

Vous assurerez le développement de votre fonds de commerce, principalement dans la clientèle "promoteurs". Agé de 30 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Sciences Po, ESC, maîtrise de gestion...), vous possédez une expérience acquise dans un établissement spécialisé, une bonne connaissance de la micro-informatique. A un tempérament commercial, vous associez le sens du risque, des qualités de rigueur et de méthode. Votre capacité, vos résultats vous permettront d'évoluer dans ce groupe européen.

Merci d'adresser votre dossier sous référence 76061 à CONTESSÉ PUBLICITE, 38 rue de Villiers, 92300 LEVALLOIS PERRET, qui nous le transmettra. Discretion assurée.

CONTESSÉ

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 £311

PAU

Société de Services Internationale du domaine para-pétrolier, en progression sensible, crée au sein de sa D.A.F. les postes de:

RESPONSABLE
COMPTABLE

(réf. SM/RC)

Avec 5 personnes, vous participez à la définition et mettez en œuvre une nouvelle organisation comptable informatisée, faites appliquer les procédures internes pour le siège et ses unités décentralisées, animez l'unité comptable (compta générale et analytique, trésorerie, fiscalité, reporting US, consolidation...).

De formation supérieure comptabilité-finance, vous avez au moins 2 ans d'expérience d'organisation et animation d'une unité comptable en PMI, si possible en environnement anglo-saxon.

Pour ces deux postes, le sens de la communication, la rigueur dans l'analyse et une parfaite maîtrise de l'anglais sont essentiels pour évoluer avec notre société.

Merci d'adresser, sous la référence choisie, à notre Conseil: INFORAMA CARRIERES, BP 282, 31328 LABEGE Cedex.

CONTROLEUR
DE GESTION

(réf. SM/CG)

Responsable d'une petite équipe, vous assurez l'élaboration et le suivi des procédures internes et du contrôle budgétaire, l'installation d'une gestion informatisée des stocks et immobilisations, le suivi des filiales et l'audit du reporting.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, vous possédez au moins 2 ans d'expérience de préférence en cabinet d'audit anglo-saxon, des connaissances en fiscalité et des notions de consolidation.



INFORAMA

la technologie pour les hommes

UN DES PREMIERS ASSUREURS-VIE, RECHERCHE

CONTROLEUR DE GESTION
CHARGE DU BUDGET

Au sein du service central, il prendra en charge la gestion budgétaire. C'est en liaison avec notre réseau de contrôleurs de gestion qu'il assurera: « l'animation de la procédure de prévision et le suivi du budget et fonctionnement », le suivi et l'évolution du système de gestion budgétaire, ainsi que l'amélioration des procédures administratives et informatiques.

Doté d'une formation supérieure en gestion, il a, en 4-5 ans, affirmé comme un homme de contacts et comme un animateur sachant transmettre son souci de rigueur et son sens de l'organisation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 08.777 à CONTESSA PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92300 LEVALLOIS PERRET Cedex - qui transmettra.

ANALYSTE CREDIT

... relationnelles et votre goût de l'analyse

GENERAL FOODS FRANCE, filiale d'un des premiers groupes alimentaires mondiaux recherche un analyste crédit (H/F).

Vos missions:

- identifier et prévenir les risques clients par l'analyse financière.
- recouvrer les créances et traiter les litiges.
- assurer les interfaces entre les services financiers et commerciaux de la société et les clients.

A 25 ans environ et avec une formation Bac+4 (école de commerce), vous êtes débutant ou avez une première expérience. Ce poste nécessite de bonnes qualités relationnelles, le goût du travail en équipe et une bonne connaissance de l'outil informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à KIGFF, Georges Houssey, BP 309, 92506 Rueil Malmaison cedex.

GENERAL
FOODSDANS NOTRE BANQUE
VENEZ MODERNISER LA COMPTABILITE
ET CREER LE CONTROLE DE GESTION

Avec une centaine de personnes, notre banque est à taille humaine, filiale d'un grand groupe, elle a les moyens de ses ambitions et se développe de façon significative sur le marché de l'épargne.

A l'occasion de la restructuration bancaire de notre groupe, nous voulons proposer à un jeune cadre tout d'abord de moderniser la comptabilité pour optimiser son fonctionnement.

Ensuite il mettra en place les outils d'aide à la décision et de mesure de notre activité pour créer un véritable contrôle de gestion. Sa mission réussie, nous le ferons évoluer alors dans la banque, et dans le groupe.

A 30-35 ans, vous avez, après une formation supérieure (sup de co, dauphine, sciences po...), développé une première expérience significative dans une banque (contrôle de gestion, comptabilité), vous souhaitez un challenge à la mesure de vos ambitions, dans le cadre d'une réelle autonomie.

Prenez contact avec Denis SESROUE, notre conseil, en faisant parvenir votre dossier (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) à U'MAN - 9, avenue Matignon - 75008 PARIS sous la référence COGILM.

U'MAN

CHERCHONS DES RESSOURCES HUMAINES

BRED

Première banque populaire, 8^e banque française, nous possédons un réseau de 200 agences. En 5 ans, nous avons multiplié nos dépôts et nos fonds propres par 5. Cette réussite est l'œuvre de plus de 3 300 collaborateurs.

Aujourd'hui, nous recherchons pour notre Direction des Activités Financières des

COMPTABLES
OPCVM

De formation supérieure (DECF, MSTCF, MSG...), vous justifiez d'une première expérience réussie des valeurs mobilières et/ou de la comptabilité.

Nous vous confierons la gestion comptable, la valorisation et les relations avec les commissaires aux Comptes de plusieurs Fonds Communs de Placement et SICAV.

Postes basés à PARIS 8^e.

Merci d'adresser curriculum vitae, photo et prétentions, à la BRED 8474 - 9, rue d'Argenson 75008 PARIS.

Jeune ESC + DECS
Comptabilité Générale

La Direction des Services Comptables d'HACHETTE - 25 milliards de CA dont 50% réalisés dans les 39 pays où le Groupe est implanté - a pour vocation d'assurer la cohérence des comptes du Groupe à partir d'une comptabilité largement décentralisée.

Vous seconderez le Chef du Service "Bilans-Résultats" d'un secteur représentant un CA de 3 milliards de FF, dans l'analyse des comptes périodiques et annuels, l'établissement des bilans et de tous les documents obligatoires sociaux et fiscaux.

Nous souhaitons rencontrer des candidats formés dans une école supérieure de gestion, titulaires d'un DECS et apportant une expérience de 3 ans minimum en comptabilité générale, une bonne pratique de la micro-informatique et un bon niveau en anglais.

Vous travaillerez dans une petite équipe. Votre potentiel, vos compétences et votre crédibilité vous permettront d'évoluer en fonction de vos motivations.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. 89110/M, au Groupe HACHETTE, Gestion des Cadres, 83 avenue Marceau, 75116 PARIS.

groupe de communication
multimédia internationalUn futur associé pour
des fusions-acquisitions.

Notre structure bancaire connaît bien le tissu des petites et moyennes entreprises. Nous avons su nous rapprocher d'elles, les soutenir dans leur développement et les conseiller lorsqu'elles souhaitent acquérir, fusionner, restructurer leur capital.

Nous étendons cette activité de haut de bilan. Pour ce faire, nous souhaitons nous adjoindre un homme complet, capable de conquérir et d'entretenir une clientèle mais aussi d'imaginer et de mettre en place les instruments financiers adaptés.

De formation supérieure, doté de solides compétences juridiques et fiscales, vous pouvez mener une opération complexe en toute autonomie. Votre expérience de 8 à 10 années des montages financiers, des rapprochements d'entreprises, acquise dans une banque ou au sein d'un cabinet et bien sûr votre compétence nous permettront très vite de vous associer. Merci d'adresser rapidement votre dossier à notre conseil, Philippe Vuittey, associé du Cabinet Sirca - 64, rue La Boétie - 75008 Paris, sous référence 034 890 LM, qui l'étudiera en toute confidentialité.

Sirca

Paris-Lyon-Madrid-Lisbonne

ETABLISSEMENT
FINANCIER DE TOUT
PREMIER PLAN
recherche pour sa
DIRECTION DES
MARCHESRESPONSABLE
MARCHES FINANCIERS

Au sein de la direction Action, il rejoint la petite unité chargée du marché primaire et prend la responsabilité:

- des études techniques des produits émis, garantis par notre établissement;
- de l'analyse du risque de garantie;
- du placement des titres auprès des gérants de tout le groupe;
- du suivi des contrats et du reporting;
- de la conception et l'analyse de nouveaux produits à développer.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un candidat de formation financière/économique (Bac + 5) ou scientifique, riche d'une première expérience d'analyse financière.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 08.776 à CONTESSA PUBLICITE - 38, rue de Villiers - 92533 LEVALLOIS PERRET Cedex, qui transmettra.

FILIALE D'UN
IMPORTANT GROUPE FINANCIER
EN FORTÉ CROISSANCE
SPECIALISÉE DANS LES O.P.C.V.M., RECHERCHEGESTIONNAIRES COMPTABLES
OPCVM

- UN SENIOR RESPONSABLE D'EQUIPE
- UN COMPTABLE CONFIRME 4/5 ans d'expérience
- UN JUNIOR DEBUTANT

Ils auront la responsabilité de garantir la gestion comptable de plusieurs OPCVM ainsi que l'animation d'équipes qualifiées et dynamiques.

Les postes s'adressent à des comptables ayant le DECS et une expérience de la gestion de SICAV-FCP.

Merci d'adresser CV détaillé, précisant votre rémunération actuelle, en repétant la réf. DF 910 sur l'enveloppe, à

G.G.S. CARRIERES - GROUPE ALTRAN
53, boulevard Gouvion Saint-Cyr - 75017 Paris

هذا من الامتحان

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

INSPECTEUR CHEF DE MISSION

Banque

Une importante banque française à vocation internationale recherche dans le cadre de son développement un inspecteur confirmé. Basé au siège à Paris, et intégré dans une équipe d'une quinzaine de personnes, il interviendra dans des missions portant sur l'ensemble des activités de la banque (siège ou agences et succursales à l'étranger). Ce poste qui nécessite des déplacements en France ou à l'étranger (40% du temps environ) conviendrait à un candidat âgé de 30

ans minimum, ayant acquis une expérience de 3 ans en audit bancaire, et capable d'assumer très rapidement des responsabilités de chef de mission. Il possèdera une bonne pratique de l'anglais. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9630M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

RESPONSABLE DU SECTEUR DES PROFESSIONNELS ET ENTREPRISES

Banque

Metz - Une importante banque régionale, rattachée à un groupe bancaire de tout premier plan recherche un responsable du secteur des professionnels et entreprises. Basé au siège de la banque à Metz, et rattaché au directeur des affaires, il participera à la définition de la politique sectorielle et proposera les plans d'actions qui en découlent. Assisté d'une équipe, il assurera l'analyse et la gestion du risque ainsi que la formation et l'information du réseau sur ce secteur de clientèle. Ce poste s'adresse à un candidat,

âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur ou bancaire (EBC, ITB...), ayant acquis l'analyse et l'appréciation du risque bancaire, auprès d'une clientèle d'entreprises et de professionnels et fortement motivé pour l'action commerciale. Ecrire à H. CELERIER en précisant la référence A/R9629M - PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

Contrôleur de gestion débutant

INSEAD, ESTP + 3ème CYCLE, ESC, ISG...
Voulez-vous évoluer avec nous ?

Vous avez un fort potentiel. CBC aussi ! CBC, c'est le bâtiment et l'immobilier d'aujourd'hui. Entreprise jeune (7 ans), fortement informatisée, CBC, c'est 5,5 Mds de CA en 89, 3800 personnes et une croissance soutenue.

Vous avez des ambitions élevées. CBC aussi ! CBC a décidé d'investir dans une formation de haut niveau. Pendant 1 an, le contrôleur de gestion du groupe vous pilotera en vous confiant des missions précises au sein de nos filiales.

Vous souhaitez évoluer après avoir fait vos preuves. Familiarisé à l'esprit du groupe et à ses méthodes, vous rejoindrez une filiale.

Au sein de son équipe contrôle de gestion, vous prendrez des responsabilités qui vous permettront ensuite d'évoluer dans le groupe.

Merci d'adresser votre dossier avec photo, sous réf. 325M, à J.B. Valadon, Responsable Politique Jeunes, 29/31 rue de l'Abreuvoir, 92100 Boulogne. Tél. 49.09.67.70.



NOTRE PREMIÈRE RICHESSE.



GRUPE ALMA

leader de la gestion fiscale des entreprises recrute

AUDITEURS

EN DROIT
DE LA SECURITE SOCIALE

pour développer son audit "Cotisations assises sur les salaires". Niveau juridique élevé, solides bases comptables et connaissance approfondie des rouages du régime général de Sécurité Sociale.

Vous avez entre 28 et 40 ans, une expérience confirmée en matière de cotisations assises sur les salaires, éventuellement en tant que comptable-payeur ou au sein de la branche recouvrement du régime général.

GESTION IMMOBILISATION
INVENTAIRE PHYSIQUE

Expérience groupes industriels ou grands cabinets appréciée. Confidentialité absolue assurée, opportunité de carrière.

Vous souhaitez plus de responsabilités, intégrer une équipe jeune, trouver un environnement dynamisant. Vous êtes immédiatement opérationnel et les déplacements ne vous rebutent pas.

Envoyer curriculum vitae + photo + prétentions, en précisant le poste choisi à Groupe ALMA, Service du Personnel, 26, rue Molakoff 92600 ASNIERES.

JUSQU'AU DERNIER DRAPEAU, TOUT EST A BUDGETER ET A AUDITER.

Sur 2000 hectares, nous travaillons à l'implantation de l'univers Disney en France : Euro Disneyland. L'entreprise Disney y investit 35 ans d'expérience dans le domaine des parcs de loisirs et... 15 milliards de francs. En clair, Disney engage son professionnalisme, sa réputation, son nom.

Des dizaines d'attractions magiques, 2 terrains de golf, 6 hôtels, ... la réussite de notre projet passe par une organisation financière sans faille et par les qualités indispensables de nos collaborateurs : souplesse, rigueur, rapidité, sens du service. Le sourire en plus. Parce qu'ils ont vocation à intervenir sur une multitude de projets, toujours nouveaux, de toutes tailles, avec comme partenaires les opérationnels de nos différentes divisions. Vous avez dès aujourd'hui un rôle moteur à jouer dans cette entreprise, pour l'ouverture de la première phase en 1992, de la seconde en 1996 et au delà.

CONTROLEURS DE GESTION Juniors - Seniors

Vous préparez des plans et des budgets pour des projets de taille et de nature très diverses (élaboration de tableaux de bord, mise en place de procédures, suivi de l'évolution des coûts). Vous avez également un rôle de conseil auprès des Chefs de projet et Responsables des centres de profit en menant des études financières.

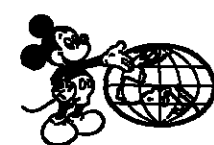
Autonome dans vos missions, votre niveau de responsabilité sera fonction de votre expérience (de 2 à 6 ans, dans une banque ou une grande entreprise). De formation INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP ou DECS, vous avez une bonne pratique de la micro-informatique et parlez l'anglais couramment. Ref CG/2310/M

AUDITEURS INTERNES Juniors - Seniors

Vous participez à la création de notre service Audit en contribuant à mettre en place son organisation et ses procédures spécifiques. Vous procédez à l'audit des projets menés par nos équipes et suivez la réalisation des contrats fournisseurs.

Autonome dans vos missions, votre niveau de responsabilité sera fonction de votre expérience (de 2 à 6 ans, en cabinet ou au sein du service Audit d'une grande entreprise). De formation INSEAD, HEC, ESSEC, ESCP, MBA ou DECS, vous avez également une bonne pratique de la micro-informatique et parlez l'anglais couramment. Ref A/2310/M

Veuillez adresser votre dossier de candidature sous la réf. choisie à EURO DISNEYLAND - Service Recrutement "Le Pascal" - 3 à 11, bd Georges Méliès - 94350 Villiers s/Marne.



Euro Disneyland SCA

Notre objectif :
accroître
les performances
des institutions
financières



EUROGROUP
CONSULTANTS

CONSULTANTS JUNIORS X, HEC, MBA

Groupe de Conseil en Management (80 personnes), nous intervenons auprès des Directions Générales de Groupes Financiers et Industriels. Nous allons doubler notre activité dans les trois ans à venir en particulier dans le secteur financier.

Pour participer à notre développement, nous recherchons des consultants de talent dotés d'une forte personnalité et ayant de réelles capacités d'animation et d'innovation.

Vous avez une formation de tout premier plan et une expérience réussie de 1 à 3 ans dans un Cabinet de Conseil ou dans une Institution Financière.

Vous maîtrisez parfaitement l'un des domaines suivants :

- conception et mise en œuvre des contrôles de gestion stratégique et opérationnel,
- organisation des back-offices et systèmes d'information Bourse-Titres,
- gestion de la trésorerie et des risques de taux d'intérêt,
- technologies nouvelles et stratégie informatique.

Rejoignez-nous et participez à notre croissance.

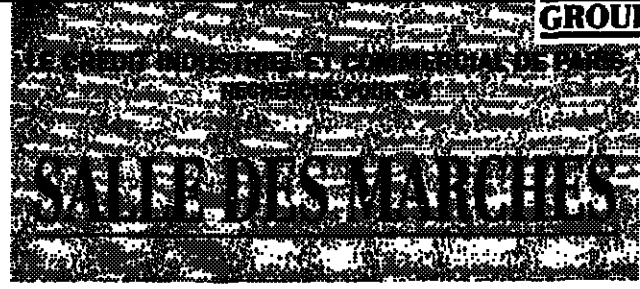
Vous serez formés à la conduite de nos missions à partir des démarches originales qui contribuent à notre succès et favoriseront vos initiatives pertinentes.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature à Jean-Marie Nogaro, 17, rue Louis-Rouquier, 92300 Levallois.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 F III

GROUPE CIC



CAMBISTE CLIENTELE

Intégré à la table clientèle, vous agirez comme interface des entreprises clientes pour l'ensemble des opérations en devises (change comptant, terme, options...).

CHARGE DE COMPTES
INSTITUTIONNELS

Vous serez responsable auprès d'une clientèle d'institutionnels (compagnie d'assurance, caisse de retraite...) de la promotion des produits de marchés (obligations en Francs et en devises, marchés primaire et secondaire, OAT, couverture de taux) dans ses aspects conseil, animation commerciale et montage d'opérations spécifiques.

Rigoureux, autonome, imaginatif, vous avez entre 28 et 38 ans, une bonne connaissance de ces marchés, la volonté d'évoluer au sein d'une salle et d'une banque à taille humaine.

Pour ces deux postes, nous vous proposons des responsabilités et une évolution à la mesure de vos compétences et de vos ambitions.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, C.V. et prétentions à Jean LHERMITE
CIC PARIS - Division de la Gestion des Carrières - 66, rue de la Victoire - 75009 PARIS.

CIC Paris

UNE IDEE FIXE : LA FORCE DU SERVICE

TRES IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE
recherche leResponsable
du Service Trésorerie
sous l'autorité du Directeur Financier

Gestion de la trésorerie, suivi de l'évolution des devises étrangères, des relations bancaires... Animation du service (15 personnes).

Profil :

A 35 ans environ, vous avez une formation supérieure + ITB.

Vos expériences vous ont conduit à gérer les mouvements de trésorerie de nombreux comptes répartis sur plusieurs banques et ce dans des sociétés importantes.

Vous maîtrisez en tant qu'utilisateur l'informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à
Marie MAY CONSULTANTS 91, rue du Faubourg
St Honoré 75008 PARISCredit Agricole Mutuel
du Sud-Ouest

LANDES

Pour structurer son service Financier Comptable et Contrôle de Gestion, notre
Caisse Régionale (700 pers. - 10 Mds de bilan) recherche un

Adjoint chef comptable

Sous la responsabilité du Chef Comptable et à la tête d'une équipe de 8 personnes, vous serez chargé de :

- gérer le système comptable de l'établissement,
- contrôler les comptabilités divisionnaires,
- arrêter et consolider les comptes sociaux,
- faire face aux obligations de déclarations réglementaires et fiscales.

Titulaire du DESCF ou sur le point de l'obtenir, votre première expérience en cabinet comptable ou en entreprise vous a permis de développer vos compétences en fiscalité et votre pratique de l'informatique. Votre rigueur et votre sens de l'organisation alliés à vos qualités relationnelles faciliteront votre adaptation et votre évolution dans notre Caisse Régionale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. C 89-55 à notre Conseil :
Evelyn REDON - CAPFOR GRAND SUD-OUEST, Communica, 2 rue El Pelletier
31082 TOULOUSE CEDEX. Informations Minitel : 3615 code CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - LYON - AIX-MARSEILLE - NANTES - CLERMONT-FERRAND - BORDEAUX
ANGERS - AUCH/TOULOUSE - BREST - NICE - NIORT - QUIMPER - ROUEN - STRASBOURG

Cabinet Paris-Sud recrute Consultant en

Taxe Professionnelle

Vous êtes un spécialiste des impôts locaux, dominant parfaitement les règles d'écrêtement, de fusion, de valeur locative foncière. Vous connaissez à fond la patente et êtes juridiquement armé pour les transposer en T.P. Vous maîtrisez les missions d'audit dans les grands groupes. Nous vous offrons une réelle opportunité de carrière et une rémunération élevée :

FIXE : 600 KF + INTERESSEMENT.

Confidentialité absolue.

Adresser CV, photo sous référence 8924 à :

PUBLIPANEL

145, rue de Vaugirard - 75015 Paris, qui transmettra.

Organisme public de logement social (Sud-Est)

Effectif : 650 personnes

recherche

SON DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

De formation supérieure, il devra posséder une expérience opérationnelle, notamment en matière de Management, d'organisation de gestion prévisionnelle.

La connaissance de l'informatique et des systèmes d'information est souhaitée.

Adresser C.V. et prétentions s/n° 8593
LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 Paris, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUCTIONS AUDIOVISUELLES

recherche

CONTROLEUR DE GESTION SENIOR

Adjoint du chef de service

Au sein d'une équipe jeune de 9 personnes, il secondera le responsable du service dans l'ensemble de ses fonctions, et prendra directement en charge le contrôle de gestion de plusieurs secteurs d'activités (budgets, suivis et analyses).

Il mènera également des études économiques, structurelles et financières, et participera aux planifications à moyen terme.

De formation supérieure, il possède 5 années d'expérience dans la fonction.

Prière d'adresser rapidement C.V. et prétentions, etc.
sous n° 8587, le Monde Publicité,
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

S.D.O. SELECTION DISC ORGANISATION

Dans le secteur des disques et produits magnétiques, notre Société intervient comme distributeur "rack-jobber" et enregistre une progression de chiffre d'affaires supérieur à 25 %/an
CA 500 MF - EFFECTIF 220 PERSONNES

Dans le cadre de ce développement, elle crée le poste de :

DIRECTEUR FINANCIER

Il sera rattaché au Directeur Général et assurera la responsabilité de l'ensemble des fonctions administratives, financières et sociales : comptabilité - budget - contrôle de gestion - trésorerie - informatique - juridique - fiscal.

Dans un premier temps, il définira et mettra en œuvre les développements majeurs des systèmes d'information de l'entreprise.
Le Directeur Général souhaite rencontrer un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, ayant un excellent sens relationnel, rigoureux et organisé. Le challenge implique, outre une expérience financière opérationnelle, une bonne pratique dans les domaines organisation et informatique.
Une expérience de gestion dans le négoce ou la grande distribution serait un plus.Merci d'adresser lettre de candidature, CV, photo et prétentions à S.D.O.
BP 15 - 35410 DOMLOUP à l'attention de J. BLAZERE.

LES APPELS TELEPHONIQUES NE POURRONT PAS ETRE PRIS EN COMPTE

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche

CADRE COMPTABLE

Minimum 26 ans

Vous souhaitez élargir votre expérience de la comptabilité générale en participant à la révision des procédures comptables des opérations bancaires, notamment dans le secteur des nouveaux instruments financiers.

Doté d'une formation comptable supérieure (DECS ou DESCF), vous possédez une expérience d'environ 3/4 ans dans un cabinet d'expertise comptable, un bon niveau d'anglais et maîtrisez l'outil informatique.

Vos connaissances techniques et vos aptitudes relationnelles vous ouvriront des perspectives d'évolution au sein de notre Etablissement. Poste à pourvoir à Paris.

Merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. 7563/M, à CURRICULUM,
6 passage Lathuille, 75018 PARIS.CABINET EXPERTISE COMPTABLE
ET COMMISSARIAT AUX COMPTES
Pour renforcer ses structures et favoriser son expansion
recherche5 COLLABORATEURS DE CABINET
TOUS NIVEAUX (H/F)Adresser CV et prétentions à
Cabinet FAVENS DELOFFRE 31, rue Poussin 75116 PARIS

Nous sommes un important groupe européen, faisant partie des leaders mondiaux de l'équipement automobile. Nous recherchons, pour l'une de nos nombreuses unités décentralisées, le Responsable du

CONTROLE DE GESTION
INDUSTRIEL

Dans un environnement technique très automatisé, il secondera le Directeur de cette usine de 450 personnes et 500 MF de chiffre d'affaires. A la tête d'une équipe de 6 personnes, il assurera la comptabilité analytique - coûts standards, maîtrise des écarts -, élaborera les budgets et plans d'investissement, fera le reporting au siège.

A 28/35 ans, issu d'une Grande Ecole de Commerce ou Ingénieur double formation, avec une expérience significative du contrôle de gestion, vous êtes familiarisé à l'informatique, la mise en place d'une GPAO vous stimule ainsi que la diffusion de nos concepts économiques auprès de vos interlocuteurs dans l'usine.

Votre personnalité affirmée alliée au sens du dialogue vous permettra de réussir dans ce poste puis d'évoluer au sein de notre Groupe. Notre établissement est situé en région Ouest.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) en indiquant la référence 4819 M à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une entière discrétion.

251 Bd Péreire - 75017 Paris

Actiman

Responsable front office

H/F

N°2 mondial dans notre activité, nous sommes un important groupe industriel de dimension internationale, amené à réaliser un volume important d'opérations de change.

Pour intégrer notre service trésorerie à Paris et devenir notre responsable front-office (opérations essentiellement en devises), vous avez idéalement une expérience identique de 2 ans en entreprise, une formation Sup de Co. Dauphine... vous parlez anglais et pratiquez la micro-informatique.

Avec votre équipe, vous assurerez nos opérations de couverture du risque de change et de taux d'intérêt. Vous superviserez les opérations de financement ou de placement en France.

Vous suivrez l'évolution des marchés financiers, des données macro-économiques françaises et internationales. A la recherche de produits nouveaux, vous proposerez des solutions adaptées à la politique de couverture de notre groupe.

Cette fonction requiert une véritable connaissance des marchés (en particulier USD et FRF) et une bonne appréciation des risques financiers.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions s/réf. 4651 à RSCG CARRIERES - 48, rue Saint-Ferdinand
75017 PARIS qui transmettra.

UNIVERS DE
LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Rejoignez un groupe ambitieux

CONTROLEUR FINANCIER HF

FINANCIERE
STRAFOR

est un groupe industriel diversifié, leader international sur ses marchés. Par de récentes acquisitions en Europe, aux USA, en Asie, et par la croissance interne, il a porté son chiffre d'affaires à plus de 6 milliards de Frs pour 11 000 personnes.

Rattaché à la Direction Financière Groupe, le candidat assurera le reporting de l'ensemble du Groupe et prendra en charge le contrôle financier de plusieurs branches : plans, budgets...

Nous souhaitons rencontrer un candidat diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, possédant une expérience d'au moins 3 ans, soit en cabinet d'audit, soit dans une fonction financière en entreprise. La pratique de l'anglais est indispensable, celle d'une seconde langue serait appréciée.

Le poste est basé à STRASBOURG. Dans un contexte international particulièrement dynamique, la fonction proposée est très évolutive.

Merci d'envoyer lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous la référence M 30/3355 A à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Béri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM

L'habitat en mouvement ...

CHEF DU DEPARTEMENT
CONTROLE DE GESTION

Une gestion performante, un management moderne, un esprit d'innovation et de qualité sont à la base du professionnalisme de cette société (1000 personnes - 800 millions de francs de CA) dans son triple métier de : Maître d'Ouvrage-Aménageur-Gestionnaire.

Pour faire face à son développement, elle renforce sa Direction du Contrôle de Gestion.

Rattaché au Directeur du Contrôle de Gestion, qu'il assiste dans ses attributions, le titulaire du poste a pour principale mission d'assurer le fonctionnement et l'évolution des systèmes d'informations de gestion (élaboration des budgets, analyse des écarts, établissement de tableaux de bord). Il assure également des missions spécifiques : étude sur le choix des investissements, formation des responsables d'établissements à la gestion des budgets. Il participe activement au renforcement des systèmes informatiques. Garant de l'application des procédures, il agit en véritable conseil auprès des opérationnels. Il est assisté dans ses responsabilités par une équipe de 5 personnes.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel d'environ 32 ans, diplômé d'une école de commerce ou de gestion. Il justifie d'une expérience significative en contrôle de gestion ainsi qu'une première expérience de l'animation d'équipe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle en précisant la référence M 50/3202 G à :

EGOR GESTION ET FINANCE
8, rue de Béri - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.89.26.64

PARIS BORDEAUX LILLE LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE - BELGIQUE DANMARK DEUTSCHLAND ESPANA ITALIA NEDERLAND PORTUGAL UNITED KINGDOM



BANQUE DE BAEQUE BEAU

Banque à taille humaine (200 personnes), notre vocation est le financement des PME-PMI et la gestion de patrimoine. Pour accompagner notre développement, nous recherchons notre futur :

RESPONSABLE DU
DEPARTEMENT ETUDE
DES ENGAGEMENTS

Il sera responsable d'une équipe (4 personnes) chargée de l'étude et de la rédaction des dossiers de crédit, ainsi que l'analyse des bilans et sera notre ambassadeur spécialiste dans son domaine. Ce poste implique de nombreux contacts internes et externes (clients, partenaires...) et nécessite une excellente compétence technique.

Si vous avez une formation supérieure du type juridique ou fiscal, une solide expérience (minimum 3 ans) en études et montages de crédits dans un établissement à vocation généraliste, veuillez adresser une lettre manuscrite, un CV et la rémunération souhaitée sous la référence 186 T à HB, 66 Avenue Victor Hugo, 75116 PARIS.



La société COMPTOIRS MODERNES - UNION COMMERCIALE, 500 magasins, 4 milliards de C.A., filiale d'un Groupe coté recherche son :

JURISTE

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, il anime une équipe de 3 personnes.

Sa compétence devra s'exercer sur : la réglementation économique, le droit des sociétés, les assurances, la rédaction des actes engageant le patrimoine de la société, le contentieux.

Cette fonction nécessite une formation de niveau maîtrise de droit privé et une expérience minimum de 5 ans.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous la référence JUMO à :

COMPTOIRS MODERNES - UNION COMMERCIALE
67 rue Aristide Briand - BP 31 - 77124 VILLENY



Faite du groupe Cadbury Schwepes, nous sommes en France une société de 400 personnes, dont le chiffre d'affaires sera de l'ordre de 700 millions de francs en 1989. Une forte croissance et d'ambitieux projets nous amènent à recruter pour notre siège de Paris 8^e un :

CONTROLEUR BUDGETAIRE

Directement rattaché au contrôleur de gestion :
• il élabore les budgets, les prévisions et les plans
• il prend en charge le contrôle budgétaire (analyse et interprétation des écarts) en relation avec les responsables des départements.
• il définit et met en œuvre les procédures de contrôle interne et participe à l'élaboration des dossiers d'investissement.
• il intervient ponctuellement dans des groupes de travail interdépartementaux.

Vous êtes diplômé ESC (option Finance), vous pensez que la fonction de contrôleur budgétaire est un mélange de professionnalisme, d'aptitude aux relations humaines et de dynamisme. Vous avez acquise une première expérience réussie (2 ans) de contrôle de gestion ou d'audit, vous êtes bilingue anglais et vous connaissez la micro-informatique Lotus (1,2,3).

Envoyez CV, Lettre manuscrite, photo et prétentions à : SCHWEPES FRANCE, 104 rue de Miromesnil, 75008 Paris, sous référence CB 89/1.

Jeunes contrôleurs de gestion

(H.E.C., E.S.S.E.C., E.S.C.P... 1ère expérience exigée)
postes basés à PARIS

Nous sommes un groupe de 8 500 personnes de notoriété internationale. Leader sur notre marché, notre activité s'est développée en France comme à l'étranger.

Dans le cadre de notre politique de modernisation, nous réorganisons nos principales activités afin d'accroître notre productivité et d'asseoir notre leadership. Nous recherchons dans ce contexte des candidats de valeur qui se verront confier les missions suivantes :

- réaliser un audit et évaluer la rentabilité de nos structures actuelles.
- élaborer et assurer le suivi des budgets et des tableaux de bord.
- analyser les écarts et mettre en place des actions correctives.
- contrôler la cohérence et le respect des procédures.

Par la conception et la mise en œuvre de nouveaux outils, ils feront évoluer les systèmes de gestion et d'information et deviendront une force de proposition auprès de la Direction et des opérationnels.

Diplômés d'une Grande Ecole de Commerce, âgés d'environ 29 ans, une expérience réussie d'environ 3 ans fait de vous de véritables professionnels de la fonction. Hommes de terrain, votre pragmatisme et rigueur de raisonnement vous permettront de préconiser des solutions concrètes, adaptées à nos réalités.

Au-delà de ce poste, notre groupe par sa taille et ses perspectives de développement offre d'intéressantes possibilités de carrière.

Si cette offre vous intéresse, merci d'adresser C.V., lettre manuscrite, sous référence J 88 IC, à notre Conseil KER.

15, rue Dammier



75016 PARIS

CONSEIL EN GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Cabinet de Conseil spécialisé en organisation bancaire, un des leaders dans son domaine d'activité, recherche pour renforcer son équipe d'intervenants auprès de grands établissements, un :

CONSULTANT SENIOR
marchés financiers

Vous avez :

- une formation supérieure (Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce, MBA),
- une expérience de 5 à 7 années environ acquise au sein d'un Cabinet de Conseil, d'une SSII ou d'un établissement bancaire.

La connaissance des nouveaux produits financiers et/ou des salles de marchés est indispensable, la pratique de la langue anglaise un atout supplémentaire.

Formé(e) à nos méthodes, vous aurez la responsabilité du développement de votre secteur et mènerez des missions de haut niveau à la tête d'une équipe de consultants.

Homme ou femme de dialogue, vos talents de négociateur, votre rigueur et votre ambition vous permettront d'évoluer rapidement au sein de notre Groupe.

Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature (CV + lettre manuscrite) sous réf. ACS à notre conseil :

Groupe ACP

ELECTIQUE - 4 bis, rue de Cléry - 75002 PARIS



ELECTIQUE

UNIVERS DE
LA GESTION

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 FMI

3 grandes vedettes vous dévoilent les raisons de leur succès : tradition, haute technologie, efficacité industrielle et dynamisme commercial.

MAMIE NOVA,
ELLE & VIRE,
MEULE D'OR : marques de vitalité et potentiels d'avenir.

6000 hommes et femmes par leur cohésion, leur professionnalisme, leur imagination, construisent avec passion l'avenir du premier groupe laitier français (10,9 milliards de CA, 16,5 % à l'export).

AVEC
ELLE & VIRE
MAMIE NOVA
MEULE D'OR

Sous la responsabilité du DIRECTEUR de l'INFORMATIQUE du groupe : 100 personnes, 130 MF de budget annuel de fonctionnement et 40 MF de budget d'investissements.

GESTIONNAIRE

ST LO

Responsable avec une petite équipe de l'ADMINISTRATION, du BUDGET et de l'ANALYTIQUE, il est l'interlocuteur privilégié des directions opérationnelles, du contrôle de gestion du groupe, des directions utilisatrices et des fournisseurs pour :

- PARTICIPER à l'ELABORATION DU BUDGET
- CONTROLER les CHARGES FOURNISSEURS
- FACTURER les CLIENTS

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur (COMMERCE, GESTION), vous avez 3 ans de métier dans le contrôle de gestion exercé chez un constructeur ou au sein d'une SSII, et vous êtes pour le moins GESTIONNAIRE!!!, communicatif et diplomate.

Merci de nous adresser CV + photo + prétentions sous réf. UG 10 : LD CARRIERES (SA) - 38, rue de Lisbonne - 75008 PARIS

U.L.N.
UNION LAITIÈRE NORMANDE

ELLE & VIRE

MAMIE NOVA

Secteur bancaire

Structure régionale en Champagne-Ardenne d'un des plus grands réseaux bancaires français, notre développement nous amène à :

CREER la fonction AUDIT

Vous êtes rattaché au Président du Directoire, et après analyse de l'existant, vous proposez et mettez en œuvre les procédures de contrôle interne, les règles de sécurité et les solutions organisationnelles nécessaires pour l'ensemble des services.

Votre formation Bancaire ou supérieure en finance/gestion vous a permis de réussir dans une fonction similaire exercée en cabinet ou en entreprise, de préférence dans le domaine bancaire.

Pour ce poste basé à REIMS, merci d'adresser C.V. complet, lettre manuscrite, sous la référence M 8184E, à Christian BANG-ROUHET, OC CONSEIL, 15, rue du Louvre, 75001 Paris (télécopie : 42.33.46.73).

PARIS
LONDRESCONSEIL
Ressources humaines

MATIF

JEUNES
CONTROLEURS

MAITRISEZ LE FUTUR

Le MATIF, 3 ans après sa création, a négocié 33 millions de contrats. Il confirme ainsi son 3^e rang mondial et le 1^{er} rang européen acquis dès 1987. Nous avons, en tant qu'organisme de gestion, de développement et de contrôle du MATIF, connu le même dynamisme et le même développement. Dans ce contexte, le département "Contrôle" crée 2 postes de JEUNES CONTROLEURS.

Pour vérifier chez les intervenants (banques, sociétés de bourse...) le respect des règles en vigueur, évaluer les risques pris par ceux-ci à l'égard du marché... Chaque vérification donne lieu à la rédaction d'un rapport.

De formation supérieure HEC, ESC, IEP, DESS FINANCE... vous disposez si possible d'une première expérience ou de stages significatifs dans le milieu financier.

La rigueur, le goût pour l'analyse, l'esprit de synthèse alliés à des qualités de contact et de diplomatie seront nécessaires pour réussir.

Avec des cadres jeunes et bien formés, un état d'esprit résolument novateur, un professionnalisme reconnu par toutes les places financières, nous avons beaucoup d'atouts pour vous convaincre.

Maîtrisez VOTRE futur, et adressez votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence M/494, à notre Conseil

3 avenue Berliet Albrecht 75008 PARIS

otnicar

AUDITEUR

Nous sommes une Société Internationale de services leader européen sur son marché.

Vous êtes bilingue anglais plus une troisième langue, rompez à l'outil informatique, vous avez déjà acquis une première expérience en tant qu'auditeur.

VOS DOMAINES D'INTERVENTION :

L'Organisation, les Procédures, la Comptabilité, la Gestion, l'Informatique, le Reporting, le Service...

Motivé, vos qualités d'analyse, de rigueur et votre sens pratique nous intéressent. Très convivial, vous savez vous adapter à vos interlocuteurs.

Europcar

Fort de ces diverses compétences, vous souhaitez vous investir dans des missions spécifiques et variées : audit du holding et des sièges étrangers, de notre réseau d'opérations.

Vous contribuerez donc, au sein de notre équipe, à l'amélioration de la performance de notre groupe par le renforcement du contrôle interne et du processus de qualité totale. Nous vous proposons de saisir l'opportunité d'un poste d'audit polyvalent dans une entreprise en pleine croissance.

Merci de bien vouloir adresser votre dossier de candidature à Christopher JAMES EUROPCAR INTERNATIONAL 65 AVENUE Edouard Vaillant 92100 BOULOGNE

CHARGEURS S.A.

Lainière de Picardie

est une société de CHARGEURS S.A., première entreprise privée française dans le domaine du transport aérien, première entreprise européenne dans le domaine du transport de voitures par la route, et première entreprise mondiale dans le domaine du négoce, du peignage et du tissage de la laine.

CHARGEURS S.A. compte parmi ses principales filiales : Aéro-maritime, Causse-Walon, Delcar, Gillet, Lainière de Picardie, Lapoutre, Novacal, Paquet, P.L.T., Peignage Armée, Proust Lefebvre, Roudière, U.T.A.

SON CONTROLEUR
DE GESTION

Votre mission :

- Vous serez responsable de l'ensemble des prix de revient de l'unité
- Vous analyserez mensuellement les écarts en relation avec les directions techniques
- Vous aiderez la Direction Générale à prendre toutes les décisions sur la Productivité et sur les Orientations Stratégiques.

Votre profil :

- Vous avez 25/30 ans
- Vous possédez un D.E.C.S.
- Vous avez une première expérience réussie de 2 à 3 ans et maîtrisez parfaitement la comptabilité analytique
- La connaissance de l'anglais serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature, CV et photo à : LAINIERE DE PICARDIE, Service du Personnel, BP 12, 80200 PERONNE.

Valeo

Matériaux
de friction

Leader dans les Matériaux de friction : garnitures de freins - Garnitures d'embrayages - Valeo Matériaux de friction poursuit son développement et renforce son potentiel humain (effectif : 2 300 personnes - C.A. 1,2 milliards) et crée pour

SA DIVISION GARNITURES D'EMBRAYAGES - FRANCE - AMERIQUES - ASIE
site de LIMOGES (600 personnes) un poste de

RESPONSABLE GESTION COMMERCIALE

Au sein du Service Commerce Marketing, vous assurerez :

- L'animation fonctionnelle de la logistique commerciale.
- L'analyse des marchés et prévisions commerciales des marges et des rentabilités par produit/client des programmes à court terme (cohérence avec le budget).
- L'élaboration et le suivi des dossiers et plannings affaires nouvelles (liaison avec les IEC Technico-Commerciaux Etudes et Méthodes).

Vous avez une formation supérieure (E.S.C. ou M.B.A.) et la maîtrise de la micro-informatique. La connaissance de l'anglais est indispensable, une deuxième langue : l'allemand ou l'espagnol est appréciée.

A partir de ce poste, notre politique de gestion des ingénieurs et cadres ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière dans le Groupe.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V., photo) à Yolande HENOCQUE - VALEO - Service Recrutement - D.R.H. - 13, rue Desmoulin - 93406 Saint Ouen Cedex.

Valeo L'Équipement Automobile

cde

LES FINANCIERS DE TOUT L'IMMOBILIER
SEULEMENT DE L'IMMOBILIER

Le Comptoir des Entrepreneurs, important groupe financier spécialisé dans les prêts immobiliers 2000 personnes, 7 Directions régionales - recherche pour son siège à Paris un :

RESPONSABLE D'ÉTUDES ACTUARIELLES

Vous serez chargé, au sein d'une petite équipe, de mener des travaux dans les domaines suivants :

- Mathématiques financières des crédits et des produits de placements. A ce titre, vous élaborerez de nouveaux produits sous l'angle actuariel tant en matière de crédit que de placement (l'expérience de la tarification de l'assurance sera appréciée).
- Études relatives aux flux financiers liés aux ressources de l'entreprise : émissions obligataires en

Francs et en devises, actions, couvertures des risques de taux et de change.

De formation supérieure (IFSA, INSUP ou équivalent...) vous êtes débutant ou possédez une courte expérience. Votre capacité à vous intégrer à votre sens des initiatives seront déterminants.

Adresser lettre de candidature, C.V., photo à Laurence COUDURIER - Comptoir des Entrepreneurs DRH - 3, rue de la Paix - 75002 PARIS.

2010 10 24

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

METTONS EN COMMUN NOS AMBITIONS ASSISTANT DE GESTION

Partenaire privilégié de l'automobile, nous sommes installés au Nord-Est de la Bourgogne. Notre croissance et nos performances actuelles nous incitent à plusieurs créations de postes. Venez partager notre enthousiasme !

Dans le cadre de notre programme d'amélioration de la productivité, nous recherchons un assistant de gestion, véritable interface entre la production et la comptabilité budgétaire. Il vous apprendra de mettre en place des procédures et outils de contrôle pour faire de

notre société un leader en matière de coûts. Pédagogue et convaincant, vous assisterez et formerez les responsables opérationnels en matière de gestion.

De formation supérieure, BAC + 2 minimum, vous avez acquis une expérience industrielle complétée par de bonnes connaissances en comptabilité analytique. Votre capacité à mener à bien les projets que vous entreprenez et votre talent de communicateur seront des atouts majeurs pour réussir à ce poste.

Vous pratiquez l'allemand et/ou l'anglais si possible.

Merci d'adresser lettre, C.V. + photo, sous réf. 4674, à Managing. Informations Minitel, 3616 code Managing.

MANAGING
48, rue du Thovil
67000 STRASBOURG
Tél. 08.35.12.00

PARIS, LONDRES, TOKYO... A VOUS LES GRANDES PLACES FINANCIERES INTERNATIONALES !



NIKKO

Une des 4 plus grandes maisons de titres au Japon, NIKKO bénéficie d'une notoriété internationale. La haute technicité de ses hommes et son environnement informatique de pointe font de NIKKO un des acteurs leaders dans le monde de la finance. Solidement implantée en France depuis 1972 et introduite en bourse en 1988, NIKKO propose aujourd'hui à des femmes et des hommes de relever le défi du marché unique européen.

OPERATEUR SUR LE MARCHE DES TITRES

De formation supérieure, vous avez acquis une 1^{ère} expérience, même courte, dans une société de bourse ou une banque. Intégré à une équipe, vous serez chargé de gérer et développer cette activité. (réf. AC)

ASSISTANT CORPORATE FINANCE

Directement rattaché à notre Président, vous assisterez dans les opérations effectuées sur le marché primaire en liaison avec nos établissements de Londres et de Tokyo. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé (BAC + 4 ou 5) à fort potentiel, possédant une aisance dans les contacts à haut niveau et de bonnes connaissances économiques et financières. (réf. CF)

Pour ces deux postes, l'anglais sera votre langue de travail. Une solide formation à nos produits et à nos méthodes, vous sera donnée à TOKYO et LONDRES.

Adressez votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence, à l'attention de NIKKO FRANCE S.A. - Service du Personnel - 10, rue de la Paix - 75002 PARIS.

Filière d'un grand groupe, cette structure dynamique et de taille humaine (270 personnes - 200 MF de CA) dans le domaine du service, recherche

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Rattaché à la Direction Générale, vous animeriez une équipe de 10 personnes pour couvrir l'ensemble des fonctions comptable, contrôle de gestion et administration du personnel ; vous assurerez en outre le reporting et les relations avec notre maison mère.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur en gestion, titulaire du DECS, vous avez acquis dans cette fonction une excellente expérience de 5 à 8 années que vous souhaitez valoriser.

La pratique de l'informatique est indispensable et la connaissance de l'anglais souhaitable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. M 3170 à : HCA, 1 place du Palais Royal, 75001 Paris.

UN MONDE OUVERT. DES HOMMES EN MARCHE.

Les nouveaux enjeux, tout le monde en parle... Aux A.G.F., nous agissons. Notre situation est tout à fait enviable, c'est vrai (18 000 personnes, 32,8 milliards de CA, clientèle dont près de 20% à l'international, 1 600 agences en France, une implantation dans 44 pays). Mais nous savons que le reste en compte. Plus que jamais, nous sommes décidés à aller de l'avant avec des hommes et des femmes qui partagent notre esprit d'innovation. Ensemble, nous releverons de nouveaux défis.

Adjoint au responsable du service d'organisation comptable

Aux Assurances Générales de France, la fonction comptable est largement décentralisée dans les différentes directions de l'entreprise. Au sein de la Direction Comptable du groupe, le service d'organisation comptable joue un rôle d'étude, de conseil et d'assistance en ce qui concerne :
- la définition, la mise en place et le contrôle des procédures comptables,
- les modifications à leur apporter à la suite de changements d'organisation ou de réglementation,
- le développement des systèmes informatiques au sein de la direction.
Dans un secteur en pleine mutation, vous serez particulièrement chargé de tenir à jour le manuel d'organisation comptable du groupe et de coordonner l'action des chargés d'études dans ce domaine en étroite collaboration avec l'informatique et les Directions du Groupe.
De formation supérieure (BAC + 4), vous avez environ 3 ans d'expérience dans un grand cabinet d'audit ou dans une fonction similaire. Votre rigueur, vos talents de coordinateur, vos qualités de contact seront déterminants pour votre réussite. Merci d'adresser votre candidature sous réf. M 15 à Isabelle DONNADIEU au Département Ressources Humaines/Gestion de l'Emploi.

A.G.F. - 33, rue La Fayette 75009 PARIS.



JURISTE

Il sera plus particulièrement responsable des montages juridiques de notre Groupe - rachats et fusions notamment - de l'assistance des opérationnels en matière de droit des affaires et de contentieux ainsi que du secrétariat des conseils et assemblées.

Vous avez 5 ans d'expérience, une formation supérieure en droit des affaires (maîtrise ou DESS).

Ecrivez nous avec CV + lettre manuscrite + photo sous référence 8923 à : PUBLIPANEL - 145, rue de Vaugirard - 75015 PARIS, qui transmettra.

Diplômé d'une Ecole de Commerce ou de Gestion, après au moins 5 ans d'expérience acquise soit en Contrôle de Gestion, soit dans une fonction Marketing-Commerciale, vous serez l'âme d'un généraliste et profondément EUROPEEN. Nous vous proposons d'évoluer au sein de notre Direction de zone EUROPE en tant que :

Contrôleur de Gestion Europe Centre

En liaison avec nos Filiales (Suisse, RFA, Autriche, Bénélux), vous assurerez la coordination de leurs activités avec le Siège (produits, marchés, besoins commerciaux, études économiques). Véritable bras droit de notre Directeur de zone, vous centraliserez et synthétiserez le reporting des Filiales avec les Services Centraux (Contrôle de gestion - Comptabilité - Services financiers) du Siège, et vous serez l'interface avec les services logistiques et marketing Europe. Vous effectuerez bien sûr de fréquents déplacements en Europe sur le terrain.

Homme de communication et de dialogue, vous alliez à la fois les qualités de rigueur du gestionnaire et de contact du commercial. Vous vous sentez prêt pour le challenge européen, maîtrisez parfaitement l'anglais et l'allemand. Nous vous attendons.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. 269/ME à ESSILOR INTERNATIONAL Service Recrutement Ingénieurs et Cadres 1, rue Thomas Edison - 94028 Créteil Cédex.

RELEVER LE DEFI EUROPEEN



SOCIETE FINANCIERE INTERVENANT DANS LE SECTEUR IMMOBILIER, FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BANQUE/ASSURANCE, RECHERCHE

Ses missions seront les suivantes :

- Assurer les opérations de suivi mensuel comptable.
- Animer le Service
- Assister le Directeur lors des arrêtés de comptes et des déclarations réglementaires à la Banque de France.

Le candidat, âgé

ADJOINT DU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE

de 32/35 ans, devra être titulaire du DECS, bénéficier d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans acquise dans une banque ou dans une société financière et être ouvert à l'informatique.

Le poste est basé à PARIS.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 08.702 à CONTESSA PUBLICITE, 38, rue de Villiers 92635 Levallois-Perret cedex qui transmettra.

CEGELEC PARTOUT OU LE PRESENT A DE L'AVENIR

CGEE ALSTHOM devient CEGELEC. Avec 25 000 personnes, un C.A. de 15 milliards de Francs et une présence dans 80 pays, un grand groupe industriel affirme sa nouvelle dimension. L'ingénierie électrique CEGELEC, c'est l'entreprise électrique, le contrôle industriel, les services d'assistance technique. Trois métiers de pointe, exercés par des hommes qui partout dans le monde ouvrent l'avenir au présent.

RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES 400 KF +

EXPERT COMPTABLE de formation, 40 à 45 ans, vous avez l'expérience de la direction des services comptables au sein d'un grand Groupe industriel à dimension internationale. Vous avez déjà assumé la responsabilité d'un bilan consolidé à hauteur d'au moins 5 Milliards de Francs et vous pratiquez couramment l'anglais.

Vous désirez donner la pleine mesure de votre forte personnalité et de votre expérience au sein d'une Société apte à vous offrir une réelle opportunité de réaliser cette ambition. Rattaché au Directeur des Services Administratifs et Comptables, vous dirigerez une équipe de 25 personnes. Vous aurez la responsabilité du bilan

sociétal et fiscal de la Société ainsi que du bilan consolidé de ses filiales françaises et étrangères. A ce titre, vous serez en prise directe avec nos commissaires aux comptes et les Services fiscaux. Vous travaillerez également en liaison très étroite avec d'autres services fonctionnels : informatique, audit interne, fiscalité à l'étranger.

Poste basé au siège à Levallois 92. Merci d'adresser avec C.V. + photo s/réf. CC/1M1 à MICHEL JOUHANNAUD CONSEILS 182, rue de Vaugirard - 75015 PARIS



CEGELEC, UN GRAND DE L'INGENIERIE ELECTRIQUE DANS LE MONDE

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Selon des experts financiers

Un séisme à Tokyo bouleverserait l'économie mondiale

TOKYO
de notre correspondant

La catastrophe a toujours fait recette au Japon : l'un des best sellers des années 70 fut un livre de science-fiction intitulé *La Submersion du Japon*. La recrudescence des activités sismiques, cet été, dans la péninsule d'Izu, à cent cinquante kilomètres au sud-ouest de Tokyo et le tremblement de terre de San-Francisco ont inopinément donné une actualité à un récit scénariste, au demeurant des plus sérieux, réalisé par les experts de la banque Tokai (au séisme rang sur la liste des grandes institutions financières mondiales) : un séisme à Tokyo et ses conséquences économiques planétaires.

Un tremblement de terre de la force de celui de 1923 (7,8 sur l'échelle de Richter), qui causa la mort de 142 000 personnes et détruisit 700 000 bâtiments, aurait non seulement des conséquences encore plus dramatiques en terme de vies humaines, estimées ces experts, mais encore son « onde de choc » s'étendrait bien au-delà de l'archipel et se traduirait par un krach spectaculaire sur les principales places financières et par un marasme économique mondial.

Les projections sérieuses des ordinateurs de la banque Tokai montrent que la première année suivant le séisme engloutirait un quart du PNB nippon, soit 800 milliards de dollars (en raison de la fantastique concentration des activités économiques dans la région de Tokyo, le produit régional brut de celle-ci étant supérieur à celui de la Grande-Bretagne).

Une étonnante capacité de rendement

La catastrophe obligerait notamment les compagnies d'assurances nippones — qui, au demeurant, assurent contre les tremblements de terre — à réaliser leur portefeuille d'avoirs aux Etats-Unis (soit 107,5 milliards de dollars), créant le panique sur le marché américain des actions et des obligations et faisant grimper en flèche les taux d'intérêt.

Conclusion : récession aux Etats-Unis, car non seulement les Japonais vendraient « à tout va », mais encore n'achèteraient évidemment plus de bons du Trésor américains dont ils sont parmi les premiers acquéreurs (en moyenne 30 % du

total). La hausse brutale du loyer de l'argent mettrait les Américains dans une situation difficile pour financer leur déficit budgétaire.

Deuxième conséquence : un effondrement du yen, la monnaie japonaise tombant au cours qu'a actuellement la lire italienne par rapport au dollar. Un déclin soudain de la puissance économique nipponne affecterait aussi profondément les pays du tiers-monde, lourdement endettés, dont certains seraient proches de la banqueroute, estiment les experts de la banque Tokai.

Etant donné l'extrême concentration des activités dans la capitale (banques, compagnies d'assurances, télécommunications, administrations, services), Tokyo en ruine signifierait le paralyse du pays et une immense confusion. Evidemment la Bourse s'effondrerait, à l'exception des sociétés de construction et d'alimentation dont le siège est situé hors de Tokyo.

Finalement l'excédent commercial nippon fondrait brutalement, mais des proportions auxquelles n'ont jamais rêvé les plus acharnés accusateurs de la « fermeture du marché japonais », mais serait-ce pour autant l'effondrement économique du Japon ? Les experts estiment que, après être entré dans une phase de croissance négative, l'économie nationale devrait rapidement reprendre son essor sous l'effet de la reconstruction : elle atteindrait, un an après le séisme, un taux de croissance de 12 %... alors que la situation demeurerait dramatique pour les autres économies.

La banque Tokai tire de son scénario catastrophiste deux conclusions : la confirmation de l'importance du Japon sur la scène économique internationale (le jour où Tokyo sera détruite, le monde sera touché) et de l'étonnante capacité de redressement de sa machine productive. Et une leçon : en prévision d'une telle éventualité, que les sismologues prévoient d'ici à l'an 2010, il faut dès maintenant déconcentrer les activités hors de la capitale. Un plaidoyer *pro domo*, en quelque sorte, puisque le siège de la banque Tokai se trouve à Nagoya, loin théoriquement de l'épicentre du séisme. Pas tout à fait à l'abri cependant, car le Tokai, situé entre Tokyo et Nagoya, est aussi considéré comme une zone à risque.

PHILIPPE PONS

Alcatel va installer « clés en main » 150 000 lignes téléphoniques au Maroc

« Un réseau de télécommunications fiable est une condition du développement économique »

nous déclare le ministre marocain des P et T, M. Mohand Laenser

Le Maroc vient de signer avec le groupe Alcatel une série de contrats d'une valeur proche de 1 milliard de francs pour moderniser et développer le réseau des télécommunications (le Monde du 20 octobre). Viteux pour Alcatel qui, déjà présent au Maroc, en Tunisie et en Mauritanie, espère s'implanter aussi en Algérie et en Libye afin de devenir le fournisseur privilégié du Maghreb, ces contrats sont également très

« Le Maroc a décidé de faire un effort particulier en matière de télécommunications. Quel est l'enjeu pour le pays ?

— Il est vital. Toutes les études faites par la Banque mondiale ou l'Union internationale des télécommunications, entre autres, montrent une corrélation directe entre le développement des télécommunications et l'élévation du niveau de vie, essentiellement dans le monde rural.

« Pourtant, au Maroc, jusqu'au début des années 80, l'opinion prévalait que les télécommunications suivaient le développement, les priorités étaient ailleurs. On se demandait s'il fallait installer une école, un dispensaire, une route ou des téléphones. Nous avons expliqué qu'un réseau de télécommunications fiable était une condition du développement économique, que la satisfaction de ces besoins vint par un réseau de télécommunications.

« A l'époque, par exemple, des investisseurs étrangers venaient à Tanger, ville internationale par excellence et, s'apercevant qu'il n'y avait pas d'autonomie internationale, repartaient s'implanter sur la côte espagnole !

— Quel a été le déclic ?

— Il a fallu attendre 1982 pour que Sa Majesté le roi se saisisse lui-même du dossier et décide que, quelle que soit la situation du pays, le réseau devait être développé. La première décision en 1984 fut de créer un Office national des postes et télécommunications. C'est une entreprise publique respectant le caractère industriel et commercial du secteur, qui a l'avantage de dégager les télécommunications des contingences du budget général de l'Etat. A partir de là, nous avons commencé à dresser des plans de développement ambitieux.

— Le secteur est devenu une priorité absolue ?

— Oui. Depuis 1984, les télécommunications sont une priorité

importante pour le Maroc. Conscient d'un retard en matière de télécommunications, qui constitue l'une des principales entraves au développement économique, le Maroc met les bouchées doubles afin, à terme, de devenir une plaque tournante du trafic entre l'Europe, le Maghreb et l'Afrique subsaharienne.

Comme nous l'a expliqué le ministre marocain des P et T, M. Mohand Laenser,

que mondiale par exemple. L'aide bilatérale est importante, mais elle n'est pas captive, puisque nous avons ouvert le secteur à la concurrence.

« En 1987, nous avons choisi sur appel d'offres deux systèmes : le français avec Alcatel, et le canadien avec Bell Canada. L'expérience montre qu'avec un fournisseur puissant et un outsider on peut maintenir un bon niveau de compétitivité tant pour la qualité que pour le financement, les prix et l'adaptabilité des systèmes au réseau extérieur.

— Etes-vous satisfaits de la coopération engagée avec la France ?

— Elle est très bonne. Actuellement, sur le réseau, 75 % des lignes téléphoniques en service ont été installées par des constructeurs français, c'est aussi le cas des transmissions (pour 60 %) et des télex (à 60 %). Les contrats qui viennent d'être signés renforcent ces liens. Alcatel va installer — pour la première fois « clés en main » — cent cinquante mille lignes supplémentaires, soit la moitié des lignes restant à commander pour atteindre nos objectifs.

— Du commerce au partenariat

« Les Français vont également mettre en place d'ici à 1990 le premier réseau de transmission de données par « paquets » pour les entreprises, les banques, etc., utilisant l'informatique, qui servira également de base pour l'installation du minitel. Enfin, la partie marocaine du câble sous-marin à grande capacité reliant le Maroc, le Portugal et la France, avec ultérieurement une jonction vers la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Canada, sera également réalisée par des Français. Ajoutons à cela une coopération renforcée en matière de formation : depuis

« Trois à quatre lignes pour 100 habitants en 1992

« Quels sont les moyens mis en œuvre ?

— Le scénario choisi finalement correspond à nos possibilités. Le secteur est rentable, porteur, et il attire les financements. Dans les télécommunications, l'investissement est amorti en trois à cinq années. De plus, il est de l'intérêt des constructeurs de s'intéresser aux pays en développement qui, avec seulement 15 % du parc mondial pour 80 % de la population, constituent de gros marchés potentiels.

« Le schéma retenu devrait nous permettre d'avoir en 1991-1992 entre trois et quatre lignes pour cent habitants. Actuellement, nous avons environ trois cent vingt mille lignes en service. Avec les contrats déjà signés ou qui vont l'être, on devrait arriver à avoir cent trente mille lignes en service en 1992.

« C'est un effort énorme. L'investissement sur cinq ans représente 10 milliards de dirhams, soit environ 8 milliards de francs pour les télécommunications. C'est presque un tiers de l'investissement prévu pour l'ensemble des établissements publics du Maroc, 10 à 15 % du budget annuel de l'Etat.

— Comment financez-vous cet effort ?

— Une petite moitié est autofinancée grâce aux moyens propres de l'Office. Le reste est apporté par des financements extérieurs bilatéraux ou multilatéraux, avec la Ban-

le pays tente également de développer une industrie locale des télécommunications en association avec ses fournisseurs étrangers, notamment français.

Alcatel doit aussi bientôt produire sur place des convertisseurs alimentant les centraux téléphoniques et envisage à terme, si le marché maghrébin se développe, de fabriquer des centraux dont une partie serait réexportée.

1984, nous avons formé deux cent cinquante ingénieurs de haut niveau en France.

« Cela dit, maintenant que nous avons choisi un partenaire français, nous souhaitons que les relations ne se limitent plus à l'achat et à la vente, mais qu'elles s'étendent au partenariat. Le marché commence à avoir une capacité justifiant l'implantation locale. Plusieurs projets sont à l'étude : Alcatel va commencer à fabriquer au Maroc des composants de centraux, dont une partie serait réexportée ; des dossiers ont été déposés pour des unités d'assemblage de postes téléphoniques et de télé-imprimeurs.

— A terme, le Maroc veut devenir une plaque tournante pour les télécommunications, notamment pour l'Afrique et le Maghreb ?

— C'est effectivement notre ambition. Dès l'indépendance, le roi a choisi d'ouvrir le pays sur l'étranger. Nous avons déjà cinq câbles sous-marins et des liaisons automatiques avec cent pays. C'est une option « payante » : nous avons une importante communauté maghrébine à l'étranger et les investisseurs ont besoin de liaisons internationales.

« A terme, nous voulons devenir un pôle de transmission. Sur l'Afrique, nous avons déjà, grâce aux ouvrages existants, des liaisons avec le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Nous fournissons des circuits aux pays d'Afrique de l'Ouest. Le nouveau câble à fibre optique, de très grande capacité, nous ouvre de nouvelles opportunités. A priori, il s'agit au Maroc, mais il y a des contacts avec les pays subsahariens pour leur permettre d'écouler leurs communications vers le Maroc et l'Europe. Au niveau maghrébin, nous souhaitons réaliser la jonction avec l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye, puis de là le Moyen et l'Extrême-Orient, cela afin de constituer un système universel.

Propos recueillis par VÉRONIQUE MAURUS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

O.V.P.
a pris le contrôle de
IMES
Trianon Finance
a été à l'origine de
cette transaction et a
assisté IMES
dans les négociations
Paris, Octobre 1989



Trianon Finance
2, rue de la Baume - 75008 Paris - Tél. 40 74 09 48

Pour faire face à une crise multiforme

Sri-Lanka obtient une aide de 785 millions de dollars

Réuni à Paris le 17 octobre sous l'égide de la Banque mondiale, le groupe des donateurs d'aides a décidé d'accorder un soutien de 785 millions de dollars en 1990 (4,8 milliards de francs) à Sri-Lanka. Ce groupe a ainsi indiqué sa bonne volonté à l'égard d'un pays dont rien n'indique, au-delà des assurances données par son gouvernement, qu'il est sur le point de sortir d'une crise multiforme.

NEW-DEHLI

de notre correspondant

L'un des rares indicateurs économiques favorables qui justifie ce pari sur l'avenir de l'ancienne Ceylan est l'accroissement des investissements étrangers en zone franche. Il est vrai, par ailleurs, que sous la pression soutenue du Fonds monétaire international les autorités ont pris des mesures pour tenter de compenser les effets économiques désastreux d'une guerre qui, depuis deux ans et demi, s'est propagée à l'ensemble du pays.

Le gouvernement du président Ranasinghe Premadasa s'est

engagé dans un programme de rigueur dont les objectifs sont à la fois de retrouver un taux de croissance de 3,3 % (sans doute 1,5 % cette année, contre 2,7 % en 1988), limiter le déficit budgétaire, redresser la balance des paiements et reconstruire des réserves de change. Pour financer en partie des objectifs (et faire face aux échéances de la dette), Sri-Lanka aurait besoin d'une aide évaluée à environ 2,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.

La décision qui vient d'être prise à Paris est donc encourageante puisque la Banque mondiale avait fixé le montant nécessaire à 648 millions de dollars en 1990. Les « pages » données par Colombo à ses bailleurs de fonds sont nombreuses, mais la cohérence ainsi que l'efficacité de ces mesures n'est pas évidente : dévaluation de la roupie srilankaise de 21 % de sa valeur par rapport au dollar (le cours actuel est d'environ 40 roupies pour un dollar) ; réforme administrative passant par des licenciements ; privatisation d'une partie du secteur public ; augmentation des tarifs de plusieurs produits, notamment le blé (+ 20 %) et l'essence (+ 25 %) ; baisse des subventions ; limitation du coût du

« programme de lutte contre la pauvreté » à 3,5 % du PNB. Ce plan aura des conséquences sociales risquées.

Un revenu pour les plus pauvres

Elu président de la République en décembre 1988, M. Premadasa s'était engagé, au cours de la campagne électorale, à assurer un revenu mensuel de 2 500 roupies aux 1,4 million de familles les plus pauvres. Le coût du programme fut estimé à l'époque à 40 milliards de roupies, chiffre équivalant aux trois quarts du budget de l'Etat. Passé les élections, le gouvernement a annoncé qu'environ 10 milliards de roupies seulement seraient consacrés à cette mesure qui devrait bénéficier à 300 000 familles, ce qui laisse beaucoup de mécontents.

Les extrémistes cinghalais du JVP (Front de libération du peuple), principaux responsables de la violence dans laquelle est plongé le pays, ont mis le chef de l'Etat au pied du mur, exigeant — via leurs relais syndicaux — l'octroi d'un revenu de 2 500 roupies pour tous les ouvriers des plantations de thé. Pour soutenir cette revendication, plus de 100 000 d'entre eux se sont

mis en grève fin septembre dans la seule province d'Uva.

Aux arrêts de production, le JVP a associé une série d'assassinats et la destruction par le feu de nombreuses usines. Or l'industrie du thé, qui fut pendant plus d'un siècle la principale source de revenus du pays, reste vitale. Colombo conserve la deuxième place d'exportateur mondial. La production enregistrera une baisse de plus de 20 % cette année (sans doute moins de 680 000 tonnes), ce qui a déjà contribué, avec la baisse de la production indienne, à provoquer une hausse spectaculaire des prix mondiaux sur le marché de Londres.

Cette volonté d'affaiblir le gouvernement en désorganisant l'économie du pays touche de nombreux secteurs, notamment l'industrie du caoutchouc, les télécommunications, les transports, le tourisme et l'activité portuaire en raison des mouvements de *hartal* (grève générale) décrétés par le JVP et de l'insécurité générale. Les pertes de revenus de l'exercice 1988 ont été évaluées à plus de 2,3 % du produit intérieur brut, chiffre qui sera probablement dépassé cette année.

LAURENT ZECCHIN

سكرا من الحاصل

AFFAIRES

Après le mini-krach, les marchés boursiers mondiaux ont déjà récupéré une partie de leurs pertes

En 1987, une tornade s'abatait sur le Royaume-Uni et la Bretagne. Elle précipitait de quelques heures le krach du 19 octobre. Dans la nuit du 17 au 18 octobre dernier, un violent tremblement de terre à San-Francisco accompagnait les secousses boursières mondiales, provoquant une nouvelle fois par Wall Street.

Les amateurs de symboles décolleront certainement des analogies entre ces différents événements. Mais, pourtant, une semaine après le mini-krach de la Bourse new-yorkaise du vendredi 13 octobre, au cours duquel l'indice Dow Jones s'est déprécié de 190 points (-7 %), les répercussions apparaissent globalement moindres que celles observées voilà deux ans, même si l'alerte a été chaude.

A l'époque, l'indice des Bourses mondiales chutait de 15 % en l'espace de cinq séances. Aujourd'hui, il a progressé de près de 0,2 %. La majorité des spécialistes s'accordent à rejeter toute hypothèse d'un nouveau séisme, mais n'exclut pas le renouvellement de baisses importantes en une journée, comme ce fut le cas le 13 aux Etats-Unis et le 16 dans le reste du monde. L'heure est aux marchés nerveux. Leur capacité de réaction a fortement impressionné les investisseurs. La palme revient une fois encore à Tokyo, qui sort indemne, et même gagnante, de ces turbulences. Les autres places, européennes comme asiatiques, ont aussi bien amorti le choc sans pour autant réussir à l'effacer. Même outre-Atlantique, malgré un gain de 4,6 % le Dow Jones n'est pas parvenu à retrouver son niveau atteint à la veille du « vendredi noir ». Il a néanmoins parcouru un peu plus de la moitié du chemin perdu. Malgré cette remontée, les

investisseurs ne sont pas plus rassurés sur le devenir du marché des « junk bonds », ces fameuses obligations à haut rendement servant à financer les rachats d'entreprises et dont l'attrait, semble s'émousser. L'échec du montage prévu pour le rachat de la compagnie aérienne United Airlines (UAL) a été le détonateur de cette crise boursière.

De plus, l'optimisme qui semblait revenir durant la semaine a été à nouveau altéré le 20 octobre après le retrait de British Airways du consortium cherchant à acquérir UAL. Faut-il de moyens financiers, le nombre des OPA (l'un des moteurs de l'activité boursière) se réduirait-il ?

L'onde de choc qui a parcouru l'ensemble des places le 16 octobre a été d'autant plus forte que la plupart des marchés, à quelques exceptions près, étaient à leur plus haut niveau. Les réactions les plus vives étaient enregistrées alors à Francfort (-13,5 %), à Zurich (-11,1 %), à Singapour (-10,8 %). Toutes les autres Bourses se dépréciaient de 5 à 10 % (-6,9 % pour Paris). Seule, déjà, Tokyo limitait ses pertes à 1,84 %. Le Nikkei reculait, ce jour-là, de 647,33 points alors que tous les augures prédisaient une descente d'au moins 1 000 points. Le Kabuto-cho était le seul lieu où tout vent de panique a pu être évité, les professionnels ayant reçu des consignes pour contrer les mouvements de vente excessifs en achetant des titres. Le marché, ensuite, repartait pour quatre séances consécutives de hausse, ignorant souvent le comportement de Wall Street, sur laquelle pourtant se sont alignées la plupart des Bourses, notamment européennes.

Sur le Vieux Continent, le redressement a été ensuite quasi

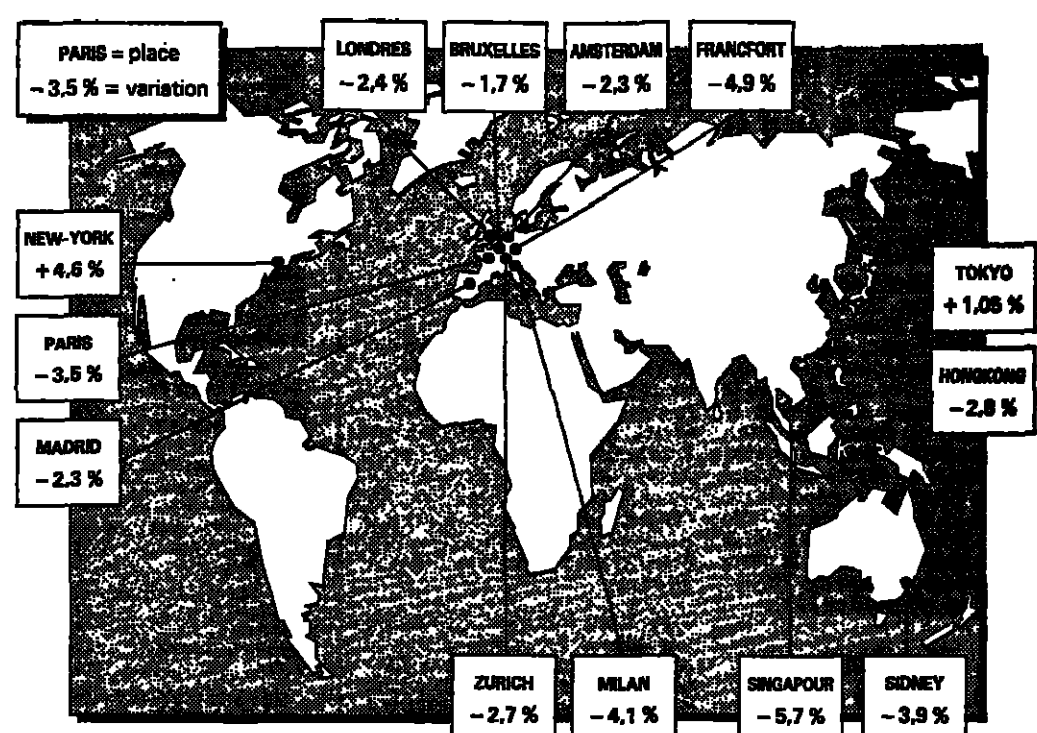
général. Francfort, après avoir vécu sa plus forte baisse en une seule journée depuis l'après-guerre, n'a eu de cesse de se ressaisir ; les différents indices parvenaient ainsi à gommer les deux tiers de leurs pertes. Remontée également notable à Zurich, où le volume des échanges s'est toutefois amoindri au fil des jours.

Le renversement de tendance était aussi appréciable à Paris, stimulée en grande partie par les « situations spéciales », c'est-à-dire les valeurs convoitées. Les perturbations de cours observées à Bruxelles, qui a été obligée d'abandonner son système informatique pour revenir à la cotation à la criée sur fond de tableau noir, n'ont finalement pas empêché une petite reprise. Milan, en revanche, semble avoir plus de mal à se remettre de la chute de 7 % de lundi. Devant l'afflux d'ordres, les cotations se sont déroulées sur dix heures. Le jour le plus long de son histoire.

Sur son flanc face à l'Europe, la Grande-Bretagne a adopté un comportement différent dans le tanguage général. La chute de lundi (-4,6 %) n'est qu'un élément venant amplifier le mouvement de baisse amorcé dès l'automne en raison de la situation économique du pays et du niveau élevé de ses taux d'intérêt. Le marché vivait en partie sous l'influence pessimiste de Peter Thompson. Cet analyste réputé pour avoir été le prophète du krach d'octobre 1987 avait prédit dès le 10 octobre un retour de l'indice FT 100 vers le seuil des 1 800 un an après (son plus haut niveau a été à 2 426 cette année). Avec flegme, les investisseurs sont en train de confirmer ses dires.

DOMINIQUE GALLOIS

Variations des cours entre le 13 et le 20 octobre



Places		Plus haut 1989	Date	13 octobre	20 octobre
Tokyo	Nikkei	35 689,98	28-09	35 116,02	35 486,38
New-York	Dow Jones	2 791,41	9-10	2 569,26	2 689,14
Londres	FT 100	2 426	5-09	2 233,9	2 179,1
Paris	CAC	561,6	11-10	553,2	533,8
Francfort	CommerzBank	2 056,8	10-10	2 000,5	1 900,80
Zurich	Swiss Bank	829,1	6-09	806,4	784,5
Milan	BCI	734,84	31-08	691,93	663,47
Madrid	MSE	328,93	13-09	322,40	314,83
Amsterdam	CBS	210,5	8-09	203,4	198,6
Bruxelles	BSE	6 805,28	26-09	6 670,45	6 555,74
Singapour	Straits Times	1 481,85	12-10	1 427,88	1 345,60
Sidney	All Ordinaries	1 781,8	29-08	1 741,9	1 673,8
Hongkong	Hang Seng	3 309,64	15-05	2 782,30	2 703,95

(Publicité)

la Biologie c'est la vie.

Les Pouvoirs Publics s'apprêtent à prendre des décisions qui risquent d'avoir des conséquences dramatiques sur la santé des Français.

- Pour maintenir la qualité des prestations biomédicales, unique en Europe
- Pour permettre à tous les Français de bénéficier des progrès de la biotechnologie, tout en conservant la biologie de proximité

- Pour continuer d'offrir un dépistage de masse efficace à des coûts maîtrisés, et générer ainsi des économies de santé
- Pour offrir une alternative réelle à l'hospitalisation
- Pour maintenir, enfin, à un haut niveau les investissements techniques indispensables... **AUJOURD'HUI EST NEE LA COORDINATION NATIONALE DES LABORATOIRES D'ANALYSES MEDICALES.**

Collectivités Françaises, Groupes Assurés Vie et Mutuelles.

MARCHÉS FINANCIERS

Avec des comptes proches de l'équilibre en 1990

Air Afrique
entre en convalescence

La compagnie multinationale Air Afrique est entrée en convalescence. Elle avait perdu 50 millions de francs en 1986, 170 millions en 1987 et 220 millions en 1988. Proche du dépôt de bilan, elle s'est vu appliquer, depuis le début de l'année, une médication de cheval - 1 600 suppressions d'emplois sur 5 600 agents - et un dosage énergique - 740 millions de francs d'aides du gouvernement français (le Monde du 30 juin).

Et ça semble marcher : M. Yves Roland-Billecart, son nouveau président, a pu, le 20 octobre, faire un bilan plutôt flatteur des sept premiers mois de son plan de redressement. A la fin du mois de juin, le résultat cumulé s'établissait à 32 millions de francs de pertes, amortissements compris, contre 100 millions de francs de pertes pour la période correspondante de 1988. M. Roland-Billecart table sur une perte limitée à 60 millions pour l'ensemble de 1989. Il pense équilibrer ses comptes dès 1990 et dégager des bénéfices en 1991.

La relance
est là

Pourquoi ce redressement ? Les dépenses sont mieux maîtrisées et les recettes ont commencé à augmenter. A la fin du mois de juin, celles-ci, excédant de 100 millions de francs le niveau atteint en 1988. Le mois de juillet a été excellent avec une progression de 9 % des recettes de fret. Le coefficient de remplissage des avions a atteint le niveau record de 74 %.

Les grèves du concurrent UTA ont, bien sûr, rabattu la clientèle vers Air Afrique, mais la plus grande ponctualité des avions de celle qu'on avait surnommée « Air peulère » y a aussi contribué.

Enfin, M. Roland-Billecart a obtenu des dix Etats africains actionnaires (Cote d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie, Congo, Burkina-Faso, Niger, Bénin, Togo, Tchad, République centrafricaine) qu'ils protègent les droits de trafic d'Air Afrique, par exemple des pratiques d'Aeroflot qui offraient à démantar des billets Brazzaville-Paris via Moscou. Les compagnies Alitalia, KLM, Swissair, Sabena ont vu le nombre de leurs vols hebdomadaires

réduit à un seul, avec un quota limité de passagers. Alitalia a si mal pris la chose qu'elle a décidé de ne plus desservir Abidjan et de faire interdire les avions d'Air Afrique à Rome.

Le laxisme commercial a cessé. Autrement dit, les Etats africains paient au comptant les billets de leurs fonctionnaires et on ne délivre plus des billets « jeunes » à des personnes du troisième âge, ni des billets pour les missionnaires aux cadres du bâtiment et des travaux publics.

La relance est là. Le nombre des liaisons entre l'Afrique et l'Europe va passer de quarante-sept par semaine à soixante-huit. Deux avions supplémentaires entrent dans la flotte : un TriStar loué pour un an à une compagnie américaine et un Boeing-737-300 affrété pour dix-huit mois à Aéro-maritime. Air Afrique s'est réappropriée, grâce à des affrètements, la moitié du trafic charter.

M. Roland-Billecart a le triomphe modeste : « Mon plan de redressement ne diffère pas significativement de ceux de mes prédécesseurs, reconnaît-il. Ma chance a été que la situation était devenue catastrophique. Il n'y avait plus de choix, alors que mes devanciers n'ont pas été libres d'appliquer des mesures décidées officiellement. A l'avenir, il faudra que les Etats actionnaires d'Air Afrique comprennent une fois pour toutes que cette compagnie est une entreprise commerciale et qu'ils arrêtent d'intervenir dans son exploitation. »

AL. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Schlumberger

Résultats du troisième trimestre 1989

Pour le troisième trimestre de 1989, le bénéfice net de Schlumberger est de 114 millions de dollars, soit 0,48 dollar par action. Pour la même période de 1988, le bénéfice net était de 112 millions de dollars, soit 0,42 dollar par action. L'augmentation des bénéfices des services pétroliers a compensé la baisse des produits financiers à la suite du rachat pour 1,2 milliard de dollars de 54,5 millions d'actions. La diminution du nombre d'actions en circulation a contribué à la hausse de 14 % du bénéfice net par action.

Le chiffre d'affaires d'exploitation du troisième trimestre de 1989 est de 1,1 milliard de dollars ; pour la même période de 1988, il était de 1,18 milliard de dollars. Sur des bases comparables, en excluant les activités acquises ou cédées, le chiffre d'affaires n'a pas varié par rapport à 1988.

Pour les neuf premiers mois de 1989, le bénéfice net est de 323 millions de dollars, soit 1,36 dollar par action, y compris 0,09 dollar par action reçu au deuxième trimestre en règlement d'un litige en Iran. Pour les neuf premiers mois de 1988, le bénéfice net était de 357 millions de dollars, soit 1,32 dollar par action. Le chiffre d'affaires d'exploitation est de 3,48 milliards de dollars pour les neuf premiers mois de 1989.

Ewan Baird, président-directeur général, a indiqué que les bénéfices des services pétroliers au troisième trimestre de 1989 ont enregistré une hausse importante en dépit d'une diminution de 9 % du nombre moyen d'appareils de forage en activité dans le monde. Le nombre d'opérations de forage a été supérieur à celui de l'année dernière, et le chiffre d'affaires des services pétroliers, par appareil de forage, a augmenté surtout en raison des prix supérieurs des services utilisant des nouvelles techniques. Les services de forage et de pompage des puits ont enregistré la même progression.

Lors de sa réunion du 11 octobre 1989, le Conseil d'Administration de la BIAO a accepté la démission de son Président : Monsieur Antoine d'ARJON.

Monsieur Francis VINCENT a été nommé Président-Directeur Général.

Monsieur Francis VINCENT, 53 ans, Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, Licence de Droit Public et de Sciences Politiques est entré à la BNP en 1959. Il y a exercé des fonctions de direction dans le réseau international et en France.

Il a été l'Administrateur Délégué auprès de UNITED BANK FOR WEST AFRICA, la Banque associée du Groupe BNP au Nigéria, avant de diriger, de Singapour, entre 1982 et 1987 le Groupe de l'Asie du Sud-Est.

Jusqu'en février 1989, il a dirigé l'Agence Centrale de la BNP à Paris. En février 1989, il a été nommé Administrateur et Directeur Général de la BIAO.

LES INDICES HEBDOMADAIRES
DE LA BOURSE DE PARISINSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100: 31 décembre 1988

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

13 oct. 20 oct.

BILAN HEBDOMADAIRE
DE LA BANQUE DE FRANCEPrincipaux postes sujets à variation
(en millions de francs)

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

12 octobre 1989

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalgam & Associés	205	205	Menarini Média	248 00	248 00
Anglofr	151 70	151 70	Micromerit	175	175
B.A.C.	205	205	Micromerit (Paris)	14 00	15 50
B. Comptable & Associés	205	205	Micromerit (Paris)	224	222 50
Banque Paribas	190	191	Micromerit (Paris)	1180	1180
B.C.M.	303	303	Orléans-Lorraine	240	250
Bolton	400	400	Or. Gest. Fin.	483	483
Bolton (Paris)	300	300	Pharm.	600	600
Bolton de Lyon	2200	2200	P.F.A.S.A.	750	750
Bolton	855	855	Prehens (C.M. & P.)	93 50	93 50
Canal	800	800	Prehens Assurance	730	730
C.A.I.-de-F. (C.C.I.)	700	700	Publicis (Paris)	900	900
C.A.M.E.	1830	1830	Publicis (Paris)	715	715
C.E. (Paris)	350	350	Publicis (Paris)	308	308
C.E.P. Comptable	190	190	Publicis (Paris)	310	310
Comptable de Lyon	750	750	Publicis (Paris)	242	242
C.A.M.	622	622	Publicis (Paris)	620	620
Coleman	205	205	Publicis (Paris)	285	285
Coleman	1230	1230	Publicis (Paris)	107 10	107 10
Coleman	400 00	400 00	Publicis (Paris)	408	408
Dalton	626	626	Publicis (Paris)	408	408
Dalton	1215	1215	Publicis (Paris)	302 50	302 50
Dalton	570	570	Publicis (Paris)	470	470
Dalton	180	180	Publicis (Paris)	250	250
Dalton	165	165	Publicis (Paris)	164 00	164 00
Dalton	225	225	Publicis (Paris)	519	519
Dalton	510	510	Publicis (Paris)	205	205
Dalton	315	315	Publicis (Paris)	1008	1008
Dalton	1004	1004			
Dalton	285 10	285 10			
Dalton	285	285			
Dalton	145 20	145 20			
Dalton	300	300			
Dalton	1040	1040			
Dalton	275	275			
Dalton	150	150			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 20 octobre 1989

Nombre de contrats : 18 700.

VALEURS	COURS	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Accor	920	13	42	-	-
CCE	480	21	36	29	-
EN-Aquitaine	520	19	40	28	-
Environnement SA-PLC	60	6,10	11	7,10	10,50
Lafarge-Capex	1700	36	-	123	-
Michelin	180	18	18	10,50	-
Mil	1500	53	-	-	-
Paribas	500	81	109	17	-
Pengot	850	80	115	33	-
Saint-Gobain	600	20	40	49	-
Société générale	500	8	18,50	65	-
Thomson-CSF	180	20	24,50	9	11,90
Source Perrier	1 600	440	-	19	-
Suez Financière	400	23	37	19	-

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 20 octobre 1989

Nombre de contrats : 36 031.

COURS	ÉCHEANCES	
	Déc. 89	Mars 90
Dernier	106,92	106,90
Précédent	106,66	106,66

Options sur notionnel

Options d'achat Options

BOURSE DU 20 OCTOBRE

VALEURS						Réglement mensuel										VALEURS					
Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compagnie	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%				
3778	C.A.E. 35 *	3708	3708	3700	- 0.08	1030	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1071	B.M.P. T.P.	1085	1085	1056	- 0.26	1070	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1286	C.C.F. T.P.	1222	1222	1221	- 0.08	1071	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1168	Cad. Lym. T.P.	1176	1176	1176	- 0.08	1072	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
2100	Ch. de l'Est T.P.	1870	1870	1850	- 0.26	1073	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1286	Ch. de l'Est T.P.	1286	1286	1286	- 0.26	1074	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
628	Accor	817	821	818	+ 0.12	1075	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1286	Ch. de l'Est T.P.	1286	1286	1286	- 0.26	1076	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
2130	A.S. Supra	2220	2220	2201	- 0.08	1077	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
3590	A.S. Supra	3586	361	578	- 1.37	1078	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
3590	A.S. Supra	3586	361	578	- 1.37	1079	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1030	Ag. France	2870	2870	2913	+ 0.15	1080	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
1030	Ag. France	2870	2870	2913	+ 0.15	1081	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1082	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1083	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1084	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1085	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1086	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1087	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1088	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1089	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1090	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1091	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1092	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1093	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1094	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1095	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1096	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1097	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1098	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1099	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1100	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1101	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1102	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1103	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1104	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1105	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1106	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1107	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1108	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1109	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1110	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1111	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1112	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1113	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1114	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1115	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1116	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1117	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1118	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1119	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1120	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1121	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1122	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1123	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1124	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1125	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1126	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1127	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1128	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1129	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1130	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1131	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1132	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1133	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1134	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1135	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1136	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1137	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1138	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1139	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1140	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1141	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1142	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+ 0.12			
636	Ag. France	610	602	605	- 0.13	1143	Bayar	982	74	1012	1013	2020	Bayar	982	74	1012	1013	+			

Comptant (sélection)

VALEURS			VALEURS			VALEURS			VALEURS		
	% du not.	% de coupon		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours		Cours princ.	Dernier cours
Obligations						Étrangères					
Emp. 9.80 % 77	121 19	3 618	Chenong (N)	157 50	167 80	Magnatc Unipar	165 20	165 20	Vies	.....	160
5.00 % 78/83	100 30	2 085	C.I.C. (France, del)	.....	220	Magnatc 50	65 20 a	65 20 a	Watersman S.A.	.....	900
10.00 % 78/84	102 45	1 381	C.I. Miniere	2050	770	Magnatc 50	.....	.....	Russ. de Maroc	.....	.....
13.25 % 80/80	102	5 046	Cleane	2050	1250	Midi Display	.....	.....	.....	.....	.....
16.25 % 82/80	101 29	12 427	Cogit	.....	1480	Mors	.....	.....	.....	.....	.....
15 % 84/82	100 41	5 059	Com. Indenelle	3640 0	.....	Navig. (Mar. del)	.....	.....	.....	.....	.....
14.00 % 81/83	108	9 640	Comp. Lyon-Alain	.....	.....	Rossi	.....	.....	A.E.G.	810	785
13.40 % 81/83	115 76	11 121	Concord (Lut)	1800	.....	Opang	.....	.....	Alco	361	365
12.20 % oct. 84	107 05	4 04	C.N.P.	405	14 20	Ordel	211	2105	Alex Alon	128	138
11 % 84/85	112 08	5 283	C. L. (Lombard)	.....	.....	Origny-Denver	.....	.....	Algeria Bank	.....	.....
10.25 % sans 86	104 90	8 240	C. Océan	138	60	Palat Monrovia	1020	.....	Auton. Brasil	.....	.....
ORT 12.75 % 83	.....	.....	C. Océan	138	60	Paris Marseill	730	.....	Aut. Pansine	476	473
ON 10 % 2000	107 40	.....	Danish S.A.	621	.....	Parthenon	231	.....	Achal	1105	1000
ONT 5.50 % 1997	109 46	4 245	Degumant	508	.....	Parthenon	453	.....	Autonome Milan	138	184
ONT 5.00 % 1998	102 72	7 091	Delfinelle S.A.	2011	.....	Parthenon	284	.....	Banq. Belg. Export	1700	185
Cl. Franco 93	.....	.....	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	265	.....	Commercialem	3200	1850
CHB Bque. franc. 82	100 02	2 857	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	B. H. H. H. H.	.....	34500
CHB Paribas	101 50	2 857	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	B. L. Lombard	680	701
CHB Suez	101 50	2 857	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Canadian-Pacific	132	351
CHB Bque. 82	100 10	2 857	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Chrysler corporation	142 50	141 80
FTT 11.20 % 85	107 20	9 085	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Commercialem	23 80	25 20
PT 10.20 % 85	103 50	6 823	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Del. Ind. Belg.	890	875
CH 11.00 % 85	104 46	3 943	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Dow Chemical	595	601
CH 10.00 % 85	87 30	4 350	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Du Pont (opt.)	.....	.....
CH 10.00 % 85	108	7 802	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Gaz. Belgiques	.....	.....
C.N.A.C.T.P.	117	.....	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Gawatt	1250	.....
C.E.E. 0.75 % 89-98	49 100	.....	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	General	140 50	141 40
Droit. Ass. Orl. com.	.....	.....	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Goodrich	300	310
Mediterran. 1.05 8/7	8 470	.....	Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Graze and Co	198	201
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	GTC corporation	770	389
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Honeywell Inc.	145	150
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	Shenwanberg	1110	1100
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	St. S. S.	30	30
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2000	.....	.....	.....	.....
			Delfinelle S.A.C.M.	1180	.....	Parthenon	2				

SICAV (selection)

[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLET	
	préc.	20/10	Achat	Vente
Extr.-Unif. (F 1)	8 247	8 306	8 070	8 540
ESU	9 986	9 871		
Almagora (100 ind.)	338	338	328	348 600
Caligaris (100 F)	18 158	18 183	18 600	18 600
Pays Bas (100 ind.)	300 730	300 850	281	310
North (100 ind.)	87 130	87 180	84	90
Caligaris (200 F)	90 780	90 780		84 500
Caligaris (500 d'achat)	10 025	10 013	9 550	10 450
Italia (1 000 ind.)	3 796	3 785	3 650	4 250
Italia (100 ind.)	4 814	4 818	4 600	5 000
Caligaris (100 F)	367 400	367 400	375	382
Caligaris (100 F)	87 630	87 850		108
Australis (100 ind.)	46 220	46 280	46 800	49 800
Australis (100 p.m.)	5 323	5 327	5 050	5 600
Portugal (100 ind.)	3 489	3 872	3 685	4 260
Caligaris (100 F)	5 323	5 371	5 150	5 550
Caligaris (500 C)	4 352	4 432	4 280	4 500

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 20/10
Dr des Indes (base)	74900	74300
Dr des Indes (au par)	74900	74300
Dr de Singapour (100 H)	423	423
Dollar Singapour (100 H)	388	388
Dollar espère (20 H)	458	460
Dollar taïwan (20 H)	430	427
Roumanie	544	540
Rouble soviétique (1000)	2760	2760
Dollar 10 dollars	1300	1350
Dollar de 5 dollars	880	
Dollar de 50 pesos	2800	2780
Dollar de 10 florins	448	446
Dr de Lencina		
Dr de Zurich		
Dr de Hongkong		
Argent Londres		
Gu Guignen	800	
Hanku Hsiao-ze Zan	210	
Hongkong	240	
Manille Intersch	297	
Manille	915	
Paraguay, P.V.	1910	377 20
Roumanie N.V.	179 10	178 10
Dr de la République	2425	2080
Siam-Allen	948	948
Son. Swifts Web	56 30	
S.P.R.	3000	2540
S.P.R.	680	
St Lucien du Monde	950	
Union	160	
Union (Banque)	144	112 20
Winnipeg	1470	

a : coupon détaché - e : o :

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Détenant déjà 18,7 % du conglomérat de M. Fournier

Paribas lance une OPA sur la Navigation mixte

La Compagnie financière Paribas a décidé, pendant le week-end, de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur le capital de la Compagnie de navigation mixte, dont elle détient déjà 18,70 %, achetés en Bourse. Paribas propose d'acquiescer les deux tiers des titres de la Mixte à 1 850 francs (dernier cours coté vendredi 19 octobre : 1 800 francs) et se réserve de prendre tout ou partie des actions présentées au-delà des deux tiers, ou de n'en acquiescer aucune.

En même temps que l'OPA est lancée une offre publique d'échanges (trois actions Paribas pour une action Mixte), l'option étant laissée au choix du public. Paribas se réserve également de ne pas donner suite à son offre si moins de 55 % du capital de la Mixte (compte tenu des 18,7 % qu'il détient déjà) étaient apportés à l'autour de l'offre.

Le montant de cette OPA, 11 milliards de francs au moins, plus les 3,5 milliards de francs déjà dépensés par Paribas pour acquiescer ses 18,7 %, pourrait donc atteindre les 20 milliards de francs. C'est l'une des plus grosses opérations jamais lancées en France, et le signe que le groupe Paribas entend reprendre l'offensive sur le marché français. Réuni sous la présidence de M. Michel François-Poncet, le conseil d'administration a décidé, à

l'unanimité, d'employer la solution de force à l'égard de M. Marc Fournier, président de la Compagnie de navigation mixte. Paribas lui avait, auparavant, proposé de devenir un actionnaire de « référence », dans un capital jusqu'alors émiétié. M. Fournier ayant répondu par une contre-attaque sur Bourse, la riposte est venue : une OPA en bonne et due forme.

La décision prise par Paribas lui a pratiquement été imposée par les événements, à savoir la bataille boursière engagée entre les deux adversaires. Pour le groupe présidé par M. François-Poncet, il s'agit de réunir deux ensembles assez identiques de par la structure de leur portefeuille de participations industrielles. Dans le cas de la Mixte, ce portefeuille est considéré comme offrant une réelle complémentarité : l'agro-alimentaire, avec du sucre, du champagne et des conserves (Saucisse), les transports (GTL, la société de surveillance et de sécurité Brinks, l'équipement aéronautique Hurel Dubois, le flaconnage de luxe Pochet). En outre, l'accord passé récemment par M. Marc Fournier avec le géant allemand Allianz, qui a racheté, pour 6 milliards de francs, la moitié des filiales de la Mixte dans l'assurance, est juré

bénéfique par Paribas. L'assurance n'est pas considérée comme un secteur stratégique.

Chez Paribas, jusqu'à présent, le déclenchement de son offensive est motivé par le fait que, sur le marché français, les possibilités de développement d'une banque d'affaires par croissance externe, donc rachat d'actifs existants, sont de plus en plus réduites après le regroupement récent, d'où l'appât des combats.

Reste à savoir quel sera la réaction de M. Fournier et de ses alliés, notamment le Crédit lyonnais (5 %), la Société générale (4,23 %) et Fraternité (5 %), sans oublier, naturellement, les AGF (plus de 8 %), acquies récemment, et le groupe Allianz, qui vient lui aussi d'acquies 5 % de la Mixte. Pour réussir, Paribas doit se procurer 36,3 % supplémentaires du capital de la Mixte : c'est le public et les SICAV qui trancheront, notamment celles du Crédit agricole, actionnaires à 9 %. Une belle bataille en perspective, qui intéressera toute la place de Paris et fera ressortir au grand jour alliances et antagonismes. En fin de matinée, M. Fournier, président de la Mixte, a annoncé son intention de franchir les 10 % dans le capital de Paribas.

F. R.

Un Boeing 727 s'écrase au Honduras : cent trente et un morts

C'est finalement cent trente et un morts et quinze rescapés que les sauveteurs ont dénombrés après la chute d'un Boeing 727 de la compagnie hondurienne Sabas, près de Tegucigalpa (Honduras), le samedi 21 octobre. Trois victimes françaises ont été identifiées, de même que M. Armando Blanco Panigra, ministre hondurien du travail. Un jour de deuil national a été décrété par le président du Honduras.

Les pilotes qui sont seulement blessés et les boîtes noires de l'appareil, loué à la compagnie américaine Continental, permettront de comprendre pourquoi l'équipage a tenté un atterrissage de fortune sur un terrain de football dans une zone où la visibilité était mauvaise et les vents violents. Les premières témoignages sont, comme souvent, contradictoires : une source fait état d'un ennemi de moteurs, alors qu'une rumeur laisse entendre que l'appareil aurait perdu une partie de son fuselage en vol, ce que démentent les autorités honduriennes.

Il s'agit de la cinquième catastrophe aérienne très meurtrière depuis le début de l'année 1989. 145 personnes ont péri, le 8 février, dans le Boeing 707 de la compagnie indépendante Air Corporation qui s'est écrasé aux Açores. 174 personnes ont été tuées, le 7 juin, au Surinam lors de l'atterrissage dans le brouillard d'un DC-8 de Surinam Airways. 170 personnes ont été tuées, le 3 septembre, dans un Ilyouchine-62 cubain qui n'est pas parvenu à décoller de La Havane. 170 personnes ont disparu, le 19 septembre, dans l'explosion criminelle en vol d'un DC-10 d'UTA au-dessus du Niger.

Manifestations en faveur de Jean-Philippe Casabonne

Plusieurs centaines de personnes ont manifesté samedi après-midi 21 octobre tant à Pau qu'à Bordeaux pour réclamer la libération de Jean-Philippe Casabonne, cet étudiant bordelais condamné le 21 décembre 1988 à Madrid à une peine de six années de prison pour collaboration avec l'ETA. A Pau, la manifestation qui regroupait deux cents à trois cents personnes s'est transformée en une chaîne humaine entre la préfecture et le consulat d'Espagne. A Bordeaux, un peu plus de cent manifestants se sont rendus au consulat d'Espagne.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 23 octobre
Bien orientée

Un début de semaine satisfaisant à la Bourse de Paris, où, malgré la liquidation générale pour la première fois perdante (-1,8 %) depuis la fin mai, la tendance est plutôt bien orientée. L'indice CAC-40 a ouvert à l'ouverture (-0,07 %), l'indice CAC-40 enregistré vers 11 heures, une modeste avance de 0,18 %.

Hausse de La Rochette, Fichtel, Penhoët, Avions Dassault, Nord-Est, Poliet, Reisse de Paribas, qui lance une OPA sur Navigation mixte.



La meilleure façon

de ne rien oublier

était

de penser à tout

Dalloz

CODE

DE

COMMERCE

Les codes Dalloz ont tout ce qu'on est en droit d'attendre d'un code Dalloz : une actualisation constante, une organisation méticuleuse, une présentation encore plus rationnelle. La solution de facilité en quelque sorte.

Dalloz - Les indispensables

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Devoir de réserve

DÉSOLÉE, je vais encore être obligée de me fâcher, là, aujourd'hui. J'ai été scandalisée — et je ne suis pas la seule — par la façon dont certains confrères se sont jetés sur le cadavre d'un enfant, un gamin de neuf ans, trouvé pendu dans un bosquet à vingt mètres de l'habitation de ses parents. Avec ce goût du sensationnel, ce côté va-tout-battant bruyamment des ailes autour d'un fait divers qu'on déchiète pour le livrer en pâture à l'opinion stupéfiée. Et cette façon de pousser un micro sous le nez de ses copains : Tu le trouvais comment ? Bizarre ? Déprimé ?

Ca, ça dépasse les limites du supportable parce que, justement, l'hypothèse d'un suicide n'est pas écartée. Et le suicide d'un mineur, on n'a pas le droit d'en parler dans les médias. C'est absolument interdit par le code pénal. Vous me direz, le code pénal, on s'en fout, on s'assied dessus. Personne n'a jamais été poursuivi pour avoir enfreint sur ce point précis. Je regrette. D'abord, ça s'est déjà produit. Ensuite, ça devrait être la règle, une règle intangible.

De quoi s'agit-il, en effet ? D'éviter le risque de contagion,

de protéger nos gosses, de ne pas leur mettre ça dans l'idée. Ils n'ont déjà que trop tendance à se buter. Au lieu de s'interroger, à longeur d'ondes, d'antennes et de colonnes sur le pourquoi et le comment de ce véritable fléau social, on pourrait peut-être commencer par ne pas l'encourager.

Et le coup du cahier d'écolier trouvé aux pieds du petit garçon dont on ne se gêne pas pour avancer, en se réfugiant derrière le conditionnel, qu'il contiendrait, noir sur blanc, la preuve de son intention d'en finir. C'est ce que racontent, pardon, ce qu'auraient raconté les gendarmes, pour nous confier dès le lendemain qu'il était illisible, ce cahier, entièrement délavé par la pluie.

Alors, je pose la question : est-ce qu'on va enfin se décider à punir les flics et les juges coupables de trahir leur devoir de réserve ? Comment exiger des sanctions contre les journalistes accusés de ne pas respecter la loi, quand ceux-là même qui sont chargés de la faire appliquer passent leur temps à la violer. En toute légèreté. Et en toute impunité.

■ **RDA : Nouvel afflux de réfugiés.** — La police ouest-allemande des frontières a annoncé, lundi 23 octobre, l'arrivée de 1 185 nouveaux réfugiés est-allemands au cours des dernières vingt-quatre heures. Depuis l'ouverture des frontières hongroises le 10 septembre dernier, 37 707 Allemands de l'Est ont été hébergés dans les centres d'accueil provisoires en RFA. — (AFP.)

■ **Vol chez Van Cleef : deux recueils inculpés à Grasse.** — Arrêtés vendredi 20 octobre dans un établissement du centre de Nice, le Piano Bar, au moment où ils négociaient la vente de huit parures estimées à 5 millions de francs, deux recueils, Emile Nollet, vingt-cinq ans, et Benjamin Cohen, quarante ans, ont été inculpés le lendemain de recel de vol aggravé et placés sous mandat de dépôt par M^{re} Catherine Raby, juge d'in-

struction au tribunal de Grasse. Les bijoux qu'ils tentaient de vendre faisaient partie en effet d'un ensemble volé le 4 septembre dernier, par deux hommes armés dans les locaux de la firme Van Cleef et Arpels à Cannes (le Monde du 6 septembre).

■ **Incendie d'une fusée japonaise.** — Le programme de développement de la fusée japonaise de nouvelle génération H2 devrait être retardé d'un mois, à la suite d'un incendie survenu le mois dernier, a annoncé lundi 23 octobre l'agence spatiale japonaise NASDA. Le feu a pris le 27 septembre dernier sur le premier étage de la fusée lors d'un essai d'allumage au sol. La NASDA travaille depuis 1985 à la mise au point de ce lanceur, du type « Ariane 4 » capable de mettre en orbite géostationnaire une charge de deux tonnes. — (AFP.)

L'ESSENTIEL

SECTION POLITIQUE

Débats

Islam en France : « Pourquoi cette peur ? », par Leila Sebbar : « Espace laïque », par Guy Coq. Bibliographie : *Tjibou le karak*, un livre d'Alain Rollat 2

Du jamais vu en RDA

Des dirigeants communistes dialoguent dans la rue avec des manifestants 3

La perestroïka dans l'armée soviétique

Une association de militaires contestataires s'est constituée à Moscou 4

Le projet de charte sociale européenne

Le spectre d'une crise avec la Grande-Bretagne 9

Les débats au PS

M. Rocard et M. Mauroy préparent le congrès chacun à sa manière 10

L'aide à la Pologne

La classe politique française se tourne vers Varsovie mais M. Lesd Walese s'en prend aux efforts jugés insuffisants de Paris 12

SECTION CULTURE

Comédie-Française au quotidien

Derrière son masque majestueux, la Comédie-Française vit au jour le jour le rythme fébrile de l'alternance, auquel depuis quinze mois Antoine Vitez, administrateur général, s'adapte 13

Le palais Garnier, enfin

Avec une création et une reprise, le chorégraphe tchèque Jiri Kylian, avec ses merveilleux danseurs, a fait la réouverture du palais Garnier 14

La fête de la lecture

Sur le thème « La fureur de lire », la première fête de la lecture a obtenu un succès plus important que prévu 15

Les tribulations d'une « taupe » de la DGSE

Libanais d'origine palestinienne, Faisal Jouda fut terroriste pour le compte des services secrets libanais et informateur pour celui de la DGSE. Il demande vainement l'asile politique à la France et est actuellement détenu à Madrid, sous menace d'expulsion 18

Le Bicentenaire vu du Japon

La célébration du Bicentenaire de la Révolution française : une occasion de « dépoissier » l'image que les Japonais ont de la France 19

Alain Prost : le titre dans la confusion

La troisième titre de champion du monde des pilotes de formule 1 d'Alain Prost est suspendu à une décision de la FISA, qui doit juger si la disqualification d'Ayrton Senna au Grand Prix du Japon est régulière ou non 24

Bombes au stade

Une étape supplémentaire a été franchie dans l'escalade de la violence par les hooligans du football : quatorze supporters de l'Ajax d'Amsterdam ont été blessés par l'explosion de bombes artisanales lors d'une rencontre de championnat avec Feyenoord 24

SECTION SPORTS

Un nouveau quotidien à Madrid

Dans une Espagne où naissent constamment de nouveaux journaux, le quotidien *El Mundo*, « progressiste et radical », fait son apparition dans les kiosques 21

Conflit Peugeot

Reprise du travail dans l'amertume à Mulhouse et à Sochaux 25

Grève aux finances

Les syndicats restent fermes après le constat d'échec des négociations 28

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Hongrie : les agriculteurs liés à l'Est

La moitié des exportations agricoles de la Hongrie sont destinées à l'URSS, compromettant la rentabilité des coopératives et empêchant toute diversification. Budapest souhaite commencer sur une base dollar 27

La chronique de Paul Fabra

Après la chute de Wall Street du 13 octobre dernier et la journée d'affolement à la Bourse de Paris, un marché dévoyé 30

Services

Abonnements 19
Campus 21
Carnet 21
Loto, Loto sportif 21
Marchés financiers 48 et 47
Météorologie 23
Mots croisés 21
Radio-Télévision 23
Spectacles 22

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LEM

Le numéro du « Monde »
daté 22-23 octobre 1989
a été tiré à 536 386 exemplaires

SERIE & VE
ECONOMIE
MAGAZINE

COMMENT BLANCHIR DES NARCO-DOLLARS

L'actualité a braqué ses feux sur l'argent de la drogue. Mais comment ces sommes folles sont-elles concrètement recyclées dans l'économie ? Banques suisses, paradis fiscaux, casinos, fausses factures, corruption de haut vol etc. S&V ÉCONOMIE MAGAZINE explique en détail les méthodes utilisées et fait la synthèse de ce dossier brûlant.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- ENTREPRISES : 7 moyens pour constituer un trésor de guerre.
- CONJONCTURE : Y a-t-il encore des cycles économiques ?
- ASSURANCES : Les experts en quête d'indépendance.

S&V ÉCONOMIE MAGAZINE
COMPRENDRE POUR AGIR

هذا هو الجواب